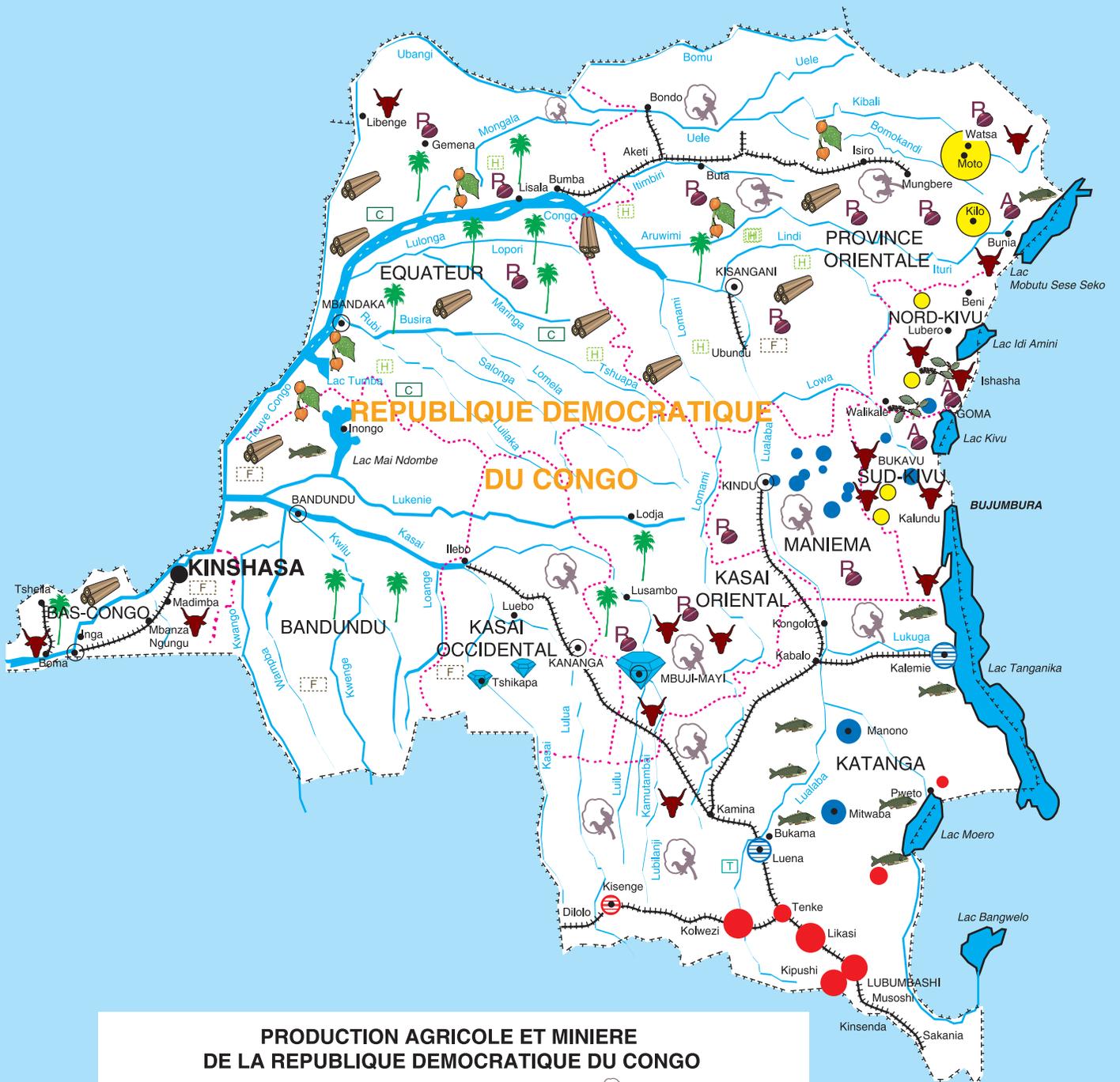


RAPPORT ANNUEL 2008



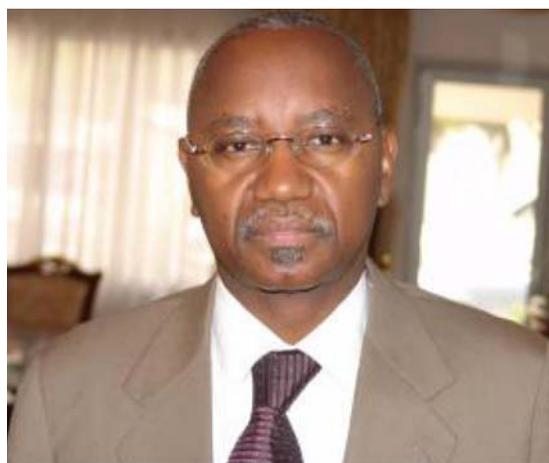
**BANQUE
CENTRALE DU
CONGO**



**PRODUCTION AGRICOLE ET MINIERE
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

- | | | |
|---|---------|--------------|
| Or | Fibre | Coton |
| Diamant | Copal | Thé |
| Cuivre, cobalt, zinc | Hévéas | Palmarais |
| Cassitérite, wolfram, colombo - tantalite | Tabac | Café-Arabica |
| Charbon | Pêche | Café-Robusta |
| Manganèse | Elevage | Cacao |
| Chemins de fer | Bois | |

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE EN 2008



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur



Jean-Marie EMUNGU EHUMBA,
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

Boulevard Colonel Tshatshi
B.P. 2697
KINSHASA I
Téléphone : 20.704 - 20.550 - 20.549-33.989
Télex : Congobanque 21.365 - 21.372 - 21.335
Télécopie : (243) 8805152 – (243) 8804326
Site Web: <http://www.bcc.cd/>

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani,
Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, Bunia, Gbadolite, Gemena, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda,
Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, Tshikapa, Uvira et Zongo.

Bureau de Représentation à Bruxelles (Belgique) :

Avenue des Arts, 50
1040 BRUXELLES
Téléphone : + 32 (02) 502 58 00
Téléfax : + 32 (02) 502 67 07
Télex : 61810

Agences mandataires par Provinces :

- *Inkisi, Mbanza-Ngungu, Muanda, Tshela (Bas-Congo)*
- *Kenge, Inongo (Bandundu)*
- *Basankusu, Lisala, Zongo (Equateur)*
- *Buta (Province Orientale)*
- *Beni, Butembo (Nord Kivu)*
- *Mwene-Ditu (Kasaï Oriental)*
- *Tshimbulu (Kasaï Occidental)*
- *Kolwezi (Katanga).*

BANQUE CENTRALE DU CONGO



LE GOUVERNEUR

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
(Avec mes hommages les plus déférents)

Concerne : Présentation du Rapport Annuel 2008
de la Banque Centrale du Congo.

J'ai l'honneur de Vous présenter, conformément aux dispositions statutaires régissant la Banque Centrale du Congo, le Rapport Annuel de cette Institution pour l'exercice 2008.

Ce document est subdivisé en deux grandes parties. La première partie porte sur l'analyse de quatre secteurs de l'économie, à savoir les secteurs réels, des finances publiques, des relations économiques extérieures ainsi que de la Monnaie et du Crédit et la deuxième sur la situation administrative et financière de l'Institut d'Emission.

En 2008, l'économie congolaise a été affectée significativement par trois grands événements exogènes. Il s'agit, au premier semestre, de la crise alimentaire induite par une forte expansion de la demande mondiale émanant des pays émergents et la persistance de la flambée des prix des produits pétroliers ainsi que, au second semestre, de la crise financière internationale ayant conduit à une crise économique sans précédent depuis 1929.

De ce fait, la croissance de l'activité économique s'en est trouvée ralentie, s'établissant à 6,2 % contre 6,3 % l'année précédente et une prévision de 8,2 %. Dans ce contexte, le taux d'inflation s'est situé à 27,6 % contre une projection de 12,0 % alors que la réalisation a été de 9,9 % à fin 2007. L'année 2008 a été également marquée par un déficit des opérations financières de l'Etat, ayant induit une dépréciation de la monnaie nationale de 21,3 % à fin décembre à la suite de la persistance du niveau des liquidités excédentaires et ce, bien que la Banque Centrale ait mené une politique monétaire globalement restrictive.

La deuxième partie du Rapport présente brièvement les points sur l'administration, les activités ainsi que la situation des comptes financiers.

S'agissant de la structure administrative, les animateurs de différentes structures statutaires sont demeurés en fonction. Afin de renforcer la gestion quotidienne de la Banque, plusieurs Ordres de service ont été signés.

Quant aux comptes financiers, ils se sont caractérisés par un accroissement de la situation patrimoniale. Celle-ci est consécutive à l'augmentation des engagements à la suite de la détérioration des produits d'exploitation. Ces comptes, comme l'exigent les pratiques en la matière, ont été certifiés par le Cabinet d'audit international « Deloitte & Touche s.p.r.l ».

Je Vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'assurance de ma très haute et très respectueuse considération.



J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur

Table des matières

ENVIRONNEMENT GENERAL ET POLITIQUE MONETAIRE	XVII	
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	XVII	
II. ENVIRONNEMENT INTERIEUR.....	XVIII	
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2008	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT	5
I.	EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE.....	5
II.	EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS	12
CHAPITRE II	PRIX INTERIEURS	15
I.	INFLATION GLOBALE	15
II.	INFLATION SOUS-JACENTE.....	16
III.	STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS.....	17
CHAPITRE III	SALAIRES, EMPLOI ET INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	18
I.	SALAIRES	18
II.	EMPLOI	18
II.	INDICE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN	19
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I.....	21	
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES.....	61
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	65
I.	RECETTES	66
II.	DEPENSES PUBLIQUES.....	70
III.	BESOIN ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	73
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	75
I.	RECETTES	75
II.	DEPENSES	75
CHAPITRE III	NOTE D'ANALYSE SUR LES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2008	77
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II.....	79	
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	103
CHAPITRE I	COMMERCE EXTERIEUR	105
I.	COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES.....	105
II.	ECHANGES COMMERCIAUX	106
CHAPITRE II	POLITIQUE DE CHANGE	109
I.	EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE CHANGE	109
II.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES	110
III.	EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE.....	111
CHAPITRE III	EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	114
I.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	114
II.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	121
III.	ESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT.....	121
CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE	122
I.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS EN 2008	122
II.	STOCK DE LA DETTE	123

III.	SERVICE DE LA DETTE	124
IV.	ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE.....	125
CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES	126
I.	ASSISTANCE MULTILATERALE	126
II.	ASSISTANCE BILATERALE	127
CHAPITRE VI	COOPERATION INTERNATIONALE ET SOUS - REGIONALE.....	130
I.	COMESA	130
II.	La SADC	132
III.	SOMMET TRIPARTITE SADC - COMESA et EAC	135
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III.....		137
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	159
CHAPITRE I	SITUATION MONETAIRE.....	162
I.	EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE	162
CHAPITRE II	POLITIQUE MONETAIRE	167
I.	CADRE OPÉRATIONNEL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE	167
II.	COMPORTEMENT DES INSTRUMENTS	168
III.	EVOLUTION DES FACTEURS AUTONOMES ET INSTITUTIONNELS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE	170
IV.	MULTIPLICATEUR MONÉTAIRE	171
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE.....	172
I.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS	172
II.	COMPORTEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT	174
CHAPITRE IV	CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	177
I.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CRÉDITS.....	177
CHAPITRE V	INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	180
I.	SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT	180
II.	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE.....	181
CHAPITRE VI	MICROFINANCE.....	184
I.	CADRE LÉGAL, RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL	184
II.	ACTIVITÉS.....	185
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV.....		187
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE	225
TITRE I	ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE.....	227
CHAPITRE I	ADMINISTRATION	228
I.	CONSEIL DE LA BANQUE	228
II.	HAUTE DIRECTION.....	228
III.	STRUCTURES DE CONTROLE	229
CHAPITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE	230
I.	GESTION COURANTE.....	230
II.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	233
III.	PERSONNEL	234
IV.	FORMATION	236
CHAPITRE III	CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2008.....	239
CHAPITRE IV	MODERNISATION DE LA DIRECTION DE LA TRESORERIE	246

TITRE II	COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2008	247
CHAPITRE I	BILAN.....	248
I.	ACTIF	248
II.	PASSIF	250
CHAPITRE II	COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2008	252
I.	PRODUITS D'EXPLOITATION	252
II.	CHARGES D'EXPLOITATION	253
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	255
LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	.....	263
I.	BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	264
II.	INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	265
III. I	INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE, BUREAU DE CHANGE ET MESSAGERIES FINANCIERES	270
LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES.....		273

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2008	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
Tableau I.1	Evolution de l'Indice de Développement Humain (IDH)	19
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I		21
Tableau I.2	Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes variations en pourcentage par rapport à l'année précédente).....	23
Tableau I.3	Utilisation du produit intérieur brut (en pourcentage du PIB à prix courants	24
Tableau I.4	Produit intérieur brut.....	25
Tableau I.5	Produit National Brut et revenu national (en millions de CDF aux prix courants)	26
Tableau I.6	Contribution des différents secteurs au produit intérieur brut (en millions de CDF aux prix courants).....	27
Tableau I.7	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut (valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000)	28
Tableau I.8	Utilisation du produit intérieur brut (en millions de CDF courants).....	29
Tableau I.9	Utilisation du produit intérieur brut (en millions de CDF au prix de 2000)	30
Tableau I.10	Compte des opérations courantes de l'Etat (en millions de CDF courants)	31
Tableau I.11	Compte de capital et financier de l'Etat (en millions de CDF à prix courants)	32
Tableau I.12	Formation brute de capital fixe (en millions de CDF à prix courants)	33
Tableau I.13	Formation brute de capital fixe (en millions de CDF au prix de 2000)	34
Tableau I.14	Compte extérieur de l'économie (en millions de CDF courants).....	35
Tableau I.15	Evolution des indices d'activité économique (base 1990 = 100).....	36
Tableau I.16	Importations et estimations de la production commercialisée de principaux produits alimentaires	37
Tableau I.17	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse (en milliers de tonnes)	38
Tableau I.18	Production agro-industrielle(tonnes)	39
Tableau I.19	Production minière et métallurgique	40
Tableau I.20	Principales productions manufacturières	41
Tableau I.20 Bis	Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement.....	42
Tableau I.21	Indice de la production des industries manufacturières	43
Tableau I.22	Production, exportation et consommation intérieure de ciment (en tonnes) ..	44
Tableau I.23	Production de la raffinerie de pétrole (en tonnes)	45
Tableau I.24	Consommation de produits pétroliers(en m ³).....	46
Tableau I.25	Production et consommation d'électricité par province (en milliers de Mwh)	47
Tableau I.26	Production et consommation d'eau et d'électricité.....	48
Tableau I.27	Consommation d'électricité par secteur (en millions de KWh).....	49
Tableau I.28	Activités de principaux organismes de transport (en millions d'unités)	50
Tableau I.29	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports (en milliers de tonnes)	51
Tableau I.30	Communication téléphonique (en milliers d'unités).....	52
Tableau I.31	Indices des prix à la consommation des ménages à Kinshasa (Base 1989 = 100).....	52
Tableau I.32	Indices des prix de détail à Kinshasa(base décembre 1993 = 100).....	53
Tableau I.33	Indices des prix de détail établis par la Banque Centrale du Congo (Base août 1995 = 100)	54
Tableau I.34	Variation des indices des prix à la consommation	55

Tableau I.35	Effectifs des travailleurs de l'administration publique et du secteur privé (en milliers d'unités)	56
Tableau I.36	Salaire réel dans le secteur privé et dans l'administration publique (base 2000 = 100)	57
Tableau I.37	Répartition par province des affiliés de l'INSS (en pourcentage)	58
Tableau I. 38	Evolution des prix des produits pétroliers (en CDF/ litre)	59
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES	61
Tableau II.1	Opérations intégrées des administrations publiques (en milliers de CDF)	65
Tableau II.2	Importance relative de différentes catégories des recettes(en pourcentage)	67
Tableau II.3.	Structure des dépenses courantes par Ministères et Institutions (En pourcentage)	73
Tableau II.4	Besoin de financement des opérations du cadre budgétaire (en milliers de CDF)	74
Tableau II.5	Couverture de besoin de financement des opérations du cadre budgétaire	74
Tableau II.6	Opérations à financement extérieur spécifique (en milliers de CDF)	76
Tableau II.7	Ventilation des arriérés de paiement (en millions de CDF)	77
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II		79
Tableau II.8	Importance relative des finances publiques dans l'économie	81
Tableau II.9	Situation intégrée des opérations des administrations publiques(en milliers de CDF)	82
Tableau II.10	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat (en milliers de CDF)	83
Tableau II.11	Recettes des administrations publiques (en milliers de CDF)	84
Tableau II.12	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur (en milliers de CDF)	85
Tableau II.13	Recettes des impôts sur le commerce extérieur (en milliers de CDF)	86
Tableau II.14	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus (en milliers de CDF)	87
Tableau II.15	Recettes des impôts sur les revenus(en milliers de CDF)	88
Tableau II.16	Prévisions des recettes des impôts sur biens et services (en milliers de CDF)	89
Tableau II.17	Recettes des impôts sur biens et services (en milliers de CDF)	90
Tableau II.18	Evolution des effectifs payes par l'Etat : Répartition par ministère (situation à la fin de l'année)	91
Tableau II.19	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère (en milliers de CDF)	92
Tableau II.20	Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère (en milliers de CDF)	93
Tableau II.21	Exécution des dépenses courantes de l'Etat par nature (en milliers de CDF)	94
Tableau II.22	Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère (en milliers de CDF)	95
Tableau II.23	Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition des crédits de paiement par secteur	96
Tableau II.24	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère (en milliers de CDF)	97
Tableau II.25	Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire : Répartition par secteur(en milliers de CDF)	98
Tableau II.26	Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale (en milliers de CDF)	99
Tableau II.27	Couverture de besoins nets de financement de l'Etat(en milliers de CDF)	100
Tableau II.28	Tableau des opérations de l'Etat en 2008 - Programme (en millions de CDF)	101
Tableau II.29	Tableau des opérations de l'Etat en 2008 - Exécution (en millions de CDF) ..	102

TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES	
Tableau III.1	Evolution mensuelle du volume des transactions sur le marché des changes (en millions de USD).....	111
Tableau III.2	Evolution mensuelle du Taux de change en 2008 (CDF/1 USD).....	113
Tableau III.3	Composantes de la Balance des paiements (en millions de USD)).....	114
Tableau III.4	Structure des Exportations (en millions de USD)	116
Tableau III.5	Structure des Importations (en millions de USD).....	118
Tableau III.7	Evolution des opérations sur les revenus (en millions de USD)	120
Tableau III.8	Evolution des transferts courants (en millions de USD).....	120
Tableau III.9	Evolution du compte de capital et d'opérations financières (en millions de USD)	121
Tableau III.10	Stock de la dette au 30 décembre 2008 (en millions de USD).....	123
Tableau III.11 :	Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2008 (en millions de USD)	125
Tableau III.12	Arriérés sur le Service de la dette au 30 décembre 2008 (en millions de USD)	125
Tableau III. 13	Provenance des Donations Extérieures d'Origine Publique (en millions de USD)	128
Tableau III. 14	Type des donations d'origine multilatérale (en millions de USD)	129
Tableau III. 15	Type des donations d'origine bilatérale (en millions de USD)	129
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III.....		137
Tableau III.16	Cours des principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise.....	139
Tableau III.17	Cours des principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise.....	140
Tableau III.18	Evolution des indices des cours des matières premières (Indice 1990 = 100)	141
Tableau III.19	Répartition des exportations par principaux pays de destination (en millions de XDR)	142
Tableau III.20	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs (en millions de XDR)	143
Tableau III.21	Balance commerciale	144
Tableau III.22	Evolution des termes de l'échange (Base : 2000 = 100)	145
Tableau III.23	Exportations de principaux produits végétaux et animaux.....	146
Tableau III.24	Dette extérieure (en millions de USD)	147
Tableau III.24 Bis	Dette extérieure (en millions de USD)	148
Tableau III.25	Balance générale des paiements (en millions de USD).....	149
Tableau III.26	Solde de la balance générale des paiements (en millions de USD).....	150
Tableau III.27	Prévisions de la balance des paiements (Solde en millions de USD).....	151
Tableau III. 28	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises (en milliers de XDR) *.....	152
Tableau III. 29	Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement (en millions de XDR)	153
Tableau III. 30	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit (en milliers de XDR)	154
Tableau III. 31	Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres (en milliers de XDR)	155
Tableau III. 32	Cours interbancaires des devises (en CDF)	156
Tableau III. 33	Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles (Données à fin période)	157

TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	159
Tableau IV.1	Evolution de la base monétaire(en milliards de CDF)	162
Tableau IV.2	Contreparties de la base monétaire	163
Tableau IV.3	Evolution de la masse monétaire(en milliards de CDF)	163
Tableau IV.4	Contreparties de la masse monétaire(en milliards de CDF).....	164
Tableau IV.5	Facteurs autonomes de la liquidité bancaire(en milliards de CDF).....	170
Tableau IV.6	Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire(en milliards de CDF).....	171
Tableau IV.7.	Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers(en milliards de CDF)	177
Tableau IV.8	Bilans résumés de la Société Financière de Développement(en CDF)	181
Tableau IV.9	Bilans résumés du Fonds de Promotion de l'Industrie(en CDF).....	183
Tableau IV.10	Evolution de principaux indicateurs	186
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV		187
Tableau IV.11	Situation monétaire intégrée (CDF)	188
Tableau IV.11	Bis Situation monétaire intégrée (en millions de XDR)	189
Tableau IV.12.	Situation monétaire intégrée en 2008 (en milliers de CDF)	190
Tableau IV.12 Bis	Situation monétaire intégrée en 2008 (en millions de XDR)	191
Tableau IV.13	Liquidités monétaires et quasi monétaires (en CDF)	192
Tableau IV.14	Liquidités monétaires et quasi monétaires en 2008 (en milliers de CDF).....	193
Tableau IV.15	Origine des variations de la masse monétaire (en CDF).....	194
Tableau IV.15 bis	Origine des variations de la masse monétaire (en pourcentage)	195
.		
Tableau IV.16	Origine des variations de la masse monétaire en 2008 (en milliers de CDF) .	196
Tableau IV.16 bis	Origine des variations de la masse monétaire en 2008 (en pourcentage).....	197
Tableau IV.17	Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo (Contrevaleur en CDF).....	198
Tableau IV.17.bis	Ventilation des émissions monétaires (en CDF)	199
Tableau IV.18	Dépôts bancaires a vue Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province (en CDF)	200
Tableau IV.19	Dépôts bancaires a terme Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, région et échéance(en CDF)).....	201
Tableau IV.20	Crédits aux entreprises et aux particuliers (en CDF)	202
Tableau IV.21	Credits aux entreprises et aux particuliers (!) Utilisations des crédits (en CDF)	203
Tableau IV.22	Ventilation des crédits bancaires a décaissement par secteur d'activité (en CDF)	204
Tableau IV.23	Ventilation des crédits bancaires a décaissement par branche d'activité (en CDF)	205
Tableau IV.24	Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité (en CDF).....	206
Tableau IV.25	Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits (en CDF)	207
Tableau IV.26	Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédits par branche d'activité (en CDF)	208
Tableau IV.27	situation monétaire de la Banque Centrale du Congo (en CDF)	209
Tableau IV.28	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2008 (en milliers de CDF)	210
Tableau IV.29	Situation monétaire des banques créatrices de monnaie (en CDF)	211
Tableau IV.30	Situation monétaire des banques créatrices de monnaie en 2008 (en milliers de CDF)	212
Tableau IV.31	Réserves de la Banque Centrale du Congo (en CDF)	213
Tableau IV.31 bis	Réserves de la Banque Centrale du Congo (en millions de USD)	214
Tableau IV.32	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2008 (en milliers de CDF)	215
Tableau IV. 33	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires (en CDF)	217

Tableau IV. 34	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2008 (en milliers de CDF)	218
Tableau IV.35	situation résumée de la Société Financière de Développement (en CDF)	219
Tableau IV.36	Situation résumée de l'Institut National de Sécurité Sociale (en CDF)	220
Tableau IV.37	Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances (en CDF)	221
Tableau IV.38	Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances (en CDF)	222
Tableau IV.39	Situation résumée du fonds de promotion de l'industrie (en CDF)	223
Tableau IV.40	Evolution de la base monétaire (au sens strict) (en CDF)	224
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE	225
TITRE I	ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE	227
Tableau I.1	Evolution des personnes à charge de la Banque Centrale du Congo	235
Tableau I.2	Répartition du Personnel de la Banque par Niveau d'Etudes	235
Tableau I.3	Personnel formé à l'intérieur du Pays	236
Tableau I.4	Personnel formé à l'extérieur du Pays	237
Tableau I.5	Répartition des stagiaires par Direction en 2007 et 2008	238
TITRE II	COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2008	247
Tableau II.1	Comptes d'Actif	249
Tableau II.2	Comptes de Passif.....	251
Tableau II.3	Produits d'exploitation(en millions de CDF)	252
Tableau II.4	Charges d'exploitation(en millions de CDF).....	253

LISTE DES GRAPHIQUES

PREMIERE PARTIE

Graphique I.1	Evolution des prix intérieurs en 2008, Objectif annuel : 23,5 %	15
Graphique II.1	Importance relative des opérations du cadre budgétaire (en pourcentage du PIB)	64
Graphique II.2	Situation intégrée des opérations des administrations publiques (en milliards de CDF).....	65
Graphique II.3	Importance des différentes catégories des recettes (en pourcentage du total).....	68
Graphique II.4	Structure des dépenses publiques (en pourcentage du total).....	71
Graphique II.5	Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur (en milliards de CDF)	76
Graphique III.1	Indice des cours de principaux produits exportés (Base 1990 = 100)	107
Graphique III.2	Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New-York	107
Graphique III.3	Cours des principaux produits minéraux exportés	108
Graphique III.4	Cours des principaux produits végétaux exportés	108
Graphique III.5	Indices des prix à l'exportation et à l'importation et termes de l'échange (Base 1990 = 100)	108
Graphique III.6	Evolution des transactions en devises en 2008 ⁽¹⁾ (en millions de USD)	110
Graphique III.7	Evolution annuelle des transactions sur le Marché des changes 2004-2008 (en millions de USD)	111
Graphique III.8	Evolution du taux de change en 2008.....	112
Graphique III.9	Evolution des Soldes des Composantes du Compte des Transactions Courantes(en millions de USD).....	115
Graphique III.10	Répartition du Stock de la dette par catégorie de créanciers au 30 décembre 2008	124
Graphique IV.1	Structure de la masse monétaire(en pourcentage)	164
Graphique IV.2	Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie	165
Graphique IV.3	Encaisses réelles des agents économiques (en CDF)	166
Graphique IV.4	Taux de base de la Banque Centrale du Congo(en pourcentage)	169
Graphique IV.5	Evolution de la marge de positivité du taux directeur(en points)	169
Graphique IV.6	Multiplicateur monétaire	171
Graphique IV.7	Profondeur du marché monétaire	172
Graphique IV.8	Evolution mensuelle des transactions sur le marché en Banque (en milliards de CDF).....	172
Graphique IV.9	Volume mensuel des transactions interbancaires(en milliards de CDF).....	173
Graphique IV.10	Ventes mensuelles des billets de trésorerie(en milliards de CDF).....	173
Graphique IV.11	Comportement des taux d'intérêt(en pourcentage)	174
Graphique IV.12	Ecart des taux d'intérêt (en points)	175
Graphique IV.13	Allocation des crédits aux branches d'activités économiques (en pourcentage du portefeuille crédit à court terme)	178
Graphique IV.14	Structure des crédits suivant la monnaie de règlement(en pourcentage).....	179

DEUXIEME PARTIE

Graphique II.1	Structure des produits d'exploitation.....	253
Graphique II.2	Structure des charges d'exploitation.....	254

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	renseignement non disponible
-	renseignement nul
p	renseignement provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
brl	baril
c.s	cotation suspendue
n.c	non communiqué
XDR	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
(CDF) FC	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
PIR	Programme Intérimaire Renforcé du Gouvernement
PEG	Programme Economique du Gouvernement
BTR	billet de trésorerie
PRC	Programme Relais de Consolidation
PSSF	Programme Suivi par les Services du Fonds
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré

ENVIRONNEMENT GENERAL ET POLITIQUE MONETAIRE

L'environnement général en 2008 a été caractérisé par, d'une part, la crise alimentaire induite par une forte expansion de la demande mondiale émanant des pays émergents et la persistance de la flambée des prix des produits pétroliers et, d'autre part, la crise financière internationale ayant entraîné une crise économique sans précédent. Ces phénomènes ont été à la base des poussées inflationnistes et de la récession dans toutes les économies du monde.

Au niveau interne, l'économie congolaise s'est ressentie des effets de ces crises attestés par le ralentissement de la croissance économique dans un contexte des tensions inflationnistes et la baisse drastique des réserves internationales. En outre, la résurgence des hostilités à l'Est du pays a occasionné d'importantes dépenses additionnelles ayant détérioré la Position Net du Gouvernement.

Pour se préserver des effets de ces crises, la Banque Centrale du Congo a mené une politique monétaire restrictive en vue de contenir l'inflation sans préjudice à la croissance économique. A cet effet, afin de maintenir un niveau adéquat de la demande et des moyens de paiement, un accent particulier a été porté sur la ponction de la liquidité bancaire excédentaire, par l'entremise des ventes des billets de trésorerie. Cette dernière provenait essentiellement de l'expansion du Crédit Net à l'Etat.

I. Environnement international

La crise alimentaire, faisant suite à l'expansion de la demande mondiale non compensée par un relèvement de l'offre, a entraîné une augmentation des prix de principaux produits alimentaires. La forte demande des biocarburants et celle des pays émergents, dont la Chine et l'Inde, a été un élément moteur dans la hausse des cours des produits alimentaires.

La politique délibérée des pays de l'OPEP de maintenir le même niveau des prix des produits pétroliers et l'augmentation de la demande ont entraîné la hausse du cours du baril. En effet, de 95,0 USD le baril à fin décembre 2007, le cours du brut a atteint 147,0 USD le baril en juillet 2008.

Des bouleversements brusques et rapides ont caractérisé l'évolution de l'économie internationale. En effet, après plus d'une décennie d'expansion remarquable, les économies avancées sont entrées en récession. Cette situation est globalement consécutive à l'effondrement des subprimes. En effet, l'expansion de la demande des crédits « subprimes » a été favorisée par un contexte de baisse drastique, en deçà du taux d'inflation, des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Il en a résulté une hausse rapide des prix dans le secteur immobilier en raison d'une demande massive des logements face à une offre relativement limitée.

Ainsi, le secteur immobilier a contribué, entre 2000 et 2004, pour environ 40,0 % à la croissance économique américaine. Cette dernière s'est établie en moyenne à 2,2 % au cours de cette période. C'est le début du boom immobilier et de la ruée vers tous les titres portant sur ce secteur.

Par ailleurs, les fonds spéculatifs qui avaient réalisé d'importants gains en capital lors de la montée de la bulle immobilière, ont utilisé une grande partie de ces derniers dans l'achat du pétrole devenu actif boursier avec comme conséquences le renchérissement du baril (crise énergétique) et par voie de contagion celui du coût de transport des produits alimentaires (crise alimentaire).

Entre 2005 et juillet 2006, sous l'effet de l'accentuation du prix de l'immobilier, la demande a commencé à fléchir jusqu'à faire apparaître un excédent de l'offre. Comme conséquence, le prix du logement se ralentit considérablement. D'où la réduction de la croissance des Etats-Unis d'environ 1 point.

La chute brutale du prix de l'immobilier va entraîner des pertes dans le chef des fonds spéculatifs et des bénéficiaires des crédits « subprimes » devenus défaillants. En outre, les banques prêteuses des « subprimes » vont fermer suite à leur incapacité à faire face aux retraits des déposants effrayés par l'accumulation des impayés. La méfiance s'installe entre les institutions de crédit qui ne veulent plus se prêter de la liquidité et les systèmes tant financier que bancaire se bloquent. L'effondrement des capitalisations boursières est tel qu'il va entraîner la chute, par effet de contagion, favorisée par la titrisation des produits financiers et le décloisonnement des marchés, de tous les cours sur les places internationales. Ainsi, la crise financière, de fil en aiguille, s'est transformée en crise économique.

En 2008, la croissance de l'économie mondiale s'est limitée à 3,7 % alors qu'elle était pressentie à 4,2 %.

II. ENVIRONNEMENT INTERIEUR

Deux évolutions ressortent globalement de la situation économique et financière de la République Démocratique du Congo, à savoir :

- Au premier semestre, une forte augmentation de la croissance économique et une accélération notable de l'inflation tirée par la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché mondial ;
- Au second semestre, un ralentissement notable de la croissance à la suite, notamment de l'écroulement de l'activité dans le secteur minier avec pour effet le relèvement du niveau de chômage et une certaine décélération de l'inflation consécutive à la baisse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché mondial. A cela, il convient d'ajouter la recrudescence des tensions sécuritaires dans la partie Est du territoire national, laquelle a accentué la détérioration de la situation financière du secteur public.

Aussi, pour l'année 2008, la croissance du PIB réel s'est établie à 6,2 % contre 6,3 % une année auparavant. S'agissant des prix à la consommation, le taux d'inflation a atteint 27,6 % contre un objectif de 23,5 %.

La monnaie nationale a enregistré une dépréciation de 21,3 % et les réserves internationales ont chuté de 56,8 %, se situant à 78,0 millions de USD contre 180,6 millions en 2007.

Au plan monétaire, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues respectivement de 33,1 % et 58,5 %. Pour faire face à l'expansion monétaire et atténuer les tensions inflationnistes ainsi que la dépréciation monétaire, la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo a été globalement restrictive, avec des ajustements à la hausse du taux directeur et du coefficient de la réserve obligatoire. Ainsi, le taux directeur de la BCC et le coefficient de la réserve obligatoire sont passés respectivement de 22,5 % et 4,0 % à fin 2007 à 40,0 % et 5,0 % en 2008.

PREMIERE PARTIE
EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE
ET FINANCIERE EN 2008

TITRE I

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La croissance économique a connu une stagnation en 2008, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel s'étant situé à 6,2 % contre 6,3 % l'année précédente. Ce taux initialement estimé à 10,8 % a été revu à la baisse à la suite du recul de l'activité de production observé à partir du troisième trimestre. La baisse de l'activité enregistrée au cours du second semestre, consécutive à l'effondrement de la demande internationale, a marqué l'entrée en récession de l'économie congolaise, à l'instar d'autres pays.

Les facteurs à la base de cette contre-performance tiennent à la baisse de l'activité du secteur minier, particulièrement affectée par la chute des cours des minerais et des métaux suite à la crise financière. L'impact de cette crise sur le secteur minier s'est répercuté sur le secteur des transports et communications ainsi que de celui des services marchands.

Les effets limités de la croissance économique sur le niveau de vie de la population maintiennent toujours le pays loin des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En effet, la République Démocratique du Congo ne figure pas sur la liste des pays du continent ayant la possibilité de réaliser les OMD à l'horizon 2015, établie par la Banque mondiale dans son rapport 2008 sur les Indicateurs de développement africain (ADI). La République Démocratique du Congo fait également partie des pays à Indice de Développement Humain (IDH) faible : elle est 177^{ème} dans le classement mondial et est considérée comme l'un des pays les plus pauvres du monde.

Par ailleurs, l'année 2008 a été caractérisée par la résurgence de l'inflation due notamment à la hausse persistante des prix des produits pétroliers et alimentaires sur les marchés international et national ainsi qu'à la dépréciation monétaire. Il y a lieu de relever également la perturbation de l'offre des biens alimentaires sur les marchés suite aux nouveaux mécanismes de contrôle avant embarquement des marchandises à destination de la République Démocratique du Congo. Cette situation a occasionné, dans le chef de certains opérateurs économiques, la rétention des produits et le refus du renouvellement des stocks.

CHAPITRE I

PRODUIT INTERIEUR BRUT

En dépit d'un environnement économique international moins favorable par rapport à l'année précédente, l'activité économique en République Démocratique du Congo s'est maintenue à un niveau satisfaisant en 2008, soit un taux de croissance de 6,2 %. L'analyse de l'activité économique au cours de cette année se fera aussi bien par l'approche des produits que par celle des dépenses.

I. EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE

La croissance économique est maintenue en 2008, s'établissant à 6,2 % contre 6,3 % une année auparavant.

A l'exception de la branche « Eau et électricité », toutes les autres branches ont contribué positivement à la formation du PIB en 2008 : Commerce de gros et de détail 39,5 %, Industries extractives 24,3 %, Agriculture 18,8 % ainsi que Transports et communications 8,0 %. La branche des Bâtiments et Travaux Publics et celle des services marchands ont contribué respectivement pour 5,0 % et 4,7 %.

1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse

La valeur ajoutée de l'agriculture dans la formation du PIB réel s'est accrue de 3,0 % en 2008 par rapport à 2007 et sa contribution à la croissance économique s'est située à 18,8 %. L'indice de la production agricole a enregistré une hausse de 2,8 %, tandis que celui de la production agricole d'exportation a connu une baisse de 10,3 % par rapport à l'année précédente.

1.1 Agriculture

1.1.1. Cultures vivrières

Les cultures vivrières sont, de type familial, exploitées généralement dans les milieux ruraux sur des exploitations de petite taille avec un outillage rudimentaire et une main-d'œuvre constituée essentiellement des membres du ménage. Elles représentent plus de 80,0 % de la production du pays. Les paysans s'intéressent à ces cultures pour assurer leur alimentation en produits tels que le manioc, le maïs, l'arachide, le haricot, le fruit, etc.

D'après les estimations du Service National des Statistiques Agricoles, SNSA en

sigle, l'évolution de la production des cultures vivrières est marquée par une quasi stabilité avec une faible variation de 0,4 % entre 2007 et 2008. Hormis les céréales dont la production a stagné, la même tendance est aussi constatée au niveau des autres composantes qui renseignent de légers accroissements : une augmentation de 0,4 % de racines et tubercules, de 2,6 % de légumes et légumineuses, de 2,6 % d'oléagineux et de 0,3 % d'agrumes. Ce faible accroissement de la production est consécutif notamment au manque de pesticides pour faire face aux maladies qui attaquent les plantes ainsi que de moyens financiers pour acheter les semences et faire le suivi d'exploitation par les agronomes.

1.1.2. Cultures d'exportation

Jadis exploitées par de grandes sociétés agro-industrielles disposant de moyens modernes de production et exploitant intensivement de grandes étendues, les cultures d'exportation sont actuellement quasi abandonnées. En effet, la majorité des investisseurs du secteur a abandonné les plantations et/ou arrêté les activités en attendant les jours meilleurs pour les relancer. Les quelques plantations en activité produisent en deçà de leur capacité suite à la persistance des facteurs structurels qui les caractérisent : dégradation des routes de desserte agricole, vétusté de l'outil de production, manque des pièces de rechange et de suivi de contrôle par les agronomes ainsi que les difficultés d'accès au crédit, etc.

En 2008, l'indice de la production agricole d'exportation indique un recul de 2,8 %. Ce repli reflète l'évolution de la quasi-totalité des cultures d'exportation qui, à l'issue de cette période, ont enregistré des baisses : huile de palme 55,5 %, huile de palmiste 49,4 %, bois grumes 34,0 %, tabac 5,9 %, caoutchouc 3,1 %, cacao 0,7 %, cafés robusta et arabica 0,1 %.

1.2. Sylviculture

Les productions de bois de chauffage et de charbon de bois ont enregistré chacune une hausse de 3,0 % par rapport à leurs niveaux de 2007. Cette situation fait suite à une demande sans cesse croissante des ménages pour faire face aux perturbations en fourniture d'énergie électrique. Il y a lieu de relever que l'exploitation abusive du bois de chauffage entraîne le déboisement dont les effets sont néfastes sur l'environnement.

1.3. Elevage

Au terme de l'année 2008, les différentes composantes de l'activité de l'élevage ont affiché des évolutions divergentes. En effet, à l'exception de la production de bovins qui a baissé de 0,2 %, celles des autres cheptels font état d'une légère amélioration : ovins de 0,1 %, caprins de 0,2 %, porcins de 0,2 %. Concernant l'élevage des volailles, il a augmenté de 0,3 % de même que la production des œufs.

Ces faibles accroissements de production sont imputables notamment aux difficultés persistantes auxquelles sont confrontés les éleveurs à savoir, le manque d'infrastructures de soins de santé animale et de médicaments pour faire face aux différentes maladies bactériennes et symptomatiques (verminose, trypanosomiase).

1.4. Pêche et Chasse

Les données disponibles sur les produits de la pêche et de la chasse en 2008 indiquent un accroissement de 3,0 % comparativement à l'année 2007. En dépit de l'amélioration des activités dans les deux secteurs, exploités artisanalement, ceux-ci restent marqués notamment par une insuffisance d'équipements de production et un manque d'encadrement de la part des pouvoirs publics.

2. Industries extractives et métallurgiques

La valeur ajoutée de la branche Industries extractives et métallurgiques s'est accrue de 11,4 % en 2008 contre 2,5 % une année plus tôt. En effet, la production de la plupart des produits s'est inscrite en hausse par rapport à 2007, en dépit des effets néfastes de la crise financière internationale survenus à partir du troisième trimestre de l'année sous-analyse.

C'est ainsi que deux principales évolutions se sont dégagées au cours de l'année 2008 telles qu'attestées par les indices sectoriels d'activité qui se sont établis à 22,1 % au premier semestre et -11,6 % au second semestre.

Ces évolutions résultent, pour le premier semestre, des effets positifs du boum minier des années antérieures qui se sont poursuivis, étayés principalement par l'euphorie des cours des matières premières sur les marchés mondiaux.

Quant au second semestre, la chute de la demande des partenaires commerciaux de la République Démocratique du Congo, le repli des cours des matières premières et le ralentissement de nouveaux investissements ont sensiblement affecté l'activité.

2.1. Cuivre, Cobalt et Zinc

Au terme de l'année 2008, les productions de cuivre, de cobalt et de zinc se sont accrues respectivement de 42,1 %, 2,4 % et 29,7 %. La production des partenaires de la Gécamines a été la plus importante, se situant à 311.592 tonnes et 42.147 tonnes pour le cuivre et le cobalt, représentant 93,0 % et 99,3 % de la production totale, soit un accroissement de 46,5 % et 3,5 % par rapport à 2007.

2.2. Diamant

La production du diamant a poursuivi sa tendance baissière en 2008. Après avoir enregistré le pic en 2005 sur les dix dernières années, soit 32.214 milliers de carats, elle

a chuté à 20.947 milliers au cours de l'année sous revue. Rapprochée à la production de 2007, il se dégage une contraction de 25,9 %.

Les effets induits de la crise financière, la vétusté prononcée de l'outil de production et le manque de financement constituent les facteurs essentiels de la chute drastique de la production du secteur. Cette situation est à l'origine de l'arrêt des activités de la MIBA au second semestre.

2.3. Pétrole brut

En 2008, la production du pétrole brut a baissé de 5,1 %, se situant à 8.365 milliers de barils contre 8.816 milliers en 2007. Cette baisse, qui est imputable principalement au retard enregistré dans le financement et l'installation des équipements lourds que requièrent les investissements dans ce secteur, n'a pas permis de tirer avantage de l'opportunité de la hausse des cours qui a atteint un pic historique de 147,0 USD le baril en juillet 2008.

Il sied de relever qu'il s'est tenu à Kinshasa au mois d'août 2008, le premier congrès national du pétrole et du gaz. Au cours de ces assises, l'avant-projet du code des hydrocarbures a été validé. Ce code implique entre autres la relance des négociations sur la production du pétrole brut dans les zones d'intérêt commun (ZIC), une législation spéciale pour les biocarburants et la valorisation du gaz méthane du lac Kivu.

3. Industries manufacturières

En 2008, la valeur ajoutée des industries manufacturières a enregistré un ralentissement. Son indice de production s'est établi à 124,5 points contre 121,3 points une année auparavant, soit un accroissement de 2,7 % en 2008 contre 3,8 % en 2007.

Ce ralentissement est expliqué à la fois par des facteurs structurels et conjoncturels. Au plan structurel, il y a lieu d'évoquer la vétusté de l'outil de production, la capacité limitée à utiliser de nouvelles technologies, le manque de compétitivité face à la concurrence des produits similaires importés et le déficit dans la fourniture de l'énergie. Quant aux facteurs conjoncturels, ils tiennent essentiellement au contexte de crise qui a caractérisé l'année sous revue et particulièrement la volatilité des prix des produits pétroliers qui est à l'origine de l'alourdissement des coûts de production.

3.1. Industries des biens de consommation

L'activité des industries des biens de consommation a connu une légère amélioration par rapport à l'année 2007. Son indice de production a légèrement augmenté de 1,3 %, passant de 121,0 points à 122,6 points d'une année à l'autre.

Hormis, l'industrie de tissage, impression de tissus ainsi que celles des chaussures et cuirs dont les indices ont baissé respectivement de 40,0 % et de 3,3 %, toutes les autres industries de la sous-branche ont enregistré une évolution à la hausse de leurs indices de production : Produits alimentaires de 1,6 %, Industries des boissons et du tabac de 3,0 %, Industrie de la chimie de consommation de 3,0 %, Industrie de plastic de 5,0 %, Industrie de fabrication métallique légère de 3,0 %, Industries d'édition, imprimerie et de reproduction ainsi que de fabrication des papiers, carton de 4,9 %.

Le dynamisme de la demande explique notamment l'amélioration des activités de ces différentes industries. Par contre, les industries de tissage et impression de tissu et des Chaussures et cuirs dont les indices ont enregistré des baisses respectives de 40,0 % et de 3,3 %, continuent à être affectées par les facteurs structurels et conjoncturels évoqués ci-haut.

3.2. Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

L'indice de production des biens d'équipement et d'approvisionnement a enregistré une baisse de 27,4 % en 2008 par rapport à l'année précédente, s'établissant à 141,9 points contre 195,4 points. Cette évolution est imputable à une contraction drastique de l'indice de production de l'industrie du matériel de transport de 56,8 % suite au repli de 20,0 % des activités des réparations navales face à la concurrence des activités du secteur informel. Cette évolution s'explique également par le recul de 34,0 % de l'indice de production de l'industrie de transformation de bois, en raison des replis observés au niveau des productions de placages de 20,0 % et de mobiliers métalliques de 23,4 %. Ces contre-performances s'expliquent par la préférence des exploitants à exporter les bois en grume compte tenu de son prix relativement bas par rapport à son cours sur le marché mondial.

Hormis l'indice des industries des minéraux non métalliques et celui des Industries des « autres non classées ailleurs » qui ont évolué à la hausse, soit respectivement 3,0 % et 1,0 %, ceux des autres composantes ont enregistré des baisses en 2008.

4. Electricité et Eau

Au cours de l'année 2008, les indices d'activité des productions d'eau et d'électricité ont enregistré des baisses, passant d'une année à l'autre de 115,1 à 112,8 points et de 130,1 à 129,3 points, soit des contractions respectives de 2,0 % et 0,6 %.

Par ailleurs, les indices de consommation d'eau et d'électricité ont affiché des évolutions divergentes au cours de la période sous revue. En effet, l'indice de consommation d'eau s'est accru de 4,8 % tandis que celui de l'électricité a régressé de 6,5 %.

4.1. Electricité

La production de l'électricité, au cours de l'année 2008, s'est inscrite légèrement en baisse de 0,6 % par rapport à l'année dernière, se situant à 7.495,1 GWh contre 7.543,3 GWh.

La vétusté des générateurs électriques installés à Inga et Zongo est la cause principale des pannes récurrentes constatées au cours de l'année sous analyse. En outre, la baisse du niveau d'eau à Ruzizi a conduit à un arrêt momentané de la production.

En dépit de toutes ces perturbations, il a été noté au cours de l'année 2008 un accroissement sensible du nombre d'abonnés de la SNEL, soit 14,3 % contre une baisse de 15,6 % une année auparavant et une forte demande industrielle particulièrement au Katanga.

Par contre la consommation de l'électricité a enregistré d'une année à l'autre, une baisse de 2,0 %, passant de 5.995,0 GWh à 5.875,0 GWh. Cette évolution à la baisse est due aux différentes pannes enregistrées au cours de la période au niveau des transformateurs de haute et moyenne tension. Elle s'explique également par l'arrêt des exportations dû à la chute de pilonnes enregistrée sur la ligne desservant l'Afrique du Sud au niveau de la frontière avec la Namibie ainsi que le ralentissement des activités industrielles dans la province du Katanga.

4.2. Eau

La production d'eau potable, en hausse régulière ces cinq dernières années, a enregistré une baisse de 2,7 % en 2008 par rapport à son niveau de 2007. En effet, elle est passée de 242,3 millions de m³ à 235,8 millions d'une période à l'autre.

Cette situation est consécutive notamment à l'arrêt d'activité dans les principales stations du pays ainsi qu'à l'indisponibilité des pièces de rechange nécessaires pour l'entretien du réseau de distribution.

Quant à la consommation, elle s'est accrue de 4,7 % contre -1,5 % en 2007, passant d'une année à l'autre de 139,2 millions de m³ à 145,8 millions. Néanmoins, ce niveau de consommation ne reflète pas la réalité en raison de l'approvisionnement frauduleux en eau et du manque ou de la non fiabilité des compteurs. Cette situation explique notamment l'écart important entre la production et la consommation au cours de la période.

5. Construction

La valeur ajoutée de la branche « Construction » s'est inscrite en hausse de 3,8 % en 2008 contre 5,4 % en 2007. Ce ralentissement est imputable à une offre sensiblement réduite à partir du mois d'octobre 2008, suite à la destruction des machines et appareillages de production du plus grand opérateur du secteur causée par les pluies

diluviennes. Sa capacité de production mensuelle établie à 50.000 tonnes, a été réduite à 10,0 %, entraînant ainsi le départ en congé technique de 80,0 % de ses effectifs.

6. Commerce de gros et de détail

La valeur ajoutée de la branche « Commerce de gros et de détail » a enregistré une hausse de 12,3 % contre 13,1 % une année plus tôt. Avec une contribution de 39,5 %, cette branche a le plus propulsé la croissance économique au cours de l'année sous revue. Les grossistes ont tiré parti de la hausse des ventes des produits alimentaires, pharmaceutiques, vestimentaires ainsi que d'articles ménagers et personnels.

7. Transports et Communications

La valeur ajoutée de la branche « Transports et Communications » a progressé de 8,4 % en 2008 après avoir connu une augmentation de 10,9 % en 2007. Ce ralentissement est également attesté par la contribution de la branche dans le PIB, laquelle est passée d'une année à l'autre de 9,8 % à 8,0 %.

7.1. Transports

7.1.1. Trafic des marchandises et des personnes

L'indice des trafics des marchandises et des personnes a connu une amélioration de 13,8 % en 2008, se situant à 99,2 points contre 87,2 points en 2007. Cette amélioration est imputable principalement à l'accroissement de 16,1 % du trafic des marchandises.

Concernant le trafic des marchandises, l'activité la plus intense a été enregistrée au niveau des voies fluviale et routière qui ont connu des améliorations respectives de 13,8 % et 25,4 % en 2008, grâce aux travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures routières ainsi qu'aux travaux de dragages effectués sur les voies fluviales. Quant aux activités des autres modes de transport, elles sont restées presque à leurs niveaux de 2007.

S'agissant du trafic voyageur, il est resté quasiment inchangé avec un accroissement de 0,1 % par rapport à l'année 2007.

7.1.2. Manutention

L'indice de l'activité de manutention dans les principaux ports du pays s'est amélioré de 8,7 %, passant de 125,3 points en 2007 à 136,2 points en 2008. Cette évolution résulte de 6,3 % d'augmentation des activités au niveau du port de Matadi en raison de l'amélioration du volume d'importations des biens ainsi que de 20,7 % d'accroissement de celles du port public de Kinshasa suite principalement

à l'intensification des prestations sur la voie ferroviaire. S'inscrivant dans le même sens, les activités au port de Boma ont enregistré une hausse de 15,1 %.

Au niveau de deux ports maritimes, Matadi et Boma, l'accroissement des importations des biens en 2008 a entraîné la hausse des déchargements de 10,8 % par rapport à l'année 2007. Par contre, les chargements, liés aux exportations des biens, ont baissé de 3,3 %.

7.2. Communications

Depuis 2002, les activités de la téléphonie mobile ne cessent de progresser. En 2008, la consommation du temps de communication a atteint 2.452,4 millions d'unités contre 2.109,6 millions une année avant, soit une progression de 16,3 %. Cette évolution résulte de l'apport des nouveaux investissements dans le secteur.

8. Services marchands

La valeur ajoutée dans la branche des services marchands s'est accrue de 4,8 % en 2008 contre 6,9 % en 2007. Le dynamisme dans les activités des banques, des agences de publicité et de voyage a continué à exercer les effets positifs sur la branche. Ce qui a permis ainsi de compenser la baisse des activités observée dans le secteur de l'hôtellerie touché notamment par le départ massif de la clientèle à la suite de la crise financière internationale qui a particulièrement affecté le secteur minier.

9. Services non marchands

Comparativement à l'année 2007, la valeur ajoutée de la branche des services non marchands s'est améliorée de 4,2 % contre 6,2 % une année plutôt. Les augmentations successives des rémunérations des agents et fonctionnaires des administrations publiques opérées au cours de l'année sous examen expliquent principalement cette évolution.

II. EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS

En dépit d'un environnement économique international moins favorable par rapport à l'année 2007, la croissance économique en République Démocratique du Congo s'est maintenue à un niveau satisfaisant en 2008, soit un taux de croissance de 6,2 %, résultant du dynamisme affiché par la demande intérieure et, dans une moindre mesure, par la demande extérieure nette. Cette évolution globale de la croissance occulte les baisses à la fois de la demande intérieure et de la demande extérieure observée au cours de deux derniers trimestres de l'année sous revue, lesquelles ont fait entrer l'économie dans la phase de récession.

1. Demande intérieure

Quoiqu'en léger replis comparativement à 2007, la contribution de la demande intérieure à la croissance s'est maintenue en 2008, favorisée essentiellement par la vigueur de la consommation des ménages 3,7 points et des investissements bruts 1,4 point.

1.1. Consommation

L'importance de la contribution de la consommation à la croissance résulte principalement de la consommation des ménages dont la contribution à la croissance est passée d'une année à l'autre de -0,8 à 3,7 points. L'entrée en vigueur du nouveau barème dans l'administration publique depuis le mois d'octobre 2007 explique notamment cette évolution. Néanmoins, les effets attendus de cette révision barémique ont été limités suite à l'environnement inflationniste qui a caractérisé la période sous-examen. Quant à la consommation des administrations publiques, sa contribution à la croissance s'est ralentie pour se situer à 0,6 point contre 1,3 point une année plus tôt. Cette situation s'explique notamment par la non exécution de certaines dépenses de fonctionnement prévues dans le budget au profit des dépenses sécuritaires.

1.2. Investissements bruts

Quoi qu'en léger recul par rapport à l'année précédente, le rythme de progression du taux d'investissement en 2008 reste positif, lié d'une part aux investissements publics portant essentiellement aux investissements directs, et d'autre part au dynamisme des activités dans les secteurs de mines au premier semestre et de construction par les entreprises privées et les ménages ainsi qu'aux investissements réalisés dans le secteur bancaire grâce à l'apport des capitaux frais.

En ce qui concerne les investissements réalisés dans le cadre budgétaire, ils ont concerné principalement les équipements des administrations, les infrastructures économiques (Construction et réhabilitation des routes, ponts et chaussées), équipements médicaux et les travaux antiérosifs. D'une année à l'autre, les investissements publics sont passés de 22.384,3 millions de CDF à 160.755,0 millions.

Quant aux investissements privés, les données disponibles publiées par l'Agence nationale pour la promotion des investissements et la Commission Interministérielle, chargée d'approuver les listes des biens à importer par les entreprises minières sous le régime douanier, portent sur les intentions d'investissements exprimées par les promoteurs privés, mixtes et parapublics.

Le Conseil de Promotion et d'Agrément a agréé 123 projets (de création, d'extension ou de modernisation) évalués à 2.399,2 millions de USD au cours de cette année. Ces différents projets, ayant bénéficié des avantages liés au code des investissements,

devraient permettre la création de 19.848 emplois, dont plus de 80,0 % en faveur des nationaux.

La répartition sectorielle des investissements prévus en 2008 indique une prépondérance du secteur des services qui a bénéficié de 68,8 % du total. Les investissements dans l'industrie de fabrication, l'agriculture et les BTP, représentent respectivement 13,2 % 12,4 % et 5,7 % dans le total.

S'agissant de la répartition géographique, Kinshasa a absorbé près de la moitié des projets agréés, soit 60 projets pour une valeur de 899,6 millions de USD, suivi du Katanga 16 (729,2 millions), Bas-Congo 8 (60,1 millions), Nord-Kivu 6 (23,8 millions), Province Orientale 5 (48,7 millions), du Kasai-Oriental 2 (4,0 millions), du Kasai-Occidental 2 (14,8 millions), du Bandundu et du Maniema 2 (2,9 millions) ainsi que du Sud-Kivu 1 (9,5 millions).

La Commission Interministérielle a traité 32 projets du secteur minier en 2008 évalués à 2.541,7 millions de Usd. Ces projets concernent principalement la province du Katanga.

2. Demande extérieure nette

La demande extérieure nette s'est fortement ressentie des effets de la crise financière internationale en 2008. En effet, elle s'est située à 0,4 point contre 3,3 points une année plus tôt. Cette situation procède de la baisse des exportations suite à la contraction de la demande internationale induite par l'entrée en récession des principaux partenaires de la République Démocratique du Congo.

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

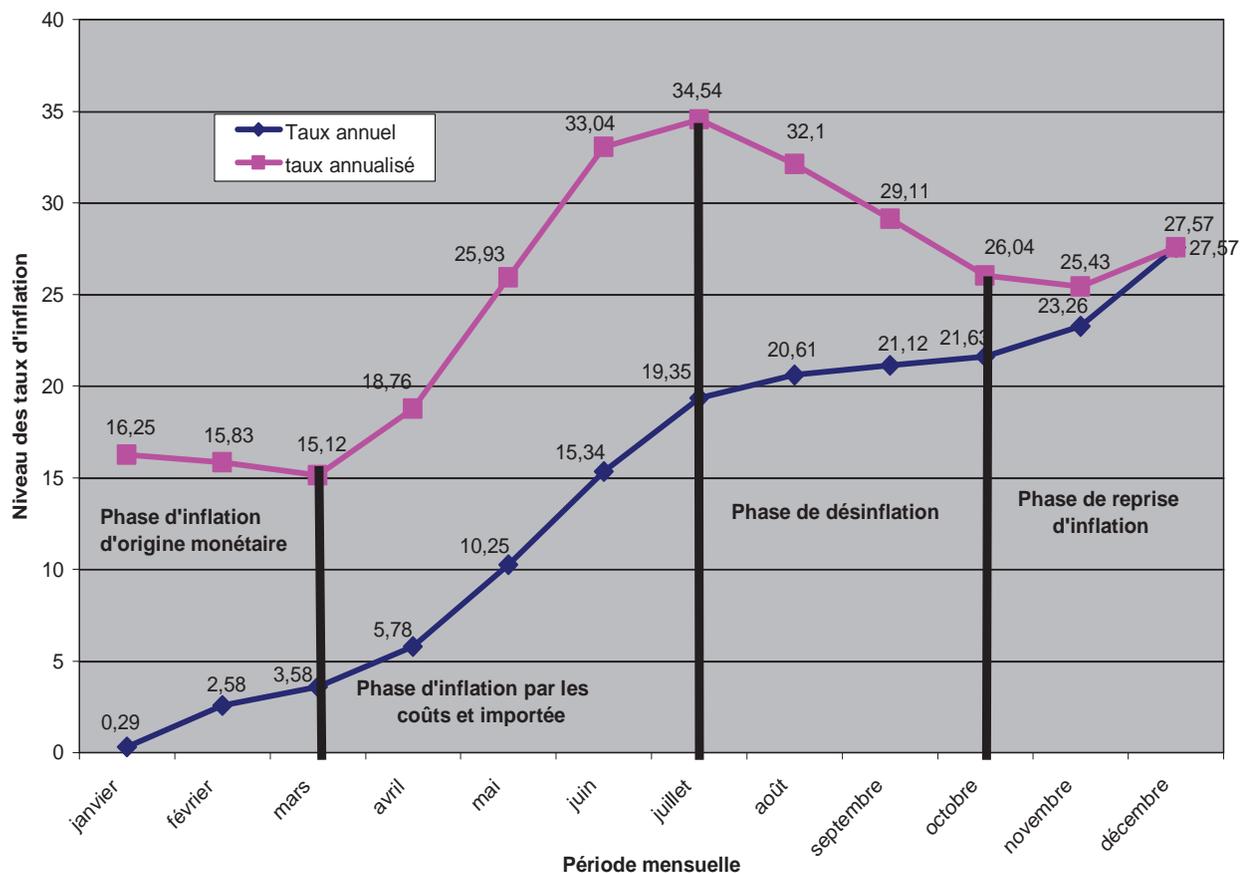
I. INFLATION GLOBALE

Le rythme de formation des prix intérieurs a connu une accélération en 2008, situant le taux d'inflation annuel à 27,57 % contre 9,96 % en 2007.

L'analyse de l'inflation au cours de l'année sous revue met en exergue quatre phases :

- Phase d'inflation d'origine monétaire : de janvier à mars ;
- Phase d'inflation importée et par les coûts: de mars à juillet ;
- Phase de désinflation : de juillet à octobre ;
- Phase de reprise d'inflation : de novembre à décembre.

Graphique I.1 Evolution des prix intérieurs en 2008, Objectif annuel : 23,5 %



1. Phase d'inflation d'origine monétaire

La poussée inflationniste observée au cours de trois premiers mois de l'année sous analyse trouve son origine dans le financement monétaire du déficit public intervenu à la fin du dernier trimestre de 2007. Cette accélération de l'inflation résulte principalement du paiement des arriérés des rémunérations et des dépenses sécuritaires à l'Est du pays. A ces facteurs, il sied d'ajouter ceux relatifs à l'organisation de la conférence sur la paix tenue à Goma du 06 au 21 janvier 2008.

2. Phase d'inflation par les coûts et importée

De mars à juillet, les marchés des biens et des services ont connu une surchauffe des prix à cause principalement des effets conjugués de la crise alimentaire et énergétique, entraînant la hausse des cours mondiaux des céréales et du baril dont l'impact s'est ressenti sur les prix des produits finis. Cette phase a été également caractérisée par des perturbations intervenues dans le circuit de production et de commercialisation de certains produits. Cette situation, qui est imputable notamment à l'engorgement du port de Matadi suite au renforcement des mécanismes de contrôle de conformité des valeurs des marchandises à l'entrée, a entraîné le rationnement de l'offre.

3. Phase de désinflation

De juillet à octobre, il s'est observé une décélération des prix des biens et services. Ce recul significatif de l'inflation a découlé essentiellement du comportement du prix du baril sur le marché international qui est parti d'un pic de 147,0 USD en juillet à 65,3 à fin octobre, induisant la révision à la baisse des prix des produits pétroliers.

4. Phase de reprise de l'inflation

L'évolution haussière du niveau général des prix en novembre et décembre est expliquée par une relative dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. Le relâchement des politiques budgétaire et monétaire causé par les dépenses sécuritaires à la suite de la reprise des conflits armés dans la partie Est du pays, a été à la base de l'affaiblissement du Franc Congolais. Cette résurgence des pressions inflationnistes est expliquée par l'effet mécanique de la dépréciation monétaire dans un environnement économique marqué par la dollarisation.

II. INFLATION SOUS-JACENTE

La progression en rythme annuel de l'inflation sous-jacente a suivi la même tendance que l'inflation globale. Cette évolution est consécutive aux effets combinés des crises alimentaire et énergétique. Cependant, il sied de noter que cette hausse reflétée

à travers les indicateurs de l'inflation sous-jacente a été plus ou moins contenue comparativement à l'inflation globale. En effet, alors que le taux annuel en 2007 s'était clôturé à un chiffre, soit 3,3 %, il a atteint 18,1 % en 2008.

III. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS

Les trois paramètres présidant à la détermination des prix à la pompe sont : (i) le prix moyen frontière ; (ii) le taux de change ; et (iii) le volume structure. Une variation au-delà de 5,0 % de l'un des paramètres implique une modification du prix du litre à la pompe.

En 2008, l'économie congolaise a connu deux évolutions de la structure des prix des carburants terrestres. La première évolution se réfère à la période de janvier à juillet 2008 et la seconde, de septembre à décembre 2008 :

➤ de janvier à juillet 2008

Le prix moyen frontière a connu cinq augmentations successives, soit 7,0 %, 5,8 %, 11,6 %, 6,6 % et 5,1 % alors que le taux de change s'est déprécié de 9,6 % au cours de la période. Quant à l'approvisionnement des sociétés commerciales auprès des fournisseurs (volume structure), il a évolué en dents de scie : -32,0 %, 22,1 %, -5,3 %, 0,0 % et -2,1 %. L'évolution des prix moyens frontières liée à l'évolution des prix du baril sur le marché international a été le principal élément déclencheur de la révision à la hausse du prix du litre à la pompe au cours de la période.

➤ de septembre à décembre 2008

Quatre modifications du prix à la pompe ont été relevées au cours de cette période. Elles ont été dictées essentiellement par une diminution plus importante du prix moyen frontière (-42,4 % en décembre) par rapport à la dépréciation du taux de change au cours de la période indiquée.

CHAPITRE III

SALAIRES, EMPLOI ET INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN

I. SALAIRES

1. Secteur privé

L'indice de salaire nominal a connu une augmentation de 46,1 % en 2008 passant de 828,7 points à 1.210,7 points alors que celui de salaire réel s'est situé à 82,3 points en 2008 contre 66,5 points en 2007, soit une hausse de 23,8%.

L'accroissement des revenus tant nominal que réel dans le secteur privé est dû principalement à la politique d'indexation des salaires par rapport au taux de change. Ce mécanisme a été négocié conjointement avec le syndicat des différentes organisations professionnelles en vue de préserver le pouvoir d'achat de leurs membres.

2. Administration publique

L'indice de salaire nominal de l'administration publique n'a pas évolué en 2008, il est demeuré à son niveau de 2007, soit 120,0 points. Il sied de noter que le salaire nominal n'a pas été ajusté depuis 2004. Cette situation a eu de répercussions sur l'indice de salaire réel, lequel a affiché au cours de la même période une décroissance de 15,2 %, traduisant la perte de pouvoir d'achat des rémunérations des agents de l'Administration publique.

II. EMPLOI

1. Secteur privé

En 2008, l'effectif des travailleurs du secteur privé a connu un accroissement de 3,6 %, se situant à 12,6 millions d'unités contre 12,2 millions entre 2007. Cependant, cette progression est faible comparativement à celle enregistrée une année auparavant, soit 8,7 %.

La faiblesse enregistrée dans la création des emplois au cours de l'année sous revue est justifiée notamment par les effets pervers de la crise financière internationale qui ont réduit les opportunités de travailler pour près de 25,6 millions de la population active.

2. Administration publique

En 2008, l'ensemble des travailleurs dans l'administration publique s'évalue à 742.000 contre 725.100 agents, soit une augmentation de 2,3 %. Cet accroissement est expliqué par l'intégration des éléments des ex groupes armés dans les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et l'admission sous statut des professionnels de l'enseignement.

II. INDICE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

L'analyse de cet indicateur porte sur les statistiques tirées du Rapport Mondial sur le Développement Humain publié par le PNUD. Pour rappel, l'Indice de développement humain évalue le niveau de développement humain sur la base de l'espérance de vie, du taux d'alphabétisme des adultes et du taux de scolarisation à l'école primaire, secondaire et au troisième cycle ainsi qu'en fonction du revenu réel corrigé.

En 2006, cet indice a augmenté de 0,7 % en 2006, passant d'une à l'autre de 0,411 à 0,414. Néanmoins, il demeure inférieur à la moyenne continentale qui se situe à 0,515.

Dans le cadre des efforts que fournit le Gouvernement pour réaliser les OMD, quelques projets et programmes ont été exécutés sur financement des partenaires bilatéraux et multilatéraux de la République Démocratique du Congo. Ces programmes ont concernés notamment les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'eau, de l'électricité et des infrastructures sociales. La matérialisation de projets dans ces domaines ont permis tant soit peu d'améliorer l'accès de la population aux soins de santé de qualité, grâce au renforcement des structures de santé au niveau des zones de santé, à la prévention et à la lutte contre les maladies essentielles, l'amélioration des activités agricoles et celles de l'enseignement en général.

Tableau I.1 Evolution de l'Indice de Développement Humain (IDH)

Années	2003	2004	2005	2006
Indice de l'espérance de vie à la naissance	0,302	0,308	0,346	0,305
Indice du niveau d'instruction	0,511	0,527	0,560	0,555
PIB par habitant en PPA en USD	0,324	0,326	0,328	0,381
IDH (r)	0,385	0,391	0,411	0,414

Source : PNUD, Rapport sur le Développement humain dans le monde en 2008 (r) : rectifié en 2005

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.2 Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes ⁽¹⁾
(variations en pourcentage par rapport à l' année précédente)

SECTEURS D'ACTIVITE	1998	1999	2000 r	2001	2002	2003 ®	2004 ®	2005 ®	2006 ®	2007 ®	2008 ®
<u>I. Secteur des biens</u>	-0,7	-1,9	-8,2	-3,3	3,1	4,6	6,6	7,2	3,7	3,5	4,7
1.Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et chasse	-1,4	-5,1	-11,7	-3,9	0,5	1,2	0,6	2,9	3,2	3,3	3,0
2.Activités extractives et métallurgiques	9,6	7,9	29,1	0,8	9,9	13,2	16,4	13,6	0,9	2,5	11,4
3.Activités de fabrications	-7,3	4,3	-10,9	-16,2	6,8	-3,3	24,0	5,6	0,9	5,1	2,7
4.Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	-5,9	10,5	-66,0	8,6	2,8	8,3	-7,4	1,7	4,3	1,8	-4,9
4. Construction	4,5	13,7	3,5	6,7	11,5	23,8	22,5	24,1	13,2	5,4	3,8
<u>II. Secteur des services</u>	-4,7	-6,8	-6,9	-3,5	4,9	8,0	7,5	8,7	9,1	11,1	9,8
1.Commerce de gros et de détail	-6,7	-11,9	2,3	-0,7	1,7	3,5	5,7	9,9	8,9	13,1	12,3
2.Transports, entreposage et communications	-8,5	-20,7	28,5	8,1	21,0	27,8	11,3	10,1	12,5	10,9	8,4
3.Services marchands	-6,5	-5,0	-18,7	-10,0	6,1	6,2	8,1	8,5	7,5	6,9	4,8
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	21,7	33,6	-44,7	-23,6	3,5	14,4	11,6	-3,5	5,8	6,2	4,2
Droits et taxes à l'importation	-21,3	-49,4	25,1	44,4	16,3	4,7	11,5	13,7	14,0	19,0	15,4
Produit Intérieur Brut	-1,7	-4,3	-6,9	-2,1	3,5	5,8	6,6	7,8	5,6	6,3	6,2

(1) Cfr. tableau I.7.

Tableau I.3 Utilisation du produit intérieur brut (1)
(en pourcentage du PIB à prix courants)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
1. Consommation finale des ménages	84,5	81,3	81,7	88,2	82,6	81,4	67,0	57,0	64,2	72,1	71,1
2. Consommation finale des administrations publiques	10,2	8,9	7,5	4,9	5,2	12,0	16,1	21,3	21,7	18,5	17,0
3. Formation brute de capital fixe	7,3	4,3	10,5	7,6	8,6	12,5	18,5	19,9	20,7	19,5	20,9
4. Variation de stocks	-0,8	5,3	0,6	0,5	0,7	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1
5. Exportations des biens et services	25,0	6,6	6,5	14,2	24,4	26,8	35,1	34,5	36,1	65,6	65,5
6. Importations des biens et services	26,2	6,4	6,7	15,4	21,5	33,9	38,0	33,8	43,7	76,7	75,5
7. Exportations nettes des biens et services	-1,3	0,2	-0,2	-1,2	2,9	-7,1	-2,8	0,6	-7,7	-11,1	-10,1
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr. Tableau I.8.

Tableau I.4 Produit interieur brut (1)

Période	Estimations aux prix de 2000			Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2000 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles (en %)		
1980	483 829,556	162,870	2,3	0,0000001	0,00000000003	19,0476190476	0,000000000207	18,74
1981	495 441,466	166,779	2,4	0,0000002	0,00000000007	100,0000000000	0,000000000404	95,31
1982	492 964,258	165,945	-0,5	0,0000003	0,00000000010	50,0000000000	0,000000000609	50,75
1983	499 915,054	168,284	1,4	0,0000005	0,00000000017	66,6666666667	0,0000000001000	64,35
1984	527 660,340	177,624	5,6	0,0000009	0,00000000030	80,0000000000	0,0000000001706	70,54
1985	530 298,641	178,512	0,5	0,0000012	0,00000000040	33,3333333333	0,0000000002263	32,67
1986	555 328,737	186,938	4,7	0,0000016	0,00000000054	33,3333333333	0,0000000002881	27,32
1987	570 322,613	191,985	2,7	0,0000029	0,00000000098	81,2500000000	0,0000000005085	76,48
1988	573 744,549	193,137	0,6	0,0000055	0,00000000185	89,6551724138	0,0000000009586	88,52
1989	565 712,125	190,433	-1,4	0,0000115	0,00000000387	109,0909090909	0,0000000020328	112,06
1990	528 375,125	177,865	-6,6	0,0000224	0,00000000754	94,7826086957	0,0000000042394	108,55
1991	483 885,939	162,889	-8,4	0,0004649	0,00000015650	1 975,4464285714	0,000000090764	2 166,27
1992	433 077,916	145,785	-10,5	0,0176546	0,00000594300	3 697,5048397505	0,0000040765418	4 143,02
1993	374 557,451	126,086	-13,5	0,2692385	0,00009063272	1 425,0331358400	0,0000718817731	1 663,30
1994	360 059,735	121,206	-3,9	69,34	0,02334221094	25 654,7289856391	0,0192583754810	26 691,74
1995	362 641,520	122,075	0,7	396,42	0,13344566373	471,6924761203	0,1093148485509	467,62
1996	358 603,343	120,715	-1,1	2 896,25	0,97495503626	630,6007621348	0,8076486485050	638,83
1997	339 206,854	114,186	-5,4	7 803,82	2,62696878383	169,4451216850	2,3006073888138	184,85
1998	333 315,088	112,203	-1,7	9 989,43	3,36270327278	28,0069749397	2,9969934301553	30,27
1999	319 082,170	107,411	-4,3	51 823,85	17,44526416409	418,7869029443	16,2415409372720	441,93
2000	297 065,500	100,000	-6,9	297 065,46	100,00000000000	473,2214717956	100,0000000000000	515,71
2001	290 827,100	97,900	-2,1	1 407 545,00	473,81644653132	373,8164465313	483,9800678721080	383,98
2002	300 914,410	101,296	3,5	1 922 200,00	647,06277491838	36,5640174914	638,7863806168960	31,99
2003	318 341,151	107,162	5,8	2 298 655,50	773,78753845146	19,5846165852	722,0730997531070	13,04
2004	339 478,900	114,277	6,6	2 601 000,00	875,56460179103	13,1531018893	766,1743814220910	6,11
2005	365 960,767	123,192	7,8	3 407 940,09	1 147,20173259660	31,0242248544	931,2311227050710	21,54
2006 (p)	386 386,002	130,068	5,6	4 066 601,32	1 368,92432477981	19,3272539505	1 052,4713294650600	13,02
2007 (p)	410 565,111	138,207	6,3	5 148 172,96	1 733,00961510557	26,5964512234	1 253,9238103239500	19,14
2008 (e)	435 835,805	146,714	6,2	6 525 982,72	2 196,81640087276	26,7630820813	1 497,3491271715000	19,41

Source : Banque centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) Cfr. Tableaux I.6 et I.7.

Tableau I.5 Produit National Brut et revenu national
(en millions de CDF aux prix courants)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
Produit intérieur brut	9 989,4	51 824,0	297 065,5	1 407 545,0	1 922 300,0	2 298 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,3	5 148 173,0	6 525 982,7
Revenu des facteurs du reste du Monde	4,8	4,4	351,0	5 457,0	2 030,9	26 900,5	76 210,9	102 238,2	121 998,0	154 445,2	195 779,5
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	405,1	2 064,8	9 104,2	118 038,5	110 773,8	99 309,4	226 825,5	297 513,2	355 014,3	449 435,5	569 718,3
Revenu national brut (*)	9 589,2	49 763,6	288 312,3	1 294 963,5	1 813 557,0	2 226 246,6	2 450 385,4	3 212 665,1	3 833 585,1	4 853 182,7	6 152 043,9
Consommation de capital fixe (-)	299,7	1 554,7	8 912,0	42 226,4	57 669,0	68 959,7	78 030,0	102 238,2	121 998,0	154 445,2	195 779,5
Revenu national net	9 289,5	48 208,9	279 400,3	1 252 737,2	1 755 888,0	2 157 287,0	2 372 355,4	3 110 426,9	3 711 587,0	4 698 737,5	5 956 264,4
Transferts courants du reste du Monde	389,1	605,0	4 677,7	164 093,0	218 501,4	212 898,3	257 724,2	340 794,0	406 660,1	514 817,3	652 598,3
Transferts courants au reste du Monde (-)	334,3	787,3	2 834,0	33 194,0	53 033,0	-2 669,8	10 182,0	13 972,6	16 673,1	21 107,5	26 756,5
Revenu National disponible	9 344,3	48 026,6	281 244,0	302 579,9	1 533 405,0	2 372 855,1	2 619 897,6	3 437 248,4	4 101 574,1	5 192 447,2	6 582 106,2
Consommation finale (-)	9 462,6	46 710,2	264 874,0	1 311 025,8	1 688 035,9	2 145 778,1	2 162 758,9	2 665 446,1	3 491 322,9	4 663 108,7	5 745 605,0
Epargne nette	-118,3	1 316,4	16 370,0	-1 008 445,9	-154 630,9	227 077,0	457 138,7	771 802,2	610 251,2	529 338,6	836 501,2

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(*) Produit national brut selon SCN 68.

Tableau I.6 Contribution des différents secteurs au produit intérieur brut
(en millions de CDF aux prix courants)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE et PECHE	963,4	3 843,8	4 645,3	27 138,2	146 671,3	826 802,1	962 100,0	1 102 985,6	1 274 900,0	1 604 528,9	1 880 993,5	2 293 924,8	2 907 849,8
2. INDUSTRIES	937,1	1 603,7	2 042,8	9 698,5	59 570,7	279 090,4	432 300,0	515 185,6	541 405,0	748 547,1	888 699,0	1 156 207,1	1 465 643,7
1. Activités extractives et métallurgiques	230,6	468,4	694,0	4 564,2	30 516,6	103 352,7	166 200,0	211 549,5	221 802,0	307 149,1	350 783,1	438 441,4	555 781,9
2. Activités de fabrications	256,0	465,2	593,7	2 598,8	14 151,0	67 326,0	102 300,0	112 188,8	136 525,0	178 920,0	206 670,3	273 956,4	347 275,6
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	169,1	378,4	435,3	1 094,4	2 361,3	57 178,1	78 300,0	97 875,1	78 581,0	103 032,5	126 051,6	173 150,7	219 491,1
4. Construction	281,4	291,7	319,8	1 441,2	12 541,8	51 233,6	85 500,0	93 572,1	104 497,0	159 445,4	205 193,9	270 658,6	343 095,2
3. SERVICES	986,8	2 395,4	3 151,0	14 887,2	89 089,5	275 547,2	496 900,0	630 832,5	718 149,0	950 233,2	1 174 087,4	1 593 758,4	2 020 297,3
1. Commerce de gros et de détail	577,3	1 434,1	1 796,1	8 686,9	54 255,6	146 015,3	297 100,0	362 831,8	396 372,0	530 081,4	653 267,5	878 673,6	1 113 833,8
2. Transports, entreposage et communications	97,3	221,4	280,6	1 380,8	9 443,0	57 170,6	70 800,0	88 909,2	94 426,0	128 679,5	165 213,1	232 919,7	295 256,2
3. Services marchands (1)	258,4	563,0	715,0	2 723,2	18 249,9	47 555,8	79 800,0	123 991,9	135 949,0	181 015,3	221 172,2	294 691,4	373 559,9
- dont services financiers	15,5	181,2	45,3	298,9	446,7	-6 710,1	-700,0	-8 526,0	876,0	27 170,6	50 021,8	76 061,3	96 417,7
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	53,8	177,0	359,4	2 096,3	7 141,0	24 805,5	49 200,0	55 099,6	91 402,0	110 457,1	134 434,5	187 473,7	237 647,4
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	2 887,2	7 842,9	9 839,1	51 723,9	295 331,5	1 381 439,7	1 891 300,0	2 249 003,8	2 534 454,0	3 303 309,1	3 943 779,9	5 043 890,3	6 393 790,8
Production imputée des services bancaires (-)	-15,9	-145,0	-55,9	-413,1	-1 826,3	2 445,0	-4 900,0	-1 436,8	37,0	9 960,9	-1 154,6	-87 469,9	-110 879,5
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	24,9	105,9	206,6	513,0	3 560,3	23 660,3	35 900,0	51 088,5	66 509,0	94 670,1	123 976,0	191 752,6	243 071,5
Produit intérieur brut au prix du marché	2 896,3	7 803,8	9 989,8	51 823,9	297 065,5	1 407 545,0	1 922 300,0	2 298 655,5	2 601 000,0	3 407 940,1	4 066 601,32	5 148 172,96	6 525 982,72

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.7 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000)

	2006 (p)	2007 (p)	2008 (e)
1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	153 175,8	158 154,0	162 914,4
2. INDUSTRIES	101 830,5	105 712,1	113 292,8
1. Activités extractives et métallurgiques	51 075,8	52 376,6	58 359,0
2. Activités de fabrications	16 171,5	16 995,5	17 461,4
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau	2 807,1	2 856,9	2 717,8
4. Construction	31 776,2	33 483,0	34 754,6
3. SERVICES	124 143,6	137 982,5	151 511,4
1. Commerce de gros et de détail	71 719,8	81 104,3	91 080,1
2. Transports, entreposage et communications	21 746,6	24 126,4	26 153,0
3. Services marchands (1)	23 319,8	24 940,2	26 137,4
- dont services financiers	694,8	772,2	847,9
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	7 357,3	7 811,6	8 140,9
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	379 149,9	401 848,6	427 718,6
Production imputée des services bancaires (-)	-1 809,6	-2 045,6	-4 302,0
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	9 045,7	10 762,2	12 419,1
Produit intérieur brut au prix du marché	386 386,0	410 565,1	435 835,8

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.8 Utilisation du produit intérieur brut
(en millions de CDF courants)

	2006 (p)	2007 (p)	2008 (e)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	2 608 824,52	3 710 379,31	4 637 895,85
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	882 498,35	952 729,38	1 107 709,12
3. FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE	841 683,87	1 003 506,71	1 362 076,04
4. VARIATION DES STOCKS	45 345,00	50 765,00	74 351,28
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	1 466 471,91	3 379 737,80	4 273 326,37
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	1 778 222,33	3 948 945,24	4 929 375,94
7. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	-311 750,42	-569 207,44	-656 049,57
PRODUIT INTERIEUR BRUT	4 066 601,32	5 148 172,96	6 525 982,72

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.9 Utilisation du produit intérieur brut
(en millions de CDF au prix de 2000)

	2006 (p)	2007 (p)	2008 (e)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	252 502,90	249 228,85	264 569,14
2. CONSOMMATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	36 859,05	41 844,37	44 419,94
3. FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE	74 631,96	83 826,36	88 985,95
4. VARIATION DES STOCKS	7 243,60	7 584,66	8 051,50
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	42 886,25	53 309,44	66 052,66
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	27 737,75	25 228,57	22 983,93
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	15 148,50	28 080,87	29 809,28
PRODUIT INTERIEUR BRUT	386 386,00	410 565,11	435 835,81

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.10 Compte des opérations courantes de l'Etat
(en millions de CDF courants)

	1998	1999	2000 r	2001	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
EMPLOIS:											
Consommation publique r	1 017,6	4 594,8	22 288,5	69 654,7	99 954,4	275 297,4	419 839,5	724 612,9	882 498,3	952 729,4	1 107 709,1
Frais du personnel	387,5	2 041,1	7 398,6	24 195,7	27 944,9	77 211,4	152 593,4	338 119,4	427 349,9	461 359,3	536 408,2
Consommation de biens et services	630,0	2 553,7	14 889,9	45 459,0	72 009,5	198 086,0	267 246,1	386 493,4	455 148,5	491 370,1	571 300,9
Transferts courants	204,4	319,9	1 058,0	9 593,3	31 686,7	73 789,0	45 222,8	82 568,6	90 767,4	91 538,6	92 309,9
Subventions d'exploitation aux											
Entreprises	6,7	7,0	252,1	6 570,0	4 370,7	-	0,0	380,5	451,0	454,8	458,7
Transferts aux ménages	0,2	5,0	14,0	-	-	2 380,4	3 789,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts à l'extérieur	1,7	3,0	3,8	-	-	59 827,5	1 490,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts de la dette publique	-	295,8	13,3	611,4	24 678,3	6 875,6	39 047,3	16 823,1	19 884,4	20 053,4	20 222,3
Autres transferts (n.d.a)	195,8	9,0	774,8	2 411,9	2 637,7	4 705,5	895,0	65 365,0	70 432,0	71 030,4	71 628,9
Prestations de la Sécurité Sociale	17,8	88,8	396,6	1 348,4	1 949,2	709,6	1 479,2	1 479,2	1 479,2	1 479,2	1 745,0
Epargne de l'Etat	-288,0	-1 695,7	-22 856,1	84 672,8	467 238,4	-63 105,8	-136 869,0	-315 602,2	-452 846,1	-493 274,1	-581 896,6
TOTAL	951,7	3 307,8	887,0	165 269,2	600 828,7	286 690,1	329 672,6	493 058,5	521 898,9	552 473,1	589 027,4
RESSOURCES:											
Recettes ordinaires	621,7	2 648,3	-	97 296,6	244 296,6	257 868,0	245 661,5	442 226,5	468 366,3	494 506,2	520 646,0
Cessions de biens et services (1)	85,2	734,9	593,3	0,0	11 367,0	15 989,4	18 716,0	137 250,6	143 654,0	150 057,4	156 460,7
Impôts directs	228,9	817,5	-593,3	28 208,1	37 654,7	34 401,5	60 273,3	158 852,6	162 343,7	165 834,7	169 325,8
Impôts indirects	305,6	935,3	-	54 374,8	88 991,1	111 985,7	156 790,3	139 079,5	154 325,7	169 571,8	184 817,9
Intérêts et dividendes	2,0	157,4	-	13 151,1	96 984,7	9 538,3	8 121,7	5 287,3	6 231,0	7 174,7	8 118,5
Autres recettes ordinaires (2)	0,0	3,2	-	1 562,6	9 299,1	85 953,2	1 760,2	1 756,5	1 812,0	1 867,5	1 923,1
Transferts courants de l'extérieur	297,5	527,6	-	64 464,74	125 591,9	240 384,4	47 151,6	13 972,6	16 673,1	21 107,5	24 899,7
Cotisations à la Sécurité Sociale	32,6	131,9	887,0	3 507,9	230 940,2	4 783,7	36 859,5	36 859,5	36 859,5	36 859,5	43 481,7
TOTAL	951,7	3 307,8	887,0	165 269,2	600 828,7	286 690,1	329 672,6	493 058,5	521 898,9	552 473,1	589 027,4

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats de la C.E.S.C.N.

(1) Recettes administratives, judiciaires et domaniales.

(2) Il s'agit de recettes diverses.

Tableau I.11 Compte de capital et financier de l'Etat
(en millions de CDF à prix courants)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
EMPLOIS:											
Formation brute de capital	24,2	554,0	5 170,80	25 028,30	44 300,0	45 516,8	23 255,2	28 321,0	34 000,0	39 668,3	46 795,2
Sur ressources intérieures	24,2	554,0	5 170,80	25 028,30	39 788,4	3 723,7	7 267,4	8 456,0	10 543,0	12 300,7	14 510,6
Sur ressources extérieures	-	-	-	-	4 511,6	41 793,1	15 987,8	19 865,0	23 457,0	27 367,7	32 284,6
Transferts de capital	-	-	-	16,00	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'équipement versées aux entreprises	-	-	-	16,00	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capacité(+)/Besoins(-) de financement	-288,0	-1 695,7	-22 856,1	59 628,5	422 938,4	55 766,8	-154 352,0	-343 923,2	-486 846,1	-532 942,5	-628 691,9
TOTAL	-288,0	-1 695,7	-22 856,1	84 672,8	467 238,4	101 283,7	-131 096,9	-315 602,2	-452 846,1	-493 274,1	-581 896,6
RESSOURCES:											
Epargne	-288,0	-1 695,7	-22 856,1	84 672,8	467 238,4	-63 105,8	-136 869,0	-315 602,2	-452 846,1	-493 274,1	-581 896,6
Transferts en capital reçus par l'Etat	-	-	-	-	-	164 389,5	5 772,1	-	-	-	-
TOTAL	-288,0	-1 695,7	-22 856,1	84 672,8	467 238,4	101 283,7	-131 096,9	-315 602,2	-452 846,1	-493 274,1	-581 896,6

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.12 Formation brute de capital fixe
(en millions de CDF à prix courants)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
Par agent:											
Secteur privé	217,0	1 118,0	17 685,8	26 960,6	64 179,5	72 057,1	121 215,2	171 263,7	193 587,3	230 806,5	313 277,5
Administrations publiques	24,2	325,4	5 170,8	25 028,3	44 300,0	45 516,8	76 989,6	108 777,8	143 086,3	170 596,1	231 552,9
Ménages	489,7	807,3	8 257,6	55 289,8	56 600,0	169 185,0	282 980,2	399 819,6	505 010,3	602 104,0	817 245,6
Total	731,0	2 250,6	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7	1 362 076,0
Par type de biens d'investissement:											
Matériels d'équipement	160,0	490,9	7 539,2	21 166,5	25 432,0	29 565,0	50 043,2	70 705,5	86 693,4	103 542,2	140 539,6
Bâtiments et travaux publics	543,2	1 373,9	19 085,3	86 008,6	97 568,0	198 625,4	333 365,0	471 007,7	584 128,6	697 653,5	946 936,5
Projets administratifs	0,0	280,6	2 934,0	103,6	39 552,8	56 754,0	96 237,0	135 972,2	168 926,0	199 998,9	271 461,8
Cheptels	27,8	105,1	1 555,7	0,0	2 526,7	1 814,6	1 539,8	2 175,6	1 935,9	2 312,1	3 138,3
Total	731,0	2 250,6	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9	1 003 506,7	1 362 076,0

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.13 Formation brute de capital fixe
(en millions de CDF au prix de 2000)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
Par agent:											
Secteur privé (1)	10 858,1	11 344,0	17 685,8	10 327,1	32 122,1	33 258,8	13 906,0	34 631,3	38 062,3	38 895,7	44 753,3
Administrations publiques	1 292,6	2 268,8	5 170,8	10 255,6	4 978,5	5 432,0	24 817,5	23 112,1	25 001,7	25 549,1	29 396,8
Ménages	21 199,2	7 310,6	8 257,6	11 971,1	12 345,0	12 637,0	19 519,6	10 256,6	11 568,0	19 381,6	14 835,9
Total	33 350,0	20 923,4	31 114,2	32 553,8	49 445,6	51 327,8	58 243,1	68 000,0	74 632,0	83 826,4	88 986,0
Par type de biens d'investissement:											
Matériels d'équipement	8 531,4	7 310,6	7 539,2	8 965,5	9 543,0	10 654,0	27 124,0	36 799,6	40 525,2	41 485,0	47 732,5
Bâtiments et travaux publics	23 525,9	12 982,6	19 085,3	22 147,4	22 321,0	22 677,8	27 692,1	28 306,9	31 345,4	32 087,8	36 920,2
Autres	1 292,6	630,2	4 489,7	1 440,9	17 581,6	17 996,0	3 427,0	2 893,5	2 761,4	10 253,6	4 333,2
Total	33 350,0	20 923,4	31 114,2	32 553,8	49 445,6	51 327,8	58 243,1	68 000,0	74 632,0	83 826,4	88 986,0

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N

(1) Y compris les investissements des entreprises publiques

Tableau I.14 Compte extérieur de l'économie
(en millions de CDF courants)

	1998	1999	2000	2001r	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
1. Exportations de biens et services	2 493,7	3 427,4	19 427,2	199 467,8	468 482,1	616 491,0	923 663,2	1 143 490,4	1 466 471,9	3 379 737,8	4 273 326,4
2. Importations de biens et services	2 621,3	3 309,9	20 026,5	216 960,4	412 852,9	778 693,5	1 094 386,0	1 335 841,7	1 778 222,3	3 948 945,2	4 929 375,9
Solde sur biens et services	-127,6	117,5	-599,3	-17 492,6	55 629,2	-162 202,5	-170 722,8	-192 351,4	-311 750,4	-569 207,4	-656 049,6
3. Rémunération des salariés reçues nettes du Reste du Monde	-2,9	-2,9	-31,4	0,0	-1 074,1	243,0	-3 185,9	-11 091,7	-12 543,0	-14 634,1	-17 263,3
4. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	132,5	-683,9	0,0	-88 020,1	-107 619,8	-72 738,5	-102 306,2	-134 001,3	-133 425,0	-155 669,1	-183 636,9
5. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	-54,8	-54,8	0,0	48 783,0	165 241,1	210 478,5	173 988,3	220 080,7	213 456,0	249 042,5	293 785,9
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	-52,8	-624,0	-630,7	-56 729,7	112 176,4	-24 219,5	-102 226,6	-117 363,7	-244 262,4	-490 468,1	-563 163,8
6. Transferts nets en capital	619,3	619,3	0,0	0,0	0,0	212 099,0	-25 686,1	-70 579,4	-79 816,1	-93 122,7	-109 853,3
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	961,8	2,6	29 395,6	156 019,8	-47 357,2	75 053,1	132 132,9	-54 972,2	-62 166,4	-72 530,5	-85 561,5
8. Achat d'actifs incorporels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	135,2	724,7	7 486,2	40 716,6	15 752,3	38 391,8	109 355,8	-47 077,7	-56 743,0	-66 203,0	-78 097,1
Total du financement net	135,2	724,7	7 486,2	40 716,6	15 752,3	38 391,8	109 355,8	-47 077,7	-56 743,0	-66 203,0	-78 097,1

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.15 Evolution des indices d'activité économique
(base 1990 = 100)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2004	2005	2006	2007 (p)	2008 (p)
I. VOLUME DE PRODUCTION											
1. Production agricole (1)	104,6	104,2	103,1	102,3	101,6	97,6	134,8	138,7	142,9	134,8	138,6
2. Production agricole d'exportation (1)	75,9	66,6	58,7	43,8	41,9	49,3	74,0	99,5	90,2	142,2	145,0
3. Production minière et métallurgique	42,4	42,7	35,6	33,4	45,8	44,8	50,2	52,8	63,4	111,3	131,4
4. Production de pétrole brut	95,0	88,5	81,0	77,8	87,8	78,9	94,8	86,3	84,4	82,6	78,3
5. Production manufacturière (2)	133,3	95,8	99,2	100,0	91,0	94,9	112,9	117,7	116,9	121,3	124,5
6. Production de ciment	29,4	31,6	37,4	37,7	68,4	55,1	98,0	122,7	122,2	124,8	96,8
7. Production d'eau	102,1	99,8	97,2	89,8	102,6	98,7	108,2	109,2	112,4	115,1	112,8
8. Production d'électricité (3)	88,5	82,8	93,4	100,3	100,0	102,4	119,4	123,0	118,3	130,1	129,3
9. Evolution de l'emploi	61,2	52,9	42,1	35,2	33,5	...	...	...	...	...	...
II. VOLUME DE CONSOMMATION											
1. Consommation d'eau	87,4	79,4	70,6	77,2	86,5	87,0	91,8	91,1	96,7	95,3	99,8
2. Consommation intérieure d'électricité (3)	84,6	67,6	83,0	100,9	100,0	100,5	89,4	103,1	130,7	127,6	119,3
3. Consommation intérieure de ciment (7)	31,3	32,5	34,6	33,5	37,0	50,5	88,9	123,4	133,7	141,5	111,0
4. Consommation des produits pétroliers	59,0	61,6	53,5	52,2	43,3	46,4	61,8	77,3	82,6	90,6	101,7
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT											
1. Manutention dans les principaux ports (1)	58,6	59,0	49,1	62,5	60,4	71,1	98,1	112,2	118,2	126,2	136,2
2. Trafic des marchandises et des personnes	32,4	34,2	35,5	39,6	47,9	53,2	62,8	69,4	77,2	87,2	99,2
IV. PRIX											
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers (1)	2 443,2	2 327,3	6 097,4	51 956,1	462 727,3	670 765,3	767 870,0	1 158 799,0	1 370 859,6	1 547 539,6	1 995 935,0
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C. (2)	2 441,9	3 153,6	12 138,2	78 899,6	421 685,0	451 980,9	530 619,0	645 072,5	798 297,0	877 842,4	1 119 877,7
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (3)	468 016,7	571 663,9	2 355 606,4	15 097 695,6	65 861 513,7	89 231 524,6	123 948 488,8	161 052 458,4	186 204 214,1	249 673 469,6	345 189 150,1
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (3)	369 160,5	491 526,8	2 388 728,0	12 977 199,5	57 187 421,7	82 106 913,3	109 362 615,0	136 658 724,9	156 623 005,6	178 771 466,5	259 606 650,8
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ. (4)	113 569 593,6	204 833,8	836 027,2	46,2 (6)	220,0	324,2	408,6	531,7	570,8	742,2	1 122,7
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	74,9	47,8	60,2	100,0	100,3	93,2	83,3	95,9	109,6	125,3	125,3
V. Indice de volume du P.I.B. (6)	114,2	112,2	107,4	100,0	97,9	101,3	114,3	123,2	130,1	137,3	145,0

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Base : 1995 = 100.

(2) Base : août 1995 = 100.

(3) Il s'agit de l'indice moyen annuel, base: décembre 1993 = 100.

(4) Base : novembre 1989 = 100.

(5) Base : 2000 = 100 à partir de 1996.

(6) Indice des prix réajusté sur base de l'actualisation des pondérations à partir du mois de décembre 2000.

(7) Non compris la consommation du ciment métallurgique.

(8) Base 2001 = 100 à partir de 2000.

Tableau I.16 Importations et estimations de la production commercialisée de principaux produits alimentaires

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006(p)	2007(p)	2008(e)
Production commercialisée:												
Manioc en cossettes	6 896	8 189	7 920	15 959	15 436	14 930	15 442	15 920	16 414	14 989	15 004	15 019
Tubercules (1)	223	83	77	417	406	396	409	422	435	489	417	422
Bananes plantains	273	448	442	527	481	486	502	518	534	488	489	490
Mais	351	452	446	1 184	1 169	1 155	1 194	1 231	1 269	1 155	1 156	1 156
Riz	172	121	118	338	326	314	325	335	346	456	516	317
Pois et haricots	37	26	25	123	116	109	112	116	120	119	123	115
Poissons frais	75	59	56	53	55	61	63	65	67	70	73	75
V viande	39	40	38	36	44	46	48	49	51	65	73	75
Légumes (2)	205	67	67	69	74	85	88	91	93	87	88	90
Fruits (3)	366	365	346	328	352	363	375	387	399	405	420	433
Importations:												
Mais	5	2	-	2	2	3	3,1	3,2	3,3	2,8	3	3
Riz	88	44	48	69	144	163	169	174	179	180	186	202
Poissons salés et fumés	7	5	2	2	3	5	5	5	5	5,4	6	6
V viande et abats	10	18	105	110	2	7	7	7	8	9	10	11
Blé	-	65	185	183	129	162	168	173	178	203	219	238

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames.

(2) Feuilles de manioc et piments et poivre.

(3) Tomates, bananes douces et autres fruits.

Tableau I.17 Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en milliers de tonnes)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ^f	2007 ^p	2008 ^e
I. CULTURES VIVRIERES	22 911	22 065	21 926	21 254	20 662	20 688	20 722	21 502	21 542	21 591	21 675
Céréales	1 621	1 592	1 572	1 545	1 520	1 521	1 523	1 515	1 515	1 525	1 525
Mais grains	1 215	1 199	1 184	1 169	1 155	1 155	1 156	1 156	1 155	1 156	1 156
Riz paddy	363	350	338	326	314	315	315	315	316	316	317
Millet & sorgho	33	33	40	41	43	43	43	37	37	45	44
Blé & orge	10	10	9	9	8	8	9	6	6	9	9
Racines et tubercules	17 616	17 038	16 489	15 955	15 441	15 461	15 467	15 497	15 516	15 537	15 559
Manioc tubercules	17 060	16 500	15 959	15 436	14 930	14 945	14 951	14 974	14 989	15 004	15 019
Patate douce	256	246	237	228	220	223	224	230	233	237	240
Taro	59	60	62	64	65	66	66	66	66	66	66
Pomme de terre	88	88	90	91	91	92	92	93	93	94	94
Oignons, ails...	56	51	51	50	51	50	49	49	48	49	51
Igname	97	93	90	87	84	85	85	85	86	87	88
Légumes et légumineuses	598	579	577	576	566	570	572	591	589	605	621
Haricots	138	130	122	114	107	108	109	110	111	112	113
Vandzou	8	8	9	9	9	9	9	10	10	10	10
Feuille de manioc	280	281	283	287	285	285	286	298	294	306	315
Tomates	41	42	43	45	44	45	46	46	45	46	47
Piments et poivre	31	29	29	30	30	31	31	32	31	32	33
Autres légumes	100	89	91	91	91	91	91	95	98	100	103
Oléagineux	1 569	1 452	1 571	1 522	1 479	1 473	1 492	1 510	1 525	1 517	1 556
Arachides	412	396	382	369	355	360	364	368	369	369	370
Soja	9	10	11	13	14	14	15	15	16	16	17
Noix de palme (palmier à huile)	1 088	987	1 119	1 085	1 052	1 065	1 079	1 092	1 106	1 098	1 135
Autres oléagineux	60	59	58	56	57	34	34	35	35	35	35
Fruits	1 507	1 404	1 718	1 654	1 656	1 663	1 668	2 390	2 398	2 406	2 414
Bananes plantains	631	577	527	481	486	486	486	487	488	489	490
Bananes douces	318	315	312	313	313	314	313	314	314	315	315
Autres fruits	558	512	880	861	857	863	869	1 588	1 595	1 602	1 609
II. ELEVAGE	29 257	29 111	28 966	28 845	26 210	25 115	28 292	26 407	27 089	27 714	27 784
Bovins (en milliers de têtes)	987	967	947	927	765	688	838	757	756	754	753
Ovins (en milliers de têtes)	945	933	921	909	897	888	1 178	900	900	901	902
Caprins (en milliers de têtes)	4 255	4 225	4 195	4 165	4 004	3 964	5 608	4 022	4 028	4 034	4 040
Porcins (en milliers de têtes)	989	961	934	931	953	963	1 497	959	961	963	965
Volailles (en milliers de têtes)	22 081	22 025	21 969	21 913	19 592	18 612	19 171	19 769	19 828	19 888	19 948
Oeufs (en millions d'oeufs)	675	629	627	584	606	558	575	593	595	1 152	1 156
Lait (en millions de litres)	28	25	23	20	22	21	22	22	21	21	21
III. SYLVICULTURE	18 242	18 200	18 163	18 487	18 986	23 370	24 001	26 443	28 011	28 848	29 713
Bois de chauffage	17 624	17 589	17 554	17 864	18 346	22 504	23 112	25 432	26 887	27 694	28 524
Charbon de bois	618	611	609	623	640	866	889	1 011	1 124	1 154	1 189
IV. PECHE ET CHASSE	231	224	221	215	218	220	219	222	221	225	231
Poissons frais	140	133	131	125	128	130	131	134	132	136	140
Gibier	91	91	90	90	90	90	88	89	89	89	92

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.18 Production agro-industrielle
(tonnes)

PRODUITS	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (e)	2006 (e)	2007 e	2008 (e)
PLANTES STIMULANTES											
Café robusta	46 978	40 764	36 945	32 058	48 087	32 050	32 020	31 990	31 960	31 930	31 900
exportations	30 408	22 311	14 421	5 587	6 078	3 537	4 406	4 309	3 666	8 070	10 358
Café arabica	9 013	7 841	6 822	7 065	4 622	5 128	5 123	5 118	5 916	4 563	4 344
exportations	8 579	2 119	2 459	2 396	2 706	2 408	2 372	3 883	4 489	4 563	4 344
Cacao	6 909	6 565	6 562	6 235	5 749	5 710	5 670	5 630	5 590	5 550	5 510
exportations	3 131	2 975	2 827	2 397	2 617	1 216	1 386	1 289	950	885	76
Thé	2 438	2 182	1 953	1 774	1 388	1 560	1 716	1 570	1 378	1 980	2 220
exportations	1 153	991	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tabac	4 210	4 715	4 210	3 759	3 620	3 517	4 174	4 053	4 184	4 058	3 819
BOIS											
Grumes (m ³)	539 025	205 540	191 720	178 829	238 707	243 000	371 000	391 321	380 238	401 065	264 568
exportations	105 248	40 133	16 478	14 437	16 854	60 626	92 829	117 844	150 505	213 308	140 711
OLEAGINEUX (1)											
Huile de palme	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	5 827	12 797	17 531	13 024	16 110	7 176
exportations	49	18	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Huile de palmistes	2 099	1 670	1 512	1 369	1 231	1 108	1 001	177	212	403	204
exportations	611	486	159	719	313	696	603	111	128	253	128
Tourteaux de palmistes	7 729	7 353	6 995	6 654	6 987	6 995	7 345	7 515	7 694	7 954	8 348
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES											
Coton-fibres	9 234	8 772	8 333	7 916	7 520	7 144	6 787	6 401	6 034	5 663	4 917
Huile de coton	122	116	110	104	100	95	90	86	81	76	67
Tourteaux de coton	688	654	622	591	562	534	508	480	452	425	370
Fibres Urena-Punga	5 637	5 355	5 087	4 832	4 590	3 906	3 324	2 861	2 228	1 706	580
PLANTES MEDICINALES											
Quinquina	6 164	5 918	5 682	5 455	5 256	5 051	4 854	4 743	4 352	4 198	3 674
exportations	3 417	3 281	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC											
Caoutchouc	4 957	5 000	4 699	4 216	3 783	5 670	4 967	9 762	5 721	11 687	11 326
exportations	3 216	3 244	2 029	2 099	1 351	3 240	2 838	5 578	3 269	6 678	6 472
PLANTES INSECTICIDES											
Pyréthre	158	168	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES											
Canne à sucre	1 693 476	1 785 093	1 669 000	1 560 000	1 911 000	1 786 200	1 787 300	1 821 129	1 887 546	1 694 395	1 793 412

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.
(1) Production exportée

Tableau I.19 Production minière et métallurgique

Produits	Unité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Cuivre	tonnes	38 236	31 225	30 821	37 845	26 311	16 359	18 995	26 389	99 121	236 742	335 066
dont : - Gécamines	tonnes	37 227	29 633	27 507	21 186	18 172	9 369	7 691	16 055	24 201	24 025	234 746
- Sodimico	tonnes	1 009	1 592	3 314	608	-	-	-	-	-	-	-
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	...	...	16 051	8 139	6 990	11 304	10 334	74 920	212 717	311 592
Zinc	tonnes	1 147	-	214	1 014	828	4 886	5 067	15 110	33 784	11 925	15 465
Cobalt	tonnes	3 871	2 308	3 739	11 637	11 865	7 341	8 851	8 234	15 384	41 464	42 461
dont : - Gécamines	tonnes	3 871	2 308	3 739	3 463	1 780	1 358	1 412	934	738	730	314
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	...	...	8 174	10 085	5 983	7 439	7 300	14 646	40 734	42 147
Cassitérite totale	tonnes	...	...	...	...	...	1 728	9545	8950	8439	14694	19719
soit en étain contenu	tonnes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Or fin (1) r	kilos	151	622	1 382	1 512	2 154	819	1 202	2 244	254	122	150
Diamant	milliers de carats	26 083	20 116	16 006	18 198	22 503	26 981	29 502	32 214	28 949	28 270	20 947
dont : - MIBA		6 831	4 788	4 640	6 160	6 021	6 746	7 350	5 375	2 914	973	781
- Sengamines & autres ind.		...	...	...	195	306	1 094	506	...	...	...	20
- Artisanal (2)		19 252	15 328	11 366	11 843	16 176	19 141	21 646	26 839	26 034	27 297	20 146
Charbon	tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombo-tantalite	tonnes	-	-	-	-	-	1 728	77	152	299	393	630
Pétrole brut	milliers de barils	9 444	8 650	8 459	9 380	8 425	9 246	10 119	9 216	9 009	8 816	8 365
Indice de la production minière et métallurgique (1990=100) r		42,7	35,9	33,3	35,9	46,1	50,6	56,8	62,3	63,7	111,5	131,4

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques.

(1) Y compris la production artisanale.

(2) Sur base des achats des comptoirs et du Service National. Croissance de la production manufacturière

Tableau I.20 Principales productions manufacturières

	Unité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (e)	2007 (e)	2008 (e)
Industries alimentaires :												
Lait pasteurisé	10 ³ litres	130	82 (e)	80	78	70	63	57	61	61	63	61
Farine de maïs	tonnes	17 400	18 874	12 327	11 945	12 500	13 081	13 690	13 867	14 332	14 762	15 204
Farine de froment	tonnes	113 433	88 679	117 244	90 070	88 095	154 373	184 914	184 100	185 738	179 070	196 129
Riz décortiqué	tonnes	327	315	304	293	200	193	186	178	168	173	178
Sucre	tonnes	56 628	73 375	72 037	57 739	63 187	73 896	80 871	88 950	90 792	93 516	96 321
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	128	66	332	661	793	90	45	161	164	169	174
Pain	tonnes	21 067	12 063	140 693	138 374	139 534	140 706	141 888	143 054	145 231	149 588	177 067
Graisses et huiles de table	tonnes	6 033	5 975	5 668	2 743	823	950	1 075	1 201	1 227	1 264	1 302
Huiles de palme	tonnes	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	5 827	12 797	17 531	13 024	16 110	16 593
Margarine	tonnes	999	1 643	2 052	1 418	425	510	561	635	593	611	629
Aliments pour animaux	tonnes	47 712	32 670	39 830	36 251	29 001	26 101	24 796	22 427	21 768	22 421	23 094
Pêche lacustre	tonnes	879	878	875	848	963	933	904	875	845	871	897
Industries des boissons :												
Bières	10 ³ d'hl	1 613	1 447	1 710	1 566	1 348	1 572	2 033	2 523	2 617	2 951	3 321
Limonades et eaux gazeuses	10 ³ d'hl	776	745	805	713	764	987	1 295	1 557	1 245	1 296	1 554
Boissons alcooliques	hl	4 119	4 220	4 220	4 089	4 155	4 221	4 289	4 240	4 356	4 487	4 621
Industries du tabac :												
Cigarettes	10 ⁶ d'unités	3 848	3 200	3 712	2 299	2 444	2 462	2 922	3 228	3 333	3 433	3 536
Industries de tissu, confection et bonneterie :												
Bonneterie	10 ³ de pièces	179	139	125	121	110	105	100	98	80	82	80
Couvertures	10 ³ de pièces	47	36	30	29	20	14	14	15	12	12	6
Sacs	10 ³ de pièces	5 406	6 994	9 822	8 081	7 053	6 156	5 373	5 314	5 287	5 446	4 356
Toiles d'emballages	milliers de m	136	100	90	87	13	12	10	11	11	11	9
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m ²	1 563	3 028	2 361	2 353	3 454	1 291	1 052	1 079	620	267	140
Tissus imprimés	milliers de m ²	12 220	16 853	14 334	7 193	9 526	4 277	4 730	8 514	6 382	5 616	2 808
Tissus polyester	milliers de m ²	827	132	125	74	105	102	290	478	1 406	1 237	619
Filatures	tonnes	1 608	1 951	1 756	1 234	1 052	603	672	372	299	209	167
Industries des chaussures et cuirs:												
Chaussures	10 ³ de paires	1 609	848	952	1 347	1 482	855	941	58 778	35 297	21 178	12 707
Industries de la chimie de consommation :												
Savons	tonnes	29 212	25 506	28 287	25 159	15 000	16 588	19 340	21 316	7 970	8 209	8 456
Peintures, vernis, émaux	tonnes	206	169	151	67	71	92	101	117	38 290	39 439	40 622
Allumettes	cartons	79 915	75 473	53 433	89 151	98 066	107 873	110 030	117 287	121 144	124 779	128 522
Explosifs	tonnes	513	300	246	35	34	32	30	28	26	27	22
Acétylène	kilos	37 240	20 884	22 868	18 700	20 675	13 775	7 819	12 568	4 934	8 087	11 754
Oxygène	10 ³ de m ³	113	74	103	83	92	82	50	63	48	15	23
Chaux	kilos	...	55 873	51 705	20 315	31 789	26 938	16 733	25 135	12 140	8 994	16 600
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés												
Lubrifiants	litres	309 073	443 945	237 056	340 501	347 311	364 677	382 910	394 998	412 798	425 182	437 937
Industries du plastique :												
Pneus pour automobiles	10 ³ de pièces	69	70	69	44	42	45	49	50	45	50	55
Casiers et bacs de 32 litres	10 ³ de pièces	131	126	130	126	120	109	103	95	87	103	124
Divers articles plastiques	10 ³ de pièces	1 338	1 521	1 430	1 476	1 624	1 786	1 965	2 120	2 291	2 359	2 430
Industries des fabrications métalliques légères :												
Articles galvanisés	10 ³ de pièces	497	110	105	102	95	89	89	82	79	88	98
Machettes et houes	10 ³ de pièces	245	208	199	146	151	156	162	167	172	161	166
Pelles et bêches	10 ³ de pièces	64	29	22	19	20	21	22	23	23	22	23
Tôles galvanisées	10 ³ de pièces	86	75	211	215	261	270	278	306	314	323	333
Articles de ménage émaillés	10 ³ de pièces	86	74	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Articles de ménage en aluminium	tonnes	39	19	32	46	46	47	48	49	50	51	53
Valises et malles	pièces	144	96	98	152	129	135	135	127	130	133	137
Frigos & congélateurs	pièces	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bouchons couronnes	10 ⁶ de pièces	447	358	388	391	426	411	535	545	600	618	636
Fûts métalliques de 30 litres	pièces	203	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fûts métalliques de 200 litres	pièces	11 486	8 289	3 081	0	0	0	0	0	0	0	0
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction:												
Imprimés	10 ³ de pièces	266	264	294	279	293	308	323	338	315	329	344
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton												
Papiers et cartons	tonnes	1 360	866	836	545	463	428	405	419	434	447	460
Papiers hygiéniques (1)	Sach. (30 roul.)	63 920	46 281	54 367	75 527	57 539	50 408	52 862	54 554	61 645	63 494	65 399

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques.

Tableau I.20 Bis Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

	Unité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007 (p)	2008 (p)
Industries des fabrications métal. lourdes :													
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	471	373	492	304	398	359	378	380	403	393	386	403
Chaudronnerie	tonnes	324	118	108	100	102	170	187	175	217	241	178	232
Fonderie fonte et acier	tonnes	248	118	91	211	307	150	158	145	110	104	110	104
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	28	23	19	5	6	5	5	5	5	5	5	...
Industrie du matériel de transport :													
Réparations navales	pièces	43	35	33	49	25	26	28	30	28	32	27	22
Constructions navales	pièces	1	3	2	1	2	1	1	3	3	4	4	3
Automobiles (véhicules montés)	pièces	156	94	84	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Industries des minéraux non métalliques :													
Ciment Portland normal	10 ³ de tonnes	125	134	159	161	192	250	315	395	499	519	530,2	411,2
Ciment métallurgique	10 ³ de tonnes	5	11	14	9	9	15	15	7	12	11	9	0
Produits en béton	tonnes	672	718	804	700	731	763	820	902	931	992	1 052	1 106
Carrelages	milliers de m ²	6	10	15	12	12	14	16	16	18	19	20	21
Fibro-ciment	milliers de m ²	56	70	44	104	100	128	132	136	149	160	165	176
Concassés	10 ³ de tonnes	239	249	260	191	185	194	203	205	210	223	230	231
Bouteilles	10 ³ de pièces	22 700	21 034	18 262	22 829	19 685	16 543	21 408	18 742	19 077	18 042	18 588	18 780
Industries de transformation de bois :													
Tranchages	m ³	7 714	7 396	6 428	4 307	4 175	3 340	3 250	2 951	3 114	3 780	2 867,2	3 377,1
Contreplaqués	m ³	1 442	1 382	1 395	843	817	654	620	603	624	715	591,3	659,8
Bois sciés	m ³	30 933	38 210	20 263	8 215	18 004	26 010	20 369	29 687	30 062	25 253	35 958,9	46 650
Placages	m ³	5 636	5 702	1 022	233		7	8 731	3 973	7 764	6 524	4 179,0	3 343
Matelas	106 de pièces	3 752	3 105	2 346	2 000	1 938	2 519	2 575	2 584	2 865	3 072	3 141	3 236
Stylo à billes	10 ³ de pièces	5 902	5 274	2 530	4 308	3 600	1 854	2 225	2 892	3 362	3 963	4 477	5 049
Menuiserie métallique	tonnes	121	118	90	65	60	60	55	54	54	60	61,8	61,8
Mobilier métalliques	pièces	1 915	790	465	1 274	1 453	1 095	821	616	615	600	762,8	584,6

Source : Banque Centrale du Congo, Enquêtes économiques.

Tableau I.21 Indice de la production des industries manufacturières (1)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007(p)	2008(p)
A. INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	95,9	85,1	100,0	79,7	79,3	90,7	105,2	118,7	117,2	121,0	122,6
Produits alimentaires	67,8	65,7	100,0	86,1	87,3	94,5	128,5	153,0	133,8	137,8	140,0
Boissons	95	87,1	100,0	90,7	83,5	109,0	141,6	171,8	188,3	210,9	217,2
Tabacs	103,7	65,7	100,0	61,9	65,8 r	66,3	78,7	87,0	89,8	92,5	95,3
Confection et bonneterie, Tissage et impression de tissu	75,7	100,5	100,0	64,4	71,3	44,2	55,8	76,2	67,2	47,5	28,5
Chaussures et cuirs	161,3	89,5	100,0	152,9	157,9	89,8	98,8	115,7	67,7	64,1	62,0
Chimie de consommation	106,0	92,2	100,0	89,8	57,0	88,7	85,2	96,4	98,4	101,4	104,4
Fabrication des produits pétroliers raffinés	130,4	187,3	100,0	143,6	146,5	153,8	161,5	166,6			
Plastique	99,9	101,2	100,0	67,2	64,4	104,9	114,2	120,8	126,1	132,4	139,0
Fabrications métalliques légères	289,7	99,3	100,0	116,7	116,1	122,9	131,3	134,0	138,8	143,0	147,3
Edition, imprimerie et reproduction	90,5	89,8	100,0	94,9	99,7	104,7	109,9	114,8	107,1	112,5	118,1
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	142,1	95,2	100,0	79,7	82,3	69,9	70,4	72,7	74,8	78,5	82,4
B. INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT	95,8	100,6	100,0	92,1	96,4	200,2	182,0	231,6	237,8	195,4	141,9
Fabrication métalliques lourdes	109	125,4	100,0	122,3	131,4	141,0	135,7	153,4	160,5	137,5	156,4
Matériel de transport	81,7	73,3	100,0	57,7	84,5	94,6	140,6	154,6	202,7	134,9	58,3
Minéraux non métalliques	92,8	106,8	100,0	115,2	118,0	140,8	150,1	171,8	176,4	181,7	187,1
Transformation de bois	219,2	166,2	100,0	116,9	197,9	720,8	475,6	723,0	615,0	534,8	352,8
Autres non classées à ailleurs	134,8	92,5	100,0	96,5	82,2	80,1	82,1	89,4	98,5	103,4	104,4
Indice global A+B	95,8	99,2	100,0	91,0	94,9	101,6	112,9	117,7	116,9	121,3	124,5

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques.

(1) base 2000 = 100

Tableau I.22 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation de stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique (1)	Total	Exportation (2)	Consommation locale (3)	Total	
1990	459 878	-	459 878	40 936	417 637	458 573	1 305
1991	271 401	-	271 401	20 745	256 052	276 797	-5 396
1992	207 514	22 073	229 587	23 576	198 038	221 614	7 973
1993	151 309	10 434	161 743	23 480	142 046	165 526	-3 783
1994	154 411	11 315	165 726	29 199	148 974	178 173	-12 447
1995	195 461	13 107	208 568	14 515	197 331	211 846	-3 278
1996	240 790	15 219	256 009	7 623	231 035	238 658	17 351
1997	124 929	5 123	130 052	7 948	128 371	136 319	-6 266
1998	134 324	10 638	144 962	300	138 033	138 333	6 630
1999	158 837	14 025	172 862	22 704	150 781	173 485	-623
2000	160 709	8 218	168 927	27 167	135 467	162 634	6 294
2001	192 122	9 304	201 426	55 230	137 231	192 461	8 965
2002	233 943	15 766	249 708	61 660	187 257	248 917	791
2003	315 427	15 367	330 794	64 815	267 848	332 663	-1 869
2004	395 309	15 984	411 293	71 555	329 648	401 203	10 091
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	452 721	529 579	-5 580
2006	519 233	2 020	521 253	80 820	452 685	533 505	-12 252
2007	530 196	...	530 196	56 439	476 909	533 347	-3 151
2008	411 212	...	411 212	33 408	374 112	407 520	3 692

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques)

(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA).

(2) Uniquement ciment Portland normal.

(3) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I.23 Production de la raffinerie de pétrole
(en tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Pétrole brut traité (1)	-	-	106 553	60 019	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Production totale	-	-	74 510	38 069	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gaz liquéfié (GPL)	-	-	332	139	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Essence super	-	-	27 953	10 290	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jet JP1 et pétrole	-	-	16 660	7 041	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	-	-	29 565	20 599	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fuel oil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Consommation de la raffinerie + pertes	554	-	9 001	4 086	671	547	-	-	395	-	-	436	216
4. Ventes sur le marché intérieur	292 776	-	163 315	113 888	121 352	84 667	-	-	-	-	-	-	-
5. Exportations	7 981	-	11 712	28 104	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. Variations de stocks des produits finis	-301 311	-	-77 475	-86 059	-122 023	-85 214	-	-	-	-	-	-	-

Source: SEP-Congo.

(1) = 3 + 4 + 5 + 6

Tableau I.24 Consommation de produits pétroliers
(en m³)

Produits	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Essence auto	163 470	156 806	154 249	129 840	129 624	156 927	172 449	209 545	224 298	250 655	259 856
Carburant aviation	126 605	98 552	93 776	97 743	126 869	139 502	158 045	198 928	254 565	210 241	183 787
Pétrole	14 259	8 998	5 978	1 954	1 034	5 601	5 031	13 139	11 277	6 504	9 840
Gasoil	200 956	162 154	161 524	129 140	145 873	170 897	183 761	232 175	251 075	280 220	340 507
Fuel oil	18 941	17 266	14 968	18 337	22 913	32 295	37 241	43 714	46 571	46 970	46 054
Huiles	3 422	2 291	72	-	893	1 884	1 551	1 988	2 430	1 809	3 239
G.P.L (Gaz)	66	98	80	23	22	-	-	-	-	-	-
Total	527 719	446 165	430 647	377 037	427 228	507 106	558 078	699 489	790 216	796 399	843 283

Source: SEP - Congo

Tableau I.25 Production et consommation d'électricité par province
(en milliers de Mwh)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
I. Production brute (1)											
dont:											
centrales hydroélectriques	4 500	5 074	5 797	5 786	5 926	5 973	6 914	7 119	7 620	7 537	7 477
centrales thermiques	19	26	16	12	11	7	8	9	9	6	18
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	3 081	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	15	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	65	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	16	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	1 335	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	4 519	5 100	5 813	5 798	5 937	5 980	6 922	7 128	7 629	7 543	7 495
II. Consommation											
intérieure nette :											
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	1 557	1 832	1 951	...	...	...	...	...	...	...	...
dont: ville de Kinshasa	1 381	1 665	1 763	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension .....	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	693	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	688	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	14	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	46	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	17	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	1 182	1 160	1 142	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements (2)	243	771	1 303	31	...	...	...	...	...	...	...
Total	2 766	3 013	3 122	3 347	3 236	2 893	3 897	4 496	5 697	4 636	5 201
III. Exportations (3)	299	749	1 274	1 013	1 145	1 230	1 598	1 707	1 190	1 359	674
IV. Importations et Achats locaux (4)	55	18	6	12	9	27	21	21	22	...	...
V. Pertes (5)	1 509	1 356	1 423	1 450	1 565	1 884	1 448	946	764	1 548	1 620

Source: S.N.E.L.

(1) I = II + III - IV + V non compris les autoproducteurs.

(2) Conformément au tableau 26.

(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

(5) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I.26 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S. N . EL . (Electricité)		
	Production (en millions de m ³)	Consom- mation (en millions de m ³)	Nombre d'abonnés	Production (en milliersS de MWh)	Consom- mation (1) (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
1993	187,8	132,5	380 483	5 379	5 320	250 006
1994	200,1	142,5	393 286	5 007	4 447	262 907
1995	215,6	144,7	401 544	5 959	5 085	239 865
1996	210,0	136,1	407 578	5 881	4 579	257 422
1997	213,5	127,7	403 852	4 835	3 834	264 803
1998	207,7	155,9	418 428	4 519	3 065	260 371
1999	203,3	103,1	423 852	5 100	3 762	253 359
2000	187,8	114,8	428 589	5 813	4 396	272 687
2001	214,6	126,3	430 959	5 798	4 360	291 801
2002	206,4	127,1	433 904	5 937	4 381	301 611
2003	212,5	116,3	433 830	5 980	4 123	332 829
2004	226,2	117,2	445 754	6 922	5 495	353 720
2005	228,4	134,1	457 678	7 128	6 203	374 611
2006	235,1	141,3	469 602	7 629	6 886	443 844
2007	242,3	139,2	481 526	7 543	5 995	374 611
2008	235,8	145,8	...	7 495	5 875	...

Sources: REGIDESO et SNEL.

(1) Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.27 Consommation d'électricité par secteur
(en millions de KWh)

Secteurs	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (p)	2006 (p)	2007 (p)	2008 (p)
Mines et métallurgie	1 287	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres secteurs industriels (haute et moyenne tension)	831	2 611	3 164	...	...	...	...	...	...	...	...
Distribution (basse tension) (1)	924	1 152	1 232	...	...	...	...	...	...	...	...
Transports (2)	23	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	3 065	3 763	4 396	4 360	4 381	4 123	5 495	6 203	6 886	5 995	5 875

Source: Banque Centrale du Congo d'après les données de la SNEL.

(1) Consommation domestique et éclairage public.

(2) Une partie de la consommation d'électricité dans les transports est comprise dans la consommation haute tension et n'a pas pu être isolée.

Tableau I.28 Activités de principaux organismes de transport
(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (p)	2008 (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	39,6	30,2	22,6	26,6	27,5	34,7	41,2	41,2	52,2	72,4	82,4
1. ONATRA .	39,6	30,2	22,6	26,6	27,5	34,7	41,2	41,2	52,2	72,4	82,4
Voies fluviales.	39,4	30,0	22,4	26,4	27,3	34,7	41,1	41,1	52,1	68,6	77,7
Bas-fleuve.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	3,8	4,8
II. TRANSPORT FERROVIAIRE ..	528,8	485,6	591,2	605,2	555,0	578,1	591,5	588,1	688,4	688,8	684,3
1. S.N.C.C.	403,5	386,8	429,3	458,5	481,6	518,0	534,5	534,5	534,5	534,5	534,5
Réseau Sud (OCS)	275,4	264,1	293,0	313,3	340,9	375,0	397,5	397,5	397,5	397,5	397,5
Réseau Est (SFE)..	128,1	122,7	136,3	145,2	140,7	143,0	137,0	137,0	137,0	137,0	137,0
Réseau Nord (CFU).. ...	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)..	125,3	98,8	161,9	146,7	73,4	60,1	57,0	53,6	153,9	154,3	149,8
III. TRANSPORT AERIEN	4,8	0,3	11,3	14,2	18,4	20,2	24,4	22,4	25,1	25,1	25,1
IV. TRANSPORT ROUTIER.	206,4	189,4	140,7	291,5	527,4	605,2	739,7	928,9	1 035,8	1 294,3	1 623,3
Total général.	779,6	705,6	765,8	937,5	1 128,3	1 238,2	1 396,9	1 580,7	1 801,5	2 080,5	2 415,2
Voyageurs (Voyageurs km)											
I. TRANSPORT FLUVIAL ...	13,9	4,2	2,3	3,2	2,7	3,9	3,9	3,9	0,2	0,3	0,3
1. ONATRA	13,9	4,2	2,3	3,2	2,7	3,9	3,9	3,9	0,2	0,3	0,3
Voies fluviales ..	13,4	4,0	1,9	3,0	2,4	1,4	1,7	1,7	0,1	0,2	0,2
Bas-fleuve ...	0,5	0,2	0,4	0,3	0,3	2,5	2,2	2,2	0,0	0,0	0,0
II. TRANSPORT FERROVIAIRE ..	189,0	198,3	273,6	318,3	232,9	214,7	213,1	214,1	207,9	208,7	209,4
1. S.N.C.C.	143,0	145,2	187,9	222,1	160,6	143,0	141,6	142,6	143,6	143,6	144,6
Réseau Sud (OCS)	143,0	145,2	187,9	222,1	160,6	143,0	141,6	142,6	143,6	143,6	144,6
Réseau Est (SFE)..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU)..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA ...	46,0	53,1	85,7	96,2	72,3	71,7	71,5	71,5	64,3	65,1	64,8
Voie ferrée (CFMK) ...	8,0	37,9	60,9	61,9	18,9	10,9	8,0	8,0	0,8	1,6	1,3
T.U.K..	38,0	15,2	24,8	34,3	53,4	60,8	63,5	63,5	63,5	63,5	63,5
III. TRANSPORT AERIEN	111,2	353,1	352,0	387,2	387,2	395,2	391,4	391,4	391,4	391,4	391,4
IV. TRANSPORT ROUTIER.	38,5	15,2	53,4	91,7	91,7	100,3	105,4	105,4	105,4	105,4	105,4
Total général..	352,6	570,8	681,2	800,4	714,5	714,1	713,8	714,8	704,9	705,7	706,5
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	34,2	35,5	39,6	47,9	53,2	57,2	62,8	69,4	77,2	87,2	99,2

Sources : Rapports des sociétés de Transport.

Tableau I.29 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007 (p)	2008 (p)
Port de Matadi	980,6	823,3	1 040,9	1 039,0	1 240,8	1 349,1	1 641,5	1 823,1	1 871,6	1 991,3	2 116,6
Entrées ...	763,4	694,9	921,7	939,5	1 119,1	1 169,9	1 323,3	1 455,4	1 486,8	1 533,7	1 668,2
Sorties ..	217,2	128,4	119,2	99,5	121,8	179,2	318,2	367,7	384,8	457,7	448,4
Port public de Kinshasa	69,4	46,4	51,0	33,3	37,3	56,3	94,9	137,2	125,0	170,3	205,5
Réseau fluvial	12,8	7,9	10,9	4,9	5,9	14,5	39,5	37,2	39,4	53,7	64,8
Chargement ...	2,0	1,5	2,4	0,5	0,6	0,6	1,3	1,2	1,4	1,8	2,2
Déchargement ...	10,8	6,3	8,5	4,4	5,3	13,9	38,2	36,0	38,0	51,9	62,6
C.F.M.K..	56,6	38,5	40,1	28,3	31,4	41,8	55,4	99,9	85,6	116,6	140,7
Chargement ...	11,8	5,1	5,0	2,2	3,6	8,2	20,7	25,0	23,4	31,9	47,1
Déchargement ...	44,8	33,4	35,1	26,1	27,8	33,6	34,6	74,9	62,1	84,7	93,6
Port de Boma	39,7	36,1	62,3	43,1	34,7	52,5	74,5	111,1	186,0	168,3	193,6
Chargement	25,3	20,1	34,7	17,4	16,5	19,0	23,7	20,8	38,7	41,9	34,8
Déchargement ...	14,4	16,0	27,6	25,7	18,2	33,5	50,9	90,2	147,4	126,3	158,9
Port de Kalemie ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ..	1 089,7	905,8	1 154,2	1 115,4	1 312,8	1 457,9	1 810,9	2 071,3	2 182,6	2 329,9	2 515,7
Indice de manutention (1990 = 100) (1) r	59,0	49,1	62,5	60,4	71,2	78,9	98,0	112,3	117,4	125,3	136,2

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.
(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.30 Communication téléphonique
(en milliers d'unités)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)	2007 (p)	2008 (p)
Consommation	21 041,0	297 937,0	372 460,0	214 370,0	351 785,0	541 293,0	1 331 669,0	2 109 644,9	2 452 370,1
Nombre d'abonnés	...	...	...	1 246,2	1 990,7	2 746,1	4 415,5	6 995,1	11 081,7

Source: Banque Centrale du Congo, Enquêtes conjoncturelles.

Tableau I.31 Indices des prix à la consommation des ménages à Kinshasa
(Base 1989 = 100)

	1996	1997	1998	2000 (1)	2001(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Indice d'ensemble	41 508 812,7	113 569 593,6	204 833,8	46,2	220,0	324,2	395,6	408,4	490,8	570,8	753,3	1122,7
dont:												
- Alimentation	16 403 209,0	45 383 399,6	684 044,0	24,9	99,5	125,1	144,3	158,3	210,54	248,17	313,25	461,67
- Boissons.....	1 189 821,4	3 220 535,7	41 450,4	1,2	6,6	8,3	10,1	9,1	11,685	13,667	18,25	25,33
- Non alimentaire	1 801 250,0	4 936 666,7	55 146,7	2,1	8,5	14,8	12,6	12,3	17,608	19,75	29,92	43,67
- Habillement	3 476 460,2	8 898 141,3	134 794,5	3,1	9,0	15,0	14,8	15,1	2,9	2,9	17,33	21,92
- Loyer	5 481 445,2	13 114 285,7	211 885,9	4,8	19,6	24,5	27,8	27,8	30,4	32,8	36,2	38,8
- Transport	6 637 500,0	17 625 000,0	135 000,0	5,6	36,1	47,1	75,3	70,3	83,4	126,3	192,2	355,6
- Frais scolaires	4 885 096,6	12 728 487,3	123 703,9	2,0	19,4	45,1	57,0	58,0	60,6	53,0	61,0	81,0
- Divers	1 650 694,9	7 515 272,6	606 103,6	3,3	22,0	47,2	53,7	57,0	55,8	62,0	66,2	69,0

Source : Section Economique de l'Ambassade américaine.

(1) Les pondérations de ces indices d'inflation ont été revues afin de les adapter aux fluctuations de prix intervenues au cours des dix dernières années.

Tableau I.32 Indices des prix de détail à Kinshasa
(base décembre 1993 = 100)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008				2008	
											Mars	Juin	Septembre	Décembre		
I. Prix aux marchés																
Indice général	571 663,9	2 355 606,4	15 097 695,6	65 861 513,7	89 231 524,6	104 114 076,6	123 948 497,2	170 620 518,4	186 204 214,1	249 673 469,6	288 041 407,6	305 099 966,5	321 988 904,1	339 797 388,1	345 189 150,1	
dont:																
-Alimentation	683 474,5	2 626 399,1	16 278 621,5	70 783 922,1	98 187 387,4	114 905 476,1	143 553 397,4	196 659 032,1	215 448 864,4	291 472 880,4	333 981 386,6	357 127 008,8	380 295 151,8	399 579 815,5	406 171 981,7	
- Habillement	443 186,9	2 393 055,7	17 514 968,6	67 524 254,0	86 740 952,0	106 655 853,8	126 168 161,3	170 022 956,8	190 254 312,9	218 937 299,7	276 928 104,4	291 496 727,4	302 260 731,2	326 903 654,1	335 787 857,2	
-Articles divers	377 584,0	1 565 459,6	10 969 563,3	49 610 662,8	65 081 772,4	71 232 459,4	71 569 444,6	102 121 203,0	107 457 065,3	150 331 323,7	174 302 934,7	179 451 637,0	186 196 476,5	194 654 540,2	195 902 386,5	
II. Prix aux magasins																
Indice général	491 526,8	2 388 728,0	12 977 199,5	57 187 421,7	82 106 913,3	98 361 566,5	109 362 615,0	170 620 518,4	156 623 005,6	178 771 466,5	210 389 759,6	222 496 093,0	237 895 269,2	255 630 252,3	259 606 650,8	
dont:																
-Alimentation	455 056,8	2 350 740,5	12 570 138,1	55 569 213,0	78 035 486,7	92 958 335,1	101 943 679,7	134 813 060,2	146 093 773,0	165 706 544,1	195 005 125,8	201 521 837,2	211 819 329,9	229 581 913,5	233 824 028,6	
-Articles divers	979 807,5	2 905 906,9	18 427 136,7	78 852 791,7	136 594 300,3	170 702 670,8	208 690 949,9	275 439 244,7	297 593 522,0	353 691 038,4	416 366 760,9	503 309 688,7	587 012 700,3	604 378 155,1	604 797 009,3	

Source: Institut de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (IRES).

Tableau I.33 Indices des prix de détail établis par la Banque Centrale du Congo
(Base août 1995 = 100)

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
1999	12 909,58	11 086,49	17 225,94	9 006,63	12 138,21
Décembre	33 077,50	25 595,40	32 266,70	19 751,30	29 346,60
2000	75 934,71	68 440,06	113 522,33	84 473,82	78 899,62
Décembre	171 391,90	146 695,60	255 363,50	211 047,40	179 368,40
2001	338 328,28	347 722,61	606 543,23	459 387,59	360 791,83
Décembre	363 364,52	413 752,87	718 794,60	542 836,42	421 684,96
2002	387 555,91	465 015,56	765 450,82	573 861,72	451 980,94
Janvier	377 459,16	446 237,72	755 058,27	547 487,19	437 534,68
Février	378 808,14	461 277,78	752 752,51	550 780,51	440 900,81
Mars	370 288,19	449 844,10	748 108,63	545 104,46	432 739,89
Avril	369 199,19	446 565,69	749 542,38	544 877,70	431 639,53
Mai	372 224,17	447 073,72	753 373,12	550 776,00	434 916,67
Juin	381 398,80	457 920,73	759 785,16	568 251,13	445 830,11
Juillet	383 525,56	464 518,96	768 753,81	573 184,02	449 446,00
Août	386 957,26	463 590,49	768 765,59	572 946,50	451 377,73
Septembre	391 089,22	471 606,97	770 622,85	579 064,65	456 330,41
Octobre	404 521,80	483 658,56	782 166,57	586 093,34	468 180,68
Novembre	418 995,92	501 288,05	789 205,40	636 057,93	489 789,25
Décembre	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
2003	425 187,51	514 264,72	815 842,49	692 730,63	509 231,61
Janvier	420 781,30	497 436,90	789 529,20	635 897,70	490 334,66
Février	423 472,00	507 206,00	789 743,50	679 509,70	502 038,90
Mars	423 912,40	507 043,00	789 737,40	695 319,30	505 435,80
Avril	423 837,40	506 754,60	821 713,60	695 354,40	508 570,10
Mai	425 247,50	514 418,30	823 178,70	695 354,40	510 739,50
Juin	430 264,00	518 989,40	824 075,10	699 308,50	515 113,60
Juillet	431 790,50	530 012,90	825 123,30	702 667,00	518 298,50
Août	432 023,10	534 530,70	825 125,20	706 320,10	519 795,40
Septembre	422 577,90	518 337,50	825 434,60	702 311,70	510 967,30
Octobre	422 572,10	513 889,10	825 434,60	700 197,20	509 923,90
Novembre	422 616,10	511 275,00	825 434,60	700 197,20	509 590,60
Décembre	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
2004	435 199,60	537 397,55	860 254,15	740 379,08	538 952,25
Janvier	423 985,40	514 442,80	826 972,40	705 076,80	511 916,60
Février	425 382,10	517 235,90	827 138,50	707 486,60	513 649,00
Mars	427 060,10	523 370,20	837 360,30	713 083,90	517 137,10
Avril	430 815,30	528 194,80	844 948,20	723 160,30	522 484,30
Mai	431 630,20	526 612,20	845 881,00	725 133,90	523 203,40
Juin	432 037,70	527 765,50	848 254,80	725 393,10	523 779,40
Juillet	434 542,00	531 389,10	851 602,90	729 002,40	526 699,50
Août	435 166,80	535 292,60	857 969,70	738 593,90	529 841,50
Septembre	438 219,80	550 978,30	877 096,80	770 957,90	541 258,30
Octobre	445 592,80	559 676,60	893 996,60	780 410,10	549 687,70
Novembre	445 876,50	564 149,20	897 714,90	781 303,10	550 838,80
Décembre	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
2005	546 668,84	622 891,69	930 936,43	894 758,08	645 072,50
Janvier	473 509,40	572 384,80	922 205,20	792 432,70	572 343,90
Février	495 609,90	594 747,30	947 884,30	823 129,20	596 365,40
Mars	518 642,70	628 877,00	952 822,00	898 278,20	630 447,60
Avril	535 126,50	655 383,00	944 953,50	938 158,90	651 809,50
Mai	549 038,90	665 178,80	946 601,50	940 731,00	662 301,90
Juin	535 105,20	589 119,40	909 185,70	806 594,60	614 680,50
Juillet	572 143,50	639 001,00	918 502,30	890 082,70	661 418,20
Août	575 965,50	642 102,30	929 203,90	928 449,90	672 353,20
Septembre	567 546,00	616 659,80	925 930,60	925 573,60	663 722,70
Octobre	574 321,40	620 748,50	922 597,70	929 807,80	668 336,10
Novembre	577 674,00	629 675,60	922 597,70	930 091,80	671 688,80
Décembre	585 343,10	620 822,80	928 752,80	929 766,50	675 402,20
2006	636 203,23	682 906,46	1 002 694,38	982 161,07	729 234,72
Janvier	588 974,04	626 438,19	931 253,32	933 093,84	679 193,33
Février	593 085,27	636 916,22	933 653,54	934 455,01	683 556,93
Mars	603 975,14	641 735,45	934 784,19	937 896,28	691 651,74
Avril	608 837,70	636 106,10	951 797,70	939 997,30	695 094,60
Mai	619 875,40	652 711,90	981 081,90	957 189,20	709 008,40
Juin	628 708,10	664 438,50	992 200,20	960 605,00	717 273,10
Juillet	634 473,40	661 111,70	995 034,70	965 887,00	721 540,70
Août	636 490,40	697 906,40	1 012 499,80	977 759,10	731 085,40
Septembre	652 080,70	730 513,10	1 039 621,00	1 002 706,40	751 453,50
Octobre	671 287,80	769 143,12	1 077 056,07	1 024 008,84	774 647,66
Novembre	698 860,37	741 187,09	1 105 448,51	1 068 909,64	798 014,30
Décembre	697 790,46	736 669,78	1 077 901,63	1 083 425,23	798 296,97
2007	748 127,64	791 698,62	1 108 403,62	1 147 721,97	851 110,72
Janvier	711 526,49	746 218,72	1 088 793,88	1 097 828,37	811 448,61
Février	728 095,10	762 027,52	1 098 725,59	1 110 169,60	826 750,32
Mars	742 161,10	780 000,64	1 102 898,77	1 121 695,85	840 375,84
Avril	753 453,79	783 142,76	1 104 766,28	1 130 639,42	849 617,09
Mai	763 181,86	793 827,81	1 103 704,90	1 147 363,87	860 352,27
Juin	761 723,33	778 833,56	1 103 038,58	1 143 229,84	856 522,56
Juillet	749 712,55	779 942,82	1 110 431,67	1 141 498,45	849 312,15
Août	743 745,62	807 780,27	1 115 082,99	1 150 327,78	851 489,81
Septembre	748 377,06	811 599,41	1 113 585,78	1 159 203,84	856 559,24
Octobre	755 276,92	817 256,27	1 114 732,28	1 159 661,54	861 726,55
Novembre	757 331,88	822 512,47	1 116 689,49	1 197 413,56	871 331,77
Décembre	762 945,94	817 241,23	1 128 393,28	1 213 631,52	877 842,41
2008	875 560,51	985 496,06	1 185 726,01	1 364 840,46	1 003 197,50
Janvier	765 486,89	817 241,23	1 129 030,94	1 218 426,09	880 388,47
Février	784 511,01	843 878,06	1 141 032,68	1 239 080,07	900 454,56
Mars	792 254,62	855 805,05	1 146 550,39	1 249 993,78	909 302,45
Avril	810 361,37	875 825,93	1 151 284,96	1 275 926,29	928 589,91
Mai	843 103,83	919 527,27	1 162 434,35	1 338 618,20	967 778,44
Juin	882 779,77	978 547,03	1 198 009,56	1 391 320,42	1 012 533,42
Juillet	913 598,47	1 022 487,25	1 205 500,20	1 440 341,20	1 047 674,28
Août	927 356,44	1 038 038,32	1 207 907,27	1 442 130,74	1 058 750,26
Septembre	935 352,85	1 047 390,99	1 209 400,15	1 433 129,18	1 063 235,50
Octobre	933 194,86	1 076 941,42	1 210 340,10	1 441 585,41	1 067 736,49
Novembre	942 304,49	1 127 520,63	1 219 000,53	1 448 062,32	1 082 048,55
Décembre	976 421,57	1 222 749,48	1 248 220,94	1 459 471,78	1 119 877,68

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.34 Variation des indices des prix à la consommation

PERIODE	Taux mensuels(1)					Taux cumulés(2)					Taux moyens mensuels				
	I.R.E.S.		US- EMBASSY Economic	Banque Centrale duCongo	I.N.S.	I.R.E.S.		US- EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US- EMBASSY Economic	Banque Centrale duCongo	I.N.S.
	Magasins	Marchés				Magasins	Marchés				Magasins	Marchés			
2005															
Janvier		5,2	11,7	2,8			5,2	11,7	2,8			5,2	11,7	2,8	
Février	1,4	1,1	-2,2	4,2	1,4	2,7	6,3	9,1	7,1	6,4	1,3	3,1	4,5	3,5	3,2
Mars	3,0	2,1	9,8	1,8	1,9	5,8	8,6	24,3	13,2	9,5	1,9	2,8	7,5	4,2	3,1
Avril	5,2	5,5	-0,7	3,9	3,4	11,3	14,5	23,4	17,0	13,8	2,7	3,4	5,4	4,1	3,3
Mai	1,6	0,7	3,2	1,6	1,4	13,1	15,3	27,3	18,9	19,0	2,5	2,9	4,9	3,5	3,5
Juin	0,8	-0,3	-5,4	-7,2	1,7	14,0	14,9	20,1	10,4	19,2	2,2	2,3	3,1	1,7	3,0
Juillet	2,7	2,1	6,0	7,6	-1,6	17,0	17,4	26,6	18,8	23,0	2,3	2,3	3,4	2,0	3,0
Août	-0,9	-0,5	3,1	1,7	1,2	16,0	16,8	31,5	20,7	26,8	1,9	2,0	3,5	2,4	3,0
Septembre	0,9	1,2	-1,0	-1,3	0,4	17,0	18,2	30,1	19,2	25,1	1,8	1,9	3,0	2,0	2,5
Octobre	2,0	1,2	0,2	0,7	-0,6	19,4	19,7	30,4	20,0	26,0	1,8	1,8	2,7	1,8	2,3
Novembre	0,8	0,4	-0,2	0,5	0,1	20,3	20,1	28,3	23,0	-	-	1,7	2,3	1,9	-
Décembre	-0,5	1,4	-4,0	0,6	-0,7	19,7	21,7	23,0	21,3	-	-	1,6	1,7	1,6	-
2006															
Janvier	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7
Février	3,2	0,9	-0,5	0,6	0,1	4,6	2,5	9,0	1,2	0,1	2,3	0,1	0,0	0,2	0,0
Mars	-3,0	1,0	-0,6	1,2	0,6	1,5	3,6	-1,0	1,2	1,3	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4
Avril	0,4	0,7	0,9	0,50	0,50	1,9	4,3	0,0	2,4	1,80	0,5	0,2	0,1	0,7	0,4
Mai	0,4	0,3	2,6	2,0	1,5	2,3	4,5	3,0	2,9	1,9	0,5	0,9	0,7	1,0	0,4
Juin	2,9	1,5	0,1	1,2	1,4	5,3	6,0	3,0	5,0	4,8	0,9	1,0	0,5	1,0	0,8
Juillet	4,4	1,2	2,4	0,6	1,4	9,9	7,3	6,0	6,2	6,2	1,4	1,0	0,8	0,9	0,9
Août	0,5	2,0	1,1	1,3	2,9	10,4		7,0	6,8	9,3	1,2	1,1	0,8	1,0	1,1
Septembre	2,5	2,8	7,1	2,4	2,3	13,2	12,4	14,0	8,2	11,9	1,4	1,3	1,5	1,2	1,3
Octobre	1,7	2,3	7,3	3,1	1,6	15,1	14,9	16,0	11,3	13,7	1,4	0,1	0,2	0,1	1,3
Novembre	1,9	4,9	0,9	3,0	3,5	17,2	20,6	19,0	18,2	17,7	1,5	1,7	1,6	1,5	1,5
Décembre	0,1	1,6	-2,4	0,0	3,5	17,4	22,5	21,0	18,2	21,4	1,3	1,7	1,6	1,4	1,6
2007															
Janvier	-0,9	4,3	3,0	0,4	5,7	-0,9	4,3	3,0	1,6	5,7	-0,9	4,3	3,0	1,6	5,7
Février	-0,3	3,4	2,2	1,9	-	-1,1	7,8	5,0	3,6	-	-0,6	3,8	2,5	1,8	-
Mars	1,6	2,9	2,4	1,7	2,6	0,4	11,0	8,0	5,3	8,4	0,1	3,5	2,6	1,7	2,7
Avril	2,5	4,2	0,4	1,1	1,3	2,9	15,6	8,0	6,4	9,9	0,7	3,7	1,9	1,6	2,4
Mai	1,0	1,0	7,9	1,3	0,2	3,9	16,7	17,0	7,8	10,1	0,8	3,1	3,2	1,5	1,9
Juin	0,4	1,6	0,4	-0,4	-1,3	4,3	18,6	17,0	7,3	8,6	0,7	2,9	2,7	1,2	1,4
Juillet	0,0	1,2	-1,2	-0,8	-0,9	4,4	20,0	16,0	6,4	7,6	0,6	2,6	2,1	0,9	1,1
Août	1,7	1,4	1,7	0,3	1,5	6,2	21,7	18,0	6,7	9,2	0,8	2,5	2,1	0,8	1,1
Septembre	0,6	3,2	1,4	1,1	2,1	6,8	25,6	26,0	7,3	11,5	0,7	2,6	2,6	0,8	1,2
Octobre	3,6	1,7	3,9	0,6	1,4	10,6	27,7	24,0	8,0	13,1	1,0	2,5	2,2	0,8	1,2
Novembre	1,3	2,5	4,2	1,1	2,2	12,0	30,9	29,0	9,2	15,6	1,0	2,5	2,3	0,8	1,3
Décembre	2,4	2,0	5,2	0,7	5,8	14,7	33,5	29,0	9,96	22,3	1,2	2,4	2,1	0,8	1,7
2008															
Janvier	4,7	0,99	2,26	0,29	3,53	4,68	0,99	2,26	0,29	3,53	4,68	0,99	2,26	0,3	3,5
Février	2,6	2,15	1,47	2,28	3,14	7,39	3,16	3,76	2,58	6,78	3,63	1,57	1,86	1,3	0,5
Mars	4,4	2,29	5,60	0,98	3,56	12,15	5,53	9,57	3,58	10,59	3,90	1,81	3,09	1,2	1,7
Avril	1,0	1,71	3,73	2,12	3,14	13,24	7,33	13,66	5,78	14,07	3,16	1,78	3,25	1,4	3,3
Mai	0,6	1,94	1,14	4,22	-	13,95	9,42	14,95	10,25	-	2,65	1,82	2,83	2,0	-
Juin	1,5	1,70	5,14	4,62	-	15,68	11,28	20,86	15,34	18,97	2,46	1,80	3,21	2,4	7,5
Juillet	3,7	1,81	3,83	3,47	2,27	19,96	13,29	25,48	19,35	21,68	2,63	1,80	3,30	2,6	10,3
Août	1,5	2,04	1,89	1,06	-	21,79	15,60	27,85	20,61	-	2,50	1,83	3,12	2,4	-
Septembre	2,5	1,47	2,78	0,42	-	24,86	17,30	31,40	21,12	22,57	2,50	1,79	3,08	2,2	14,5
Octobre	2,6	1,83	-0,82	0,42	3,82	28,16	19,45	30,32	21,63	27,25	2,51	1,79	2,68	2,0	19,8
Novembre	3,3	2,28	0,91	1,34	-	32,43	22,17	31,51	23,26	-	2,59	1,84	2,52	1,9	-
Décembre	0,7	1,26	4,17	3,50	-	33,36	23,71	36,99	27,57	-	2,43	1,79	2,66	2,0	-

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.

(2) Variations calculées par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

Tableau I.35 Effectifs des travailleurs de l'administration publique et du secteur privé
(en milliers d'unités)

	Variations en % (*)																								
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (f)	2006 (f)	2007 (e)	2008 (e)													
A. Travailleurs dans l'Administration publique.	438,2	415,3	389,4	428,4	391,9	534,0	595,6	596,0	698,4	725,1	742,0	0,6	2,3	3,8	2,3										
- Personnel sous-statut (1).	154,9	172,4	168,0	184,8	170,4	214,8	233,5	234,8	282,9	297,6	302,3	26,0	4,7	11,3	-2,6	8,7	20,5	5,2	1,6						
- Pensionnés civils et militaires	71,5	81,9	84,7	93,2	78,6	127,4	152,1	147,0	199,3	204,5	212,9	-5,1	-1,8	14,5	3,4	10,0	-15,7	62,1	35,6	2,6	4,1				
- Enseignants (2).	211,8	161,0	136,7	150,4	142,9	191,8	210,0	214,2	216,2	223,0	226,8	-10,3	2,0	-24,0	-15,1	10,0	-5,0	34,2	9,5	2,0	0,9	3,2	1,7		
B. Travailleurs dans le secteur privé	410,3	259,9	3 677,1	3 124,8	3 213,0	3 373,7	9 065,4	10 884,9	11 214,4	12 194,0	12 638,7	-4,4	-27,1	-36,7	1	-15,0	2,8	5,0	166,7	20,1	3,0	8,7	3,6	3,6	
- Affiliés à l'INSS	410,3	259,9	175,1	148,8	153,0	160,7	219,5	226,5	229,2	235,9	252,0	-4,4	-27,1	-36,7	-32,6	-15,0	2,8	5,0	36,6	3,2	1,2	2,9	6,8	6,8	
- Non affiliés à l'INSS			3 502,0	2 976,0	3 060,0	3 213,0	8 845,9	10 658,4	10 985,3	11 958,1	12 386,7					-15,0	2,8	5,0	175,3	20,5	3,1	8,9	3,6	3,6	
C. Total des travailleurs (A+B)	848,5	675,2	4 066,5	3 553,2	3 604,9	3 907,6	9 661,1	11 480,9	11 912,9	12 919,1	13 380,7	-2,3	-14,4	-20,4	502,3	-12,6	1,5	8,4	147,2	18,8	3,8	8,4	3,6	3,6	
D. Nombre d'emplois créés	-142,8	-173,3	3 391,3	-513,3	51,7	302,7	5 753,4	1 819,9	431,9	1 006,3	461,5	-73,1	520,9	21,4	-115,1	-110,1	485,5	1 800,6	-68,4	-76,3	133,0	133,0	-54,1	-54,1	
E. Population active	30 229,8	31 261,4	32 422,4	33 048,6	33 897,5	34 736,8	35 611,3	36 503,8	38 009,7	38 998,0	38 998,0				3,4	3,7	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	4,1	2,6	2,6	
F. Nombre de chômeurs (E-C)	29 554,6	27 194,9	28 869,2	29 463,7	29 989,9	25 075,8	24 130,3	24 590,6	25 617,3	25 900,6	25 617,3				-8,0	6,2	2,1	1,8	-16,4	-3,8	1,9	2,0	2,1	2,1	
G. Taux de chômage (en %)			74,0	63,2	49,1	48,5	35,3	47,3	44,5	47,3	45,6														

Sources : Ministère des Finances (Direction de la Paie), Fondation Publique et I.N.S.S.

(1) Non compris les effectifs des militaires actifs.

(2) Ensemble du personnel de l'E.P.S.P. et de l'E.S.U.R.S.

(*) la variation du taux de chômage est calculée en points de pourcentage

Tableau I.36 Salaire réel dans le secteur privé et dans l'administration publique
(base 2000 = 100)

	Variation en %										
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Indice général des prix moyens à la consommation établi par la (BCC) (base 100= août 1995)	2 970,8	10 500,9	68 253,2	351 735,3	451 597,2	510 166,1	530 418,1	644 222,5	729 492,7	851 110,7	1 004 022,8
Indice général des prix moyens à la consommation établi par la (BCC) (base 100= 2000)	4,4	15,4	100,0	515,3	661,7	747,5	777,1	943,9	1 068,8	1 247,0	1 471,0
SECTEUR PRIVE (1)											
Indice de salaire nominal	6,2	24,3	100,0	198,0	347,9	362,5	423,9	577,5	710,3	828,7	1 210,7
Indice de salaire réel	142,4	158,2	100,0	38,4	52,6	48,5	54,6	61,2	66,5	66,5	82,3
ADMINISTRATION PUBLIQUE (2)											
Indice de salaire nominal	37,6	80,0	100,0	100,0	100,0	100,0	120,0	120,0	120,0	120,0	120,0
Indice de salaire réel	863,7	520,0	100,0	19,4	15,1	13,4	15,4	12,7	11,2	9,6	8,2
SALAIRE MINIMUM LEGAL											
Indice de salaire nominal	3,3	50,9	100,0	100,0	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2
Indice de salaire réel	75,8	330,8	100,0	19,4	16,4	14,5	13,9	11,5	10,1	8,7	7,4

Source: Journal officiel et Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit du salaire du dernier ouvrier

(2) Il s'agit du salaire d'un huissier de la Fonction Publique.

Tableau I.37 Répartition par province des affiliés de l'INSS
(en pourcentage) (1)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (e)	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)	2007 (e)	2008 (e)
KINSHASA	2,6	24,3	...	21,6	22,7	23	24	22,4	22,8	22,6	22,7
BANDUNDU	2,8	-	3,1	2,5	2,2	1,8	2,6	2,4	2,2	2,3	2,2
BAS-CONGO	5,1	9,6	1,9	7,3	7,5	6,8	7,3	7,5	7,4	7,4	7,4
EQUATEUR	14,5	24,8	38,2	27,8	26	27	26	26,5	26	26,2	26,1
PROVINCE ORIENTALE	39,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KASAI-OCCIDENTAL	0,8	1,8	6,0	5,5	6	5,8	5,9	6,0	6,0	6,0	6,0
KASAI-ORIENTAL	7,1	9,6	14,6	10,5	11	11	11,2	11,4	11	11,2	11,1
MANIEMA	4,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NORD-KIVU	1,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KATANGA	16,1	29,9	36,2	24,8	24,6	24,6	23	23,8	24,6	24,2	24,4
SUD-KIVU	5,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de Sécurité Sociale.

(1) A partir de 1999, le total ne concerne que les territoires ayant répondu aux questionnaires des enquêtes économiques.

Tableau I. 38 Evolution des prix des produits pétroliers
(en CDF/ litre)

Dates de modification	ESSENCE			PETROLE			GASOIL			FUEL OIL	GPI GAZ
	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	OUEST
1998											
21 octobre	0,85	1,21	1,00	0,75	1,12	0,85	0,83	1,19	1,00	0,48	4,33
1999											
11 février	1,05	1,25	1,20	0,90	1,12	1,00	1,00	1,20	1,15	0,53	5,65
13 avril	3,00	3,10	3,05	2,60	2,57	2,75	2,90	3,33	2,95	1,00	13,12
10 décembre	3,10	2,60	3,15	2,75	2,26	2,90	3,05	2,53	3,10	1,00	13,12
2000											
8 février	9,00	5,31	9,25	7,50	4,56	7,50	8,50	5,16	8,75	2,17	20,93
14 juin	25,00	27,00	27,00	18,00	20,00	20,00	23,50	24,00	24,00	5,85	54,66
20 octobre	45,00	47,00	47,00	36,00	38,00	38,00	42,00	45,00	45,00	8,00	80,40
11 décembre	70,00	73,00	73,00	65,00	68,00	68,00	68,00	71,00	71,00	30,00	180,00
2001											
27 mai	280,00	320,00	320,00	240,00	280,00	280,00	270,00	310,00	310,00	180,00	730,00
19 juillet	210,00	230,00	230,00	175,00	200,00	200,00	205,00	225,00	225,00	130,00	576,00
23 août	265,00	300,00	300,00	230,00	265,00	265,00	260,00	295,00	295,00	150,00	830,00
22 novembre	265,00	300,00	300,00	230,00	265,00	265,00	260,00	295,00	295,00	103,64	830,00
30 décembre	255,00	290,00	290,00	220,00	255,00	255,00	250,00	285,00	285,00	99,02	810,00
2002											
08 avril	255,00	290,00	290,00	220,00	255,00	255,00	250,00	285,00	285,00	98,78	810,00
29 juillet	255,00	275,00	275,00	220,00	245,00	245,00	250,00	270,00	270,00	103,62	810,00
01 octobre	255,00	275,00	275,00	220,00	245,00	245,00	250,00	270,00	270,00	106,62	810,00
09 novembre	255,00	275,00	275,00	250,00	270,00	270,00	220,00	245,00	245,00	106,60	900,00
2003											
15 février	305,00	310,00	310,00	300,00	305,00	305,00	270,00	280,00	280,00	133,12	980,00
17 mars	335,00	340,00	340,00	330,00	335,00	335,00	295,00	305,00	305,00	135,17	1 000,00
08 juillet	315,00	320,00	320,00	275,00	300,67	300,67	310,00	315,00	315,00	159,93	950,00
25 septembre	300,00	305,00	305,00	240,00	280,00	280,00	295,00	300,00	300,00	148,50	870,00
2004											
12 avril	320,00	326,00	326,00	280,00	300,00	300,00	315,00	320,00	320,00	122,15	930,00
18 juillet	320,00	320,00	320,00	270,00	290,00	290,00	315,00	315,00	315,00	122,79	900,00
29 septembre	340,00	350,00	350,00	315,00	345,00	345,00	335,00	345,00	345,00	138,71	930,00
21 octobre	350,00	-	425,00	335,00	-	410,00	345,00	-	420,00	137,51	900,00
11 décembre	365,00	-	445,00	360,00	-	430,00	362,00	-	440,00	136,79	980,00
2005											
31 mars	430,00	-	545,00	410,00	-	535,00	428,00	-	540,00	179,22	1 050,00
24 avril	445,00	-	565,00	441,00	-	558,00	443,00	-	560,00	205,52	1 100,00
17 juin	375,00	-	465,00	370,00	-	455,00	372,00	-	480,00	177,12	1 075,00
26 juillet	420,00	-	530,00	418,00	-	520,00	419,00	-	525,00	211,51	1 000,00
01 août	438,00	-	550,00	436,00	-	540,00	437,00	-	545,00	220,96	1 050,00
22 septembre	441,00	534,00	630,00	439,00	530,00	610,00	440,00	532,00	620,00	195,69	1 050,00
17 décembre	441,00	534,00	630,00	439,00	530,00	610,00	440,00	532,00	620,00	218,83	1 000,00
2006											
25 avril	445,00	600,00	660,00	440,00	590,00	640,00	443,00	595,00	650,00	233,90	1 000,00
20 mai	460,00	600,00	670,00	456,00	590,00	650,00	458,00	595,00	660,00	209,14	1 020,00
02 août	490,00	554,00	668,00	474,00	544,00	650,00	488,00	544,00	660,00	217,76	1 099,00
08 novembre	510,00	585,00	720,00	490,00	580,00	700,00	500,00	585,00	710,00	236,72	1 200,00
2007											
11 mai	580,00	665,00	730,00	570,00	665,00	720,00	575,00	665,00	725,00	243,27	1 320,00
01 juin	550,00	635,00	715,00	540,00	635,00	685,00	545,00	635,00	700,00	230,54	1 260,00
01 juillet	550,00	635,00	715,00	540,00	635,00	685,00	545,00	635,00	700,00	230,54	1 260,00
12 juillet	535,00	620,00	700,00	525,00	615,00	670,00	530,00	620,00	685,00	218,29	1 200,00
2 novembre	580,00	650,00	730,00	560,00	645,00	715,00	576,00	650,00	725,00	306,41	1 200,00
18 novembre	610,00	670,00	740,00	590,00	660,00	720,00	720,00	605,00	670,00	316,89	1 200,00
2008											
27 février	675,00	749,00	821,00	655,00	735,00	799,00	671,00	744,00	810,00	337,75	1 300,00
06 avril	705,00	780,00	860,00	680,00	765,00	830,00	700,00	775,00	850,00	363,18	1 360,00
24 mai	790,00	870,00	950,00	760,00	850,00	920,00	785,00	860,00	940,00	400,32	1 450,00
19 juin	825,00	855,00	945,00	795,00	835,00	935,00	820,00	845,00	940,00	416,61	1 430,00
13 juillet	825,00	940,00	1 040,00	795,00	910,00	1 010,00	820,00	930,00	1 030,00	502,90	1 430,00
03 septembre	795,00	910,00	990,00	760,00	880,00	980,00	790,00	900,00	985,00	456,39	1 370,00
25 septembre	760,00	860,00	970,00	730,00	850,00	965,00	750,00	855,00	965,00	426,66	1 320,00
28 novembre	665,00	760,00	800,00	580,00	745,00	785,00	660,00	750,00	790,00	331,76	1 100,00
31 décembre	640,00	750,00	790,00	565,00	745,00	780,00	635,00	745,00	780,00	295,24	1 050,00

Source : Ministère du Pétrole (Structure des prix des produits pétroliers)

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES

L'objectif de la politique budgétaire en 2008 a été de réaliser à fin période, un équilibre entre les recettes et les dépenses publiques afin d'éviter tout recours au financement bancaire. L'engagement ferme à poursuivre cet objectif devait être matérialisé par les mesures arrêtées au niveau du Gouvernement en début d'année, lesquelles consistaient à contenir les dépenses courantes par un contrôle strict des engagements au niveau de la chaîne de la dépense.

Cependant, en octobre 2008, les tensions à l'Est du pays ont dégénéré en un nouveau conflit, remettant en cause les progrès enregistrés dans l'exécution des opérations du cadre budgétaire, à la suite de l'accroissement imprévu des dépenses sécuritaires. Ainsi, le solde global des opérations financières de l'Etat s'est établi à -0,5 % du PIB contre -0,4 % en 2007. Toutefois, cette dégradation relativement moins prononcée des finances publiques ne doit pas être considérée comme caractéristique de différentes phases de l'exercice budgétaire.

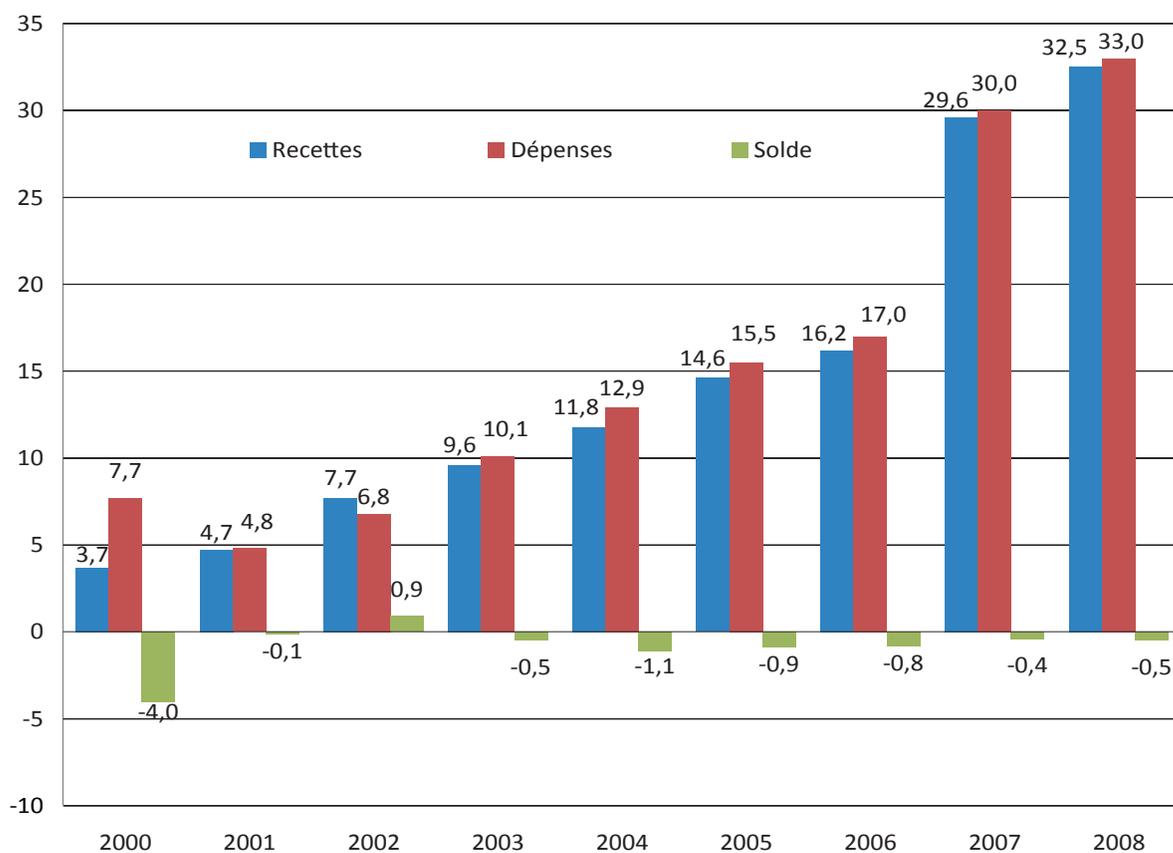
S'agissant de l'importance des finances Publiques dans l'économie, il convient de noter qu'elle a connu une évolution contrastée. En effet, les principaux indicateurs, qui entrent en ligne pour l'apprécier, ont été soit en hausse, soit en baisse selon le cas.

D'une part, la charge fiscale brute a été de 15,2 % en 2008 contre 11,7 % en 2007. La hausse de la pression fiscale sur le commerce extérieur est à la base de cette évolution. En effet, la charge fiscale sur les activités extérieures est passée de 4,6 % à 5,7 % d'une année à l'autre. De même, celle se rapportant aux activités intérieures a atteint 9,5 % contre 7,1 % l'année précédente, sous l'impulsion de l'impôt sur les revenus et les biens et services. La charge fiscale nette est passée de 11,4 % à 14,8 % d'une période à une autre.

D'autre part, la part des dépenses publiques dans le Produit Intérieur Brut est montée à 32,7 % en 2008 contre 30,7 % en 2007 ; ce qui traduit une augmentation des dépenses publiques plus importante qu'en 2007.

Quant aux contributions des Administrations publiques à la formation brute du capital fixe et aux revenus des ménages, elles ont enregistré des évolutions divergentes, se situant respectivement à 43,9 % et 11,2 % contre 45,3 % et 9,0 % en 2007.

Graphique II.1 Importance relative des opérations du cadre budgétaire (1)
(en pourcentage du PIB)



(1) Cfr Tableaux II.8 et II.9.

CHAPITRE I

OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations financières de l'Etat ont été exécutées dans un contexte marqué par la récession déclenchée par la crise financière internationale et la gestion des conséquences des conflits à l'Est du pays (pacification, sécurisation, réhabilitation des infrastructures de l'Est et intégration des forces ex-rebelles). La première situation a exercé un effet négatif sur la mobilisation des recettes, tandis que la seconde a occasionné quelque dépassement sur les crédits budgétaires des dépenses.

A l'instar de l'exercice précédent, la gestion des finances publiques a été marquée par trois étapes.

Il s'est agi d'abord de la dégradation de la situation financière, au cours de deux premiers mois de l'année, en prolongement du dérapage budgétaire amorcé au dernier trimestre 2007.

Ensuite, du resserrement de la politique budgétaire de mars à septembre 2008 ayant conduit au désengagement de l'Etat auprès du système bancaire.

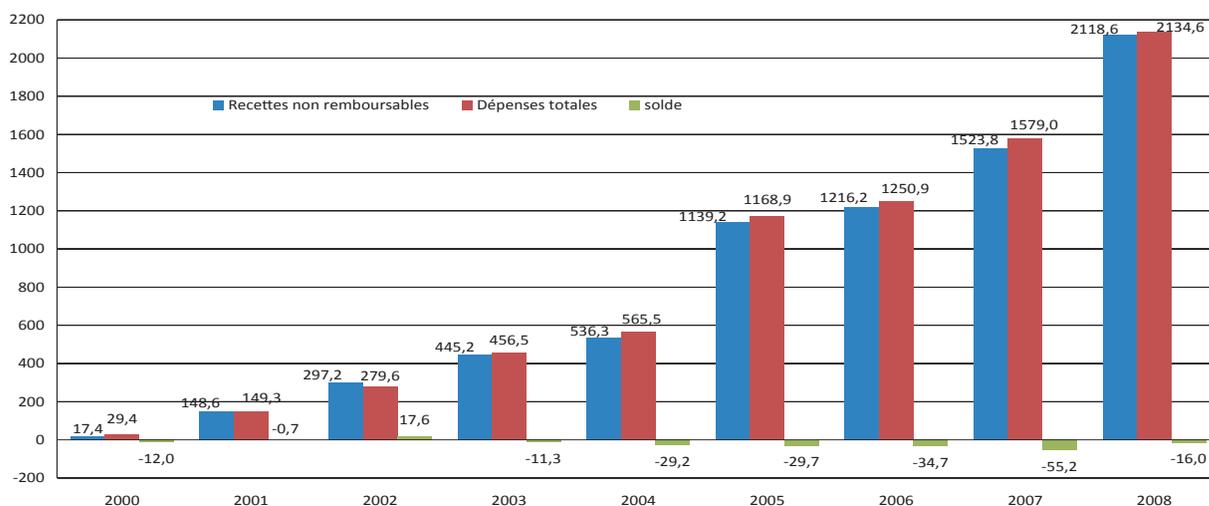
Enfin, de la réapparition des déficits budgétaires à partir du mois d'octobre 2008 sous l'effet des dépenses sécuritaires suite à la résurgence des conflits armés à l'Est du pays.

Tableau II.1 Opérations intégrées des administrations publiques (1)
(en milliers de CDF)

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Dépenses en capital (c)	Ajustements statistiques (d)	Besoin de financement (f)=(a)-(b)-(c)+(d)
1999	3 165 814,0	5 237 403,0	819 958,0	256 625,0	-2 634 922,0
2000	17 419 403,0	26 595 935,0	2 809 103,0	1 445 470,0	-10 540 165,0
2001	148 551 292,0	126 548 576,0	22 799 689,0	2 038 330,0	1 241 357,0
2002	297 200 978,0	224 857 298,0	54 735 776,0	5 181 200,0	22 789 104,0
2003	445 225 390,0	277 970 253,0	178 474 238,0	2 394 546,0	-8 824 555,0
2004	536 321 997,0	425 120 052,0	140 407 203,0	50 305 873,0	21 100 615,0
2005	1 139 225 210,0	739 174 892,0	429 756 583,0	-13 193 085,0	-42 899 350,0
2006	1 216 224 246,0	952 857 081,0	298 075 918,0	9 405 298,0	-25 303 455,0
2007	1 523 756 104,0	1 101 601 100,0	477 424 406,0	33 469 746,0	-21 799 656,0
2008	2 118 576 416,0	1 376 149 392,0	758 460 024,5	-19 196 466,5	-35 229 467,0

Source : Banque Centrale du Congo.
Cfr. Tableau II.9.

Graphique II.2 Situation intégrée des opérations des administrations publiques (1)
(en milliards de CDF)



(1) Cfr. Tableau II.9. (soldes sans ajustements).

I. RECETTES

1. Recettes courantes

Les recettes courantes du cadre budgétaire se sont chiffrées à 1.271.678,0 millions de CDF contre 1.781.415,2 millions prévus dans la loi des finances, soit une réalisation de 71,4 %. Rapportées au PIB, celles-ci ont représenté 19,5 %. Comparées aux réalisations de 2007, ces recettes ont enregistré une progression de 60,2 %. Les recettes courantes sont constituées des recettes fiscales et non fiscales lesquelles ont représentés respectivement 78,0 % et 22,0 %.

Le niveau relativement bas des recettes courantes par rapport aux assignations budgétaires attesté par la contreperformance au niveau des recettes non fiscales est imputable notamment à la crise financière internationale.

Ainsi, les recettes mobilisées sur les activités intérieures ont enregistré un accroissement de 69,6 %, se chiffrant à 619.672,7 millions de CDF contre 365.413,1 millions l'année précédente.

Quant aux recettes provenant du commerce extérieur, elles ont progressé de 55,7 % par rapport à l'année précédente, passant de 239.332,9 millions de CDF à 372.743,3 millions en 2008. Cette augmentation aurait été plus importante n'eut été les arrêts de travail suite au retard de paiement des avantages dus au personnel de l'Office des Douanes et Accises (OFIDA).

Enfin, l'importance relative des recettes fiscales est en progression, alors que celle relative aux recettes non fiscales et recettes exceptionnelles ont connu des mouvements en dents de scie, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Tableau II.2 Importance relative de différentes catégories des recettes (1)
(en pourcentage)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Recettes fiscales	69,1	92,6	92,9	86,7	66,1	70,9	67,7	69,1	76,2	78,0
- Recettes des impôts sur le commerce extérieur	20,7	22,9	32,7	28,9	24,2	27,4	24,1	24,5	30,2	29,3
- Recettes des impôts sur les revenus	15,7	15,9	24,7	19,1	15,5	17,3	11,1	19,2	20,3	23,1
- Recettes des impôts sur les biens et services	14,6	22,1	21,7	21,5	23,6	23,6	21,6	21,9	24,3	24,6
- Autres recettes fiscales	18,1	31,7	13,8	17,2	2,8	2,6	10,9	3,5	1,4	1,0
2. Recettes non fiscales	30,9	7,4	7,1	13,3	11,5	11,5	11,5	9,8	19,7	16,8
3. Recettes exceptionnelles	-	-	-	-	22,4	17,6	20,8	21,1	4,1	5,1
TOTAL	100,0									

(1) Cfr Tableau II.11.

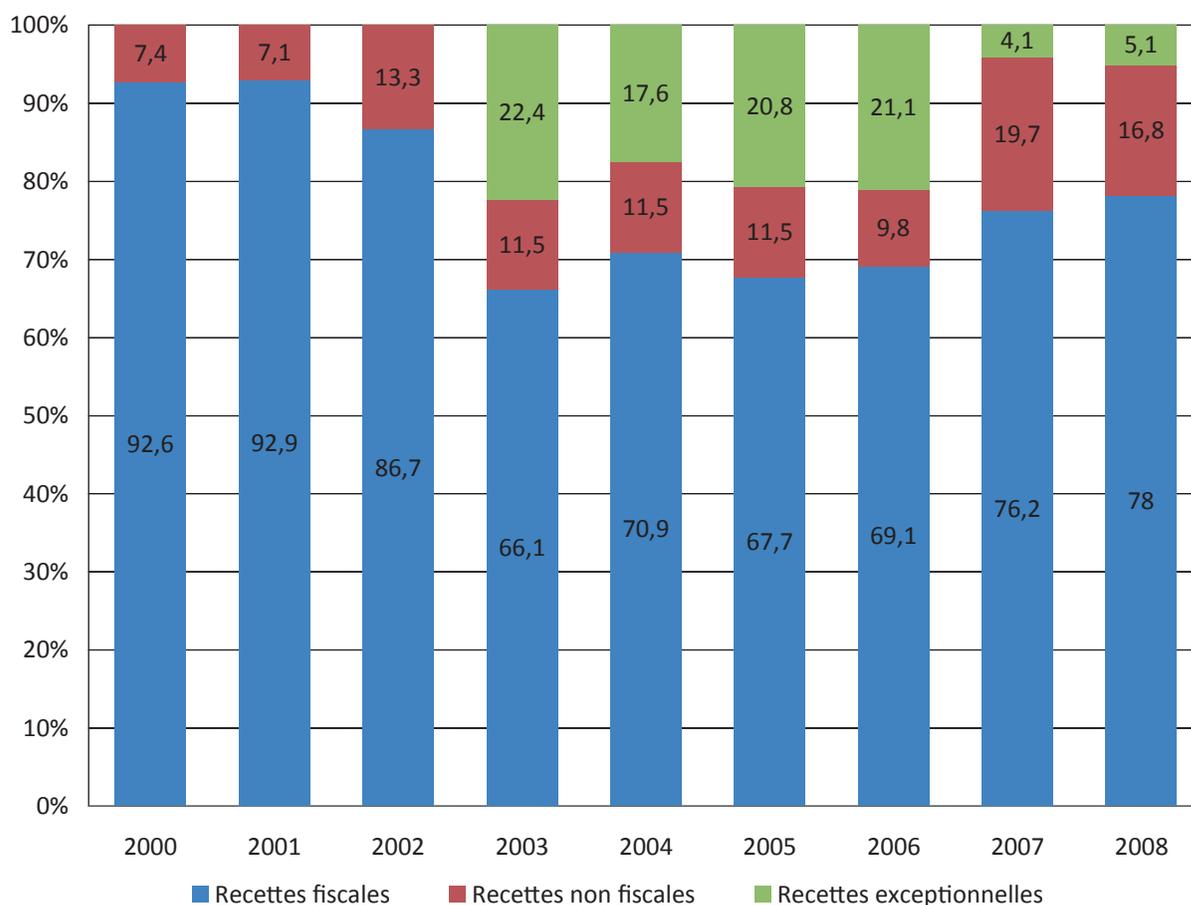
1.1. Recettes fiscales

1.1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les recettes provenant de la taxation du commerce extérieur, qui avaient atteint 239.332,9 millions de CDF au terme de l'année 2007, se sont établies à 372.743,3 millions une année après, soit 5,7 % du PIB. Comparées aux prévisions budgétaires, elles accusent un rendement de 109,4 %. L'amélioration constatée est imputable au renforcement de contrôle des marchandises à l'importation et des mesures au poste frontalier de Kasumbalesa ainsi qu'à l'apport substantiel des compagnies minières et de la téléphonie cellulaire.

L'analyse de la structure des recettes des impôts sur le commerce extérieur révèle que la part des droits d'entrée a représenté 96,6 % en 2008 contre 96,3 % en 2007, soit un accroissement de 0,3 point de pourcentage. En revanche, celle des droits de sortie est passée de 3,6 % en 2007 à 3,4 % une année après.

Graphique II.3 Importance des différentes catégories des recettes (1)
(en pourcentage du total)



Cfr. Tableau II.2

Par rapport à leur niveau de 2007, les droits de douane et l'Impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) à l'importation ont augmenté respectivement de 55,2 % et 57,3 %. N'eussent été la mise en œuvre tardive des mesures de réforme fiscale et la prise en charge de la fiscalité pétrolière par l'Etat, l'accroissement des droits de douane aurait été plus important.

1.1.2. Recettes des impôts sur les revenus

De 161.371,2 millions de CDF en 2007, les impôts sur les revenus des personnes physiques et morales sont passés à 293.957,1 millions en 2008, soit une progression de 82,2 %. Rapprochés au PIB, ils représentent 4,5 %. Comparés aux prévisions arrêtées à 193.561,5 millions de CDF, il se dégage un taux de rendement de 151,9 %. Cette performance est due au regain d'activité économique observé en 2007.

L'augmentation de 75,2 % des impôts sur les revenus des sociétés par rapport à 2007 s'explique, notamment par la constitution du répertoire sectoriel des entreprises minières, par l'effort des services ainsi que par le bon suivi de la campagne de vérification des déclarations d'impôts sur les revenus.

S'agissant des impôts sur les rémunérations des nationaux, la progression de 88,5 % observée en 2008 est la conséquence des augmentations de salaires.

L'analyse de la structure des impôts sur les revenus met en lumière l'importance des impôts sur les revenus des sociétés et celle des impôts sur les rémunérations des nationaux dont les parts relatives sont respectivement de 55,3 % et 44,6 %.

Il sied de relever la reprise de la mobilisation des impôts sur les revenus locatifs, en 2008.

1.1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Ce poste couvre les impôts et droits perçus sur la production, la vente, le transfert, la location et la livraison des biens et services. Il comprend les impôts sur le chiffre d'affaires à l'intérieur et les impôts sur les véhicules, les droits de consommation et la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières appelée marge distribuable.

Les recettes des impôts sur les biens et services se sont établies à 312.967,3 millions de CDF en 2008 contre 192.774,0 millions en 2007, soit 62,3 % de progression. Cette augmentation résulte, d'une part, des efforts dans l'encadrement des services et, d'autre part, de la bonne tenue de la taxe sur le chiffre d'affaires des pétroliers en dépit de la baisse des cours. Rapprochées au PIB, ces recettes représentent 4,8 % et aux prévisions budgétaires, un taux de mobilisation de 153,9 %.

L'analyse par sous-rubrique laisse entrevoir des plus-values sur l'ICA à l'intérieur (26,6 %) et sur les contributions des véhicules (48,5 %). En revanche, les droits de consommation ont accusé une moins-value de 15,8 % à la suite principalement de la baisse drastique des droits de consommation prélevés sur les huiles minérales.

1.1.4. Autres recettes fiscales

Les autres recettes fiscales sont constituées essentiellement des impôts sur la propriété immobilière, des impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs ainsi que des fonds spéciaux. Ces recettes ont totalisé 12.748,3 millions de CDF en 2008 contre 11.267,8 millions en 2007, soit une augmentation de 13,1 %. Rapportées au PIB, elles représentent un taux de 0,2 %.

L'essentiel de ces ressources proviennent des impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs à concurrence de 94,4 % et la différence, soit 5,6 % se rapporte à la sous rubrique « Divers ». Celle-ci enregistre notamment les recettes sur les perceptions diverses de l'OFIDA, les ventes des imprimés ainsi que les amendes et pénalités sur autres revenus mobilisées par la Direction Générale des Impôts (DGI).

1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales comprennent les rémunérations des prestations de l'Administration publique avec contrepartie ainsi que des amendes et pénalités. A l'issue de l'année 2008, elles ont atteint 214.090,0 millions de CDF contre 156.567,6 millions en 2007, soit une progression de 36,7 %. Elles représentent 3,3 % du PIB. Comparées aux prévisions budgétaires qui les situaient à 379.545,4 millions de CDF, elles affichent un taux de mobilisation de 56,4 %. Cette contre-performance est consécutive à la non vente de la licence de 3^{ème} génération de la téléphonie mobile, aux impayés afférents aux droits superficiaires dans le secteur minier ainsi qu'au non paiement des dividendes par quelques entreprises publiques.

Les recettes du portefeuille et les royalties se sont élevées respectivement à 82.831,7 millions de CDF et 49.372,6 millions contre 36.740,1 millions et 48.245,5 millions une année avant.

1.3. Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles, constituées des dons et des prêts, se sont établies à 65.172,0 millions de CDF en 2008 contre 462.443,9 millions prévus dans le Budget, soit un taux de réalisation de 14,1 %. Rapportées au PIB, elles ont représenté seulement 1,0 %.

Le niveau de ces réalisations s'explique, notamment par les effets de la crise financière internationale qui a frappé la plupart des économies de nos partenaires au développement.

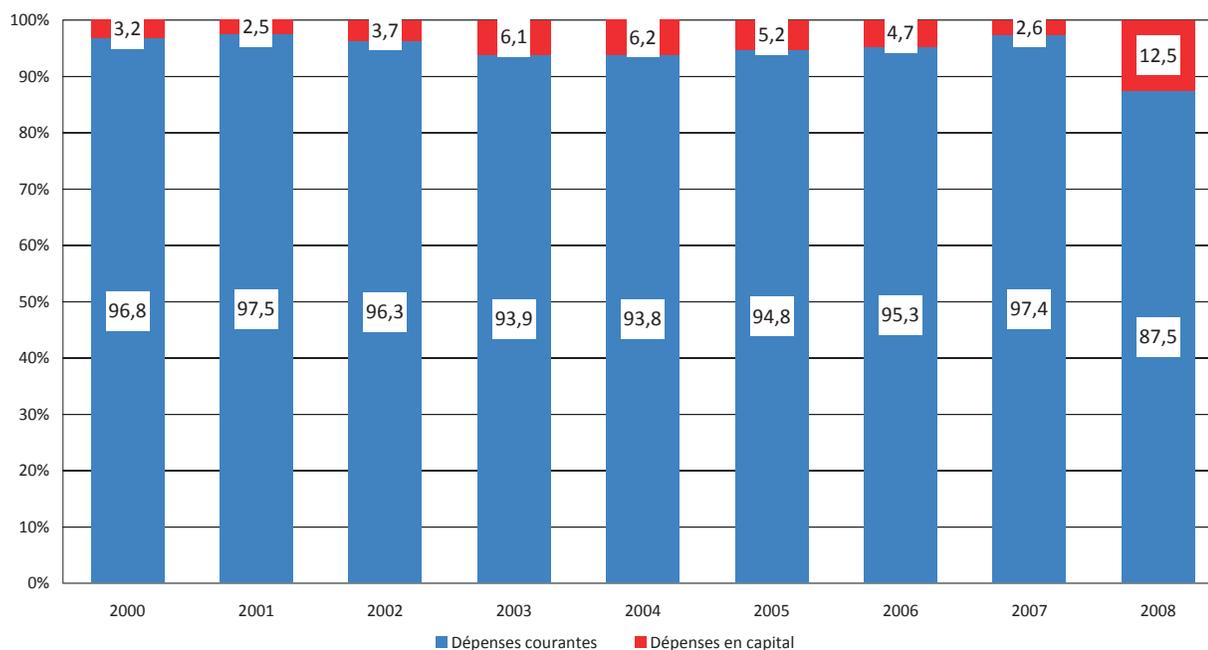
II. DEPENSES PUBLIQUES

La mise en œuvre d'une politique prudente en matière des dépenses au début de l'année a eu un impact positif sur la plupart des rubriques, lesquelles sont restées en ligne par rapport aux assignations budgétaires, en particulier les rémunérations. Toutefois, il a été enregistré sur certaines rubriques, des dépassements imputables essentiellement aux dépenses contraignantes, principalement celles relatives à la sécurisation du pays.

Ainsi, les dépenses publiques exécutées en 2008 se sont chiffrées à 1.287.711,0 millions de CDF contre une prévision de 1.576.515,2 millions, soit une consommation des crédits de 81,7 %. Rapportées au PIB, elles représentent 19,7 %.

Les dépenses courantes ont représenté 87,5 % et les dépenses d'investissement 12,5 % du total des dépenses.

Graphique II.4 Structure des dépenses publiques (1)
(en pourcentage du total)



Cfr. Tableau II.9.

1. Dépenses Courantes

L'expansion des dépenses ordinaires de l'Etat a été plus importante en 2008, passant de 16,0 % à 17,3 % par rapport au PIB. L'exécution des dépenses courantes de l'Etat reste marquée par l'importance des dépenses des rémunérations (40,9 %), de fonctionnement (35,4%) et des subventions et transferts (20,1 %). Ainsi, les dépenses ordinaires ont augmenté de 36,3 %, se chiffrant à 1.126.956,0 millions de CDF contre 826.675,7 millions une année avant. Comparées aux prévisions budgétaires qui les situaient à 1.498.437,2 millions, il se dégage un taux d'exécution de 75,2 %. Cette situation s'explique notamment par l'absence des dépenses en rapport avec la réduction de la pauvreté.

1.1 Analyse des dépenses courantes par nature

1.1.1. Dépenses de fonctionnement

Le volume des décaissements au titre de dépenses de fonctionnement a atteint 859.821,6 millions de CDF contre 544.041,0 millions une année auparavant, soit un accroissement de 58,0 %. Rapportés au PIB, les décaissements ont représenté une part de 13,2 %.

Les rémunérations ont totalisé 461.300,3 millions contre 300.986,0 millions l'année précédente enregistrant une augmentation de 53,3 % à la suite du processus d'intégration des éléments des ex groupes rebelles et l'admission sous statut des enseignants.

Etablies à 243.055,0 millions de CDF en 2007, les dépenses relatives à l'acquisition des biens et services ont atteint 398.521,3 millions en 2008, soit une progression de 64,0 %. Cette évolution est imputable d'une part à la pression exercée sur les dépenses communes consécutivement aux contraintes liées à la sécurisation du pays et, d'autre part, au renchérissement des biens et services sur le marché à la suite de la dépréciation du franc congolais.

1.1.2. Intérêts sur la dette publique

La charge financière de la dette publique a augmenté de 19,2 % de 2007 à 2008, passant de 34.396,0 millions de CDF à 41.015,4 millions. Elle a servi à payer les intérêts sur les découverts du Compte Général du Trésor à concurrence de 29.062,4 millions et la différence de 11.953,0 millions, au paiement des intérêts auprès de nos créanciers bilatéraux et multilatéraux.

1.1.3. Subventions et transferts

Les subventions et transferts de l'Etat se sont contractés de 8,9 %, passant de 248.238,7 millions de CDF en 2007 à 226.119,0 millions en 2008. Cette situation procède de la diminution des rétrocessions et des soins médicaux qui se sont contractés respectivement de 14,8 % et 32,8 %.

Les subventions destinées aux ménages ont totalisé 15.303,0 millions de CDF en 2008, soit 6,8 % du total des subventions et transferts. Les cotisations aux organismes internationaux se sont élevées à 5.597,4 millions, soit 2,5 % de la rubrique.

1.2 Analyse des dépenses par service

L'analyse par services dépensiers révèle une concentration des utilisations des crédits budgétaires au niveau des services communs et des institutions politiques.

En effet, les dépenses des services communs ont représenté 68,9 % des décaissements de la période, celles des ministères 24,0 % et celles des institutions politiques 7,1 %.

Il y a lieu de relever que les dépenses liées aux services communs sont constituées essentiellement des dépenses à paiement centralisés dont les rémunérations, le carburant, l'eau et l'électricité ainsi que les rétrocessions en faveur des provinces.

Tableau II.3. Structure des dépenses courantes par Ministères et Institutions (1)
(En pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Services communs	50,7	51,5	79,4	58,4	62,8	74,7	78,3	65,0	68,9
Institutions politiques	7,3	22,6	10,0	16,3	9,9	7,7	6,6	7,2	7,1
Finances	2,2	2,6	1,3	5,7	5,7	4,5	4,5	9,2	6,9
Défense Nationale	12,9	8,1	3,4	10,9	8,9	6,9	4,6	8,2	8,3
Affaires Etrangères	0,2	1,0	1,1	0,1	1,7	1,3	1,1	0,6	0,7
Travaux Publics	0,3	0,7	0,3	0,4	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1
Education Nationale	0,1	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	2,1	1,8
Autres Ministères	26,3	13,2	4,2	7,8	10,4	4,4	4,5	7,7	6,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Cfr. Tableau II.20.

2. Dépenses en capital

Les investissements publics ont enregistré une forte progression de 618,2 % passant de 22.384,3 millions de CDF en 2007 à 160.755,0 millions une année après. Par rapport aux prévisions budgétaires les situant à 78.078,0 millions de CDF, il se dégage un taux d'exécution de 205,9 %.

Rapportées au PIB, ces dépenses représentent une part de 2,5 % et ont été financées pour l'essentiel sur ressources propres.

L'intégralité des dépenses en capital a été consacrée aux investissements directs, dont 82,0 % aux équipements des administrations (réhabilitation des bâtiments et acquisition des véhicules), 9,2 % à l'équipement social et collectif (équipements médicaux et travaux anti érosifs) et 8,8 % à l'infrastructure économique (routes, ponts et chaussées).

L'acquisition pour l'Etat des biens de capital a plus concerné les ministères des Finances, des Travaux Publics et de l'Agriculture. Ces ministères ont eu respectivement 18,3 %, 12,5 % et 7,7 % de l'ensemble.

III. BESOIN ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Le besoin de financement de l'Etat, après ajustement, a augmenté de 61,6 % en raison de l'évolution défavorable des opérations du cadre budgétaire. Il est passé de 21.799,7 millions de CDF en 2007 à 35.229,5 millions une année après. En conséquence, il en

est résulté un accroissement du financement monétaire du Trésor. Rapporté au PIB, le besoin de financement du Trésor a représenté 0,5 % du PIB.

Tableau II.4 Besoin de financement des opérations du cadre budgétaire (1)
(en milliers de CDF)

Année	Solde des opérations du cadre budgétaire.	Ajustement statistique	Besoin de financement
2000	-11 985 635,0	1 445 470,0	-10 540 165,0
2001	-796 973,0	2 038 330,0	1 241 357,0
2002	17 607 904,0	5 181 200,0	22 789 104,0
2003	-11 219 101,0	2 394 546,0	-8 824 555,0
2004	-29 205 258,0	50 305 873,0	21 100 615,0
2005	-29 706 265,0	-13 193 085,0	-42 899 350,0
2006	-34 708 753,0	9 405 298,0	-25 303 455,0
2007	-55 269 402,0	33 469 746,0	-21 799 656,0
2008	-16 033 000,5	-19 196 466,5	-35 229 467,0

(1) Cfr. Tableau II.9.

Comme illustré dans le tableau ci-après, ce besoin de financement a été couvert totalement par les avances reçues du système bancaire.

Tableau II.5 Couverture de besoin de financement des opérations du cadre budgétaire (1)
(en milliers de CDF)

Année	Organismes monétaires	Variation endettement intérieur non monétaire	Moyens de financement totaux
1994	1 515,6	0,3	1 515,9
1995	-462,5	-66,7	-529,2
1996	35 444,5	0,5	35 445,0
1997	267 092,5	0,5	267 093,0
1998	251 011,0	-	251 011,0
1999	2 634 922,0	-	2 634 922,0
2000	10 540 165,0	-	10 540 165,0
2001	-1 241 357,0	-	-1 241 357,0
2002	-22 879 104,0	-	-22 879 104,0
2003	8 824 555,0	-	8 824 555,0
2004	-21.100.615,0	-	-21.100.615,0
2005	42 899 350,0	-	42 899 350,0
2006	25 303 455,0	-	25 303 455,0
2007	21 799 656,0	-	21 799 656,0
2008	35 229 467,0	-	35 229 467,0

(1) Cfr. Tableau II.9.

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Effectuées en dehors du cadre budgétaire, les opérations à financement extérieur spécifique regroupent toutes celles se rapportant aux donations et aux prêts extérieurs liés à des projets économiques et sociaux.

Au terme de l'année 2008, les opérations en cause ont totalisé 1.509,3 millions de USD contre 1.412,7 millions une année avant, accusant un accroissement de 6,8 %. Exprimées en monnaie locale, elles sont passées de 729.965,5 millions de CDF à 846.898,4 millions d'une année à l'autre.

I. RECETTES

Au cours de l'année sous analyse, les transferts d'origine extérieure ont été constitués des donations multilatérales à concurrence de 665,7 millions de USD et des donations bilatérales pour 843,6 millions de USD, représentant respectivement 44,1 % et 55,9 % du total. Les Nations Unies, l'Union Européenne, la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement ont été les seuls donateurs multilatéraux, avec des contributions respectives de 198,6 millions de USD, 234,5 millions, 383,6 millions et 26,9 millions.

S'agissant des aides d'Etat à Etat, la part la plus importante est venue de la Belgique avec un montant de 162,0 millions de USD, suivie des Etats- Unies d'Amérique pour 121,0 millions.

II. DEPENSES

Sur un total de 1.509,3 millions de USD représentant les dépenses publiques sur ressources extérieures liées, 444,1 millions de USD ont financé les dépenses courantes et 1.065,2 millions de USD les dépenses d'investissement. Ces dernières ont trait essentiellement à la coopération technique autonome.

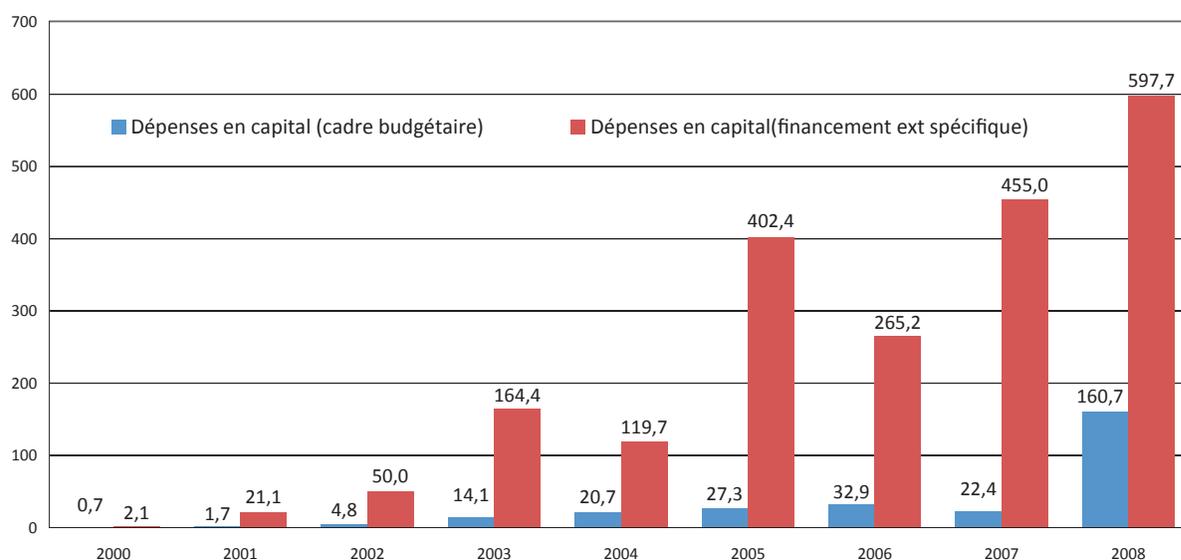
Concernant les dépenses courantes, la part de l'aide alimentaire a été de 20,5 % tandis que celle de l'assistance humanitaire et secours d'urgence de 79,5 %.

Tableau II.6 Opérations à financement extérieur spécifique (1)
(en milliers de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
1995	11 765,0	11 765,0	-
1996	170 910,1	128 838,0	42 072,1
1997	322 981,8	230 410,8	92 571,0
1998	197 854,0	181 466,0	16 388,0
1999	569 588,0	303 591,0	265 997,0
2000	6 326 680,0	4 248 240,0	2 078 440,0
2001	81 907 182,0	60 801 076,0	21 106 106,0
2002	149 367 528,0	99 405 112,0	49 962 416,0
2003	223 924 500,0	59 535 000,0	164 389 500,0
2004	230.297.060,0	110.607.910,0	119.689.150,0
2005	643 961 776,0	241 533 044,0	402 428 732,0
2006	547 056 840,0	281 906 840,0	265 150 325,0
2007	729 965 504,0	274 925 428,0	455 040 076,0
2008	846 898 416,0	249 193 392,0	597 705 024,0

(1) Cfr. Tableau II.9.

Graphique II.5 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire
et celles à financement extérieur (1)
(en milliards de CDF)



(1) Cfr. Tableau II.9.

CHAPITRE III

NOTE D'ANALYSE SUR LES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2008

L'analyse des arriérés de paiement de l'Etat revêt de nos jours une importance justifiée. En effet, l'existence des retards dans les paiements à effectuer aux fournisseurs et autres créanciers de l'Etat, est apparue comme un problème budgétaire dans nombre de pays en développement. L'existence des arriérés peut amener à sous estimer d'une part, la hauteur des dépenses publiques et, d'autre part, le besoin d'emprunt de l'Etat. La persistance des arriérés de paiement, peut conduire à perturber les plans de trésorerie ultérieurs.

L'établissement d'un arriéré revient à déterminer le moment, à partir duquel le délai entre la création d'une obligation de paiement et son règlement devient suffisamment anormal ou, dans le cas d'un retard prolongé, un défaut de paiement. Dans la pratique, un délai « anormal » est généralement déterminé à partir d'une phase de référence dans l'exécution de la dépense publique. Dans le cas qui nous concerne, les arriérés de paiement sont déterminés à partir de l'encours des sommes liquidées et n'ayant pas fait l'objet de paiement au cours de l'exercice budgétaire considéré.

L'analyse de l'exécution des dépenses par nature à partir des Etats de Suivi Budgétaire de l'année sous examen, renseigne que d'un montant total des crédits votés de 1.781.415,2 millions de CDF, les dépenses engagées se sont élevées à 2.063.177,8 millions, soit un taux d'engagement de 116,0 %.

De ces dépenses engagées, 83,0 % ont fait l'objet d'une liquidation, soit un montant total de 1.706.363,3 millions de CDF.

Le rapprochement du total des liquidations aux paiements d'un montant de 1.210.094,7 millions de CDF, dégage des arriérés de paiements de 496.268,6 millions. Ceux-ci ont été répartis comme suit :

Tableau II.7 Ventilation des arriérés de paiement
(en millions de CDF)

Rubriques	Valeur	En % du TOTAL
Dette Publique en capital	15 106,13	3,04
Frais financiers	1 280,22	0,26
Dépenses de personnel	120 175,59	24,22
Biens et Matériels	52 978,64	10,68
Dépenses de prestations	89 493,1	18,03
Transferts et interventions	150 786,53	30,38
Equipements	35 283,52	7,11
Construction, Réfection, Réhabilitation, addition des édifices	30 639,42	6,17
Total	496 268,56	100

Source : Calcul de la Banque Centrale du Congo sur base des Etats de Suivi Budgétaire 2008.

La lecture du tableau ci-dessus révèle que les arriérés les plus importants sont observés aux niveaux des dépenses des transferts et interventions de l'Etat, du personnel, de prestation, ainsi que des Biens et Matériels, représentant 83,3 de l'ensemble des arriérés.

Il importe de préciser qu'en réalité, les écarts entre les sommes liquidées et celles ayant fait l'objet de paiement, ne peuvent être interprétés que comme un niveau maximal possible des arriérés de paiements. En effet, il faut normalement exclure de ce montant les créances litigieuses ou pour lesquelles les pièces justificatives sont insuffisantes.

Dans la pratique, il s'agira d'isoler les lignes budgétaires pour lesquelles les créances ont été établies mais qui sont maintenues en suspens sur une période supérieure à l'exercice budgétaire considéré.

Concernant, par exemple, les charges de fonctionnement de l'Etat, seuls doivent être pris en compte les montants des factures relatives à la prestation effective des services ainsi qu'à la livraison réelle des biens rendus exigibles à la fin de l'exercice budgétaire.

Une telle évaluation requiert un dispositif institutionnel de contrôle et de suivi de la dépense publique efficace. La faiblesse de ce dispositif en République Démocratique du Congo constitue une des défaillances institutionnelles des Finances Publiques et rend à ce jour difficile une évaluation exhaustive des arriérés de paiements.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.8 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	Valeurs absolues (en milliers de CDF)										Structure en %										
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	
1. Produit intérieur brut	51 823 854,00	297 065 458,64	1 407 545 000,00	1 922 300 000,00	2 298 655 500,00	2 601 000 000,00	3 407 940 980,00	4 066 801 320,00	5 148 172 960,00	6 525 982 720,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	6 057 361,00	29 405 038,00	149 248 265,00	279 593 074,00	456 444 491,00	565 527 355,00	1 168 931 175,00	1 250 932 998,33	1 579 025 506,00	2 134 609 416,00	10,6	8,5	9,9	14,5	19,9	21,7	34,3	30,8	30,7	32,7	32,7
Consommation publique	5 222 361,00	22 077 861,00	113 700 463,00	208 076 027,00	275 297 379,00	419 839 543,00	724 612 876,00	944 858 481,33	1 084 508 807,00	1 346 986 559,00	9,5	7,4	8,1	10,8	12,0	16,1	21,3	23,2	21,1	20,6	20,6
Formation brute de capital	819 953,00	7 057 343,00	35 330 297,00	70 475 638,00	178 474 238,00	140 407 203,00	429 756 893,00	298 075 917,00	477 424 404,00	759 460 024,00	1,6	0,9	1,8	3,7	7,8	5,4	12,6	7,3	9,3	11,6	11,6
Transferts à d'autres secteurs	15 042,00	269 834,00	217 505,00	1 039 409,00	2 672 874,00	5 289 509,00	14 562 016,00	7 998 600,00	17 092 295,00	29 162 833,00	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2	0,3	0,4	0,4
3. Charge fiscale brute	1 794 223,00	10 269 286,00	61 419 933,00	128 161 426,00	146 387 135,00	217 063 640,00	335 702 599,00	462 101 285,00	604 746 000,00	992 415 976,00	3,5	3,5	4,4	6,7	6,4	8,3	9,9	11,4	11,7	15,2	15,2
Commerce extérieur	536 049,00	2 539 804,00	21 767 711,00	42 707 324,00	53 548 910,00	83 817 660,00	119 554 001,00	163 804 608,00	238 332 935,00	372 743 280,00	1,0	0,9	1,6	2,2	2,3	3,2	3,5	4,0	4,6	5,7	5,7
Exportations	22 903,00	114 876,00	653 551,00	3 848 086,00	5 119 583,00	6 325 244,00	9 038 986,00	8 679 087,00	12 496 260,00	12 496 260,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Importations	513 006,00	2 405 117,00	21 111 220,00	38 859 948,00	48 411 490,00	77 484 091,00	110 407 763,00	154 045 215,00	230 595 776,00	360 177 372,00	1,0	0,8	1,5	2,0	2,1	3,0	3,2	3,8	4,5	5,5	5,5
Divers	140,00	18 811,00	2 940,00	290,00	17 837,00	28 325,00	107 252,00	128 906,00	58 062,00	69 648,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités intérieures	1 258 174,00	7 729 462,00	39 652 222,00	85 454 102,00	92 838 225,00	133 246 980,00	216 148 508,00	298 296 677,00	366 413 065,00	619 672 896,00	2,4	2,6	2,8	4,4	4,0	5,1	6,3	7,3	7,1	9,5	9,5
Revenus	407 926,00	1 767 422,00	16 461 771,00	28 304 046,00	34 401 462,00	53 075 846,00	54 763 145,00	128 774 164,00	161 371 241,00	239 957 082,00	0,8	0,4	0,7	1,5	1,5	2,0	1,6	3,2	3,1	4,5	4,5
Biens et Services	379 201,00	2 448 338,00	14 451 247,00	31 741 536,00	52 148 867,00	72 071 197,00	107 218 135,00	146 300 924,00	192 774 028,00	312 967 288,00	0,7	0,8	1,0	1,7	2,3	2,8	3,1	3,6	3,7	4,8	4,8
Autres recettes fiscales	471 045,00	3 515 702,00	8 739 204,00	25 408 520,00	6 287 896,00	8 098 937,00	54 167 228,00	23 221 589,00	11 267 796,00	12 748 325,00	0,9	1,3	1,0	1,3	0,3	0,3	1,6	0,6	0,2	0,2	0,2
Cotisations sécurité sociale	1 779 181,00	9 899 432,00	61 202 428,00	127 122 017,00	143 714 261,00	211 763 131,00	321 140 863,00	454 102 685,00	597 653 705,00	963 253 143,00	3,4	3,4	4,3	6,6	6,3	8,1	9,4	11,2	11,4	14,8	14,8
4. Charge fiscale nette ⁽¹⁾	-2 634 922,00	-10 540 165,00	1 241 593,00	22 789 104,00	-8 624 555,00	21 100 615,00	-42 899 350,00	-25 303 455,00	-21 799 656,00	-35 229 467,00	-5,1	-3,5	0,1	1,2	-0,4	0,8	-1,3	-0,6	-0,4	-0,5	-0,5
5. Solde global ⁽²⁾	2 250 596,00	31 114 200,00	107 278 700,00	165 079 500,00	286 758 980,00	481 185 000,00	679 861 027,00	841 863 870,00	1 003 506 712,00	1 362 076 037,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
6. Formation brute de capital fixe	819 953,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	119 689 150,00	402 428 732,00	265 150 325,00	455 040 076,00	597 705 024,00	36,4	9,0	23,3	60,7	62,2	24,9	59,2	31,5	45,3	43,9	43,9
Contribution des administrations publiques	819 953,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	119 689 150,00	402 428 732,00	265 150 325,00	455 040 076,00	597 705 024,00	36,4	9,0	23,3	60,7	62,2	24,9	59,2	31,5	45,3	43,9	43,9
Acquisition directe des biens de capital	42 115 425,00	242 555 518,00	1 241 371 100,00	1 603 229 490,00	1 767 849 750,00	1 947 155 700,00	2 300 392 725,00	2 504 892 883,00	3 520 923 206,00	4 245 052 820,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Transferts d'équipements	2 084 537,00	6 977 621,00	24 167 435,00	38 045 761,00	58 503 658,00	99 955 244,00	155 890 028,00	202 700 445,00	316 648 613,00	476 603 325,00	4,9	2,9	1,9	2,4	3,3	5,1	6,8	8,1	9,0	11,2	11,2

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cf tableau II.9.

Tableau II.9 Situation intégrée des opérations des administrations publiques
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Recettes non remboursables	3 165 814	17 419 403	148 551 292	297 200 978	445 225 390	536 321 997	1 139 225 210	1 216 224 246	1 523 756 104	2 118 576 416
a) Recettes courantes ⁽¹⁾	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600	1 271 678 000
Cadre budgétaire	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600	1 271 678 000
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	569 588	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500	230 297 060	643 961 776	547 056 840	729 965 504	846 898 416
Courantes ⁽²⁾	303 591	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000	110 607 910	241 533 044	281 906 515	274 925 428	249 193 392
En capital ⁽³⁾	265 997	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500	119 689 150	402 428 732	265 150 325	455 040 076	597 705 024
2. Dépenses courantes	5 237 403	26 595 935	126 548 576	224 857 298	277 970 253	425 120 052	739 174 892	952 857 081	1 101 601 100	1 376 149 392
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	4 933 812	22 347 695	65 747 500	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672	1 126 956 000
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. ⁽⁵⁾	303 591	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000	110 607 910	241 533 044	281 906 515	274 925 428	249 193 392
3. Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	-2 337 586	-11 254 972	896 610	22 381 264	2 865 637	-8 487 205	-2 378 414	-1 783 160	-32 885 072	144 722 000
4. Dépenses en capital	819 958	2 809 103	22 799 689	54 735 776	178 474 238	140 407 203	429 756 583	298 075 918	477 424 406	758 460 024
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 593	22 384 330	160 755 000
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	265 997	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500	119 689 150	402 428 732	265 150 325	455 040 076	597 705 024
5. Total dépenses= 2 + 4	6 057 361	29 405 038	149 348 265	279 593 074	456 444 491	565 527 255	1 168 931 475	1 250 932 999	1 579 025 506	2 134 609 416
Cadre budgétaire	5 487 773	23 078 358	67 441 083	130 225 546	232 519 991	335 230 195	524 969 699	703 876 159	849 060 002	1 287 711 000
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	569 588	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500	230 297 060	643 961 776	547 056 840	729 965 504	846 898 416
6. Solde (1 - 5)	-2 891 547	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101	-29 205 258	-29 706 265	-34 708 753	-55 269 402	-16 033 000
Cadre budgétaire	-2 891 547	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101	-29 205 258	-29 706 265	-34 708 753	-55 269 402	-16 033 000
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique ⁽⁹⁾	256 625	1 445 470	2 038 330	5 181 200	2 394 546	50 305 873	-13 193 085	9 405 298	33 469 746	-19 196 467
8. Besoins de financement ⁽¹⁰⁾	-2 634 922	-10 540 165	1 241 357	22 789 104	-8 824 555	21 100 615	-42 899 350	-25 303 455	-21 799 656	-35 229 467
9. Financement ⁽¹¹⁾	2 634 922	10 540 165	-1 241 357	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656	35 229 467
Intérieur monétaire net	2 634 922	10 540 165	-1 241 357	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656	35 229 467
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr tableau II.11.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cf tableaux III.14 et III.15.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.14 & III.15.

(4) Cfr tableau II.20.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.24.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement (+).

(11) Cfr tableau II.27

Tableau II.10 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A.RECETTES FISCALES	716 095	1 508 324	13 893 517	53 368 007	146 446 296	156 849 948	209 261 252	292 841 070	365 344 960	638 364 383	832 432 000
1.Impôts sur le comm. ext ⁽²⁾	234 199	373 603	3 632 508	21 292 522	35 550 038	60 466 502	82 375 036	108 015 267	140 301 469	221 127 588	340 636 841
-Droits de sortie	15 371	28 666	228 553	621 963	3 178 942	4 384 551	3 979 948	6 571 875	7 536 944	8 742 878	8 777 768
-Droits d'entrée	217 699	343 157	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771	78 375 110	101 408 751	132 677 382	212 304 538	331 766 051
-Divers	1 129	1 780	10 717	307	4 186	14 180	19 978	34 641	87 143	80 172	93 022
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	110 816	255 258	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092	47 960 343	71 833 077	81 146 179	135 741 923	193 561 543
-Personnes physiques	58 564	134 899	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837	22 339 606	26 645 210	41 442 448	72 352 215	87 392 862
-Sociétés et entreprises	52 252	120 359	1 010 566	3 556 614	19 807 523	11 739 255	25 620 737	45 187 867	39 698 261	63 384 413	106 140 869
-Amendements et accroissements	-	-	-	-	-	-	-	-	5 470	5 295	27 872
3.Impôts sur biens et serv. ⁽⁴⁾	129 236	243 111	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023	54 434 836	72 826 818	89 199 329	159 036 811	203 338 089
4.Autres recettes fiscales	241 844	636 352	7 645 721	20 390 800	45 524 617	19 909 331	24 491 037	40 165 908	54 697 983	122 458 061	94 895 527
a. I.E.R charge des employeurs	6 740	15 513	52 933	177 708	1 214 699	1 449 943	800 749	1 827 847	23 527	4 648 721	9 002 781
b. Impôts sur le patrimoine	3 120	7 167	-	-	-	-	-	-	-	7 265 869	5 919 082
-Impôts sur propriété immobilière	267	614	-	-	-	-	-	-	-	3 310 280	5 919 082
-Autres	2 853	6 553	-	-	-	-	-	-	-	3 955 589	-
c. Fonds spéciaux	44 200	230 493	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	44 200	230 493	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424	-	-	-	-	-
d.Divers	52 100	383 179	4 201 856	6 835 085	20 123 229	14 374 964	4 408	657 061	77 496	38 632 330	641 664
e.Géamines	63 843	-	704 152	2 343 000	1 173 529	1 173 529	-	-	-	-	-
f.Pétroliers	71 842	-	1 511 780	5 491 007	10 798 776	-	23 685 880	37 681 000	54 596 960	71 911 141	79 332 000
B.RECETTES NON FISCALES	169 008	471 275	4 469 277	2 650 993	17 032 544	39 085 435	26 127 748	44 846 356	130 369 040	245 118 223	379 545 359
1.Recettes adm., judiciaires et domaniales	152 917	79 625	1 594 113	1 697 000	15 733 110	32 457 907	25 338 320	37 371 356	122 253 063	172 616 548	153 431 728
2.Portefeuille	15 000	41 849	108 220	524 994	1 047 616	6 627 528	-	7 475 000	8 115 977	72 501 675	100 968 000
3.Divers ⁽⁵⁾	1 091	349 801	2 766 944	428 999	251 818	-	789 428	-	-	-	125 145 631
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	-	-	112 500	-	50 441 000	140 768 000	292 944 000	468 482 000	543 847 000	486 827 000	462 443 945
1.Dons projets	-	-	112 500	-	50 441 000	39 192 860	121 790 000	174 338 500	246 361 000	152 120 914	198 543 945
2.Prêts projets	-	-	-	-	-	24 922 000	56 188 000	130 891 000	148 167 000	113 508 086	73 600 000
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	-	9 667 000	28 687 000	88 007 000	121 098 000	210 700 000	190 300 000
4.Appui budgétaire	-	-	-	-	-	66 986 140	86 279 000	75 245 500	-	-	-
5.Autres(Remboursement BCC)	-	-	-	-	-	-	-	-	28 221 000	10 498 000	-
D.BUDGETS POUR ORDRE⁽⁶⁾	-	-	-	-	-	2 010 933	-	-	-	-	106 993 859
TOTAL (A+B)	885 103	1 979 599	18 475 294	56 019 000	213 919 840	338 714 316	528 333 000	806 169 426	1 039 561 000	1 370 309 606	1 781 415 163

Source : Ministère du Budget.

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cfr tableau II.12.

(3) Cfr tableau II.14.

(4) Cfr tableau II.16.

(5) en 2008 Pas de porte (contrat chinois)

**Tableau II.11 Recettes des administrations publiques
(en milliers de CDF)**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
I.RECETTES DU CADRE BUDGET ⁽¹⁾	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600	1 271 678 000
A.RECETTES FISCALES	1 794 223	10 269 266	61 419 933	128 161 426	146 387 135	217 063 640	335 702 509	462 101 285	604 746 000	992 415 976
1.Impôts s/comm. ext. ⁽²⁾	536 049	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910	83 817 660	119 554 001	163 804 608	239 332 935	372 743 280
-Droits de sortie	22 903	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583	6 325 244	9 038 986	9 630 487	8 679 097	12 496 260
-Droits d'entrée	513 006	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490	77 464 091	110 407 763	154 045 215	230 595 776	360 177 372
-Divers	140	18 811	2 940	290	17 837	28 325	107 252	128 906	58 062	69 648
2.Impôts s/revenus ⁽³⁾	407 928	1 767 422	16 461 771	28 304 046	34 401 462	53 075 846	54 763 145	128 774 164	161 371 241	293 957 082
-Revenus des pers. phys.	272 693	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 860	20 988 432	28 296 053	49 694 348	71 933 545	131 233 967
-Revenus des soc. et ent	135 235	921 600	10 738 805	15 114 370	16 943 602	32 087 414	26 465 364	79 076 300	89 407 594	162 550 354
-Amendes et accroiss.	-	-	111 577	175 040	-	-	1 728	3 516	30 102	172 761
3.Impôts s/biens et services ⁽⁴⁾	379 201	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867	72 071 197	107 218 135	146 300 924	192 774 028	312 967 289
4.Autres recettes fiscales	471 045	3 515 702	8 739 204	25 408 520	6 287 896	8 098 937	54 167 228	23 221 589	11 267 796	12 748 325
a. I.E.R charge des employeurs	12 400	52 165	465 400	950 046	419 843	929 778	2 630 275	3 052 552	6 944 817	12 033 047
b. Impôts sur le patrimoine	2 364	-	-	-	-	-	-	-	3 987 649	-
-Impôts sur propriété immobilière	2 188	-	-	-	-	-	-	-	3 987 649	-
-Autres	176	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	3 141	12 221	2 481 398	5 433 015	3 737 550	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	12 221	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	3 141	-	2 481 398	5 433 015	3 737 550	-	-	-	-	-
d. Divers	421 493	3 435 071	5 470 537	19 025 459	2 130 503	7 169 159	51 536 953	20 169 037	335 330	715 278
e. Gécamines	31 647	16 245	321 869	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	802 003	823 457	5 224 177	19 672 024	25 527 694	35 085 812	56 787 791	65 787 687	156 567 600	214 090 024
1.Recettes adm. judic. et domaniales	126 452	593 333	4 735 946	11 337 019	15 989 401	18 562 291	29 090 733	42 220 050	71 582 000	81 885 762
2.Portefeuille	15 280	138 367	161 527	3 931 701	4 499 304	8 121 657	13 958 438	8 499 674	36 740 061	82 831 683
3.Royalties	17 112	91 173	132 811	4 403 304	5 038 989	8 401 864	13 738 620	15 067 963	48 245 539	49 372 579
4.O.GE.D.E.P.	643 159	584	193 893	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers ⁽⁵⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	-	-	-	-	49 386 061	53 875 485	102 773 134	141 278 434	32 477 000	65 172 000
1 Dons projets	-	-	-	-	19 774 622	6 723 869	23 150	1 545 000	32 477 000	65 172 000
2.Prêts projets	-	-	-	-	23 106 439	5 772 114	76 670 524	54 984 336	-	-
3.Ressources PPTE	-	-	-	-	6 505 000	41 379 502	26 079 460	46 526 866	-	-
4.Dons budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	38 222 232	-	-
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406	793 790 600	1 271 678 000

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A + B).

(2) Cfr tableau II.13.

(3) Cfr tableau II.15.

(4) Cfr tableau II.17.

(5) En 2008 Bonus sur le contrat chinois.

Tableau II.12 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur (1)
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A.DROITS DE SORTIE	28 666	228 553	808 108	3 508 828	4 384 551	3 979 948	6 571 875	7 536 944	8 742 878	8 777 768
1. Droits de sortie ordin.	14 048	208 947	621 963	3 178 942	3 392 338	3 975 972	6 565 372	7 529 408	8 566 519	8 601 409
-Produits minéraux	10 345	181 321	519 779	2 754 574	3 216 700	3 630 739	5 434 561	6 352 137	6 382 596	6 044 459
-Produits végétaux	1 153	12 052	39 068	134 564	34 452	20 898	30 475	65 572	93 135	219 051
-Autres produits	2 550	15 574	63 116	289 804	141 186	324 335	1 100 336	1 111 699	2 090 788	2 337 899
2. I.C.A à l'exportation	14 078	19 422	185 966	327 659	917 110	-	-	-	-	-
3. Amendes	540	184	179	2 227	75 103	3 976	6 503	7 536	176 359	176 359
B.DROITS D'ENTREE	343 157	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771	78 375 110	101 408 751	132 677 382	212 304 538	331 766 051
1.Droits de douane	237 567	2 566 275	14 636 026	23 902 013	43 631 661	38 315 187	48 263 108	63 114 631	99 439 884	145 151 446
2.I.C.A à l'importation	91 932	783 570	5 566 389	7 907 511	9 714 257	38 652 668	50 919 241	66 577 510	101 747 398	175 979 942
3.Taxe statistique	13 109	36 030	379 453	492 652	857 609	1 391 650	1 955 757	2 534 138	5 442 655	5 442 655
4.Amendes	549	7 363	88 384	64 734	1 864 244	15 605	270 645	451 103	5 674 601	5 192 008
C.ENTREPOTS (2)	1 780	10 717	307	4 186	14 180	19 978	34 641	87 143	80 172	93 022
TOTAL(A+B+C)	373 603	3 632 508	21 478 667	35 879 924	60 466 502	82 375 036	108 015 267	140 301 469	221 127 588	340 636 841

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo

(1) Non compris la Gécamines.

(2) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.13 Recettes des impôts sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A.DROITS DE SORTIE	22 903	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583	6 325 244	9 038 986	9 630 487	8 679 097	12 496 260
1.Droits de sortie ordin.	17 788	83 060	608 827	2 842 939	3 689 790	4 397 269	6 819 684	5 585 671	6 795 759	8 680 050
-Produits minéraux	14 788	72 005	590 184	2 808 255	3 561 435	4 074 968	5 645 071	4 980 702	4 717 275	7 296 316
-Produits végétaux	1 642	4 792	3 905	1 422	3 837	10 501	31 655	42 891	442 323	84 101
-Autres produits	1 358	6 263	14 738	33 262	124 518	311 800	1 142 958	562 078	1 636 161	1 299 633
2.I.C.A à l'exportation	2 135	4 002	13 213	238 478	458 338	344 278	2 273	-	-	-
3.Taxe statistique	2 980	27 814	30 311	766 669	971 455	1 583 697	2 217 029	4 044 816	1 869 672	3 808 353
4.Amendes	-	-	1 200	-	-	-	-	-	13 666	7 857
B.DROITS D'ENTREE	513 006	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490	77 464 091	110 407 763	154 045 215	230 595 776	360 177 372
1.Droits de douane	360 337	1 664 078	14 915 392	31 572 895	30 691 128	34 920 714	52 545 976	73 323 951	110 730 625	171 890 275
2.I.C.A à l'importation	141 451	680 695	5 713 832	6 858 604	16 769 740	40 562 717	55 437 814	76 727 125	116 796 871	183 767 605
3.Taxe statistique	10 231	56 663	470 939	299 214	948 865	1 967 705	2 129 311	3 957 752	3 021 630	4 329 312
4.Amendes	987	4 681	11 057	128 235	1 757	12 955	294 662	36 387	46 650	190 180
C.ENTREPOTS ⁽²⁾	140	18 811	2 940	290	17 837	28 325	107 252	128 906	58 062	69 648
TOTAL	536 049	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910	83 817 660	119 554 001	163 804 608	239 332 935	372 743 280

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) Cfr note 2, tableau II.12.

Tableau II.14 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus (1)
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	134 899	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837	22 339 606	26 645 210	41 442 448	72 352 215	87 392 802
1. Rémunérations	84 267	592 715	2 281 300	9 902 535	15 973 587	18 589 458	22 654 584	33 236 315	60 145 415	74 792 836
2. Revenus locaux	41 417	47 686	243 191	1 284 216	935 491	1 525 649	1 713 364	2 263 042	-	-
3. Revenus mobiliers	8 140	14 690	73 552	725 732	2 060 293	2 203 383	2 245 453	5 943 035	10 286 348	12 598 960
4. Professions libérales	1 075	14 690	52 230	62 640	16 466	21 116	31 809	56	1 920 452	1 006
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	120 359	1 010 566	3 556 614	19 807 523	11 739 255	25 620 737	45 187 867	39 698 261	63 384 413	106 140 869
1. Sociétés	90 308	697 963	2 432 411	12 741 602	9 214 283	22 625 800	39 693 495	36 989 571	57 901 403	96 721 310
2. Entreprises	30 051	312 603	1 124 203	7 065 921	2 524 972	2 994 937	5 494 372	2 708 690	5 483 010	9 419 559
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	-	-	-	-	5 470	5 295	27 872
TOTAL	255 258	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092	47 960 343	71 833 077	81 146 179	135 741 923	193 561 543

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo
(1) Cfr note 1, tableau II.13.

Tableau II.15 Recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	1991	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	325 783	272 693	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 860	20 988 432	28 296 053	49 694 348	71 933 545	131 233 967
1. Rémunérations ⁽²⁾	308 472	245 306	765 319	4 891 384	11 227 716	14 585 809	18 297 074	22 957 193	39 494 093	58 107 235	109 516 369
2. Revenus locatifs	9 956	19 159	22 884	270 985	727 755	1 189 044	1 373 113	1 987 707	2 176 035	-	8 462 528
3. Revenus mobiliers	7 355	8 220	57 619	346 202	1 046 660	1 665 049	1 290 850	2 065 359	6 761 798	13 826 249	13 252 375
4. Professions libérales	0	8	-	102 818	12 505	17 958	27 395	1 285 794	1 262 422	61	2 695
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	310 828	135 235	452 950	10 738 805	15 114 370	16 943 602	32 087 414	26 465 364	79 076 300	89 407 594	162 550 354
1. Sociétés	309 903	119 522	452 950	10 656 492	12 956 314	14 549 204	29 460 967	22 942 007	75 472 007	87 197 813	152 812 744
dont -Gécamines	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	203 058	31 314	285 569	910 337	8 057 592	9 220 830	17 338 422	13 501 371	42 510 481	24 238 962	49 372 579
2. Entreprises	925	15 713	-	82 313	2 158 056	2 394 398	2 626 447	3 523 357	3 604 293	2 209 781	9 737 610
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	100	-	-	111 577	175 040	-	-	1 728	3 516	30 102	172 761
TOTAL	636 711	407 928	1 298 772	16 461 771	28 304 046	34 401 462	53 075 846	54 763 145	128 774 164	161 371 241	293 957 082

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

Tableau II.16 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	41 558,0	34 085	78 533	447 448	1 678 372	8 738 026	20 334 676	27 235 591	40 289 636	59 210 289	105 595 930	136 579 316
B. DROITS DE CONSOMMATION	61 543,4	75 049	118 298	341 219	3 494 800	24 396 693	24 437 648	26 222 556	31 635 742	29 383 898	52 237 688	65 245 024
1. Bières	24 783,6	30 215	47 627	156 459	1 423 742	10 694 597	6 148 072	6 579 266	7 815 738	11 067 086	17 991 396	22 292 226
2. Huiles minérales	-	-	-	-	-	-	8 280 000	12 300 859	14 409 184	5 863 549	15 973 522	19 257 778
3. Tabacs et allumettes	24 246,5	29 569	46 609	149 420	1 513 821	11 203 019	6 871 752	6 315 361	8 252 390	10 697 224	14 096 162	17 858 733
4. Autres produits ⁽²⁾	12 502,7	15 250	24 038	35 273	556 994	2 496 704	2 555 885	1 013 162	1 139 887	1 728 857	3 096 183	4 755 862
5. Amendes	10,6	15	24	67	243	2 373	581 939	13 908	18 543	27 182	1 080 425	1 080 425
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽³⁾	24 637,9	20 101	46 280	146 274	304 626	454 276	976 699	976 689	901 440	605 142	1 203 193	1 513 749
TOTAL (A+B+C)	127 739,2	129 236	243 111	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023	54 434 836	72 826 818	89 199 329	159 036 811	203 338 089

Source : Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II. 12.

(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.17 Recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	154 526	561 793	4 198 840	10 734 219	22 603 439	32 816 800	52 315 462	67 532 382	110 251 376	172 947 352
B. DROITS DE CONSOMMATION	185 881	1 417 530	9 084 860	12 749 656	19 944 935	22 206 762	27 066 717	35 542 944	40 406 361	54 940 181
1. Bières	82 339	628 674	3 802 899	4 986 852	5 854 485	6 640 387	6 791 067	13 803 883	16 911 325	24 558 329
2. Huiles	-	-	-	-	6 778 130	8 292 151	12 696 850	8 343 368	8 330 077	2 689 533
3. Tabacs fabriqués	84 237	642 992	4 051 456	5 831 112	5 617 164	6 246 606	6 518 666	11 039 592	11 985 468	21 624 702
4. Autres produits (2)	19 001	143 596	1 226 754	1 923 379	1 689 037	1 025 931	1 045 778	2 350 655	3 175 091	5 699 444
5. Amendes	304	2 268	3 751	8 313	6 119	1 687	14 356	5 446	4 400	368 173
C. MARGE DISTRIBUABLE (3)	31 831	461 189	759 180	8 060 114	9 223 716	16 649 657	27 257 422	42 523 787	40 665 366	82 831 683
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH.	6 963	5 826	408 367	197 547	376 777	397 978	578 534	701 811	1 450 925	2 248 073
TOTAL	379 201	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867	72 071 197	107 218 135	146 300 924	192 774 028	312 967 289

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Cfr note 1, tableau II.12.

(2) Cfr note 2, tableau II.16.

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières.

Tableau II.18 Evolution des effectifs payes par l'Etat ⁽¹⁾ : Répartition par ministère
(situation à la fin de l'année)

Ministères	1997	1998 ⁽³⁾	1999	2000	2001	2002	2003 ⁽⁴⁾	2004	2005	2006	2007	2008
Finances	2 334	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	3 229	3 229	3 229
Fonction Publique	5 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885
Administration du territoire	16 913	13 910	13 910	13 910	13 910	7 887	7 887	7 887	7 887	8 597	8 597	8 597
Justice	3 641	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	1 317	1 317	1 317
Portefeuille	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
Environnement	2 768	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560
Développement rural	962	962	962	962	962	962	962	962	962	2 683	2 683	2 683
Affaires Etrangères	764	764	764	764	764	624	624	624	624	624	624	624
Commerce	461	461	461	461	461	461	461	461	461	461	461	461
Défense	5 084	4 080	4 080	4 080	4 080	5 285	5 285	5 285	5 285	5 285	5 285	5 285
Affaires sociales	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670
Education Nationale (2)	237 645	121 083	121 083	136 678	137 287	137 287	137 287	137 287	137 287	212 207	223 000	226 800
Santé Publique	29 752	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	49 997	49 997	49 997
Information	65	65	65	65	65	56	56	56	56	56	56	56
Culture et Arts	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725
Sports	1 344	1 344	1 344	1 344	1 344	606	606	606	606	606	606	606
Anciens combattants	305	305	305	305	305	305	305	305	305	305	305	305
Travail	561	561	561	561	561	561	561	561	561	561	561	561
Agriculture	7 849	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845
Economie Nationale	2 208	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895
Postes et Télécommunications	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196
Mines	360	360	360	360	360	360	360	360	360	360	360	360
Transports et Communications	740	740	740	740	740	740	740	740	740	740	740	740
Travaux Publics	8 566	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586
Energie	245	245	245	245	245	245	245	245	245	245	245	245
Affaires Foncières	1 241	941	941	941	941	833	833	833	833	833	833	833
Plan	614	614	614	614	614	559	559	559	559	1 002	1 002	1 002
Divers	92 569	76 740	76 740	167 544	165 395	175 313	317 395	379 111	379 425	380 805	396 712	409 812
TOTAL	428 592	282 969	282 969	389 368	387 828	391 878	533 960	595 676	595 990	698 400	725 100	742 000

Source : Direction de la Paie, Ministère du Budget.

(1) Non compris les militaires de la Défense Nationale, les effectifs des organes politiques et des services bénéficiant des subventions.

(2) Y compris les boursiers étudiant en République Démocratique du Congo.

(3) Non compris les Provinces occupées par la rébellion à partir de 1998

(4) Y compris les territoires réunifiés à partir de 2003

Tableau II.19 Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
I. Institutions politiques	28 913	775 128	2 675 842	8 695 683	26 454 601	16 741 139	22 053 066	32 906 000	42 789 797	48 989 853
Présidence de la République.	15 663	660 153	2 115 313	3 831 685	18 366 573	9 762 715	9 762 441	14 751 209	11 185 876	13 320 000
Compagnons de la Révolution.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assemblée Nationale & Sénat	-	50 000	-	2 483 428	1 474 365	3 576 198	5 003 106	4 829 012	22 480 836	24 349 581
Prématuration	-	-	-	433 581	677 853	693 978	693 978	542 864	2 063 557	3 600 000
Serv. techn. de la Prés.	7182	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes auxiliaires ⁽¹⁾	-	-	315 223	1 006 931	4 795 095	-	2 090 923	9 404 000	2 577 889	2 925 001
Autres ⁽²⁾	-	-	-	-	310 743	1 869 819	3 664 189	1 483 950	1 787 546	2 389 162
Magistrature, Cours & Tribunaux	6 068	64 975	184 306	768 096	829 972	838 429	838 429	1 894 965	2 694 093	2 406 109
Comité Directeur CPP	-	-	21 000	96 706	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	40 000	75 256	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	110 643	956 073	5 877 060	19 966 037	24 044 836	31 988 672	59 688 605	65 622 000	96 638 618	76 378 665
Administration du territoire.	3 495	82 150	84 242	2 210 987	287 402	2 821 534	3 284 394	5 275 258	10 726 060	12 179 821
Affaires Etrangères	3 626	5 940	367 345	5 529 436	2 792 529	2 058 911	2 104 293	2 480 944	5 152 017	3 359 642
Commerce	-	2 479	26 765	41 506	57 923	113 451	113 121	50 452	283 593	192 400
Défense Nationale	38 041	44 884	2 679 611	4 661 739	12 475 552	15 668 228	13 731 378	14 024 626	16 858 590	14 915 272
Anciens Combattants	-	-	24 603	42 335	83 376	51 090	50 941	33 913	162 961	125 987
Justice	3 095	6 957	145 998	215 813	614 934	596 507	593 970	451 729	1 228 903	839 911
Finances	3 253	85 500	106 645	341 582	205 569	1 556 640	1 971 875	10 010 328	9 117 803	6 808 275
Economie Nationale	2 715	4 112	71 645	242 776	234 864	222 910	222 261	118 096	328 482	251 973
Education Nationale ⁽³⁾	4 458	79 737	390 318	698 607	560 847	869 949	7 179 417	16 009 630	16 999 570	8 875 896
Information et presse	2 594	4 167	30 830	110 217	37 187	106 665	106 355	70 028	472 655	839 911
Agriculture , Pêche & Elevage	3 888	80 500	80 772	192 866	134 837	140 587	140 178	87 676	942 029	1 266 019
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	3 494	80 500	39 765	138 395	127 559	127 705	127 334	957 039	1 122 882	755 919
Mines & Hydrocarbure	2 759	4 710	83 013	145 900	67 614	143 737	143 318	116 106	567 187	671 928
Transports et Communications.	2 759	81 400	38 000	161 024	82 621	107 850	107 536	58 150	378 124	839 910
Fonction Publique	3 230	4 323	104 095	1 136 051	104 228	245 582	21 619 882	8 182 660	945 310	1 679 821
Affaires sociales	2 594	11 023	31 000	1 043 482	577 475	377 049	375 951	233 730	662 173	1 416 019
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	2 602	80 500	38 000	58 927	44 306	88 794	126 221	70 027	1 421 619	839 911
Santé Publique	3 394	5 123	191 530	304 752	585 918	229 030	275 460	250 291	7 102 810	2 525 885
Culture et Arts	2 602	3 500	32 300	81 489	40 455	96 145	95 865	49 710	1 370 700	839 910
Energie	2 579	4 900	32 300	104 758	71 763	97 459	144 283	71 955	283 593	251 973
Pétrole	2 645	82 150	-	-	-	-	-	-	-	-
Sports & Jeunesse	2 736	5 567	128 765	202 089	1 446 415	1 053 749	1 715 514	1 889 187	2 079 682	2 099 776
Affaires Foncières.	2 811	4 391	30 000	110 301	139 776	158 648	158 186	89 162	283 593	419 955
Travail et Prévoyance Sociales.	-	1 512	197 882	341 867	86 487	182 672	182 140	85 167	567 186	671 928
Portefeuille	2 601	1 500	20 765	126 749	64 774	126 955	126 586	95 995	378 124	419 955
Environnement	-	3 902	25 000	39 776	74 934	108 036	107 721	111 289	283 593	419 955
Développement rural	-	2 696	29 765	48 448	119 430	105 303	104 996	98 832	661 717	383 542
Plan	2 827	4 862	94 706	241 104	205 814	309 216	374 315	847 344	1 228 903	1 343 857
Recherche scientifique	-	2 781	60 000	93 045	84 871	105 776	105 468	506 081	378 124	329 681
Condition Féminine & Famille	-	-	18 000	23 647	127 888	171 084	170 586	75 557	283 593	563 638
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	2 215	75 200	38 830	110 217	267 713	161 422	160 952	71 561	309 406	178 068
Budget	-	4 125	116 706	315 690	728 940	2 500 051	2 971 365	3 128 805	7 099 941	4 315 269
Urbanisme et Habitat	-	2 779	23 000	32 396	14 383	102 500	102 201	53 431	425 081	545 942
Reconstruction	3 630	83 200	156 396	156 396	19 496	15 000	14 956	3 361	146 278	82 991
Coopération internationale	-	3 679	323 645	361 775	58 481	98 989	47 325	551 007	47 266	83 991
Relations avec le parlement	-	-	32 300	50 089	15 844	15 000	14 957	3 338	141 796	500 000
Réformes Institutionnelles	-	-	10 000	20 159	14 365	15 000	14 956	3 361	141 796	83 991
Relations avec partis politiques.	-	-	10 000	27 914	14 973	15 000	14 956	3 353	189 062	83 991
Petites et Moyennes Entreprises.	-	2 062	25 765	47 709	-	-	-	-	379 051	310 963
Tourisme et hôtellerie	-	3 262	19 000	31 275	116 205	95 092	104 237	51 513	283 593	262 001
Industrie	-	-	74 154	122 749	65 091	102 320	102 022	53 775	283 593	251 973
Ministères non identifiés	-	-	-	-	1 191 997	827 033	581 133	2 297 533	4 920 179	3 550 815
III. Autres services	2 014 479	16 203 631	43 505 000	113 780 736	198 845 284	295 417 000	391 253 743	702 392 000	1 028 591 191	1 373 068 673
Dette Publique	209 655	3 080 428	3 373 000	48 191 643	101 870 989	94 887 876	171 446 250	225 048 000	376 381 000	399 371 356
Villes et Provinces	23 649	320 346	2 144 000	4 465 971	6 151 492	12 432 000	12 432 000	22 556 000	45 727 000	106 953 858
Dépenses centralisées ⁽⁴⁾	1 617 863	11 812 931	31 829 000	59 423 122	66 888 136	112 791 915	158 201 416	205 762 000	350 131 409	511 418 283
Budgets annexes	43 839	989 926	3 261 000	1 500 000	21 975 092	30 974 209	29 633 077	36 030 000	91 110 600	92 998 173
Dépenses pour ordre	119 473	-	2 898 000	200 000	1 959 575	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	178 846 000	71 441 329	68 943 945
Autres services	-	-	-	-	-	44 331 000	19 541 000	34 150 000	93 799 853	193 383 058
TOTAL	2 154 035	17 934 832	52 057 902	142 442 456	249 344 721	344 146 811	472 995 414	800 920 000	1 168 019 606	1 498 437 191

Source : Ministère du Budget

(1) Principalement les Services de Sécurité.

(2) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias,

Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption, Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUC.

(3) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(4) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

Tableau II.20 Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
I. Institutions politiques	93 914	1 639 762	14 880 227	12 547 504	35 509 298	31 087 016	38 307 935	44 190 402	59 238 127	79 625 000
Présidence de la Républ. ⁽²⁾	78 045	1 375 430	13 809 613	12 159 552	27 812 418	20 531 844	25 300 998	26 270 680	29 279 772	32 836 557
Conseil Législatif ⁽⁴⁾	-	214 634	286 539	387 952	3 086 463	3 137 239	3 865 960	9 466 753	12 522 672	13 577 922
Bureau du 1er ministre ⁽⁴⁾	-	-	-	-	3 769 104	3 917 042	4 826 896	2 827 708	7 894 404	15 696 184
Organismes auxiliaires	15 869	49 698	213 539	-	841 313	3 500 891	4 314 081	5 625 261	9 541 279	17 514 337
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ministère délégué à la Présidence	-	-	570 536	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	915 057	9 385 781	17 004 453	13 291 005	55 257 231	70 969 907	87 454 860	101 543 859	229 942 545	270 597 313
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	1 020	4 257	146 605	81 054	214 877	196 159	241 723	115 937	82 484	181 284
Administration du territoire.	14 542	16 676	93 632	1 579 251	6 629 194	2 379 162	2 931 796	3 024 369	28 044 425	30 521 955
Affaires Etrangères	15 918	41 735	637 869	1 411 589	135 606	5 438 704	6 702 011	7 366 159	4 941 887	7 970 972
Défense Nationale	600 196	2 878 658	5 341 361	4 313 146	23 851 162	28 028 449	34 538 922	30 597 584	67 881 820	93 700 617
Anciens Combattants	-	305	-	2 232	183 965	8 363	10 306	875	96 743	14 839
Justice	7 421	29 171	99 045	270 410	791 924	541 081	666 764	1 554 277	2 484 723	3 356 245
Finances	15 989	500 082	1 681 448	1 586 608	12 396 019	18 067 589	22 264 345	30 362 571	75 945 830	77 663 525
Economie Nationale	605	102 700	-	22 431	348 382	97 468	120 108	386 370	527 796	233 041
Petites et moyennes entreprises	605	475	44 916	920	239 456	-	-	-	-	-
Education Nationale	19 296	21 856	191 654	342 053	831 381	1 303 397	1 606 151	1 816 742	17 254 437	19 856 309
Information et Presse	802	6 121	250 722	267 148	514 164	200 592	247 186	72 200	1 154 433	2 500 255
Agriculture	54 428	24 539	138 087	119 864	225 399	383 603	472 706	1 651 697	445 004	1 100 609
Travaux Publics ⁽¹⁾	63 555	75 911	470 000	336 581	848 926	758 152	934 256	346 511	190 118	956 802
Mines, Industrie et Artisanat	1 020	1 053	28 356	40 394	66 477	188 699	232 530	65 741	3 542 785	1 160 804
Transports et Communications.	14 024	7 734	4 516	41 773	656 181	378 764	466 744	716 569	27 147	40 061
Fonction Publique	2 068	5 312	45 028	66 265	356 906	456 097	562 040	331 659	1 160 019	1 279 304
Postes, Téléphones Télégrammes.	905	11 187	14 336	42 810	397 559	162 004	199 634	149 848	1 870 487	2 189 125
Santé Publique	20 344	38 563	83 218	182 445	914 309	956 792	1 179 036	5 476 587	9 029 765	9 448 900
Développement rural	-	842	-	4 848	172 947	76 584	94 373	106 065	120 573	132 928
Culture et Arts	400	31 695	24 366	151 569	263 039	257 632	317 475	342 688	72 889	87 969
Travail et Prévoyance Sociale	-	11 384	26 984	106 374	307 430	137 861	169 883	161 458	324 624	444 511
Energie	1 224	3 630	39 542	20 497	73 277	115 197	141 955	486 520	584 974	541 367
Pétrole	8 388	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme et hôtellerie	-	687	-	350	9 116	111 434	137 318	286 331	616 081	888 136
Sports, Loisirs et Jeunesse	7 122	38 814	668 160	758 754	1 124 030	1 154 061	1 422 127	1 805 623	1 873 709	1 180 094
Urbanisme et Affaires Foncières.	684	126 862	21 452	294 684	292 194	63 187	77 864	10 843	97 085	99 978
Plan	1 928	3 181	128 880	495 587	486 968	702 635	865 844	1 599 903	339 881	609 823
Reconstruction	43 655	-	-	15 372	80 569	8 438	10 398	85 089	-	43 620
Portefeuille	270	2 417	14 844	200	546 051	771 537	950 750	559 808	79 871	708 686
Commerce	0	3 229	-	13 227	173 984	56 386	69 483	372 120	17 797	22 710
Environnement	1 045	6 036	-	53 131	434 434	141 765	174 694	397 403	352 995	384 168
Affaires sociales	14 563	26 360	27 503	92 994	503 035	211 245	260 313	1 094 178	103 043	110 319
Recherche scientifique	-	301	-	1 268	301 735	160 176	197 382	2 514 702	108 571	125 116
Condition Féminine	-	681	-	-	5 151	76 768	94 600	132 471	74 543	-
Budget	-	12 814	-	128 443	153 334	1 801 025	2 219 369	4 502 107	7 123 667	11 643 784
Coopération internationale**	3 040	1 006	7 877	38 308	135 606	4 127 133	5 085 787	184 942	111 312	120 203
Relations avec le Parlement	-	250	-	350	5 676	-	-	47 244	-	43 747
Réformes institutionnelles	-	-	-	2 409	35 668	350	431	-	-	672
Rélation avec les Partis Politiques	-	450	1 934	517	500	-	-	-	49 829	275
Ministères non identifiés	-	5 348 807	6 772 118	405 149	550 600	1 451 418	1 788 556	2 818 668	3 211 198	1 234 560
III. Autres services	3 924 841	11 322 152	33 862 821	99 613 677	127 668 724	212 455 219	371 879 053	525 216 305	537 495 000	776 733 687
Villes et Provinces	185 391	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241	7 531 469	18 241 139	35 921 572	48 528 512	66 890 153
Dettes Publiques	1 104 714	70 221	544 777	25 264 324	20 808 000	67 108 441	109 881 538	95 273 217	34 396 000	59 138 859
Dépenses centralisées ⁽³⁾	2 155 708	8 625 878	25 722 072	36 989 170	67 687 281	96 165 677	178 905 852	247 741 995	314 968 000	494 017 187
Dépenses à ventiler	397 044	1 504 067	447 099	25 126 127	24 536 192	8 806 309	25 714 216	41 037 548	19 936 488	19 196 467
Budgets annexes	81 984	328 239	2 852 105	6 518 496	7 718 010	13 144 984	26 430 117	45 453 966	62 057 000	62 797 021
Budget pour ordre	-	-	-	70 929	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	40 399 000	45 034 000	74 694 000
Autres services (PPTÉ)	-	-	-	-	-	19 698 339	12 706 191	19 389 007	12 575 000	-
TOTAL	4 933 812	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672	1 126 956 000

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépenses de l'Office des Routes

(2) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

(3) Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).

(4) Secrétariat du Gouvernement

* Assemblée Nationale et Sénat.

** Coopération Internationale et Coopération régionale

Tableau II.21 Exécution des dépenses courantes de l'Etat par nature
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 (p)
I. Biens et services	4 622 958	22 077 861	65 529 996	119 788 288	208 886 812	270 189 073	304 834 364	403 385 662	544 041 003	859 821 633
1. Rémunérations	2 079 504	6 963 636	24 030 171	37 752 699	56 123 282	96 165 677	142 242 050	195 339 530	300 986 000	461 300 316
2. Autres biens et services	2 543 454	15 114 225	41 499 825	82 035 589	152 763 530	174 023 396	162 592 314	208 046 132	243 055 003	398 521 317
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	18 332	43 073	354 950	2 898 383	58 585 763	61 145 988	16 576 279	57 884 738	57 992 516	173 446 116
Frais généraux et divers	1 037 062	5 163 560	5 730 903	13 976 733	10 132 698	14 452 217	37 773 094	60 904 491	72 751 718	81 242 881
Dépenses extérieures ⁽²⁾	8 031	-	-	75 769	-	2 805 744	-	-	4 416 538	5 845 715
Provinces et villes	185 391	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241	7 531 469	18 241 139	35 921 572	48 528 512	78 956 596
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	35 750	112 359	2 152 006	4 341 663	1 765 135	8 805 117	1 105 352	2 567 850	5 880 939	4 156 953
A ventiler	1 258 888	9 001 486	28 965 198	55 098 410	75 360 693	79 282 861	88 896 450	50 767 481	53 484 780	54 873 056
II. Versements d'intérêts	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	39 042 560	99 878 099	113 097 292	34 396 000	41 015 365
1. Sur dette intérieure	-	-	-	-	-	5 056 850	17 283 094	17 823 503	28 720 000	29 062 364
Découvert journalier	-	-	-	-	-	5 056 850	17 283 094	17 823 503	28 720 000	29 062 364
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	33 985 710	82 595 005	95 273 789	5 676 000	11 953 001
Dette financière	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	33 985 710	82 595 005	95 273 789	5 676 000	11 953 001
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	15 042	269 834	217 505	1 039 409	2 672 874	5 280 509	92 929 385	154 467 612	248 238 669	226 119 002
1. Organismes publics ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	78 367 369	146 469 012	231 146 374	196 956 169
2. Entreprises	6 994	252 051	-	151 206	-	-	-	-	-	8 262 404
3. Ménages	5 033	13 985	137 264	293 062	2 380 376	3 789 567	13 647 978	7 360 915	15 662 613	15 303 009
Bourses d'études	15	1 277	23 379	28 309	-	-	210 168	-	2 509 041	2 146 080
Pensions civiles et militaires	-	-	-	-	784 438	747 617	887 130	2 884 789	3 694 137	4 942 783
Soins médicaux	5 018	12 566	105 592	264 753	1 595 938	2 375 207	2 636 939	2 241 849	5 889 510	3 956 265
Divers ⁽⁴⁾	-	142	8 293	-	-	666 743	9 913 741	2 234 277	3 569 925	4 257 881
4. A l'étranger ⁽⁵⁾	3 015	3 798	80 241	595 141	292 498	1 490 942	914 038	637 685	1 429 682	5 597 420
Total ⁽⁶⁾	4 933 812	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566	826 675 672	1 126 956 000

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(2) Principalement les Représentations diplomatiques.

(3) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, rétrocessions et autres interventions de l'Etat.

(4) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(5) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau II.22 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Présidence	350 000	1 097 819	171 500	263 122	874 409	882 509	417 597	54 566	3 542 920	740 033
Affaires étrangères	-	21 552	-	31 268	6 714	11 500	-	54 566	-	200 742
Commerce	-	-	-	-	-	9 441	-	34 780	30 146	500 000
Finances	-	224 477	150 915	150 044	147 869	271 863	-	550 253	916 683	10 398 000
Education Nationale	46 666	236 355	200 000	568 148	2 356 998	415 589	2 267 333	3 556 079	13 121 348	4 250 449
Information	-	94 017	-	406 705	170 435	228 252	-	431 274	200 000	1 433 147
Agriculture, Pêche et Elevage	96 250	365 748	135 734	759 961	523 692	128 784	1 238 087	463 736	5 249 261	2 462 242
Développement rural	-	-	82320	-	150 070	164 255	1 176 706	340 073	2 046 698	832 096
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	96 250	521 361	233 799	992 261	3 345 333	901 577	860 654	763 754	12 139 965	14 462 393
Mines et Affaires Foncières	26 250	441 176	12 316	213 667	9 455	88 067	-	324 615	577 768	1 546 053
Transports et Communications	33 270	253 026	415 035	439 828	201 464	372 318	-	193 223	1 667 476	4 624 690
Postes, Téléphones Télégrammes.	-	105 963	22 103	258 769	34 091	174 654	-	113 615	2 990 010	3 094 485
Santé Publique	31 500	230 439	100 000	568 176	1 544 384	299 286	2 350 800	5 062 137	6 132 040	2 732 551
Energie	25 000	220 758	137 200	449 604	1 159 207	663 990	-	386 446	2 726 222	-
Jeunesse et Sports	-	9920	-	33 501	122 423	189 770	130 600	48 692	193 884	800 000
Défense Nationale(1)	42 000	856 100	63 746	405 951	57 942	405 196	8 272 000	1 026 758	300 000	2 150 000
Culture et Arts	-	12 963	-	63 911	13 723	69 239	-	46 605	30 146	500 000
Portefeuille	-	300	89 180	-	7 515	39 771	-	-	30 146	425 000
Environnement	-	-	23 923	368 513	145 223	258 658	238 998	687 874	271 314	500 000
Plan	-	139 108	111 448	1 166 656	232 090	472 400	-	1 533 875	1 157 499	3 777 435
Justice	21250	55512	-	134 005	12 461	69 386	-	61 059	30 146	750 000
Administration du Territoire	-	172 160	-	67 002	7 301	36 678	2 955 000	35 244	228 281	5 696 293
Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	300 000	750 000
Affaires sociales	-	48 478	-	98 302	26 414	96 320	851 876	-	512 219	1 057 448
Recherche scientifique	-	-	-	-	11 515	95 810	130 600	-	691 214	-
Travail	-	-	24 166	90 203	197 448	11 578	266 424	26 597	292 500	689 000
Fonction Publique	-	50 628	-	51 369	11 029	33 321	-	54 566	30 146	615 000
Economie Nationale	-	102 822	-	-	4 971	103 236	-	27 283	30 146	450 000
Conseil Législatif	-	50 000	50 870	68 122	18 921	-	-	140 744	5 687 721	680 000
Condition Féminine	-	-	-	-	3 150	18 525	130 600	-	30 146	300 000
Anciens Combattants	-	-	-	-	751	15 000	-	6 183	-	150 000
Budget	-	-	10 845	-	33 023	180 140	-	333 045	857 080	1 678 548
Conseil Judiciaire	-	50 913	-	-	-	-	-	-	-	-
Urbanisme et Habitat	-	-	-	-	12 813	89 389	928 245	772 893	1 031 488	2 900 000
Petites et Moyennes Entreprises	-	-	-	329 720	41 387	167 042	-	-	30 146	270 000
Reconstruction et Service National	94 166	662 498	36 484	-	43 969	45 333	-	-	-	-
Pétrole	21 250	114 966	41 416	-	-	-	-	-	-	-
Autres ministères	27 044	166 287	-	43 192	35 121	186 162	2 381 492	469 465	1 949 885	6 662 368
Total	910 896	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	17 600 000	65 024 644	78 077 973

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

Tableau II.23 Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition des crédits de paiement par secteur

SECTEURS	Valeurs courantes(en milliers de CDF)										Structure en %									
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A.Projets économiques et sociaux	600 280	4 155 223	858 191	3 982 083	6 316 674	3 571 583	13 749 730	9 380 800	32 902 470	42 507 454	65,9	65,9	40,6	49,6	54,6	49,6	55,9	53,3	50,6	54,4
Projets économiques	356 445	2 568 371	611 005	2 648 085	2 109 308	2 375 103	6 419 820	4 488 000	17 621 679	23 159 131	39,1	40,7	28,9	33,0	18,2	33,0	26,1	25,5	27,1	29,7
Projets sociaux	243 835	1 586 852	247 186	1 333 998	4 207 366	1 196 481	7 329 910	4 892 800	15 280 791	19 348 323	26,8	25,2	11,7	16,6	36,4	16,6	29,8	27,8	23,5	24,8
B.Equipement des administrations	183 090	1 267 375	491 405	1 740 774	4 821 577	1 561 323	5 435 940	4 153 600	26 204 932	24 465 423	20,1	20,1	23,3	21,7	41,7	21,7	22,1	23,6	40,3	31,3
C.Depenses militaires	-	-	63 747	405 951	57 942	364 103	1 303 641	1 161 600	3 316 257	6 981 977	-	-	3,0	5,1	0,5	5,1	5,3	6,6	5,1	8,9
D.Investissements indirects	127 526	882 748	699 657	1 893 192	367 118	1 698 029	4 107 701	2 904 000	2 600 986	4 123 119	14,0	14,0	33,1	23,6	3,2	23,6	16,7	16,5	4,0	5,3
Participations dans les entreprises en République Dem.du Congo	127 526	882 748	699 657	1 893 192	367 118	1 698 029	4 107 701	2 904 000	2 600 986	4 123 119	14,0	14,0	33,1	23,6	3,2	23,6	16,7	16,5	4,0	5,3
Participations dans les organismes financiers internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	910 896	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	17 600 000	65 024 644	78 077 973	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère du Budget

Tableau II.24 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par ministère
(en milliers de CDF)

Ministères	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1.Présidence.	385 426	260 000	352 534	268 883	1 408 000	804 380	2 514 030	329 699	2 296 540	3 221 938
2.Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 437 058
3.Finances	969	22 000	94 500	-	17 600	475 470	37 540	667 818	633	29 421 574
4.Education Nationale	-	-	-	12 101	6 000	-	2 015 010	1 928 610	2 996 925	3 481 041
5.Information	-	-	-	-	45 000	222 090	216 300	-	356 953	4 399 653
6.Agriculture	11 920	82 646	53 340	116 012	209 000	96 730	679 310	1 888 812	1 974 612	12 427 077
7.Travaux Publics	53 029	299 701	931 139	3 995 833	1 691 130	6 320 730	13 722 970	15 537 954	1 324 973	20 060 815
8.Mines et Affaires Foncières.	67 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9.Transports et Communications.	3 700	964	-	39 379	-	19 000	207 870	155 867	2 830	230 991
10.Postes,Télégraphes Télé.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11.Santé Publique	7 095	1 533	5 000	51 213	683 600	5 480	640 680	3 084 376	3 831 727	5 739 943
12.Energie	-	-	-	-	41 000	-	-	914 546	-	4 131 662
13.Défense Nationale	-	-	-	234 528	275 000	1 145 290	3 346 340	3 049 900	4 843 532	2 955 139
14.Portefeuille	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15.Environnement	2 200	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16.Plan	-	57 000	100 360	13 000	-	127 000	-	19 059	1 034 068	1 063 274
17.Développement rural	-	-	-	7 000	-	-	653 980	1 688 587	980 095	1 129 588
18.Justice	-	-	-	-	52 000	-	-	-	-	-
19.Affaires sociales	-	5 863	-	25 180	56 500	-	71 610	776 166	-	-
20.Affaires étrangères	-	-	156 710	6 881	73 100	39 150	21 700	109 901	75 000	899 675
21.Travail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22.Recherche scientifique	-	-	-	-	-	-	-	-	123 210	500 000
23.Conseil Législatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24.Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	228 369	-	-
25.Budget	-	-	-	-	17 000	-	-	12 465	42 171	365 927
26.Fonction Publique	-	956	-	3 350	-	-	-	178 046	37 455	81 230
27.Cultures & Arts	-	-	-	-	-	-	-	67 648	-	-
28.Sports & Loisirs	-	-	-	-	-	-	-	26 446	-	-
29.Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30.Urbanisme & Habitat	-	-	-	-	-	-	226 040	1 731 574	370 669	574 148
31. Commerce Extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32.Reconstruction	15 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33.Intérieur	7 622	-	-	-	-	-	-	268 030	-	-
34.Autres ministères	-	-	-	-	9 509 808	11 462 733	2 974 471	261 720	2 092 937	65 634 268
TOTAL	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 593	22 384 330	160 755 000

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

Tableau II.25 Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire : Répartition par secteur
(en milliers de CDF)

Secteurs	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
I.Acquisition des biens de capital	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 592	22 384 328	160 755 000
A.Infrastructure économique	152 743	279 327	455 281	374 554	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162	14 186 372
1.Voies de communications	69 523	196 681	295 316	96 636	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162	14 186 372
Routes, ponts et chaussées	69 523	195 717	295 316	96 636	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566	2 336 162	14 186 372
Voies fluviales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies maritimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies aériennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télécommunications	-	964	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Agriculture	16 220	82 646	159 965	277 918	-	-	-	-	-	-
3.Mines	67 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Infrastructure sociale et collective	394 539	357 146	1 043 349	2 999 065	10 650 508	13 235 043	7 985 321	11 862 926	5 555 761	14 727 235
1.Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Santé publique	4 495	1 533	-	57 213	-	-	-	-	-	-
3.Urbanisme	15 500	13 750	171 057	76 807	230 278	1 319 500	1 663 920	4 080 605	123 209	5 811 875
4.Information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers	374 544	341 863	872 292	2 865 045	10 420 230	11 915 543	6 321 401	7 782 321	5 432 552	8 915 359
C.Equipement des administrations	6 679	94 190	194 953	1 399 741	2 865 320	4 835 850	17 239 240	19 883 100	14 492 405	131 841 394
1.Constructions civiles	6 679	94 190	158 593	1 147 282	973 810	2 636 130	5 050 360	4 345 146	5 273 418	41 519 843
2.Matériel durable (1)	-	-	36 360	252 459	1 891 510	2 199 720	12 188 880	15 537 954	9 218 987	90 321 551
D.Constructions militaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.Transfert d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 592	22 384 328	160 755 000

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les achats de matériel durable du budget des dépenses ordinaires mais non compris les achats de matériel militaire.

Tableau II.26 Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. Après des institutions monétaires	3 189 565	13 729 730	12 488 137	-10 390 967	-1 566 412	-22 667 027	20 232 323	45 535 778	67 335 434	102 564 901
Banque Centrale du Congo	3 143 593	14 019 715	13 326 500	-7 246 644	5 750 705	-11 843 182	38 943 026	78 032 124	89 851 364	124 574 958
Banques de dépôts	45 972	-289 985	-838 363	-3 144 323	-7 317 117	-10 823 845	-18 710 703	-32 496 346	-22 515 930	-22 010 057
B. Après des institutions financières et des organismes sociaux ⁽¹⁾	0,00	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 189 565	13 729 730	12 488 137	-10 390 967	-1 566 412	-22 667 027	20 232 323	45 535 778	67 335 434	102 564 901

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cfr tableau IV.22.

Tableau II.27 Couverture de besoins nets de financement de l'Etat
(en milliers de CDF)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Besoins nets de financement	-2 634 922	-10 540 165	1 241 593	22 879 104	-8 824 555	21 100 615	-42 899 350	-25 303 455	-21 799 656	-35 229 467
Moyens de financement :	2 634 922	10 540 165	-1 241 593	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656	35 229 467
A. Financement intérieur monétaire ⁽¹⁾	2 634 922	10 540 165	-1 241 593	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455	21 799 656	35 229 467
Banque Centrale du Congo	2 615 251	10 876 122	-693 215	-20 573 144	12 997 349	-17 593 887	50 786 208	39 089 098	11 819 240	34 723 594
Banques de dépôts	19 671	-335 957	-548 378	-2 305 960	-4 172 794	-3 506 728	-7 886 858	-13 785 643	9 980 416	505 873
B. Financement intérieur non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) D'après la Direction des Comptes Courants, Monnaie Nationale et Fonds Publics.

Tableau II.28 Tableau des opérations de l'Etat en 2008 - Programme
(en millions de CDF)

RUBRIQUES	JANV.	FÉV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	TOTAL
I.RECETTES	81720	76653	134025	115177	91458	96397	134764	124511	103218	120604	145539	113061	1337127
A.RECETTESCOURANTES	78825	72233	127311	98087	87077	87864	120807	110554	89261	106647	131582	93291	1203539
A.1.RECETTESFISCALES	55772	51945	75608	72515	56279	59579	93033	67771	63789	72157	96818	68235	833501
OFIDA	26424	28643	27634	32718	31169	32767	37168	35882	35091	40550	40198	39399	407643
DGI	29348	23302	47974	39797	25110	26812	55865	31889	28698	31607	56620	28836	425858
A.2.RECETTESNONFISCALES	23053	20288	51703	25572	30798	28285	27774	42783	25472	34490	34764	25056	370038
DGRAD	8055	9558	14678	11272	14723	10411	8308	8584	10109	12028	10614	9397	127737
GECAMINES													
MIBA													
PÉTROLIERS	14998	10730	37025	14300	16075	17874	19466	34199	15363	22462	24150	15659	242301
A.3.AUTRES													
*RELQUATPAIE													
*AUTRES													
*REMBOURSEMENTCREANCESDUES													
B.RECETTESEXCEPTIONNELLES	2895	4420	6714	17090	4381	8533	13957	13957	13957	13957	13957	19770	133588
RESSOURCESPTE													
DONSBUDGETAIRES													
DONSPROJETS	2895	4420	6714	17090	4381	8533	13957	13957	13957	13957	13957	19770	133588
CREDIT													
II.DEPENSES	86548	84488	99130	98332	87129	93341	121025	105627	105088	103360	109033	101672	1194773
A.DEPENSESCOURANTES	61564	59634	79213	77746	70143	74981	98978	89643	92421	92617	96993	73676	967609
1.REMUNERATIONS	32395	31146	34353	28210	38673	32522	43376	37161	41352	41352	52424	38078	451042
*ARMEETPOLICE	6614	7319	7876	7140	3814	10377	7161	5654	7161	7161	9077	7319	86673
*AUTRES	25781	23827	26477	21070	34859	22145	36215	31507	34191	34191	43347	30759	364369
2.INTERETSURLALETTE(PAYES)	5263	2602	3518	2796	2806	2629	3480	5379	3332	3664	4243	3481	43193
-INTERETSURDETTEEXT.	2097	180	841	949	846	-	502	3120	728	1060	1639	877	12839
-ALLEGEMENT													
-DTOPAYE	2097	180	841	949	846	-	502	3120	728	1060	1639	877	12839
-INTERETSURDETTEINT.	3166	2422	2677	1847	1960	2629	2978	2259	2604	2604	2604	2604	30354
*SURCETIFICATDEDEPOT													
*SURAVANCESAUTRESOR	2034	1651	1435	596	797	1500	1456	850	1500	1500	1500	1500	16319
*ARRIERESSURAVANCESAUTRESOR													
*AUTRES/FRAISFINANCIERS	1132	771	1242	1251	1163	1129	1522	1409	1104	1104	1104	1104	14035
3.AUTRESDEPENSES	20820	13097	22913	26001	13632	22544	34700	23723	21889	18628	17925	11729	247601
3.1.INSTITUTIONS	9074	4086	8655	3278	5676	8551	10105	4723	8079	4918	4918	3833	75896
3.2.MINISTRES	10723	8559	11805	19254	6446	12440	20751	13042	8400	8400	8400	4689	132900
3.3.DEPENSESAPAIEMENTCENTRALISER	1023	452	2453	3469	1510	1553	3844	5958	4760	4660	3957	2557	36196
3.4.SERVICEPROVINCIAUXETAED									650	650	650	650	2600
4.SUBVENTIONS	3086	12789	18429	20739	15032	17286	17422	23380	25848	28973	22401	20388	225773
4.1.ORGANISMEUAUXIL	178	749	192	1897	263	950	91	716	1241	1241	1241	1241	10000
4.2.INVENTIONSECONOMIQUES	100	567	622	1565	2732	2283	604	1964	1314	1314	1314	183	14562
4.3.RETROCESSIONAUXEADS	2808	4541	10078	11056	8137	10399	5697	13541	17810	17180	15000	15000	131247
4.4.RETROCESSIONREGIESFINANCIERES		6932	7537	6221	3900	3654	9039	7159	5483	7247	4846	3964	65982
4.5.BOURSSED'ETUDES							1991			1991			3982
5.EXTOURNESETRELIQUATS													
B.DEPENSESENCAPITAL	22408	21369	10449	16753	14040	13561	13948	9004	4465	2541	3838	19520	151896
1.SURRESSOURCESEXTERIEURES	4400	18338	3789	9713	6825	10500	1560	1560	1560	1560	1560	15645	77010
*DONS			1369	1812	2417	2240							7838
*DONSHORSBCECO			540	1524	1409	2240							5713
*PRETSPROJETS			465	262	320	281							1328
*PRETSPROJETSHORSBCECO			1415	6115	2679	5739							15948
2.SURRESSOURCESINTERIEURES	18008	3031	6660	7040	7215	3061	12388	7444	2905	981	2278	3875	74886
*INVESTISEMENTSURRESSOURCESPROPRES	17839	2718	6271	6786	6809	3061	12388	7444	2905	981	2278	3875	73355
*APPUIBUDGETAIRES	169	313	389	254	406								1531
*DEPENSESURRESSOURCESPTE													
*PROGRAMMED'URGENCE													
C.DEPENSES2007EXECUTEENSEN2008													
D.DEPENSESFINANCEESSURPTE													
E.DEPENSESEXCEPTIONNELLES	947	2304	7646	1534	2309	2910	6252	6527	7571	7571	7571	7496	60638
*SURRESSOURCESPROPRES	947	2304	7646	1534	2309	2910	1690	1965	3009	3009	3009	2934	33266
*SURRESSOURCESEXTERIEURES							4562	4562	4562	4562	4562	4562	27372
F.REPAIEMENTARRIERES	1629	1181	1822	2299	637	1889	1847	453	631	631	631	980	14630
*ARRIERESSALAIRES(INTERIEURS)						35							35
*AUTRESARRIERES	1629	1181	1822	2299	637	1854	1847	453	631	631	631	980	14595
G.DEFICITBCC	-186	3408	2363	3366	3359	4664	2407	5261	2024	2024	2024	2237	32951
SOLDEPRIMAIRE	435	-5233	38413	19641	7135	5685	17219	24263	1462	20908	40749	14870	185547
SOLDECOURANT	17261	12599	48098	20341	16934	12883	21829	20911	-3160	14030	34589	19615	235930
SOLDEBUDGETAIREGENERAL	-4828	-7835	34895	16845	4329	3056	13739	18884	-1870	17244	36506	11389	142354
TOTALFINANCEMENT	4828	7835	-34895	-16845	-4329	-3056	-13739	-18884	1870	-17244	-36506	-11389	-142354
1.FINANCEMENTSINTERIEURS	-4016	-943	-48746	-5713	16157	3567	5781	-243	13252	-4622	-23145	-7330	-56001
*NONBANCAIRE			-2000	-6813									-8813
*BCCETSYSTEMEBANCAIRE	-4016	-943	-46746	1100	16157	3567	5781	-243	13252	-4622	-23145	-7330	-47188
*CREDITNETAUGOUV.	-4016	-943	-46746	1100	16157	3567	5781	-243	13252	-4622	-23145	-7330	-47188
*DEFICITBCC	-186	3408	2363	3366	3359	4664	2407	5261	2024	2024	2024	2237	32951
2.FINANCEMENTSEXTERIEURS	-3565	13206	-1667	3324	711	-2867	1664	-3560	2066	1457	720	-4196	7293
*BANQUEETRANGEREENONRESID.													
*AMORTISSEMENT(NETAPAYER)	-4397	-1375	-3648	-6354	-1104	-9118	-4581	-3560	-4179	-4788	-5525	-4196	-52825
*PAYEAL'EXTERIEUR	-4397	-1375	-3648	-6354	-1104	-9118	-4581	-3560	-4179	-4788	-5525	-4196	-52825
-ALLEGEMENTPTE													
*NOUVEAUFINANCEMENT	832	14581	1981	9678	1815	6251	6245	-	6245	6245	6245	-	60118
*PRETSPROJETS	832	14581	1981	9678	1815	6251	6245	-	6245	6245	6245	-	60118
*PRETSPROGRAMMES													

Source : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

Tableau II.29 Tableau des opérations de l'Etat en 2008 - Exécution
(en millions de CDF)

RUBRIQUES	JANV	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	TOTAL
I.RECETTES	81754	76653	134236	116191	92078	94629	126097	115387	106530	120701	128449	79018	1271723
A.RECETTES SCOURANTES	78859	72233	127522	98087	87144	87968	120851	110658	102705	113057	128449	79018	1206551
A.1.RECETTES FISCALES	55772	51945	75608	72515	56279	59579	93033	67825	74773	75935	102816	71623	857703
OFIDA	29348	28643	27634	32718	31169	32767	37168	35933	41951	43732	43970	42020	427053
DGI	26424	23302	47974	39797	25110	26812	55865	31892	32822	32203	58846	29603	430650
A.2.RECETTES NON FISCALES	23053	20288	51703	25572	30798	28285	27774	42789	27908	37122	25604	6684	347580
DGRAD	8055	9558	14678	11272	14723	10431	8308	8590	11262	7430	8206	5464	117957
GECAMINES													
MIBA													
PETROLIERS	14998	10730	37025	14300	16075	17874	19466	34199	16646	29692	17398	1220	229623
A.3.AUTRES	34		231		67	104	44	44	24		29	711	1268
*RELQUATPAIE													
*AUTRES	34		231		67	104	44	44	24		29	711	1268
*REMBOURSEMENT CREANCES DUES													
B.RECETTES EXCEPTIONNELLES	2895	4420	6714	18104	4934	6661	5246	4729	3825	7644			65172
RESSOURCES PPTTE													
DONS BUDGETAIRES													
DONS PROJETS	2895	4420	6714	18104	4934	6661	5246	4729	3825	7644			65172
CREDIT													
II.DEPENSES	86548	84488	94677	97335	86722	88151	114903	101019	107124	116569	143519	133693	1254748
A.DEPENSES SCOURANTES	61564	59634	75028	77746	70143	74199	98978	91157	83871	89319	119997	100184	1001820
1.REMUNERATIONS	32395	31146	34353	28210	38673	32522	43376	37161	20135	###	60518	48876	452219
*ARME ET POLICE	6614	7319	7876	7140	3814	10377	7161	5654	1413	7140	13933	7555	85996
*AUTRES	25781	23827	26477	21070	34859	22145	36215	31507	18722	37714	46585	41321	366223
2.INTERETS SUR LA DETTE (PAYES)	5263	2602	3518	2796	2806	1847	3480	5379	4388	3548	6115	4046	45788
*INTERETS SUR DETTE EXT	2097	180	841	949	846		502	3120	365	292	2520	240	11952
*ALLEGEMENT													
*DTPAYE	2097	180	841	949	846		502	3120	365	292	2520	240	11952
*INTERETS SUR DETTE INT	3166	2422	2677	1847	1960	1847	2978	2259	4023	3256	3595	3806	33836
*SURCEDEICAT DE DEPOT													
*SURAVANCES AU TRESOR	2034	1651	1435	596	797	778	1456	850	1539	1680	1645	2620	17021
*ARRIERES SUR AVANCES AUTRES SOB													
*AUTRES/FRAIS FINANCIERS	1132	771	1242	1251	1163	1129	1522	1409	2484	1576	1950	1186	16815
3.AUTRES DEPENSES	20820	13097	18728	26001	13632	22544	34700	25237	36207	16128	26733	23870	277697
3.1.INSTITUTIONS	9074	4086	8050	3278	5676	8551	10105	4723	10378	5787	4877	5043	79628
3.2.MINISTRES	10723	8559	8225	19254	6446	12440	20751	14556	19008	8179	19373	17224	164738
3.3.DEPENSES A PAIEMENT CENTRALISER	1023	452	2453	3469	1510	1553	3844	5958	6814	2162	2483	1603	33324
3.4.SERVICE PROVINCIAL X ET EAD													7
4.SURVENTIONS	3086	12789	18429	20739	15032	17286	17422	23380	23141	24789	26631	23392	226116
4.1.ORGANISME AUXIL	178	749	192	1897	263	950	91	716	1764	9	35	1497	8341
4.2. INTERVENTIONS ECONOMIQUES	100	567	622	1565	2732	2293	604	1964	2406	79	2250	620	15792
4.3.RETROCESSION AUX EADS	2808	4541	10078	11056	8137	10399	7687	13541	13959	14968	19325	10488	126987
4.4.RETROCESSION REGIES FINANCIERES		6932	7537	6221	3900	3654	7049	7159	5012	9733	4865	10787	72849
4.5.BOURSESD'ETUDES							1991				156		2147
5.EXTOURNESET RELIQUATS													
B.DEPENSES EN CAPITAL	22408	21369	10181	15756	13633	9153	12388	7444	13136	14685	11890	12605	164648
1.SURRESSOURCES EXTERIEURES	4400	18338	3789	8716	6418	6092			3891	4783			56427
*DONS	995	3288	1369	1812	2417				2303	1151			13335
*DONS HORS BCECO	658	1296	540	527	1002								4023
*PRETS PROJETS	194	164	465	262	320				164	811			2380
*PRETS PROJETS HORS BCECO	2553	13590	1415	6115	2679				1424	2821			30597
2.SURRESSOURCES INTERIEURES	18008	3031	6392	7040	7215	3061	12388	7444	9245	9902	11890	12605	108221
*INVESTISSEMENTS SURRESSOURCES PROPRES	17839	2718	6003	6786	6809	3061	12388	7444	9245	9902	11890	12605	106690
*APPUI BUDGETAIRES	169	313	389	254	406								1531
*DEPENSES SURRESSOURCES PPTTE													
*PROGRAMME D'URGENCE													
C.DEPENSES 2004 EXECUTEES EN 2005													
D.DEPENSES ENANCES SUR PPTTE													
E.DEPENSES EXCEPTIONNELLES	947	2304	7646	1534	2309	2910	1690	1965	9450	12179	11498	20263	74695
*SURRESSOURCES PROPRES	947	2304	7646	1534	2309	2910	1690	1965	9450	12179	11498	20263	74695
*SURRESSOURCES EXTERIEURES													
F.REPAIEMENT ARRIERES	1629	1181	1822	2299	637	1889	1847	453	667	386	134	641	13585
*ARRIERES SALAIRES (INTERIEURS)													
*AUTRES ARRIERES	1629	1181	1822	2299	637	1889	1847	453	667	386	134	641	13440
G.DEFICIT BCC	-186	3408	-2363	3366	-3359	-4664	-2407	5261	-2895	-3882	-482	-7733	-38994
SOLDE PRIMAIRE	-469	-5233	43077	21652	-8162	-8325	14674	-19747	-3794	-7680	-8955	-50629	-62763
SOLDE COURANT	-17295	-12599	52494	20341	-17001	-13769	-21873	-19501	-18834	-23738	-8452	-21166	-204731
SOLDE BUDGETAIRE GENERAL	-4794	-7835	39559	18856	-5356	-6478	11194	-14368	-594	-4132	-15070	-54675	-16975
TOTAL FINANCEMENT	4794	7835	-39559	-18856	5356	6478	-11194	14368	594	4132	15070	54675	16975
1.FINANCEMENTS INTERIEURS	-4009	-943	-46746	1100	-22875	-285	-5757	-726					-68727
*NON BANCAIRE													
*BCC ET SYSTEME BANCAIRE	-4009	-943	-46746	1100	-22875	-285	-5757	-726					-68727
*CREDIT NET AU GOUV	-4009	-943	-46746	1100	-22875	-285	-5757	-726					-68727
*DEFICIT BCC	-186	3408	-2363	3366	-3359	-4664	-2407	5261	-2895	-3882	-482	-7733	-38994
2.FINANCEMENTS EXTERIEURS	-3565	13206	-1667	3324	711	4988	-3010	-2973	-1703	1211	-6245	-634	3643
*BANQUE ET TRANGER EN NON RESID													
*AMORTISSEMENT (NET A PAYER)	-4397	-1375	-3648	-6354	-1104		-4581	-3035	-4625	-3249	-6245	-634	-39247
*PAYEAL EXTERIEUR	-4397	-1375	-3648	-6354	-1104		-4581	-3035	-4625	-3249	-6245	-634	-39247
*ALLEGEMENT PPTTE													
*NOLY AU FINANCEMENT	832,00	14581,00	1981,00	9678,00	1815,00	4988,00	1571,00	62,00	2922,00	4460,00			42890
*PRETS PROJETS	832	14581	1981	9678	1815	4988	1571	62	2922	4460			42890
*PRETS PROGRAMMES													

Source : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

En 2008, les relations économiques extérieures ont été marquées par la survenance de la crise financière. En effet, après une forte envolée des cours des matières premières observée sur le marché international au cours de trois premiers trimestres de l'année, l'économie internationale a été plongée dans une crise financière. Celle-ci a été à la base de la crise économique sans précédent, ayant entraîné l'entrée en récession de l'économie congolaise à partir du troisième trimestre.

Dans ce contexte, la balance des paiements s'est soldée, par un déficit de 5,3 % du PIB en 2008 contre 2,7 % une année auparavant. Cette situation résulte essentiellement de la détérioration du compte des transactions courantes.

Sur le marché des changes, la monnaie nationale s'est dépréciée de 21,3 % et 23,2 % respectivement à l'indicatif et au marché parallèle. Cette évolution s'explique par la contraction de l'offre des devises sur le marché des changes dans un contexte d'un accroissement de la demande des devises induit par le financement monétaire du déficit du secteur public.

Par ailleurs, dans le cadre de sa politique de change, l'Institut d'Emission n'a procédé à aucune intervention sur le marché des changes, à la suite de l'amenuisement des réserves des changes.

Le stock de la dette extérieure à fin décembre 2008 a enregistré une baisse de 0,9 % par rapport à son niveau de 2007, s'établissant à 10.878,8 millions de USD contre 10.973,3 millions une année plus tôt. Cette évolution est due essentiellement à la baisse de la dette due au FMI, au Club de Kinshasa et celle de la dette à court terme.

S'agissant de la coopération internationale et sous-régionale, il y a lieu de relever que les relations avec le FMI sont restées marquées par, d'une part, l'interruption du Programme Economique du Gouvernement intervenue en 2006, et d'autre part, la poursuite des Programmes Suivis par les Services du Fonds. Toutefois, la République Démocratique du Congo a maintenu sa participation dans les activités des Organisations sous-régionales, notamment le COMESA et la SADC.

CHAPITRE I

COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges commerciaux ont accusé une baisse de 8,8 % en 2008, après un accroissement de 49,7 % en 2007. Ces échanges sont passés d'une année à l'autre, de 5.762,5 millions de USD à 5.256,5 millions en termes nominaux.

Rapportés à la production intérieure, les échanges ont représenté 46,6 % en 2008 contre 55,3 % une année plus tôt. La chute des cours des matières premières à la suite de la contraction de la demande mondiale au dernier trimestre explique ce recul.

I. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

L'indice global des principaux produits exportés par la République Démocratique du Congo en 2008 a affiché une augmentation de 1,5 % par rapport à 2007, s'établissant à 124,9 points contre 123,0 une année auparavant. Cette situation résulte de la hausse des cours mondiaux des produits minéraux au cours de trois premiers trimestres de l'année.

1. Produits miniers et hydrocarbures

De 227,2 points en 2007, l'indice des cours des produits miniers et hydrocarbures est passé à 239,3 points, progressant ainsi de 5,3 %. Cette situation est imputable à l'augmentation des prix de certains produits, notamment le cuivre, le pétrole et le cobalt. La forte consommation des économies émergentes ont soutenu la demande internationale de ces produits et encouragé l'envolée historique de leurs cours jusqu'au début du troisième trimestre, dans une situation globale de rigidité de l'offre.

2. Produits végétaux

Sous l'effet de la hausse des prix de tous les produits d'exportation dans un contexte de crise énergétique et alimentaire, l'indice des cours des produits végétaux s'est accru de 19,9 % en 2008, passant de 136,9 à 164,1 points. Cet accroissement est le fait, d'une part de l'augmentation des frets à la suite du renchérissement du baril de pétrole, et d'autre part, de la hausse de la demande des biocarburants à forte composante agricole.

En ce qui concerne les cours de certains produits végétaux exportés par la République Démocratique du Congo, leurs évolutions ont été les suivantes en 2008 :

Le prix du café robusta, vendu à 1.731,0 USD la tonne métrique en moyenne annuelle en 2007 sur le marché de New York, a augmenté de 25,2 % s'établissant à 2.166,6 USD en 2008.

Le cours du cacao, sur le marché de New York, a dépassé la barre de 2.000,0 USD jamais atteinte depuis les années 1990, se hissant à 2.548,5 USD la tonne, soit 35,0 % de plus qu'en 2007.

L'huile de palme a vu son prix augmenter de 23,6 % en 2008, passant d'une année à l'autre, de 778,3 USD la tonne à 962,1 USD.

II. ECHANGES COMMERCIAUX

En termes nominaux, le total des exportations a reculé de 2,7 % en se situant à 2.529,4 millions de USD en 2008. Pour ce qui est des importations, établies à 2.727,1 millions de USD cette année, elles n'ont représenté que 86,2 % du niveau de 2007, soit une baisse de 435,4 millions de USD.

1. Destination des exportations

En ce qui concerne la destination des exportations, l'année 2008 confirme la tendance à l'amenuisement de la part de l'Union Européenne (UE), laquelle est tombée à 34,3 % contre 34,9 % en 2007. Pour rappel, la part de l'UE a représenté 52,9 % en 2006 et 60,1 % en 2005.

Longtemps partenaire privilégié dans les exportations congolaises, l'Europe traditionnelle, c'est-à-dire la Belgique, le Luxembourg, la France, l'Italie, l'Allemagne, etc, a été supplantée, depuis l'année dernière, par les pays regroupés dans le bloc « destinations diverses ». En effet, la part de l'Europe a baissé en passant de 57,7 % en 2007 à 56,1 % en 2008. Dans le même temps, la part des Etats-Unis est en augmentation depuis trois ans. De 5,0 % en 2006, elle s'est établie à 9,3 % en 2008. Quant aux autres pays de l'OCDE, leur part de 0,2 % est revenue à son niveau de 2005, après un accroissement de 1,2 % en 2006 suivi d'une baisse de 0,1 % en 2007.

2. Origine des importations

La République Démocratique du Congo se tourne de plus en plus vers le groupe des provenances diverses qui représente 61,1 % de ses importations en 2008 contre 60,1 % en 2007, soit plus du double de sa part de 2005 (29,9 %).

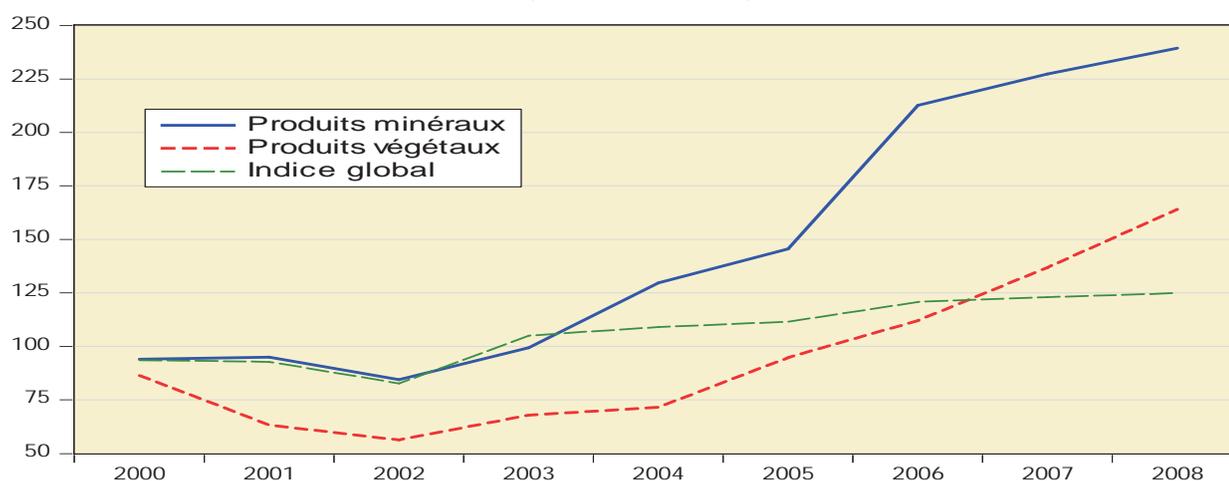
En effet, les marchandises en provenance de l'Union Européenne ont atteint 32,6 % du total importé en 2008 contre 30,1 % en 2007. Par ailleurs, la part des autres pays de l'OCDE a diminué pour les deux années ne représentant que 1,6 % en 2007 et 1,1 % en 2008.

3. Termes de l'échange

En 2008, l'indice des prix à l'exportation, chiffré à 229,3 points, a régressé de 2,7 % par rapport à 2007. Parallèlement, s'inscrivant dans le même sillage, l'indice des prix à l'importation, après avoir augmenté de 30,4 % en 2007, a baissé de 7,6 % en 2008.

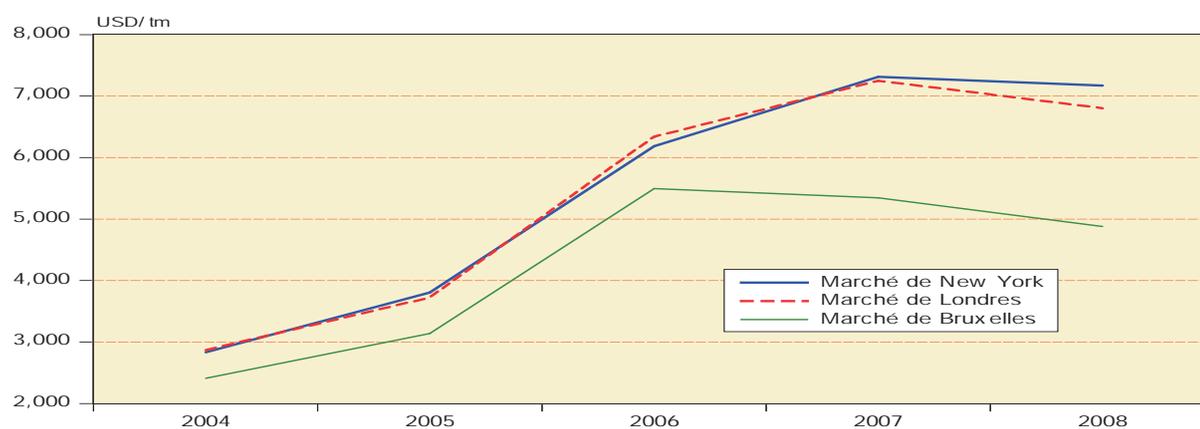
Les termes de l'échange se sont améliorés de 5,2 % en 2008, s'établissant à 44,7 points contre 42,5 points en 2007 suite au renchérissement des cours des matières premières exportées par le pays.

Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits exportés ⁽¹⁾
(Base 1990 = 100)



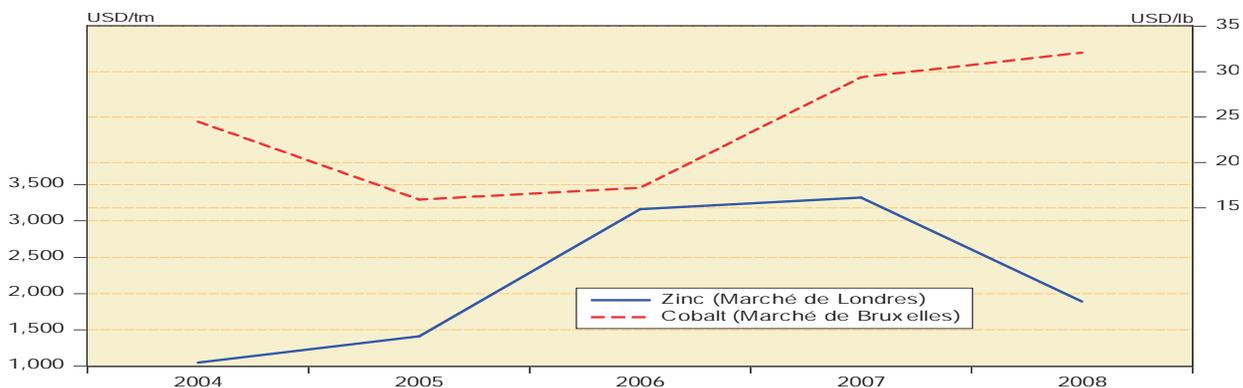
(1) Cfr. Tableau III.18.

Graphique III.2 Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New-York⁽¹⁾



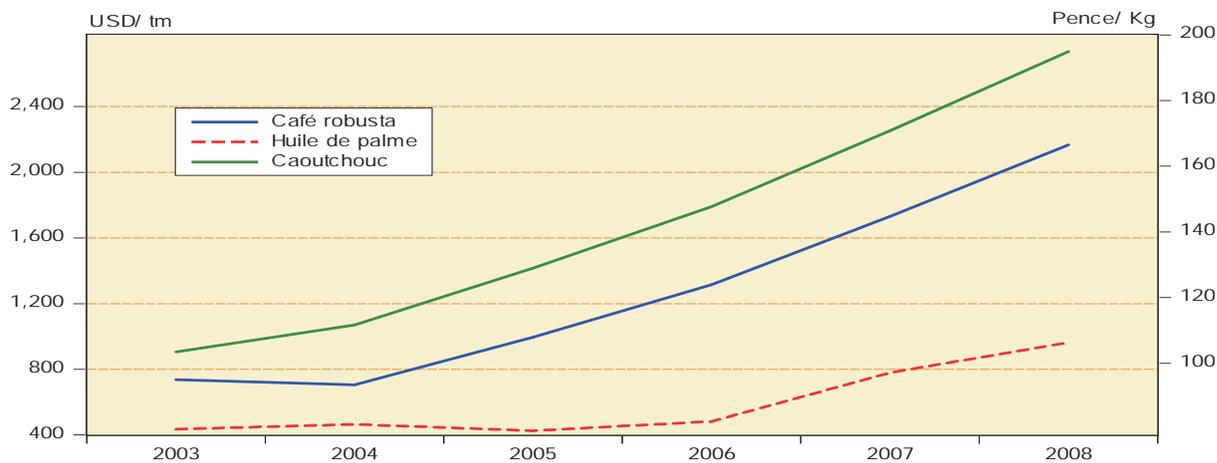
(1) Cfr. Tableau III.16.

Graphique III.3 Cours des principaux produits minéraux exportés ⁽¹⁾



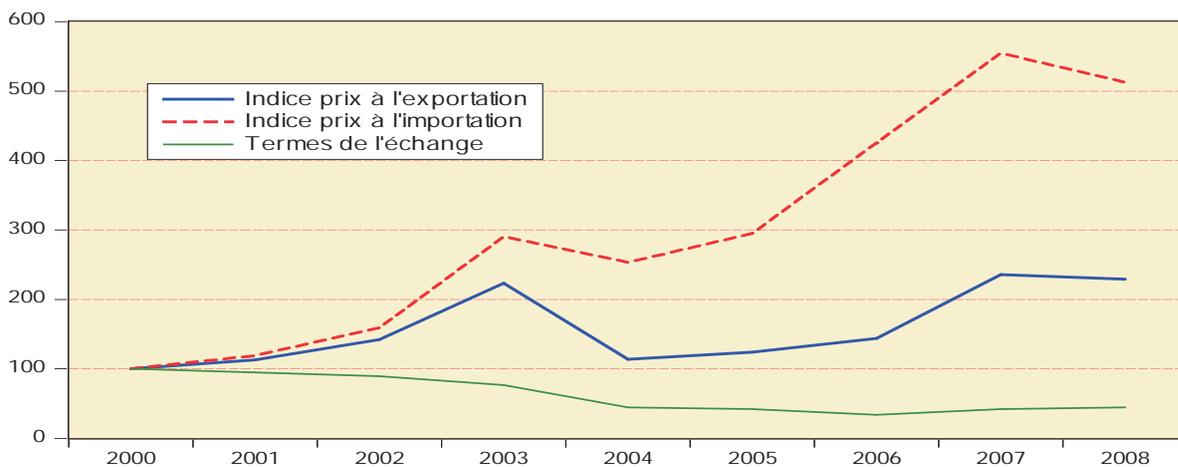
(1) Cfr. Tableau III.16.

Graphique III.4 Cours des principaux produits végétaux exportés ⁽¹⁾



(1) Cfr. Tableau III.17.

Graphique III.5 Indices des prix à l'exportation et à l'importation et termes de l'échange ⁽¹⁾
(Base 1990 = 100)



(1) Cfr. Tableau III.22

CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

I. EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE CHANGE

La politique de change de la Banque Centrale du Congo poursuit deux principaux objectifs, à savoir :

- Le lissage des variations des cours de change ;
- L'amélioration du niveau des réserves internationales.

Pour ce faire, l'Institut d'Emission édicte la réglementation du change et recourt aux interventions sur le marché des changes.

1. Réglementation du change

La réglementation du change édictée depuis février 2003 n'a subi aucune modification au cours de l'année 2008.

2. Interventions sur le marché des changes

L'utilisation de cet instrument, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire et de change de la Banque Centrale du Congo, vise pour cette dernière à étendre et approfondir le marché des changes, notamment en :

- percevant, en tant que Caissier de l'Etat, les paiements en devises d'impôts, droits et taxes effectués par les opérateurs économiques essentiellement des secteurs minier et des hydrocarbures, en mettant l'équivalent en monnaie nationale au Compte Général du Trésor ;
- se gardant de payer, aux résidents, en devises étrangères ;
- intervenant de façon active sur le marché des changes en tenant compte des cycles budgétaires et économiques : vendant des devises en cas de déficit budgétaire ou d'effritement de l'offre de devises ; achetant des devises en cas d'excédent budgétaire ou d'accroissement de l'offre des devises.

Cependant, en 2008, l'Institut d'Emission n'a effectué aucune intervention sur le marché des changes dans le cadre des opérations d'achat ou de vente des devises par voie d'adjudication. Cette absence d'intervention s'explique par la faiblesse du niveau des réserves internationales dans un contexte de dérapage budgétaire.

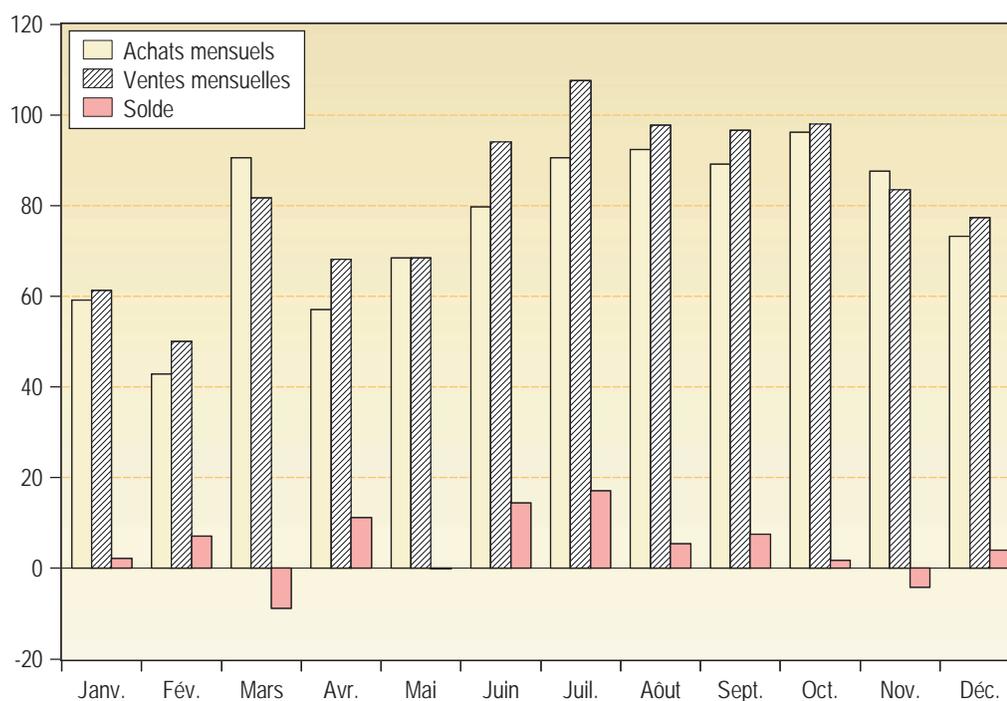
II. EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES

Le volume global de transactions en devises, sur le marché des changes, est passé de 1.203,1 millions de USD en 2007 à 1.910,5 millions en 2008. En effet, les ventes ont atteint 984,0 millions de USD en 2008 contre 587,1 millions en 2007, soit un accroissement de 67,6 %. De même, les achats ont augmenté de 50,4 %, se situant à 926,5 millions de USD contre 615,9 millions une année plus tôt.

Cet accroissement procède de la préférence des agents économiques à détenir la devise par rapport à la monnaie nationale.

Ainsi, à fin décembre 2008, le marché des changes a enregistré un excédent net de l'offre de devises de 57,5 millions de USD contre une demande nette de 28,9 millions en 2007. Cette évolution résulte de l'accroissement des crédits en devises faisant suite notamment à l'entrée en activité des nouvelles banques.

Graphique III.6 Evolution des transactions en devises en 2008⁽¹⁾
(en millions de USD)



(1) Cfr. Tableau III.1.

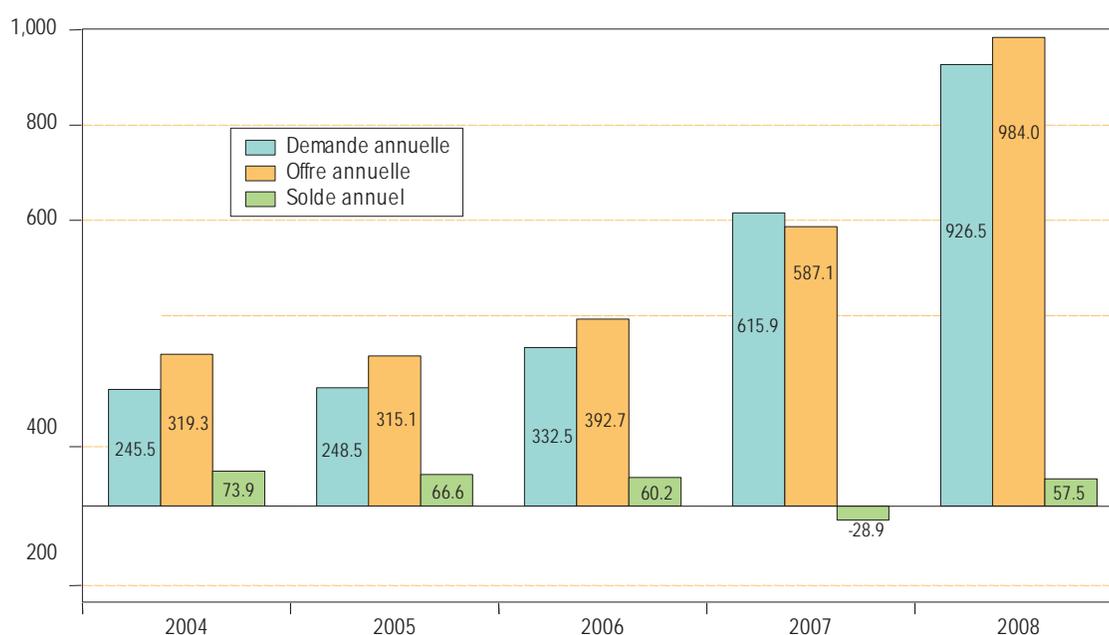
En 2008, Le marché des changes a été animé par les banques dont les transactions ont représenté 98,9 % et les bureaux de change 1,1 %. Tandis qu'en 2007, ces proportions ont été de 92,2 % pour les banques, 5,6 % pour la Banque Centrale et 2,2 % pour les bureaux de change.

Tableau III.1 Evolution mensuelle du volume des transactions sur le marché des changes
(en millions de USD)

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul
Ventes	61,3	49,9	81,6	68,1	68,4	94,1	107,5	97,8	96,6	97,9	83,5	77,2	984,0
Achats	59,2	42,9	90,5	57,0	68,5	79,6	90,5	92,3	89,1	96,2	87,6	73,2	926,5
Solde	2,1	7,1	-8,8	11,2	-0,1	14,5	17,1	5,5	7,5	1,7	-4,1	4,0	57,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique III.7 Evolution annuelle des transactions sur le Marché des changes 2004-2008 (1)
(en millions de USD)



(1) Cfr. Tableau III.1.

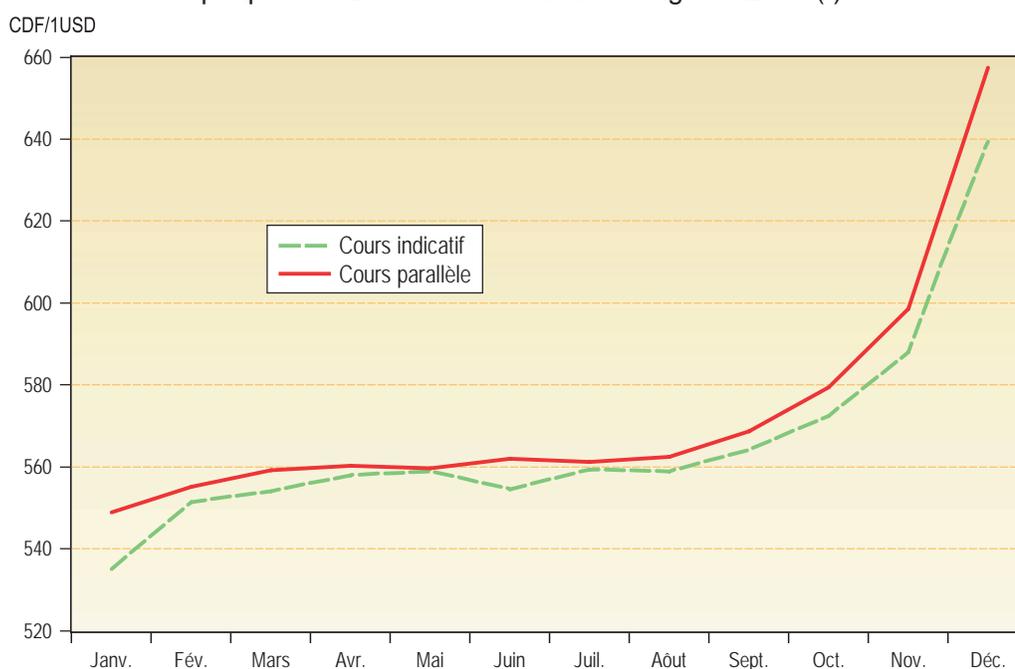
III. EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

A fin décembre 2008, le franc congolais a enregistré une dépréciation de 21,3 % à l'indicatif et de 23,2 % sur le marché libre. En effet, le taux de change s'est établi à 639,3 CDF le dollar au 31 décembre 2008 contre 502,9 CDF le 31 décembre 2007. Sur le marché parallèle, le taux de change est passé de 504,7 CDF le dollar à 657,5 CDF d'une année à l'autre.

Cette évolution trouve sa justification principalement dans l'affermissement de la monnaie américaine, le dérapage des opérations financières du secteur public ainsi que dans la contraction de l'offre des devises sur l'ensemble des marchés à la suite de la crise financière internationale.

Il sied de noter que l'évolution du taux de change en 2008 a été caractérisée par trois phases à savoir (i) une dépréciation de 8,8 % entre fin décembre 2007 et fin février 2008 résultant du relâchement de la discipline budgétaire entre novembre 2007 et mi-janvier 2008 ainsi que de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro au début de 2008 ; (ii) une stabilité relative entre fin février et fin août 2008 (la monnaie nationale ne s'étant dépréciée que de 1,3 %) découlant des effets décalés des excédents budgétaires de l'Etat entre fin février et fin avril 2008 ; et (iii) une forte dépréciation de 12,6 % entre fin août et fin décembre 2008 faisant suite à un nouveau dérapage budgétaire à fin 2008.

Graphique III.8 Evolution du taux de change en 2008 (1)



(1) Cfr. Tableau III.2.

Tableau III.2 Evolution mensuelle du Taux de change en 2008
(CDF/1 USD)

	Cours indicatif		Cours parallèle		Ecart %
	Taux	Variation en %	Taux	Variation en %	
Déc. 07	502,99		504,72		0,34
2 0 0 8					
Janvier	535,02	-5,99	548,87	-8,04	2,59
Février	551,36	-2,96	555,09	-1,12	0,68
Mars	554,00	-0,48	559,2	-0,73	0,94
Avril	557,98	-0,71	560,23	-0,18	0,40
Mai	558,86	-0,16	559,64	0,11	0,14
Juin	554,57	0,77	561,91	-0,40	1,32
Juillet	559,29	-0,84	561,16	0,13	0,33
Août	558,91	0,07	562,43	-0,23	0,63
Septembre	564,22	-0,94	568,67	-1,10	0,79
Octobre	572,39	-1,43	579,4	-1,85	1,22
Novembre	588,05	-2,66	598,53	-3,20	1,78
Décembre	639,32	-8,02	657,45	-8,96	2,84

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements a affiché un déficit de 632,2 millions de USD contre 271,0 millions en 2007. Par rapport au PIB, le déficit s'est accentué en s'établissant à 5,3 % contre 2,7 % une année auparavant. Cette évolution résulte de la détérioration du compte courant.

Tableau III.3 Composantes de la Balance des paiements
(en millions de USD)

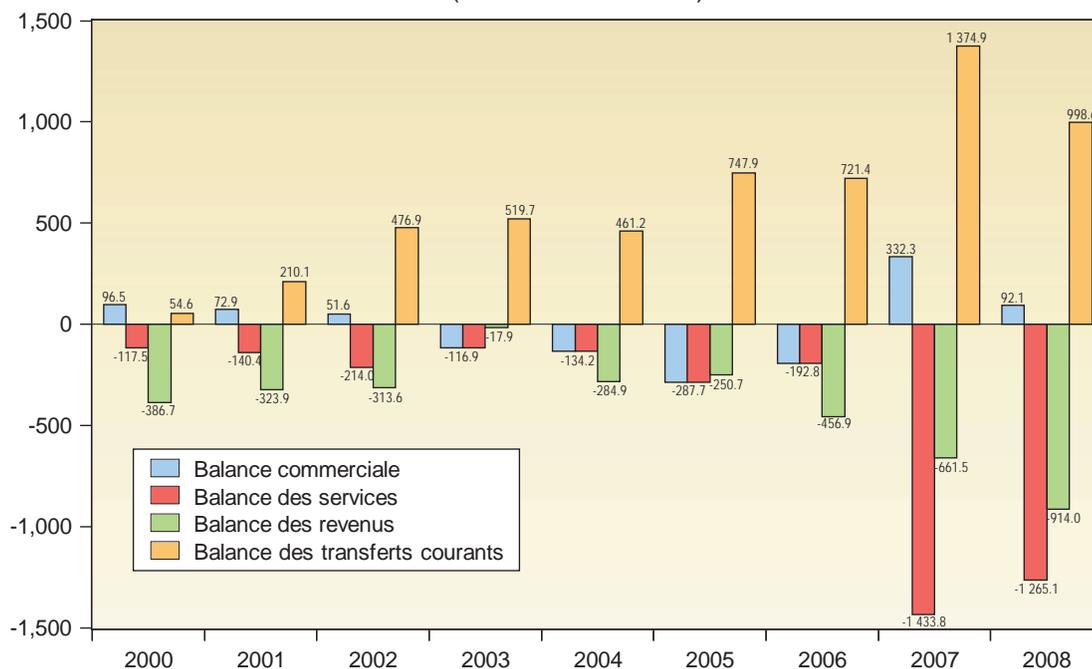
	2007	2008
Compte courant	-388,1	-1 049,8
- Balance commerciale	332,3	144,0
- Services nets	-1 433,8	-1271,5
- Revenus nets	-661,5	-918,1
- Transferts courants nets	1 374,9	995,9
Compte de capital et d'opérations financières	97,4	401,6
- Capitaux publics nets	50,9	117,1
- Capitaux privés nets	-54,6	-6,4
- ACANFNP	2,2	-0,6
- Opérations financières nettes	98,9	291,5
Erreurs et omissions	19,7	16,0
Déficit global	-271,0	-632,2
Besoins de financement	271,0	632,2

Source : Banque Centrale du Congo.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte des transactions courantes a atteint 8,9 % du PIB en 2008, alors qu'il s'était situé à 3,8 % en 2007. Ainsi, il s'est dégagé une augmentation de 5,1 points de pourcentage du déficit. Cette évolution procède essentiellement de la détérioration de la balance des revenus. En effet, celle-ci a enregistré un déficit plus important que celui réalisé en 2007 soit, 7,7 % du PIB contre 6,5 %.

Graphique III.9 Evolution des Soldes des Composantes du Compte des Transactions Courantes (en millions de USD)



(1) Cfr. Tableau III.3.

1. Balance commerciale

L'excédent commercial s'est situé à 144,0 millions de USD en 2008 contre 332,3 millions en 2007. Ce recul trouve son origine dans l'accroissement plus important des importations par rapport aux exportations.

1.1. Exportations

Sous l'effet de l'augmentation des exportations du pétrole brut et des produits miniers exportés par les partenaires de la Gécamines, les exportations se sont accrues de 11,7 % en 2008 contre 127,8 % en 2007.

L'accroissement des exportations des produits miniers, soit 10,1 %, résulte des performances enregistrées dans les ventes du cuivre, du cobalt et de la cassitérite des sociétés partenaires à la Gécamines.

Les exportations du cuivre ont atteint 2.458,1 millions de USD en 2008 contre 2.039,9 millions en 2007, soit une augmentation de 20,5 %. Cette situation s'explique par l'effet conjugué du relèvement des quantités exportées ainsi que du prix à l'exportation. En effet, le volume exporté a atteint 335,1 mille tonnes en 2008 contre 279,6 mille une année avant. Quant au cours du cuivre, il s'est situé à 7.594,8 USD la tonne en 2008 contre 7.294,5 en 2007.

Les exportations du cobalt ont enregistré une augmentation de 8,1 % à la suite de l'amélioration aussi bien du cours sur le marché que du volume exporté. En effet, établi à 64.867,4 dollars la tonne en 2007, le cours du cobalt a atteint 79.517,8 dollars en 2008. Le volume exporté est passé de 35.770 tonnes à 42.461 tonnes entre les deux périodes.

Les exportations de la cassitérite ont atteint 136,2 millions de USD en 2008 contre 17,8 millions en 2007, soit une augmentation de 664,5 %. L'accroissement des quantités et des prix explique cette situation. En effet, la quantité exportée en 2008 a été de 12,80 tonnes contre 6,38 tonnes en 2007. Le cours de la cassitérite a atteint 10,6 USD la tonne contre 2,85 USD une année auparavant.

Tableau III.4 Structure des Exportations
(en millions de USD)

	2007		2008	
	Valeur	%	Valeur	%
I. PRODUITS MINIERES	5 312,5	86,4	5 851,6	85,2
- Produits Gécamines	266,9	4,3	211,9	3,1
- Autres sociétés	4 214,1	68,5	4 958,3	72,2
- Or	4,0	0,1	6,9	0,1
- Diamant	827,5	13,5	674,5	9,8
II. PRODUITS AGRICOLES	164,3	2,8	178,4	2,6
- Café	64,5	1,0	89	1,3
- Caoutchouc	17,0	0,3	16,3	0,2
- Bois	80,7	1,3	73,0	1,1
- Autres ⁽¹⁾	2,1	0,2	0,1	0,0
III. PRODUITS INDUSTRIELS	671,1	10,8	839,8	12,2
- Ciment	13,8	0,2	12,3	0,2
- Produits chimiques	0,8	-	0,8	0,0
- Sucre de canne	7,8	0,4	7,8	0,1
- Pétrole brut	612,2	9,96	772,2	11,2
- Autres ⁽²⁾	36,5	0,2	46,6	0,7
TOTAL	6 148,0	100,0	6 869,8	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cacao, thé, sucre de canne.

(2) Bouteilles vides, mitrilles ferreuses, ...

En 2008, les exportations des produits agricoles ont enregistré une progression de 8,6 % sous l'effet de la hausse des exportations du café.

En effet, les recettes d'exportations de ce produit ont progressé de 38,0 % sous l'effet de la hausse des cours dans un contexte de baisse de volume exporté. Le cours du café robusta est passé de 1.730,8 dollars la tonne en 2007 à 2.166,6 dollars en 2008, soit une augmentation de 25,2 % ; tandis que celui du café arabica a connu une augmentation de 14,5 % se chiffrant à 2.967,8 dollars la tonne en 2008 contre 2.590,9 dollars une année auparavant. Quant aux volumes exportés, ils ont baissé de 12,5 %.

Quant aux autres produits, notamment le bois et le caoutchouc, leurs exportations ont été en baisse en 2008. En effet, à la suite de la crise financière internationale, la demande mondiale du caoutchouc congolais a été de 5.193,0 tonnes contre 6.678 tonnes en 2007. Le cours de ce produit a par contre connu un accroissement en se situant à 2.991,0 USD la tonne en 2008 contre 2.326,5 USD en 2007.

Pour ce qui est du bois, ses exportations ont été en baisse de 2,4 % à la suite de la diminution des exportations des grumes et des placages. En effet, les grumes exportées en 2008 ont été de 140.710 m³ contre 213.308 m³ en 2007. Le bois de placage n'a pas été exporté en 2008, alors qu'en 2007 ses exportations avaient atteint 2.631 m³.

Les exportations des produits industriels ont augmenté de 25,5 % en 2008, suite essentiellement à l'accroissement des exportations du pétrole brut justifié par la hausse de cours du baril aux trois premiers trimestres de l'année sous revue.

1.2 Importations

Comparativement à 2007, les importations ont connu une hausse modérée de 15,7 % en 2008 contre 101,1 % une année plus tôt. Toutes les rubriques ont connu des augmentations dont les plus importantes ont été celles des dépenses d'énergie et des matières premières ayant atteint respectivement 60,0 % et 68,4 %.

Tableau III.5 Structure des Importations
(en millions de USD)

	2007		2008	
	Valeur	%	Valeur	%
I. BIENS DE CONSOMMATION	1 396,8	24,0	1 450,6	21,6
- Non durables	1 028,0	17,7	1 067,6	15,9
- Durables	368,7	6,3	383,0	5,7
II. ENERGIE	683,7	11,7	1 094,2	16,3
- Matières brutes	1,37	-	2,2	0,0
- Matières élaborées	682,3	11,7	1 092,0	16,2
III. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	182,2	3,1	306,8	4,6
- Destinées à l'agriculture	89,5	1,5	150,6	2,2
- Destinées à l'industrie	92,7	1,6	156,2	2,3
IV. BIENS D'EQUIPEMENT	3 553,0	61,1	3 874,2	57,6
- Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	318,3	5,5	347,1	5,2
- Matériels de transport	1 990,0	34,2	2 169,9	32,3
- Machines pour industries spécialisées	1 244,6	21,4	1 357,1	20,2
TOTAL	5 815,6	100,0	6 725,8	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

2. Balance des services

La balance des services s'est soldée par un déficit de 10,7 % du PIB en 2008 contre 14,2 % en 2007, en raison d'une augmentation plus importante de recettes d'exportations par rapport aux importations. En effet, le niveau d'exportation des services a atteint 828,1 millions de USD en 2008 contre 392,5 millions en 2007. Ces exportations ont été impulsées par les services fournis aux administrations publiques (171,3 %), les redevances (132,3 %), les autres services aux entreprises (62,7 %) ainsi que les services de communication (62,8 %).

En ce qui concerne les dépenses, elles ont enregistré également des augmentations par rapport à 2007. Les plus importantes dans l'ensemble des dépenses ont été celles relatives au transport (22,5 %), aux autres services aux entreprises (21,4 %) et à l'assurance (3,3 %).

Tableau III.6 Répartition des opérations sur les services
(en millions de USD)

	2007			2008		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Transport	21,8	812,7	-790,9	37,0	995,2	-958,3
Voyages	0,7	108,7	-108,0	0,7	126,7	-126,0
Services de communication	62,3	1,0	61,3	101,4	1,4	100,0
Services bâtiments et travaux publics	-	20,8	-20,8	0,0	28,1	-28,1
Services d'assurance	-	241,6	-241,6	0,0	249,6	-249,6
Services financiers	41,7	28,4	13,4	67,9	46,7	21,2
Services d'informatique et d'information	-	-	-	0,0	0,0	0,0
Redevances et droits de licence	53,8	1,9	51,9	125,0	2,6	122,4
Autres services aux entreprises	71,9	331,7	-259,8	117,0	402,7	-285,7
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,14	2,1	-1,0	1,8	2,9	-1,0
services fournis ou reçus par les administrations publiques	139,1	277,4	138,2	377,4	243,7	133,7
Total	392,5	1 826,3	-1 433,8	828,1	2 099,6	-1 271,5

Source : Banque Centrale du Congo.

3. Balance des revenus

La balance des revenus s'est soldée en 2008 par un déficit de 7,7 % du PIB contre 6,4 % en 2007.

L'aggravation du déficit des transactions sur les revenus est attribuable essentiellement à l'accroissement du montant versé au titre des revenus des investissements.

Tableau III.7 Evolution des opérations sur les revenus
(en millions de USD)

	2007	2008
1. RECETTES	26,0	17,7
- Rémunérations des salariés	8,8	14,7
- Revenus des investissements	17,2	3,1
2. DEPENSES	687,5	935,8
- Rémunérations des salariés	26,4	37,4
- Revenus des investissements	661,1	898,4
3. SOLDE	-661,5	-918,1
- Rémunérations des salariés	-17,6	-22,7
- Revenus des investissements	-643,9	-895,4

Source : Banque Centrale du Congo.

4. Balance des transferts courants

L'excédent du compte des transferts sans contrepartie a baissé en 2008 en se situant à 8,4 % du PIB contre 13,6 % en 2007.

Il sied de noter que dans les transferts publics, les donations extérieures ont baissé de 13,1 %, se situant à 1.184,0 millions USD en 2008 contre 1.361,8 millions en 2007.

Tableau III.8 Evolution des transferts courants
(en millions de USD)

	2007	2008
1. RECETTES	1 997,6	1 738,4
- Transferts publics	1 421,8	1 243,0
- Transferts privés	575,8	495,4
2. DEPENSES	622,7	742,4
- Transferts publics	168,5	202,8
- Transferts privés	454,2	539,6
3. SOLDE	1 374,9	995,9
- Transferts publics	1 253,3	1 040,1
- Transferts privés	121,6	-44,2

Source : Banque Centrale du Congo.

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un solde excédentaire de 3,4 % du PIB en 2008 contre 1,0 % en 2007 en raison de l'amélioration des postes « autres transferts publics » et « autres investissements ».

S'agissant des autres transferts, le volume des dons projets est passé de 51,0 millions de USD en 2007 à 117,1 millions en 2008.

Quant aux autres investissements, la rubrique « prêts consentis au pays » a augmenté sous l'impulsion des prêts projets dont le montant est passé de 57,4 millions de USD en 2007 à 77,7 millions en 2008.

Tableau III.9 Evolution du compte de capital et d'opérations financières
(en millions de USD)

	2007			2008		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. CAPITAL	54,8	56,3	-1,5	170,5	60,5	110,0
1.1. Transferts des capitaux	52,5	56,3	-3,8	170,6	59,9	110,6
Capitaux publics	50,9	-	-	117,1	-	-
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres transferts (dont dons projets)	50,9	-	-	117,1	-	117,1
Capitaux privés	1,6	56,3	-54,7	53,5	59,9	-6,4
- Transferts des migrants	-	-	-	-	-	-
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	-
- Autres transferts	1,6	56,3	-54,7	53,5	59,9	-6,4
1.2. Acquisition et cession ANFNP*	2,2	-	2,2	-	0,6	-0,6
2. OPERATIONS FINANCIERES	2 903,6	2 804,7	98,9	3 274,6	2 983,0	291,6
- Investissements directs	1 808,0	14,3	1 793,7	1 726,8	54,1	1 672,8
- Investissements de portefeuille	-	1 679,6	1 679,6	0,1	1 575,0	-1 574,9
- Autres investissements (dont prêts projets)	1 095,6	1 110,8	-15,2	1 547,6	1 353,9	193,7
Total (1+2)	2 958,4	2 861,0	97,4	3 445,1	3 043,5	401,6

Source : Banque Centrale du Congo.

* Actifs non financiers, non produits.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

De 271,5 millions de USD en 2007, le déficit de la balance des paiements est passé à 632,2 millions en 2008. Ce déficit a été couvert essentiellement par les allègements dans le cadre de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

I. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS EN 2008

1. Fonds Monétaire International

En 2008, les relations avec le FMI sont restées marquées par, d'une part, l'interruption du Programme Economique du Gouvernement intervenue en 2006, et d'autre part, la poursuite des Programmes Suivis par les Services du Fonds.

Toutefois, le remboursement du principal et le paiement des intérêts ainsi que des commissions effectués dans le cadre des tirages obtenus, ont totalisé 145,0 millions de USD en 2008 contre 70,3 millions en 2007.

2. Club de Paris

Depuis l'interruption du service de la dette envers ce Club au second semestre 2006, aucune avancée n'a été notée dans le sens de la résorption des arriérés des paiements qui lui sont dus. En conséquence, aucun paiement n'a été effectué à l'endroit de ce Club.

3. Club de Londres

En 2008, aucune négociation d'allègement n'a été engagée avec ce Club. Par conséquent, aucun paiement n'a été effectué.

Il sied de relever que l'opération de rachat de cette dette par la Banque Mondiale connaît encore une léthargie en raison de la persistance du problème de l'annulation des créances faisant partie du portefeuille de la Belgolaise. A ce sujet, des contacts sont maintenus entre la République Démocratique du Congo, les Consultants et la Belgolaise pour la recherche d'une solution acceptable par toutes les parties concernées.

4. Club de Kinshasa

En 2008, les négociations sur les allègements se sont poursuivies avec les anciens propriétaires de biens zaïrianisés. Par contre, les paiements du service de la dette en faveur des autres créanciers ont été interrompus en décembre de l'année sous analyse, en raison de l'amenuisement des moyens de paiements extérieurs. A cet effet, sur un service prévisionnel de 78,9 millions de USD, il a été effectué un service de 55,3 millions, soit un taux d'exécution de 70,1 %.

II. STOCK DE LA DETTE

Selon les données disponibles, le stock de la dette en 2008 se chiffre à 10.878,8 millions de USD. Ce stock représente 141,3 % des exportations des biens et services 91,8 % du PIB et 505,8 % des recettes courantes de l'Etat contre respectivement 167,8 %, 108,3 % et 695,3 % en 2007.

Le stock en 2008 est en repli de 0,9 % par rapport à son niveau de 2007 situé à 10.973,3 millions. Cette évolution est due essentiellement à la baisse de la dette due au FMI, au Club de Kinshasa et celle de la dette à court terme, respectivement de 24,7 %, 7,8 % et 20,9 % d'une année à l'autre à la suite des services effectués.

Il sied de relever que l'analyse des indicateurs de soutenabilité de la dette révèle une amélioration du ratio dette sur exportations en 2008 par rapport au seuil de 150,0 %. S'agissant du ratio dette sur recettes courantes, il demeure largement supérieur au seuil de 250,0 %.

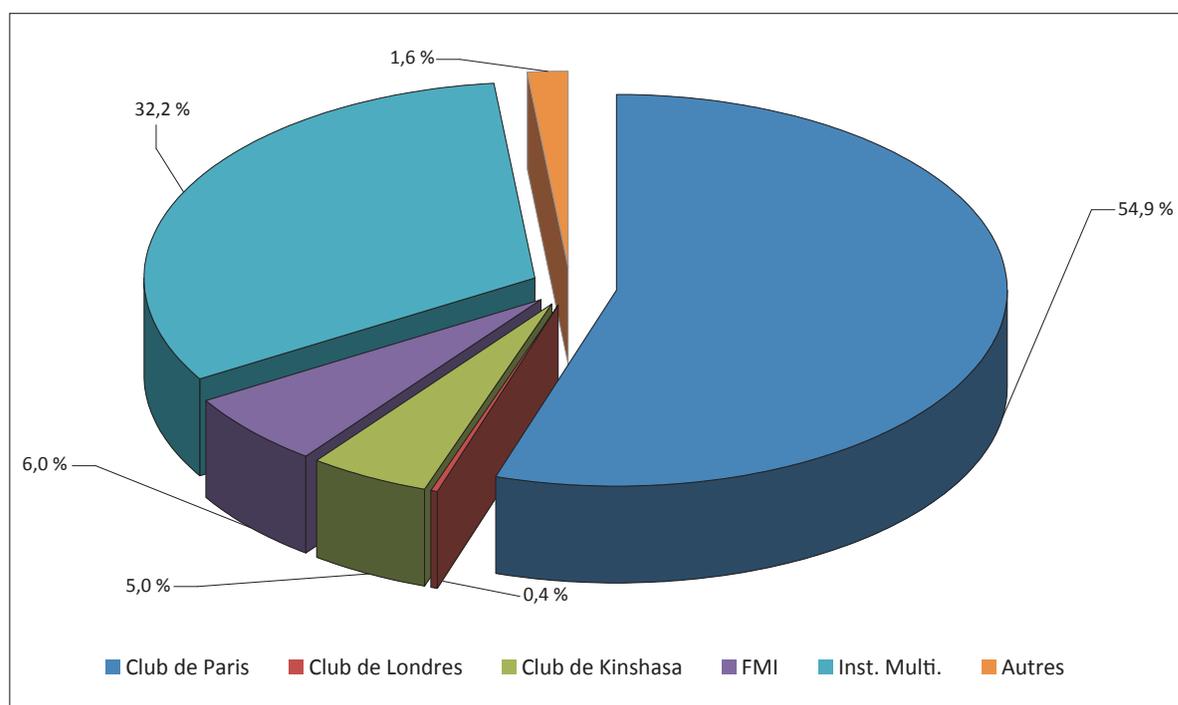
Tableau III.10 Stock de la dette au 30 décembre 2008
(en millions de USD)

	Encours	Intérêt	Stock
I. Dette à moyen et long termes	10 359,4	494,9	10 854,3
a) Dette négociée (1)	10 295,6	490,1	10 785,6
- Club de Paris	5 640,0	332,2	5 972,3
- Club de Kinshasa	396,9	143,5	540,3
- Club de Londres	28,6	12,8	41,4
- Institutions multilatérales	4 230,1	1,6	4 231,7
dont FMI	653,4	-	653,4
Banque mondiale	-	-	-
SFI	17,1	1,6	18,7
b) Dette due aux anciens propriétaires des biens zairianisés	140,3	4,9	145,2
II. Dette à court terme	24,5	0,0	24,5
- Dette issue des mécanismes des compensations entre banques centrales	24,0	-	24,0
- Autres engagements	0,6	-	0,6
TOTAL GENERAL (I + II)	10 383,9	494,9	10 878,8

Sources : Ogedep et Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit de la dette contractée à l'initiative de l'Etat congolais.

Graphique III.10 Répartition du Stock de la dette par catégorie de créanciers au 30 décembre 2008



III. SERVICE DE LA DETTE

En dépit d'un contexte difficile en 2008, à la suite notamment des effets de la crise financière internationale et de l'absence d'un programme formel avec le FMI, le service de la dette effectué s'est établi à 243,4 millions de USD contre une prévision de 435,9 millions, soit un taux d'exécution de 55,8 %. De ce montant, 151,0 millions de USD ont représenté des paiements en faveur du FMI et de la BEAC.

L'écart observé entre les services prévu et effectué est imputable essentiellement à l'absence de l'exécution des services dus au Club de Paris pour toute l'année et au Club de Kinshasa en décembre.

Rapporté au service de la dette effectué en 2007, il se dégage une augmentation de 49,3 % consécutive, d'une part et essentiellement, au remboursement d'un montant plus important au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) du FMI, et d'autre part mais dans une moindre mesure, à l'effet taux de change.

Le service de la dette extérieure par groupes de créanciers en 2008 se présente de la manière suivante :

Tableau III.11 : Service de la dette extérieure par groupes des créanciers en 2008
(en millions de USD)

CREANCIERS	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	192,2	188,0	-4,2	97,8
dont : - FMI	146,4	145,0	-1,4	99,0
- BEAC	-	6,1	-	-
Club de Londres (1)	2,0	0,2	-1,9	7,5
Club de Kinshasa	78,9	55,3	-23,6	70,1
Club de Paris	162,8	-	-162,8	-
Total	435,9	243,4	-192,5	55,8

Sources : Ogedep et Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit du paiement effectué en faveur de la Banque de service - California Union.

IV. ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE

En l'absence d'un programme formel avec le FMI, l'année 2008 a été caractérisée par l'accumulation des arriérés d'ordre de 192,5 millions de USD dont 162,8 millions envers le Club de Paris.

Pour l'ensemble de créanciers, les arriérés sur le service de la dette se sont établis à 1.373,3 millions de USD ventilés comme suit :

Tableau III.12 Arriérés sur le Service de la dette au 30 décembre 2008
(en millions de USD)

	Principal	Intérêt	Service dû	Service eff.	Arriérés
I. Dette à moyen et long termes	853,7	494,9	1 591,9	243,3	1 348,7
a) Dette négociée (1)	713,4	490,1	1 446,7	243,3	1 203,5
- Club de Paris	475,0	332,2	807,2	-	807,2
- Club de Kinshasa	202,0	143,5	400,8	55,3	345,5
- Club de Londres	28,6	12,8	41,4	-	41,4
- Institutions multilatérales (SFI)	7,8	1,6	197,3	188,0	9,4
b) Dette due aux anciens propriétaires des biens zairianisés	140,3	4,9	145,2	-	145,2
II. Dette à court terme	24,7	-	24,7	-	24,7
- Dette issue des mécanismes des compensations entre banques centrales	24,1	-	24,1	-	24,1
- Autres engagements	0,6	-	0,6	-	0,6
TOTAL GENERAL (I + II)	878,4	494,9	1 616,6	243,3	1 373,3

Sources : Ogedep et Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit de la dette contractée à l'initiative de l'Etat congolais.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

En 2008, les statistiques provisoires fournies par la Plate Forme de Gestion de l'Aide et des Investissements, PGAI en sigle, renseignent des versements effectifs au titre de donations de 1.509,4 millions de USD contre 1.412,7 millions une année auparavant, soit une augmentation de 6,8 %. Rapportés au PIB, ces versements ont représenté 12,7 % en 2008 contre 13,9 % une année plus tôt.

I. ASSISTANCE MULTILATERALE

Au cours de l'année sous analyse, la République Démocratique du Congo a bénéficié d'une assistance multilatérale de 843,7 millions de USD, soit 7,1 % du PIB contre 1.022,4 millions en 2007. En dépit de cette baisse, cette catégorie demeure prépondérante en représentant 55,9 % de l'ensemble de donations. Ces interventions ont concerné principalement la rubrique « Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

1. Nations Unies

Évaluées à 198,6 millions de USD en 2008, les interventions des agences des Nations Unies ont été réduites de 54,8 % par rapport à l'année précédente. Elles ont représenté 23,5 % de l'assistance multilatérale alors qu'elles se sont situées à 42,6 % en 2007.

Ces apports ont porté sur la rubrique « la Coopération technique, projets d'investissement et autres » pour 76,0 %, l'Assistance et Secours d'urgence 16,8 % et l'aide alimentaire 7,2 %.

2. Commission européenne

En 2008, la contribution de la Commission européenne au titre d'assistance à la République Démocratique du Congo a été de 234,5 millions de USD et a représenté 27,8 % de l'ensemble des donations et 5,6 % du PIB. Cet apport a chuté de 39,6 % en 2008 contre un accroissement de 148,7 % une année plus tôt.

La rubrique « Coopération technique, projets d'investissement et autres » et celle de « l'assistance et secours d'urgence » ont absorbé respectivement 53,0 % et 44,4 % de l'assistance de la Commission européenne.

3. Banque Mondiale

La Banque Mondiale a sensiblement augmenté ses donations en faveur de la République Démocratique du Congo en 2008. Ces apports ont presque doublé par rapport à 2007. Ils ont représenté 45,5 % de la totalité des donations multilatérales et 3,2 % du PIB en 2008 contre respectivement 19,4 % et 1,7 % une année plus tôt. A l'instar de l'année précédente, l'essentiel des décaissements, soit 383,6 millions de USD, a été destiné à la « Coopération technique, projets d'investissement et autres » pour 93,0 %.

4. Banque Africaine de Développement

Les interventions de la Banque Africaine de Développement en République Démocratique du Congo se sont élevées à 26,9 millions de USD au cours de l'année sous revue, dont 72,0 % a été orienté vers la « Coopération technique, projets d'investissement et autres » et 28 % vers les « Aides alimentaires ».

II. ASSISTANCE BILATERALE

Les donations des partenaires bilatéraux en 2008 se sont établies à 665,8 millions de USD, représentant 44,1 % de l'ensemble des donations accordées à la République Démocratique du Congo. Cette assistance, en progression de 70,6 % par rapport à 2007, provient de vingt-deux pays. Elle a été orientée pour 60,0 % vers la « Coopération Technique, projets d'investissement et autres ».

L'accroissement des donations a été impulsé en ordre d'importance par la Belgique, les Etats-Unis et le Japon qui ont plus que doublé leurs apports. Ces derniers représentent respectivement 24,3 %, 18,2 % et 9,9 % de l'ensemble des donations bilatérales contre 17,2 %, 5,9 % et 7,5 % l'année précédente. Seules les donations en provenance du Royaume-Uni, du Canada et du Pays-Bas ont baissé.

1. Belgique

Contrairement aux cinq dernières années, la Belgique a été, en ordre utile, le premier donateur bilatéral de la République Démocratique du Congo en 2008. Son soutien est passé de 67,3 millions de USD en 2007 à 162 millions une année après, soit une augmentation de 140,7 %. La rubrique « coopération technique, projets d'investissement et autres » a absorbé 90,0 % du total.

2. Etats-Unis

Les apports des Etats-Unis, qui avaient baissé en 2007 se situant à 23,1 millions de USD, ont plus que quintuplé atteignant 121,0 millions de USD en 2008. L'aide américaine a plus concerné « l'Assistance et Secours d'Urgence » pour 80,0 %.

3. Autres pays

La rubrique « autres pays » regroupe tous les pays à l'exception de la Belgique et des Etats-Unis. En 2008, les apports de ces pays se sont améliorés de 27,6 % par rapport à l'année précédente.

Evaluées à 382,8 millions de USD, leurs interventions ont été dirigées vers la « Coopération technique, projets d'investissement et autres » pour 50,0 % et vers « l'Assistance et Secours d'urgence » pour 48,0 %.

Tableau III. 13 Provenance des Donations Extérieures d'Origine Publique
(en millions de USD)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (p)	2008 (p)
A. Donations Multilatérales	157,9	275,8	439,6	535,7	1 399,4	864,6	1 022,4	843,7
- Nations Unies	102,0	118,1	186,7	232,8	495,9	591,6	435,4	198,6
- Commission Européenne	53,4	87,1	201,2	233,0	688,8	156,0	388,1	234,5
- Banque mondiale	1,9	24,5	49,5	42,3	185,1	109,0	198,5	383,6
- BAD	0,6	46,0	1,9	27,2	29,0	8,0	-	26,9
- ACBF (1)	-	0,1	0,5	0,4	0,5	-	0,4	0,1
B. Donations Bilatérales	195,1	353,6	354,0	449,2	639,3	296,7	390,3	665,9
- Belgique	23,8	35,5	39,7	39,8	71,1	59,9	67,3	162,0
- France	4,2	4,1	3,1	17,4	21,7	-	8,3	25,9
- Allemagne	6,3	8,4	10,7	6,3	12,2	-	11,5	26,6
- Italie	6,7	9,6	0,9	2,3	3,4	4,5	7,8	21,1
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-	0,3
- Canada	14,3	60,3	49,5	33,3	36,9	34,0	41,9	24,7
- Japon	7,9	16,5	4,1	0,4	30,6	25,7	29,3	65,6
- Pays-Bas	6,9	38,6	41,2	97,7	96,8	-	65,8	55,9
- Espagne	2,3	2,5	2,5	2,0	5,2	8,3	16,8	22,9
- Suède	11,6	19,7	12,7	14,0	11,5	-	1,8	49,8
- Suisse	4,3	5,2	4,4	3,0	5,1	-	-	2,1
- Royaume-Uni	4,0	43,5	47,7	7,1	159,3	99,3	116,5	48,5
- USA	92,9	93,4	116,9	209,3	167,4	65,0	23,1	121,0
- Chine	-	3,8	3,1	6,6	5,0	-	-	16,6
- Inde	-	-	-	-	-	-	0,2	13,7
- Afrique du Sud	10,0	12,5	17,5	10,0	13,0	-	-	4,2
- Autres	-	-	-	-	-	-	-	5,0
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	353,1	629,4	793,6	984,9	2 038,8	1 161,3	1 412,7	1 509,6

Sources : Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE) à partir de 2001.

A partir de 2007, Statistiques provisoires tirées de la PGAI du Secrétariat d'Appui et du Suivi des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

(1) African Capacity Building Foundation.

Tableau III.14 Type des donations d'origine multilatérale
(en millions de USD)

ORGANISME	Coopération technique, projets d'investissement et autres					Aide alimentaire					Assistance et Secours d'urgence				
	2004	2005	2006	2007 (p)	2008(p)	2004	2005	2006	2007 (p)	2008(p)	2004	2005	2006	2007 (p)	2008(p)
Total	311,9	964,9	459,9	647,8	641,5	70,3	64,7	231,0	188,2	60,4	153,2	369,4	173,6	186,4	141,8
Nations Unies	44,1	211,9	217,7	156,9	142,9	70,2	64,7	231,0	165,5	19,2	118,5	219,3	142,9	113,4	36,6
Commission Européenne	213,4	569,5	134,8	356,6	124,1	0,1	-	-	20,1	6,2	19,6	119,4	21,2	11,4	104,2
Banque Mondiale	38,2	166,8	99,4	134,3	355,0	-	-	-	2,6	27,6	4,1	18,4	9,5	61,6	1,0
BAD	16,2	16,7	8,0	-	19,5	-	-	-	-	7,4	11,0	12,3	-	-	-

Source : A partir de 2007, Statistiques provisoires tirées de la PGAI du Secrétariat d'Appui et du Suivi des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

Tableau III.15 Type des donations d'origine bilatérale
(en millions de USD)

ORGANISME	Coopération technique, projets d'investissement et autres					Aide alimentaire					Assistance et Secours d'urgence				
	2004	2005	2006	2007 (p)	2008(p)	2004	2005	2006	2007 (p)	2008(p)	2004	2005	2006	2007 (p)	2008(p)
Total	311,9	964,9	459,9	647,8	641,5	70,3	64,7	231,0	188,2	60,4	153,2	369,4	173,6	186,4	141,8
Nations Unies	44,1	211,9	217,7	156,9	142,9	70,2	64,7	231,0	165,5	19,2	118,5	219,3	142,9	113,4	36,6
Commission Européenne	213,4	569,5	134,8	356,6	124,1	0,1	-	-	20,1	6,2	19,6	119,4	21,2	11,4	104,2
Banque Mondiale	38,2	166,8	99,4	134,3	355,0	-	-	-	2,6	27,6	4,1	18,4	9,5	61,6	1,0
BAD	16,2	16,7	8,0	-	19,5	-	-	-	-	7,4	11,0	12,3	-	-	-

Source : A partir de 2007, Statistiques provisoires tirées de la PGAI du Secrétariat d'Appui et du Suivi des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

CHAPITRE VI

COOPERATION INTERNATIONALE ET SOUS - REGIONALE

I. COMESA

En 2008, le COMESA a préparé le lancement de son Union douanière, la feuille de route révisée en 2005 l'ayant projeté pour le mois de décembre. Cette prochaine étape du processus d'intégration devait se faire lors du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de Victoria Falls (Zimbabwe). Mais, compte tenu des problèmes logistiques qu'a connus le pays hôte, le Sommet a reporté ce lancement au milieu de l'année 2009.

Au cours de l'année sous examen, les dix-neufs Etats ci-après étaient toujours membres du COMESA, à savoir : le Burundi, le Djibouti, l'Egypte, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, la Libye, le Madagascar, le Malawi, l'Île Maurice, l'Ouganda, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, l'Union des Comores, la Zambie et le Zimbabwe.

1. Activités du COMESA en 2008

Durant cette année, le succès du fonctionnement du COMESA s'explique entre autre par les différentes réunions organisées dans le cadre de ses activités dont voici quelques-unes.

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, organe directeur suprême, s'est réunie en sommet extraordinaire à Sharm-el-sheikh, en République Arabe d'Egypte. A l'issue de cette rencontre, le zimbabwéen, Sindiso Ngwenya, est devenu Secrétaire général et l'ougandais, Stephen Karangizi, Secrétaire général adjoint en charge des programmes.

Le Conseil des ministres a tenu deux réunions, l'une ordinaire et l'autre extraordinaire. Il a examiné l'état du lancement de l'Union douanière, les négociations avec l'OMC et des Accords de Partenariat Economique (APE), la progression dans les opérations du Fonds COMESA, la coordination et l'harmonisation des programmes du mécanisme tripartite entre le COMESA, l'Eastern African Community (EAC) et la SADC.

La structure de la prise de décision du COMESA prévoit également que les ministères en charge de certains secteurs spécifiques et certains fonctionnaires de haut niveau se réunissent et orientent les programmes de leurs secteurs. C'est dans ce cadre que les ministres ci-dessous se sont retrouvés.

Ceux en charge de l'agriculture se sont réunis deux fois. La première en aparté pour examiner l'harmonisation de la réglementation en matière de commerce des semences, la mise en œuvre de l'atténuation du changement climatique et l'adaptation des initiatives telles que la gestion forestière et du reboisement ainsi que la gestion durable de l'eau et des terres, dans le souci de trouver des solutions durables. La seconde, conjointement avec ceux en charge de l'environnement pour lancer l'initiative du COMESA sur les changements climatiques.

Les ministres en charge des questions d'immigration se sont retrouvés à Lusaka. Après avoir rappelé l'existence du protocole, adopté depuis 2001, portant sur la libre circulation des personnes, de la main-d'œuvre et des services, ils ont invité les pays membres à se joindre aux quatre pays signataires (Kenya, Rwanda, Burundi et Zimbabwe).

Les ministres de la justice se sont réunis. Ils ont entre autres reçu le rapport de la cour de justice du COMESA, nommé les nouveaux juges et renouvelé les mandats de certains anciens. En outre, ils ont examiné les projets :

- du Protocole sur le commerce des services, en conséquence ont décidé de la mise en place d'une équipe de rédaction devant assurer la qualité du texte ;
- du Code des douanes et ils se sont convenus de sa soumission aux Etats membres pour examen ;
- de la Réglementation sur la compilation et la diffusion des statistiques de l'investissement direct étranger.

Le Comité des Gouverneurs des Banques Centrales (CGBC) s'est également réuni au cours de la même période sous examen. Il a procédé à l'examen du rapport sur les progrès réalisés par les Etats membres en 2007 en vue de la convergence macroéconomique.

En dehors de ces rencontres des comités ministériels et des fonctionnaires de haut niveau, le COMESA a mis en place différents comités qui contribuent au programme d'intégration régionale dont l'un des plus importants et réguliers est le Comité Intergouvernemental (CI).

Ce Comité est chargé notamment d'analyser et d'assurer le suivi des programmes et des plans d'actions dans tous les secteurs de l'intégration régionale, hormis les questions des secteurs monétaire et financier. Il se charge également d'assurer le bon fonctionnement et le développement du COMESA. Les recommandations de ce Comité constituent la base principale qui sous-tend les travaux du Conseil des ministres.

En 2008, il s'est réuni une fois et a examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes, les questions financières du COMESA ainsi que le recrutement du personnel de la catégorie administrateur. Il a également formulé des recommandations à l'intention de la 25^{ème} réunion du Conseil des ministres.

Le Secrétariat, la branche technique du COMESA, a continué à fournir une large gamme de services tels que la coordination des études techniques et le suivi de la mise en œuvre du programme d'intégration du COMESA.

Lors du 25^{ème} sommet des Organes Directeurs du COMESA, la République Démocratique Congo a été invitée à participer activement et régulièrement à toutes les réunions sectorielles de haut niveau en vue de maîtriser le processus de l'intégration régionale, la défense de la position du pays de façon à profiter des expériences des autres Etats membres et mieux asseoir, au plan interne, les réformes requises.

2. Etat de la Zone de Libre Echange

En 2008, la Zone de Libre Echange (ZLE), lancée depuis 2000, établissant les droits de douane nuls entre pays membres, a poursuivi l'amélioration de l'environnement du commerce et de l'investissement du COMESA. Le nombre des pays y participants est resté à treize.

La République Démocratique du Congo a réaffirmé son engagement à participer à la ZLE, et informé qu'elle mène une étude sur l'impact de son adhésion à la zone dont les conclusions seront communiquées au Secrétariat du COMESA.

3. Progrès réalisés vers l'Union douanière

En 2008, des progrès considérables ont été réalisés en termes des préparatifs du lancement de l'Union douanière, à savoir :

- la finalisation de la Nomenclature Tarifaire Commune (NTC), elle s'est basée sur la dernière version du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH 2007) et est à huit chiffres.
- la mise au point du Tarif Extérieur Commun (TEC). Ce tarif a quatre bandes : 0,0 % pour les biens d'équipements, 0,0 % pour les matières premières, 10,0 % pour les produits intermédiaires ou les produits semi transformés et 25,0 % pour les produits finis.

II. La SADC

L'événement marquant pour la région en 2008, a été le lancement officiel de la Zone de Libre Echange (ZLE), lors du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement tenu le 17 août 2008 à Sandton en République sud africaine (RSA). L'objectif étant que 85,0 % de l'ensemble des lignes de produits des pays membres soient commercialisés à un tarif nul. Les 15,0 % restants, constitués des produits sensibles, leur tarifs seront éliminés progressivement d'ici 2012.

Le lancement de cette ZLE constitue une étape initiale du processus de libéralisation des échanges et crée un marché régional plus large pour les entreprises de la Région. Ce vaste marché de 170,0 millions d'habitants et d'une valeur marchande de 360,0 milliards de USD devrait s'accroître avec l'intégration de l'Angola et de la République Démocratique du Congo ajoutant ainsi 71,0 milliards de USD et 77,0 millions d'habitants au marché de la SADC.

Parallèlement au lancement de la ZLE, la communauté se prépare à l'instauration d'une Union douanière en 2010. Par ailleurs, au plan multilatéral, la SADC est également impliquée dans la négociation d'un Accord de Partenariat Economique avec l'Union européenne dans le cadre de l'Accord de Cotonou.

Au cours de l'année sous examen, la SADC a organisé la Conférence consultative et la Conférence Internationale sur la pauvreté et le développement. Par ailleurs, cette Communauté Economique Régionale a pris part au 1^{er} Sommet tripartite SADC-COMESA et EAC, tenu à Kampala (Ouganda) en octobre 2008.

1. Etat de participation à la Zone de libre-échange

Depuis 2000, le bloc régional de 14 membres a mis en place le Protocole Commercial de la SADC, qui fournit la structure détaillée pour une intégration économique approfondie. Cependant, certains Etats membres, dont la République Démocratique du Congo, le Malawi et l'Angola, n'ont pas encore adhéré audit Protocole, et ont demandé un délai supplémentaire de réflexion. Quant au Malawi, qui applique déjà des réductions tarifaires de l'ordre de 70,0 % au commerce intra-régional, il a annoncé la poursuite du programme de réductions tarifaires au courant de l'année 2008 pour rejoindre la ZLE.

En ce qui concerne la République Démocratique du Congo, il sied de noter qu'elle reste le seul Etat membre à n'avoir ni signé le Protocole sur le commerce ni transmis à ce jour son plan de réductions tarifaires conformément au programme convenu depuis plusieurs années entre les pays de la SADC.

En dépit du retard pris dans ce domaine, la République Démocratique du Congo réaffirme son engagement envers les objectifs de la Communauté et indique qu'elle adhérerait à la ZLE aussitôt que les conditions techniques seraient remplies.

2. Conférence Consultative et Conférence Internationale sur la pauvreté et le développement

Il s'est tenu en Île Maurice, du 18 au 20 avril 2008, la Conférence Consultative et la Conférence Internationale sur la pauvreté et le développement sous le thème : « **Intégration économique régionale** : une stratégie pour l'éradication de la pauvreté en vue du développement durable ».

2.1. De la Conférence Consultative 2008

La Conférence consultative de la SADC a eu lieu les 18 et 19 avril 2008 en Ile Maurice. L'objectif de la Conférence a été de fournir une tribune pour les Etats membres de la SADC, les Partenaires Internationaux de Coopération (PIC), la société civile, le secteur privé et la communauté internationale en vue d'engager un dialogue politique. Ce dialogue devrait permettre de forger un consensus et évaluer des progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme d'intégration économique régionale tout en mettant un accent sur l'éradication de la pauvreté et le développement.

En outre, au cours de cette même rencontre, les échanges ont porté sur l'élaboration des stratégies, des engagements et la détermination de voies et moyens pour la mobilisation des ressources requises en vue de l'accélération de l'intégration économique de la SADC et la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) pour l'éradication de la pauvreté.

Dans ce contexte, il a été adopté un Cadre Régional pour la Réduction de la Pauvreté (CRRP), mettant l'accent sur les programmes innovateurs. Ce cadre s'articule autour du Plan Stratégique Indicatif Régional de Développement (RISDP).

La Conférence a aussi procédé au lancement d'un « Observatoire de la pauvreté » de la SADC, qui est un Forum d'évaluation des performances réalisées dans la région pour la lutte contre la pauvreté. Ce qui a mis le programme d'éradication de la pauvreté en avant plan du programme d'action de la SADC.

2.2. De la Conférence internationale sur la pauvreté et le développement

La Conférence internationale sur la pauvreté et le développement, tenue en Île Maurice le 20 avril 2008, a adopté et signé une Déclaration sur l'éradication de la pauvreté et le développement durable. Cette Déclaration fixe des axes d'actions prioritaires, lesquels requièrent une attention urgente au niveau régional.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont résolu notamment de garantir la sécurité alimentaire en améliorant de manière durable les capacités de production et la productivité ainsi qu'en facilitant les flux alimentaires transfrontaliers et internes par le biais de l'amélioration des infrastructures et des réseaux de distribution. Pour ce faire, un groupe de travail composé des ministres du commerce, de l'agriculture et des finances a été constitué.

La Déclaration a fixé également les actions suivantes à entreprendre : (i) monter le cadre requis pour la mise en route rapide du Fonds de développement de la SADC ; et (ii) encourager les partenariats avec la société civile, le secteur privé et les dirigeants communautaires aux fins de l'exécution des programmes d'éradication de la pauvreté.

Par ailleurs, les débats parallèles des panels autour des questions thématiques ont porté sur l'intégration économique régionale, le rôle que peut jouer l'éducation pour

générer les compétences et les technologies requises pour le développement ainsi que la dynamique sociale et environnementale de la pauvreté. Chacune de ces sessions des panels a formulé des recommandations majeures à mettre en œuvre par la SADC, lesquelles ont été inscrites dans la Déclaration sur l'éradication de la pauvreté et le développement durable.

La Conférence a noté que la situation de la pauvreté au sein de la SADC, est préoccupante. Cependant, elle a relevé que la Région serait en mesure de réaliser les OMD pour vu que les pays donateurs honorent les engagements pris en faveur des pays sous-développés.

III. SOMMET TRIPARTITE SADC - COMESA et EAC

Le Sommet Tripartite regroupant la SADC, le COMESA et l'EAC s'est tenu à Kampala (Ouganda) du 18 au 22 octobre 2008. Il a examiné, entre autres, la question relative à l'établissement d'une Zone de Libre Echange regroupant les Etats membres partenaires de ces trois Communautés Economiques Régionales (CER). Cette ZLE constitue une étape préliminaire à leur fusion en vue de la réalisation de la Communauté Economique Africaine (CEA).

L'objectif principal du Sommet a été de fournir une direction stratégique et politique en vue de l'élaboration d'une feuille de route pour la création d'une ZLE et d'un programme conjoint pour la libre circulation des personnes et le développement des infrastructures.

Ainsi, les trois CER ont reconnu la nécessité d'initier un processus de coordination et d'harmonisation de leurs programmes d'intégration régionale, lequel servira à réduire les problèmes posés par les adhésions multiples. C'est dans ce cadre que les trois CER ont convenu d'organiser un Sommet conjoint dans le but de se doter d'une plate-forme afin de pouvoir entamer des discussions et prendre des décisions sur les domaines qui promeuvent leur intégration.

1. Accord de partenariat économique (APE) entre la SADC et l'Union européenne

Les négociations engagées en vue de la conclusion d'un accord de partenariat économique (APE) à part entière se sont poursuivies au cours de l'année 2008 après qu'un APE intérimaire (APE I) ait été paraphé avant l'échéance du 31 décembre 2007 par cinq¹ des huit pays formant le groupe SADC-APE.

Conformément à l'article 67 de l'APE I, hormis la Namibie, les quatre pays signataires parmi le cinq ayant paraphé l'APE I, ont convenu de négocier des engagements en matière d'investissement et de services dans le cadre d'un APE intégral.

(1) Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie et Swaziland.

L'Afrique du Sud, l'Angola et la Namibie ont tous été acceptés comme observateurs aux négociations conduites par les quatre pays signataires.

Parallèlement à la finalisation de l'APE intégral, un processus est en cours afin de régler les questions non résolues dont le dénouement permettra d'élargir le champ de l'accord actuel afin de couvrir les services et les investissements. Ainsi, la finalisation de ces négociations débouchera sur la conclusion d'un APE intégral entre les Etats membres APE de la SADC et la Commission européenne et ses Etats membres.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.16 Cours des principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés		Cotation	Moyennes annuelles				
			2004	2005	2006	2007 (p)	2008 (p)
Cuivre	New York	USD/tm	2 834,4	3 808,0	6 187,6	7 311,3	7 172,2
	Londres : 3 mois	USD/tm	2 867,3	3 724,5	6 338,5	7 249,7	6 801,3
	Bruxelles (1)	BEF/tm	2 411,9	3 139,8	5 496,3	5 346,5	4 877,1
Etain	Londres : 3 mois	USD/tm	8 486,0	7 155,5	8 358,9	14 085,2	18 085,2
Zinc	Londres : 3 mois	USD/tm	1 047,5	1 410,8	3 163,2	3 321,5	1 892,4
Diamant	Kinshasa (CEEC)	USD/carat	22,3	23,1	24,9	22,6	26,5
Cobalt	Bruxelles	USD/lb	24,5	15,9	17,2	29,4	32,1
Or	Londres : 3 mois	USD/o.t	405,6	445,2	597,3	693,6	870,1
Pétrole	Arabie Saoudite	USD/baril	35,8	50,7	61,6	71,7	100,5
Argent	New York	Cts/o.t	654,1	716,5	1 029,4	1 058,2	1 086,9

Sources : Bourse Les Echos et Centre d'Evaluation, d'Expertise et de certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses.

(1) La cotation est celle de l'Union Minière et non de la Gécamines commerciales.

Tableau III.17 Cours des principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés	Cotation	Moyennes annuelles											
		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (e)	2008 (p)			
Café													
Robusta.....(1)	Londres	104,5	61,9	55,9	735,8	705,0	995,1	1 315,8	1 731,0	2 166,6			
Arabica.....	New York	62,4	26,8	20,3	54,5	75,5	107,7	109,6	117,6	134,2			
Cacao.....(1)	New York, CIF (Marché à terme)	41,9	44,5	85,4	1 415,5	1 526,8	1 474,7	1 496,2	1 887,2	2 548,3			
Huile (1)													
de palme vrac 5 % d'acidité.....	Anvers C.I.F	13,7	11,2	22,8	434,5	463,4	424,8	481,3	778,3	962,1			
de palmistes vrac 6 % d'acidité max 8%...	Anvers C.I.F	24,6	13,3	27,0	457,7	625,2	623,0	571,3	877,3	1 135,0			
Coton.....	New York	...	...	...	59,3	55,8	50,3	52,6	57,9	64,4
Caoutchouc.....	Londres C.I.F.	45,9	50,4	68,0	103,4	111,6	129,0	147,7	170,8	194,9			
Bois Sapelli													
Grumes, qualité LM	Congo F.O.B.	992,6	1 348,8	1 170,7	1 259,8	1 215,2	1 237,5	1 226,4	...	...	
Bois dur grume (2)	Cameroun F.O.B.	...	...	...	...	...	...	...	...	292,2
Bois dur Scié (2)	Cameroun F.O.B.	...	...	...	...	...	...	...	...	958,3

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens

(1) A partir de 2003, USD par tonne

(2) AFRISTAT.

Tableau III.18 Evolution des indices des cours des matières premières
(Indice 1990 = 100)

Période	Données exprimées en XDR		
	Indices des principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global (1)
1997.....	107,7	160,3	111,3
1998.....	92,5	149,1	96,4
1999.....	81,4	120,7	84,1
2000.....	94,1	86,4	93,6
2001.....	95,0	63,2	92,8
2002.....	84,6	56,3	82,7
2003.....	99,4	67,9	105,0
2004.....	129,7	71,6	109,1
2005.....	145,5	94,8	111,5
2006.....	212,6	112,0	120,7
2007.....	227,2	136,9	123,0
2008 (p).....	239,3	164,1	124,9

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.19 Répartition des exportations par principaux pays de destination
(en millions de XDR) (1)

PAYS	(Valeur C.I.F.)									
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (r)	2008 (p)	
1. Union Européenne	648,7	732,9	923,4	1 448,2	559,6	822,3	839,1	906,3	867,8	
U.E.B.L.....	567,7	682,6	860,0	1 348,8	356,4	522,9	466,4	456,6	403,9	
France.....	14,3	17,2	21,7	34,0	8,8	109,3	30,2	132,2	39,8	
Italie.....	21,2	-	-	-	9,4	17,9	23,2	22,8	14,3	
République Fédérale d'Allemagne.....	4,8	15,7	19,8	31,0	5,1	17,7	15,4	13,8	9,4	
Pays-Bas.....	27,4	3,4	4,3	6,7	1,3	7,7	23,3	29,5	38,8	
Royaume-Uni.....	3,0	-	-	-	5,3	10,1	1,3	1,6	3,5	
Irlande, Danemark et Grèce.....	0,4	-	-	-	0,2	0,3	114,2	1,1	4,1	
Portugal.....	8,0	14,0	17,6	27,7	13,9	23,8	25,3	23,7	30,0	
Espagne.....	1,9	-	-	-	1,8	3,9	3,9	4,9	4,9	
Autres pays de l'U.E.	-	-	-	-	157,2	108,7	135,8	220,2	319,2	
2. Amérique du Nord	180,8	204,2	257,3	403,5	81,6	244,8	78,7	189,9	234,1	
3. Japon	42,1	47,5	59,8	93,9	5,7	3,0	2,3	2,8	2,3	
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	42,3	47,8	60,2	94,5	98,2	3,1	18,5	1,9	5,8	
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	913,9	1 032,4	1 300,7	2 040,1	745,1	1 073,1	938,5	1 100,9	1 110,0	
5. Destinations diverses	189,2	213,8	269,4	422,5	509,6	295,4	648,2	1 499,1	1 419,5	
Total	1 103,1	1 246,2	1 570,1	2 462,6	1 254,7	1 368,5	1 586,7	2 600,0	2 529,4	

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne

(1) A partir de 2005, chiffres exprimés en millions de USD.

Tableau III.20 Répartition des importations par principaux pays fournisseurs
(en millions de XDR) (1)

PAYS	(Valeur F.O.B.)									
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 (i)	2008 (p)	
1. Union Européenne	207,6	204,4	273,8	498,6	364,5	958,4	792,3	951,9	889,1	
U.E.B.L.....	93,6	93,5	125,2	228,1	130,3	554,2	247,5	314,0	322,5	
France.....	24,2	25,6	34,3	62,5	90,4	142,6	192,4	207,1	143,8	
Italie.....	15,3	6,4	8,6	15,6	18,1	36,3	54,2	80,7	63,5	
République Fédérale d'Allemagne (2).....	29,3	45,7	61,2	111,5	48,8	72,6	79,6	102,2	106,3	
Pays-Bas.....	23,2	25,3	33,9	61,7	26,1	65,0	75,3	92,9	99,5	
Royaume-Uni.....	11,5	7,2	9,6	17,6	9,0	22,9	34,1	25,5	22,9	
Irlande, Danemark et Grèce.....	6,6	-	-	-	16,8	24,2	36,5	36,6	35,3	
Portugal.....	0,5	0,7	0,9	1,7	3,1	5,2	10,4	10,5	7,3	
Espagne.....	3,4	-	-	-	7,9	11,3	21,2	22,4	22,8	
Autres pays de l'U.E.	-	-	-	-	14,0	24,1	41,1	59,9	65,3	
2. Amérique du Nord	37,9	50,1	67,1	122,2	55,1	84,6	97,3	142,3	118,7	
3. Japon	12,2	16,1	21,6	39,4	7,5	18,6	26,0	22,3	24,3	
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	10,5	13,8	18,5	33,8	407,4	38,3	52,5	47,8	29,0	
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	268,3	284,5	381,1	694,0	834,4	1 099,8	968,0	1 164,3	1 061,0	
5. Provenances diverses	263,8	348,7	467,1	850,7	512,9	469,9	1 294,3	1 998,2	1 666,1	
Total	532,1	633,2	848,2	1 544,7	1 347,3	1 569,7	2 262,3	3 162,5	2 727,1	

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- En 2001, les estimations sont faites sur base des données fournies par l'Union européenne.

(1) A partir de 2005, chiffres exprimés en millions de USD

(2) A partir de 2004, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

Tableau III.21 Balance commerciale (1)

Périodes	Millions de CDF courants (2)(3)			Millions de XDR (4)		
	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde
1990	0,0	1 271 878,6	136 529,4	1 424,3	1 286,3	138,0
1991	0,0	14 368 826,7	13 439 724,3	1 293,0	668,1	624,9
1992	0,0	416 922 994,8	554 677 718,4	1 062,2	455,8	606,4
1993	0,0	5 887 676 486,4	1 844 417 071,2	770,1	586,4	183,7
1994	16,0	11,6	4,4	927,2	673,0	254,2
1995	118,8	85,0	33,8	1 117,6	799,6	318,0
1996	805,4	615,8	189,6	1 107,1	846,4	260,7
1997	1 823,3	1 280,4	542,9	1 006,4	706,7	299,7
1998	2 360,8	1 719,0	641,8	1 077,0	784,2	292,8
1999	5 958,3	2 277,3	3 681,0	1 085,3	414,8	670,5
2000	31 482,5	15 186,1	16 296,4	1 103,1	532,1	571,0
2001	322 952,7	164 093,8	158 858,9	1 246,2	633,2	613,0
2002	705 493,0	381 121,7	324 371,3	1 570,1	848,2	721,9
2003	1 357 921,0	851 809,4	506 111,6	2 462,5	1 544,7	917,8
2004	499 742,0	536 629,6	-36 887,6	1 254,7	1 347,3	-92,6
2005	648 367,9	743 692,5	-95 324,6	1 368,5	1 569,7	-201,2
2006	742 654,9	1 058 869,5	-316 214,6	1 586,7	2 262,3	-675,6
2007 (r)	1 343 368,5	1 524 206,6	-180 838,1	2 600,0	2 950,0	-350,0
2008 (p)	1 419 296,9	1 530 230,4	-110 933,5	2 529,4	2 727,1	-197,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr Tableaux III.16 et III.17.

(2) A partir de 1994, en millions de ZRN courants.

(3) A partir de 1999, en millions de CDF courants.

(4) A partir de 2005, en millions de USD.

Tableau III.22 Evolution des termes de l'échange
(Base : 2000 = 100)

Périodes	Données exprimées en XDR			Données exprimées en CDF (1)		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
1997.....	91,2	132,8	68,7	5,8	8,4	69,0
1998.....	97,6	147,4	66,2	7,5	11,3	66,4
1999.....	98,4	78,0	126,2	18,9	15,0	126,0
2000.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001.....	113,0	119,0	95,0	1 020,9	1 075,4	94,9
2002.....	142,3	159,4	89,3	2 240,1	2 508,8	89,3
2003.....	223,2	290,3	76,9	4 412,7	5 738,4	76,9
2004.....	113,7	253,2	44,9	2 339,6	5 208,2	44,9
2005.....	124,1	295,0	42,1	2 058,7	4 895,5	42,1
2006.....	143,8	425,2	33,8	2 358,1	6 970,2	33,8
2007 (r).....	235,7	554,4	42,5	4 265,5	10 033,3	42,5
2008 (p).....	229,3	512,5	44,7	4 506,6	10 073,0	44,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 1999, en CDF.

Tableau III.23 Exportations de principaux produits végétaux et animaux

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 [®]	2008
Bois (en m ³)	24 926	32 441	44 871	89 726	139 482	155 670	182 282	251 898	187 360
Grumes	16 478	14 437	16 854	60 626	99 861	117 844	150 505	213 308	140 710
Sciés	8 215	18 004	28 010	20 369	34 616	30 062	25 253	35 959	46 650
Placages et divers	233	-	7	8 731	5 005	7 764	6 524	2 631	-
Autres Produits (t.m)	51 535	51 505	46 712	50 491	53 779	61 219	25 526	32 420	32 130
Thé	-	-	-	-	-	-	-	291	291
Café-robusta	14 421	5 587	6 078	3 536	4 406	4 309	3 666	8 070	10 358
Café-arabica	2 459	2 396	2 706	2 408	2 373	3 883	4 489	4 563	4 278
Caoutchouc	2 029	2 099	1 351	3 240	2 838	5 578	3 269	6 678	5 193
Huile de palme	4 490	4 472	4 663	13 119	12 797	17 531	13 024	-	-
Huile de palmiste	159	719	313	696	603	111	128	-	-
Tourteaux de palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Glycérine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cacao	2 827	2 397	2 617	1 216	1 316	1 289	950	885	76
Rauwolfia	11	6	-	-	-	-	-	-	-
Pellets	21 099	30 361	25 730	23 415	26 888	26 309	-	-	-
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers	4 040	3 468	3 254	2 861	2 558	2 209	-	11 933	11 933

Sources : Ogefrem, Direction des Frêts Maritimes et Office Congolais de Contrôle.

Tableau III.24 Dette extérieure
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Encours global	12 742,9	13 573,3	10 311,9	10 722,8	11 186,3	9 999,6	10 522,1	10 973,2	10 878,8
* F.M.I.	500,8	509,3	528,5	700,7	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4
* Club de Paris	8 771,2	9 499,0	5 998,5	6 007,5	6 418,8	5 106,0	5 349,0	5 856,4	5 972,3
* Club de Kinshasa	419,3	461,4	449,1	524,0	438,6	471,6	612,7	586,3	540,3
* Club de Londres	37,2	37,2	57,9	58,8	58,1	28,6	28,6	41,4	41,4
* Institutions multilatérales	2 271,4	2 293,1	2 917,7	3 048,1	3 125,2	3 297,4	3 383,3	3 446,2	3 501,7
dont BAD	697,2	853,9	-	-	1 041,9	969,9	970,4	978,5	1 070,5
* Autres	743,0	773,3	360,2	383,7	330,2	303,6	317,3	175,8	169,7
Service de la dette									
- Service dû	9 610,5	1 970,7	1 075,9	1 141,1	954,6	720,0	931,3	675,3	1 751,9
* F.M.I.	500,8	642,9	-	-	-	-	3,5	70,3	146,4
* Club de Paris	7 167,8	145,0	114,3	223,2	188,0	67,5	142,3	206,3	807,2
* Club de Kinshasa	344,0	492,3	387,6	427,4	284,2	349,9	402,5	201,3	400,8
* Club de Londres	37,2	73,5	65,9	59,3	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4
* Institutions multilatérales	879,7	172,4	158,0	59,0	94,3	37,9	24,7	28,1	186,4
dont BAD	599,6	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres	681,1	444,6	350,1	372,3	330,2	303,6	329,8	156,5	169,7
- Service effectué	0,0	645,4	32,2	124,4	89,5	143,5	142,6	163,0	378,7
* F.M.I.	-	642,9	-	-	-	-	3,5	70,3	135,4
* Club de Paris	-	-	-	91,8	44,3	67,5	66,0	-	-
* Club de Kinshasa	-	-	-	3,5	23,4	41,1	45,3	54,9	55,3
* Club de Londres	-	-	8,0	0,5	0,1	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	-	2,5	24,2	28,7	21,8	35,0	15,3	26,5	188,0
dont BAD	-	-	-	-	-	-	4,5	7,9	-
* Autres	-	-	-	-	-	-	12,5	11,4	-
- Arriérés	9 610,5	1 325,3	1 043,7	1 016,7	865,2	576,5	788,8	512,2	1 373,2
* F.M.I.	500,8	-	-	-	-	-	-	-	10,9
* Club de Paris	7 167,8	145,0	114,3	131,4	143,7	- 67,45	76,3	206,3	807,2
* Club de Kinshasa	344,0	492,3	387,6	423,9	260,8	308,8	357,2	146,4	345,5
* Club de Londres	37,2	73,5	57,9	58,8	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4
* Institutions multilatérales	879,7	169,9	133,8	30,3	72,6	2,9	9,4	1,6	-1,6
dont BAD	599,6	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres	681,1	444,6	350,1	372,3	330,2	303,6	317,3	145,2	169,7

Sources : OGEDEP et Banque Centrale du Congo.

Tableau III.24 Bis Dette extérieure
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Stock	12 742,9	13 573,3	10 311,9	10 722,8	11 186,3	9 999,6	10 522,1	10 973,2	10 878,8
* F.M.I.	500,8	509,3	528,5	700,7	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4
* Club de Paris	8 771,2	9 499,0	5 998,5	6 007,5	6 418,8	5 106,0	5 349,0	5 856,4	5 972,3
* Club de Kinshasa	419,3	461,4	449,1	524,0	438,6	471,6	612,7	586,3	540,3
* Club de Londres	37,2	37,2	57,9	58,8	58,1	28,6	28,6	41,4	41,4
* Institutions multilatérales	2 271,4	2 293,1	2 917,7	3 048,1	3 125,2	3 297,4	3 383,3	3 446,2	3 501,7
dont BAD	697,2	853,9	-	-	1 041,9	969,9	970,4	978,5	1 070,5
* Autres	743,0	773,3	360,2	383,7	330,2	303,6	317,3	175,8	169,7
Encours	8 174,0	12 676,6	9 981,6	10 403,5	10 943,3	9 884,6	9 761,9	10 606,2	10 383,9
* F.M.I.	387,0	671,2	528,5	700,7	815,4	792,4	831,3	867,2	653,4
* Club de Paris	5 043,6	7 542,1	5 938,7	5 945,7	6 354,9	5 106,0	5 272,7	5 650,1	5 640,0
* Club de Kinshasa	308,4	391,0	307,8	352,5	340,7	363,2	255,5	439,9	396,9
* Club de Londres	37,2	36,3	28,6	28,6	28,8	28,6	28,6	28,6	28,6
* Institutions multilatérales	1 824,6	3 628,2	2 856,9	3 047,4	3 078,2	3 295,6	3 373,9	3 444,6	3 500,2
dont BAD	355,7	1 450,8	-	-	1 041,9	-	970,4	978,5	1 070,5
* Autres	573,1	407,8	321,1	328,6	325,3	298,8	-	175,8	164,9
Service de la dette									
- Service dû	9 610,5	1 970,7	1 075,9	1 141,1	954,6	720,0	931,3	675,3	1 751,9
* F.M.I.	500,8	642,9	-	-	-	-	3,5	70,3	146,4
* Club de Paris	7 167,8	145,0	114,3	223,2	188,0	-	142,3	206,3	807,2
* Club de Kinshasa	344,0	492,3	387,6	427,4	284,2	349,9	402,5	201,3	400,8
* Club de Londres	37,2	73,5	65,9	59,3	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4
* Institutions multilatérales	879,7	172,4	158,0	59,0	94,3	37,9	24,7	28,1	186,4
dont BAD	599,6	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres	681,1	444,6	350,1	372,3	330,2	303,6	329,8	156,5	169,7
- Service effectué	0,0	645,4	32,2	124,4	89,5	143,5	142,6	163,0	378,7
* F.M.I.	-	642,9	-	-	-	-	3,5	70,3	135,4
* Club de Paris	-	-	-	91,8	44,3	67,5	66,0	-	-
* Club de Kinshasa	-	-	-	3,5	23,4	41,1	45,3	54,9	55,3
* Club de Londres	-	-	8,0	0,5	0,1	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	-	2,5	24,2	28,7	21,8	35,0	15,3	26,5	188,0
dont BAD	-	-	-	-	-	-	4,5	7,9	-
* Autres	-	-	-	-	-	-	12,5	11,4	-
- Arriérés	9 610,5	1 325,3	1 043,7	1 016,7	865,2	576,5	788,8	512,2	1 373,2
* F.M.I.	500,8	-	-	-	-	-	-	-	10,9
* Club de Paris	7 167,8	145,0	114,3	131,4	143,7	-67,5	76,3	206,3	807,2
* Club de Kinshasa	344,0	492,3	387,6	423,9	260,8	308,8	357,2	146,4	345,5
* Club de Londres	37,2	73,5	57,9	58,8	57,9	28,6	28,6	12,8	41,4
* Institutions multilatérales	879,7	169,9	133,8	30,3	72,6	2,9	9,4	1,6	-1,6
dont BAD	599,6	-	-	-	-	-	-	-	-
* Autres	681,1	444,6	350,1	372,3	330,2	303,6	317,3	145,2	169,7

Sources : OGEDEP et Banque Centrale du Congo.

Tableau III.25 Balance générale des paiements
(en millions de USD)

	Crédit								Débit									
	2000	2001 ⁽¹⁾	2002 ⁽²⁾	2003 ⁽³⁾	2004	2005	2006	2007	2008	2000	2001 ⁽¹⁾	2002 ⁽²⁾	2003 ⁽³⁾	2004	2005	2006	2007	2008
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES																		
A. Biens et services	873,5	959,7	1 263,0	1 522,2	2 319,3	2 745,9	3 137,6	6 540,4	7 697,9	900,4	1 043,9	1 425,3	1 922,5	2 828,1	3 859,6	3 797,4	6 874,9	8 825,4
Balance commerciale	806,6	880,4	1 132,1	1 377,7	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	682,8	789,5	1 080,5	1 494,6	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8
1. Marchandises	806,6	880,4	1 132,1	1 377,7	1 917,2	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	682,8	789,5	1 080,5	1 494,6	2 051,4	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	66,9	79,3	130,9	144,6	402,2	343,1	432,9	392,5	828,1	217,6	254,4	344,8	427,9	776,7	1 169,2	905,8	1 617,7	2 099,6
3. Transports	1,3	1,4	5,0	2,5	8,0	11,5	2,7	21,8	37,0	82,5	58,7	100,0	146,2	299,8	824,6	357,0	734,5	995,2
4. Voyages	0,6	0,7	1,3	5,6	3,0	3,2	3,1	0,7	29,6	62,7	40,4	51,9	49,4	53,5	92,7	108,7	126,7	126,7
5. Services de communications	6,9	8,4	13,5	6,8	34,0	28,5	57,5	62,3	101,4	0,8	0,9	0,3	0,5	1,4	1,2	1,0	1,0	1,4
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28,2	27,3	11,2	14,4	28,8	23,4	21,2	20,8	28,1
7. Service d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18,0	10,7	43,2	58,2	89,4	23,4	93,4	213,7	249,6
8. Services financiers	2,6	3,0	4,8	2,4	22,7	19,1	38,5	41,7	67,9	5,3	12,0	7,5	31,8	34,1	89,6	27,2	28,4	46,7
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	4,7	6,2	10,1	5,1	41,9	35,2	49,6	53,8	125,0	2,7	2,5	1,0	1,3	2,6	2,1	1,9	1,9	2,6
11. Autres services aux entreprises	27,7	32,2	52,0	7,2	39,2	32,9	66,4	71,9	117,0	48,8	78,4	54,3	45,6	174,8	2,1	166,8	331,7	402,7
12. Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-	-	-	-	0,6	0,5	1,0	1,1	1,8	1,4	0,9	0,3	0,5	2,9	2,4	2,2	2,1	2,9
13. Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	23,0	27,4	44,3	114,9	252,8	212,3	214,1	139,1	377,4	0,4	0,2	86,7	77,6	93,3	146,9	142,4	174,8	243,7
B. Revenus	15,8	19,6	5,9	66,5	20,5	9,5	17,6	26,0	17,7	409,3	423,4	319,5	245,5	305,4	64,5	474,5	687,5	935,8
14. Rémunérations des salariés	1,0	3,7	1,9	5,6	19,9	8,9	12,8	8,8	14,7	2,4	4,5	5,0	5,0	27,9	32,3	31,5	26,4	37,4
15. Revenus des investissements	14,8	15,8	4,0	60,9	0,6	0,6	4,9	17,2	3,1	406,9	418,9	314,5	240,5	277,5	32,3	443,0	661,1	898,4
C. Transferts courants	210,3	381,0	629,5	767,8	695,1	943,7	1 203,1	1 484,4	1 738,3	127,4	119,1	152,7	248,2	233,9	195,8	481,7	622,6	742,5
16. Transferts publics	144,9	289,3	498,3	588,4	475,7	752,6	819,1	909,1	1 243,0	0,3	0,2	19,5	62,1	36,4	30,5	129,6	168,5	202,8
17. Transferts privés	65,4	91,8	131,2	179,4	219,4	191,0	384,0	575,3	495,4	127,2	118,8	133,3	186,0	197,5	165,3	352,1	454,0	539,6
TOTAL (A + B + C)	1 099,6	1 360,3	1 898,4	2 356,6	3 035,0	3 699,0	4 358,4	8 050,8	9 453,9	1 437,2	1 586,4	1 897,5	2 416,2	3 367,5	4 119,9	4 753,7	8 184,9	10 503,7
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																		
D. Capital	59,4	-	-	-	30,4	59,1	151,5	54,8	170,5	181,4	-	-	-	64,5	150,4	69,9	56,3	60,5
D.1. Transferts des capitaux	59,4	-	-	-	30,3	59,1	151,5	52,6	170,5	181,4	-	-	-	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9
Capitaux publics	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux privés	59,4	-	-	-	-	1,5	0,1	1,6	53,5	181,4	-	-	-	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9
20. Transferts des migrants	-	-	-	-	-	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	59,4	-	-	-	-	0,13	1,6	53,5	181,4	-	-	-	-	61,9	150,4	69,7	56,3	59,9
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin. non produits	-	-	-	-	0,1	-	-	2,2	-	-	-	-	-	2,7	-	0,1	0,0	0,6
E. Opérations financières	79,6	148,0	591,2	580,3	1 255,3	657,1	1 202,2	2 903,6	3 274,6	459,8	461,7	555,4	689,4	1 148,8	321,6	1 270,7	2 958,7	2 983,0
24. Investissements directs	72,0	80,3	141,1	391,3	409,0	-	256,1	1 808,0	1 726,8	-	-	16,5	23,4	7,6	13,4	18,4	14,3	54,1
25. Investissements de portefeuille	-	53,0	-	-	0,0	-	0,1	0,0	0,1	44,7	54,7	119,3	146,5	505,6	13,4	413,3	1 833,6	1 575,0
26. Autres investissements	7,6	14,7	450,1	189,1	846,2	657,1	946,0	1 095,6	1 547,6	415,1	407,0	419,5	519,6	635,6	294,7	839,0	1 110,8	1 353,9
TOTAL (D + E)	139,0	148,0	591,2	580,3	1 285,6	716,2	1 353,8	2 958,4	3 445,1	641,2	461,7	555,4	689,4	1 213,4	471,9	1 340,6	3 015,0	3 043,5
F. Erreurs et omissions	120,4	-	-	-	16,0	-	-	-	16,0	-	180,79	79,51	145,50	-	-	42,70	80,76	-
Total (A à F)	1 358,9	1 508,3	2 489,6	2 936,9	4 336,6	4 415,2	5 712,1	11 009,2	12 915,0	2 078,4	2 228,9	2 532,4	3 251,1	4 580,9	4 591,8	6 136,9	11 280,6	13 547,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la Balance de paiements du FMI.

(2) 1 DTS = 1,273 USD

(3) 1 DTS = 1,330 USD

* En millions de DTS avant 2003.

Tableau III.26 Solde de la balance générale des paiements
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES									
A. Biens et services	-21,0	-67,5	-122,1	-400,2	-508,8	-1113,7	-665,7	-1 101,5	-1 127,6
Balance commerciale	+96,5	+72,9	38,8	-116,9	-134,2	-287,7	-192,8	332,3	144,0
1. Marchandises	96,5	72,9	38,8	-116,9	-134,2	-287,7	-192,8	332,3	144,0
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-117,5	-140,4	-160,9	-283,4	-374,5	-826,0	-472,9	-1 433,8	-1 271,5
3. Transports	-63,3	-46,0	-71,4	-143,7	-291,9	-813,1	-354,3	-790,9	-958,3
4. Voyages	-22,6	-49,7	-29,4	-46,3	-46,4	-50,3	-89,7	-108,0	-126,0
5. Services de communications	4,8	6,0	9,9	6,4	32,5	27,4	56,5	61,3	100,0
6. Services de bâtiment et travaux publics	-22,0	-21,9	-8,4	-14,4	-28,8	-23,4	-21,2	-20,8	-28,1
7. Service d'assurance	-14,0	-8,6	-32,5	-58,2	-89,4	-23,4	-93,4	-241,6	-249,6
8. Services financiers	-2,1	-7,2	-2,0	-29,3	-11,4	-70,5	11,3	13,4	21,2
9. Services d'informatique et d'information	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	1,6	3,0	6,8	3,8	39,2	33,0	47,7	51,9	122,4
11. Autres services aux entreprises	-16,4	-37,1	-1,7	-38,4	-135,6	30,8	-100,4	-259,8	-285,7
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-1,1	-0,7	-0,2	-0,5	-2,3	-1,9	-1,1	-1,0	-1,0
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	17,6	21,8	-31,9	37,3	159,5	65,4	71,6	-138,2	133,7
B. Revenus	-306,7	-323,9	-235,8	-179,0	-284,9	-55,0	-456,9	-661,5	-918,1
14. Rémunérations des salariés	-1,1	-0,6	-2,3	0,6	-8,0	-23,4	-18,8	-17,5	-22,7
15. Revenus des investissements	-305,6	-323,3	-233,5	-179,6	-277,0	-31,6	-438,1	-643,9	-895,3
C. Transferts courants	64,6	210,1	358,6	519,7	461,2	747,9	721,4	1374,9	995,9
16. Transferts publics	112,7	231,8	360,2	526,3	439,3	722,1	689,5	1 253,3	1 040,1
17. Transferts privés	-48,1	-21,7	-1,6	-6,6	21,9	25,7	31,9	121,6	-44,3
TOTAL (A + B + C)	-263,1	-181,3	0,7	-59,6	-332,5	-420,8	-401,3	-388,0	-1 049,8
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES									
D. Capital	-95,1	-	-	-	-34,2	-91,3	81,7	-1,5	110,0
D.1. Transferts des capitaux	-95,1	-	-	-	-31,6	-91,3	81,8	-3,7	110,6
Capitaux publics	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	0,0	-	-	-	30,3	57,6	151,4	50,9	117,1
Capitaux privés	-95,1	-	-	-	-61,9	-148,8	-69,6	-54,6	-6,4
20. Transferts des migrants	-	-	-	-	-	1,5	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-95,1	-	-	-	-61,9	-150,4	-69,6	-54,6	-6,4
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-2,6	-	-0,1	2,2	-0,6
E. Opérations financières	-296,3	-251,6	27,0	-109,1	106,4	335,5	-68,5	98,9	291,5
24. Investissements directs	56,1	64,4	93,7	367,8	401,5	-13,4	237,8	1 793,7	1 672,8
25. Investissements de portefeuille	-34,8	-1,4	-89,7	-146,5	-505,6	-13,4	-413,2	-1 679,6	-1 574,9
26. Autres investissements	-317,6	-314,6	23,0	-330,5	210,6	362,4	107,0	-15,2	193,7
TOTAL (D + E)	-391,4	-251,6	27,0	-109,1	72,3	244,3	13,2	97,4	401,6
F. Erreurs et omissions	93,8	145,0	-59,8	-145,5	16,0	-	-42,7	19,7	16,0
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-560,7	-287,9	-32,2	-314,2	-244,3	-176,6	-430,8	-271,0	-632,2
Moyens de financement	560,7	578,1	32,2	262,4	244,2	195,1	430,8	271,5	632,2
G. Financement traditionnel	556,6	578,1	32,2	-15,4	-60,8	0,6	-29,8	-292,5	-17,9
1. Arriérés (réduction -)	539,9	548,2	-	-	-	-	-	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	-	-	-	-	-60,8	0,6	-29,8	-292,5	-17,9
- Crédit net du FMI (réduction -)	13,0	12,2	-	74,6	117,0	-20,3	44,1	-35,6	-59,3
- Prêts FRPC	-	-	-	74,6	117,0	-20,3	-	-	-149,1
- Achats	-	-	-	-	-	-	-	-	-8,3
- Rachats	13,0	12,2	-	-	-	-	-	-	-140,7
- Variations d'arriérés (réduction -)	-	-	-	-	-	-	44,1	-	89,8
- Autres réserves nettes (accroissement -)	3,7	17,7	32,2	-90,0	-177,8	20,8	-73,9	-163,2	105,9
H. Financement exceptionnel	4,1	0,0	0,0	329,6	305,0	194,5	460,6	564,0	41,4
1. Consolidation des arriérés	-	-	-	121,6	-	-	121,6	-	87,6
2. Allègement de la dette	4,1	-	-	259,8	305,0	194,5	339,0	-	510,9
- Rééchelonnement dette extérieure	4,1	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remise de la dette	-	-	-	259,8	305,0	194,5	339,0	564,0	-
* Naples flux	-	-	-	118,2	-	-	-	-	510,9
* Cologne flux (Initiative PPTE)	-	-	-	141,6	305,0	194,5	339,0	564,0	510,9
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	-	-	-	-51,8	-	-	-	-	-
I. Solde résiduel	-	-	-	-51,8	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.
En millions de DTS avant 2003.

Tableau III.27 Prévisions de la balance des paiements
(Solde en millions de USD)

	2009
	SOLDE
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	
A. Biens et services	-1 328,3
Balance commerciale	592,5
1. Marchandises	592,5
2. Or non monétaire	-
Services	-1 920,8
3. Transports	-1 086,7
4. Voyages	-119,1
5. Services de communications	64,8
6. Services de bâtiment et travaux publics	-25,5
7. Service d'assurance	-349,0
8. Services financiers	1,1
9. Services d'informatique et d'information	-
10. Redevances et droits de licence	54,7
11. Autres services aux entreprises	-402,0
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-1,4
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	-57,7
B. Revenus	-966,4
14. Rémunérations des salariés	-19,4
15. Revenus des investissements	-947,1
C. Transferts courants	1 641,0
16. Transferts publics	1 428,5
17. Transferts privés	212,5
TOTAL (A + B+ C)	-653,8
COMPTE DU CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	
D. Capital	46,5
D.1. Transferts des capitaux	47,1
Capitaux publics	113,4
18. Remises de dettes	-
19. Autres transferts	113,4
Capitaux privés	-66,3
20. Transferts des migrants	-
21. Remises de dettes	-
22. Autres transferts	-66,3
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-0,6
E. Opérations financières	350,1
24. Investissements directs	2 227,4
25. Investissements de portefeuille	-1 725,2
26. Autres investissements	-152,1
TOTAL (D + E)	396,6
F. Erreurs et omissions	-85,0
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-342,1
H. Financement	342,1
* Financement traditionnel	-168,8
- Variation des arriérés	
- Variation des réserves du système bancaire (- augment.)	
* Crédit net du FMI (reduction -)	
- Prêts FRPC	
* Autres réserves nettes (- augment.)	
* Financement exceptionnel	510,9
1. Consolidation des arriérés	-
2. Allègement de la dette	510,9
- Rééchelonnement dette extérieure	-
- Remise de la dette	510,9
* Naples flux	-
* Cologne flux (Initiative PPTE)	510,9
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III. 28 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises
(en milliers de XDR)*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (*)	2004	2005	2006	2007	2008
A. Entreprises minières	552 400	256 200	295 000	289 200	472 392	763 185	1 198 836	1 268 826	1 871 688	5 108 501	5 687 188
Gécamines (1)	214 700	43 600	106 300	65 900	43 463	42 321	112 646	121 604	367 248	266 878	211 917
MIBA (2)	69 100	71 000	58 000	51 200	54 759	102 268	97 594	77 921	29 208	7 418	10 042
Sengamines(2)	-	-	-	-	2 337	16 151	11 817	7 742	-	-	-
Comptoirs diamant (2)	264 400	140 600	125 200	141 000	241 151	523 856	616 657	805 993	642 141	617 515	499 603
KDC (2)	-	-	-	-	-	-	1 418	-	-	450	-
Kilo-Moto (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptoirs d'Or (3)	800	100	-	8 600	7 218	-	-	-	1525	2 118	3 626
Zairetain (4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sodimico (5)	-	-	3 700	1 600	-	-	-	-	-	-	-
Sominki (6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D.G.M.P. (7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	3 400	900	1 800	20 900	123 464	78 589	358 702	255 566	831 566	4 214 122	4 961 999
B. Entreprises agricoles	63 400	38 800	21 700	34 900	10 359	25 941	42 685	52 778	86 042	129 813	129 765
C. Entreprises industrielles et non définies	76 500	86 500	158 000	166 100	161 148	262 924	377 837	473 505	503 213	659 972	825 178
Sous-total	692 300	381 500	474 700	490 200	643 900	1 052 050	1 619 358	1 795 109	2 460 943	5 898 286	6 642 131
D. Ajustements	368 300	208 800	153 900	214 600	207 524	325 639	297 833	276 550	243 125	249 615	227 642
-Produits miniers	315 600	168 800	150 400	203 000	199 417	314 314	281 566	265 978	213 279	204 060	168 133
Diamant	314 900	168 700	150 200	169 200	192 921	314 314	281 566	265 978	211 907	202 154	164 869
Autres	700	100	200	33 800	6 496	-	-	-	1 373	1 906	3 264
-Produits agricoles	52 700	40 000	3 500	9 600	6 435	8 312	11 754	5 383	25 304	42 202	56 453
Café	48 000	40 000	3 500	9 500	6 422	7 415	10 793	4 856	22 603	38 682	53 377
Autres	4 700	-	-	100	13	897	961	528	2 702	3 520	3 077
-Produits industriels	...	...	-	2 000	1 672	3 013	4 513	5 189	4 542	3 353	3 056
Total des recettes d'exportation des marchandises	1 060 600	590 300	628 600	704 800	851 423	1 377 689	1 917 191	2 071 659	2 704 069	6 147 902	6 869 781

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cuivre, cobalt, concentré de zinc, argent, or, cadmium et germanium.

(2) Diamant industriel et artisanal.

(3) Or.

(4) Etain, cassitérite, colombo-tantalite et wolfram-tungstène.

(5) Cuivre.

(6) Cassitérite, colombo-tantalite et wolfram-tungstène.

(7) D.G.M.P.: Direction Générale des Matières Précieuses, or et diamant.

(8) 2002: 1 DTS = 1,33 USD

(*) Situation en USD à partir de 2003.

Tableau III. 29 Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement (1)
(en millions de XDR)

	2001	2002	2003*	2003*	2004	2005	2006	2007	2008
A. Ressources propres (2)	390,0	458,3	571,9	746,3	974,6	1 400,4	1 889,1	2 309,0	4 063,1
B. Ressources extérieures	243,2	354,4	756,2	747,9	1 076,8	1 073,2	1 002,4	2 948,1	2 662,7
1. Dons et contributions assimilables	152,6	262,6	436,4	249,4	302,3	494,6	480,6	953,2	829,2
Etat	134,3	262,6	436,4	249,4	302,3	494,6	480,6	953,2	829,2
Particuliers et organismes bénévoles	18,3	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Prêts à des conditions spéciales	-	-	137,0	97,1	145,8	207,7	185,0	-	-
Etat	-	-	137,0	97,1	145,8	207,7	185,0	-	-
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Capitaux	90,6	91,8	182,7	401,4	628,7	371,0	336,8	1 994,9	1 833,5
Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements en nature	26,2	29,5	86,1	287,2	539,3	288,0	264,0	1 920,0	1 765,2
Apports non contrôlés	64,4	62,3	96,6	114,2	89,3	83,0	72,8	74,9	68,3
Total	633,2	812,7	1 328,1	1 494,3	2 051,4	2 473,6	2 891,6	5 257,1	6 725,8

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

(2) Cf tableau III.31

(*) Situation en USD à partir de 2003.

Tableau III. 30 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit
(en milliers de XDR)

	2000	2001	2002	2003 (*)	2004	2005	2006	2007	2008
Produits miniers	571 292	615 325	893 200	1 077 498	1 480 401	1 885 738	2 118 095	5 312 562	5 851 610
Cuivre	41 448	47 505	44 343	18 992	57 122	117 669	440 816	2 039 892	2 458 129
Cobalt	94 702	92 392	175 268	101 766	406 989	584 969	528 853	2 310 255	2 540 866
Zinc	257	873	2 326	151	5 320	21 408	229 144	110 830	24 881
Etain	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Germanium	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Diamant	427 828	452 610	653 029	956 589	1 009 053	1 157 633	883 631	827 537	674 514
Argent	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Or	-	20 324	18 234	-	-	-	2 898	4 024	6 890
Cassitérite	-	-	-	-	-	-	-	17 822	136 241
Cuivre Sodimico	4 748	1 621	-	-	-	-	-	-	-
Autres	2 310	-	-	-	1 918	4 059	32 753	2 201	10 088
Produits agricoles	32 337	55 485	23 282	35 144	54 439	58 161	97 978	164 278	178 449
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	7 443	19 700	14 230	13 249	17 988	8 093	37 803	64 470	88 961
Thé	-	-	-	-	-	-	87	1	1
Cacao	-	-	758	3 264	2 861	922	171	2 091	214
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	385	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	-	1 122	220	2 690	4 279	3 773	7 615	17 027	16 276
Bois	22 841	33 291	7 275	15 942	29 312	45 373	52 301	80 689	72 964
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	1 668	1 372	800	-	-	-	-	-	34
Produits industriels	203 006	209 597	215 677	265 937	382 350	458 868	482 670	671 095	839 722
Ciment	-	12 469	7 122	12 249	15 183	16 431	19 658	13 762	12 278
Produits chimiques	-	-	-	1 342	379	1 089	845	845	845
Sucre de canne	-	-	-	-	6 298	7 370	7 770	7 770	7 770
Pétrole brut	201 723	197 128	204 561	250 873	359 786	432 923	452 240	612 211	772 250
Divers	1 283	-	3 994	1 474	704	1 055	2 156	36 506	46 579
Total	806 636	880 407	1 132 159	1 378 580	1 917 191	2 402 767	2 698 743	6 147 934	6 869 781

Source: Banque Centrale du Congo.

(*) En milliers de USD à partir de 2003.

Tableau III. 31 Répartition des paiements d'importation de marchandises
par groupe d'utilisations sur ressources propres⁽¹⁾
(en milliers de XDR)

	2000	2001	2002	2003*	2003 (*)	2004	2005	2006	2007	2008
A. Biens de consommation	116 301	133 600	132 624	191 164	302 790	352 507	510 194	1 001 008	1 396 755	1 450 599
Alimentation, boissons, tabacs	69 315	79 600	79 044	113 934	180 463	210 094	304 076	596 601	832 466	864 557
Textiles, habillement	2 908	3 300	3 316	4 779	7 570	8 813	12 755	25 025	34 919	36 265
Autres biens non durables	13 375	15 400	15 252	21 984	34 821	40 538	58 672	115 116	160 627	166 819
Biens de consommation durables	30 703	35 300	35 013	50 467	79 937	93 062	134 691	264 266	368 743	382 958
B. Energie	54 943	63 100	126 718	119 475	183 209	226 053	430 976	535 162	683 702	1 094 162
Matières brutes	110	100	253	239	366	452	862	1 070	1 367	2 188
Matières élaborées	54 833	63 000	126 465	119 236	182 843	225 601	430 114	534 092	682 335	1 091 974
C. Matières premières et semi-produits	58 569	67 200	48 946	70 081	71 783	84 324	113 064	148 967	182 170	306 818
Destinés à l'alimentation	27 410	31 500	22 907	32 798	33 595	39 464	52 914	69 717	85 255	143 591
Destinés à l'agriculture	1 347	1 500	1 126	1 612	1 651	1 939	2 600	3 426	4 190	7 057
Textiles, cuirs, caoutchouc	6 735	7 700	5 629	8 059	8 255	9 697	13 002	17 131	20 950	35 284
Produits chimiques, colorants	13 412	15 400	11 209	16 049	16 438	19 310	25 892	34 114	41 717	70 261
Matériaux de construction	2 928	3 400	2 447	3 504	3 589	4 216	5 653	7 448	9 108	15 341
Minerais et produits métalliques	4 393	5 000	3 671	5 256	5 384	6 324	8 480	11 173	13 663	23 011
Autres	2 344	2 700	1 958	2 803	2 871	3 373	4 523	5 959	7 287	12 273
D. Biens d'équipement	49 087	56 400	66 609	73 014	76 639	98 755	150 097	1 206 516	3 353 453	3 874 250
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	4 418	5 100	5 995	6 571	6 897	8 888	13 509	108 586	301 811	348 683
Véhicules routiers non domestiques	25 722	29 500	34 903	38 259	40 159	51 748	78 651	632 215	1 757 210	2 030 107
Autres matériels de transport	1 816	2 100	2 465	2 702	2 836	3 654	5 554	44 641	124 078	143 347
Machines pour industries spécialisées	1 669	1 900	2 265	2 482	2 606	3 358	5 103	41 022	114 017	131 725
Autres	15 462	17 800	20 982	22 999	24 141	31 108	47 281	380 053	1 056 338	1 220 389
E. Autres	71 200	69 800	83 389	118 130	111 915	212 985	196 107	-	-	-
Biens importés par la Gécamines	22 600	19 800	13 039	9 920	12 700	28 162	30 401	-	-	-
Autres importations (2)	48 600	50 000	70 350	108 210	99 215	184 824	165 706	-	-	-
Sous-total	350 100	390 100	458 286	571 864	746 336	974 625	1 400 438	2 891 654	5 616 081	6 725 830
F. Importations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Ajustement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	350 100	390 100	458 286	571 864	746 336	974 625	1 400 438	2 891 654	5 616 081	6 725 830

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

(2) Importations Miba, importations des sociétés pétrolières exportatrices et autres sociétés minières.

(*) A partir de 2003, en milliers de USD.

Tableau III. 32 Cours interbancaires des devises (1)
(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 EUR (2)	1 ZAR
1995										
Décembre	0,15	0,24	0,03	0,13	0,01	0,15	0,03	0,23	0,20	0,05
1996										
Décembre	1,11	1,84	0,21	0,84	0,03	0,98	0,21	1,60	1,39	0,34
1997										
Décembre	1,09	1,81	0,18	0,76	0,03	0,84	0,18	1,48	1,21	0,22
1998										
Décembre	2,45	4,10	0,44	1,78	0,07	2,00	0,44	3,42	2,90	0,43
1999										
Décembre	4,50	7,26	0,69	2,85	0,11	4,27	0,71	6,18	4,28	0,73
2000										
Décembre	50,00	72,33	6,77	29,30	1,10	45,02	6,77	64,53	44,43	5,09
2001										
Décembre	320,08	458,85	43,57	194,04	6,74	242,75	41,45	385,49	271,90	27,74
2002										
Décembre	377,40	584,43	...	253,13	...	322,84	56,80	530,72	394,11	40,06
2003										
Décembre	369,37	646,17	...	291,79	...	342,78	69,12	541,22	453,39	56,77
2004										
Décembre	440,56	849,03	...	384,69	...	424,56	90,00	678,12	590,36	76,95
2005										
Décembre	437,07	762,22	...	334,64	...	367,96	78,91	622,78	517,15	68,69
2006										
Décembre	521,85	1 023,92	...	431,42	...	444,83	105,00	785,94	688,74	74,04
2007										
Janvier	527,88	1 034,27	...	424,82	...	437,80	104,64	789,26	686,39	73,49
Février	549,57	1 074,61	...	443,12	...	455,60	109,52	822,88	718,43	76,49
Mars	558,81	1 087,64	...	459,00	...	476,78	112,79	842,62	739,86	75,77
Avril	552,16	1 096,90	...	455,12	...	464,81	113,60	839,04	754,18	77,57
Mai	533,50	1 059,21	...	437,60	...	442,04	110,06	809,52	721,98	75,97
Juin	497,34	987,39	...	403,39	...	405,80	101,69	751,83	667,23	69,43
Juillet	495,66	1 007,49	...	410,18	...	407,10	103,62	758,04	679,73	71,15
Août	494,77	995,21	...	411,33	...	423,72	102,74	756,77	673,95	68,45
Septembre	495,60	999,68	...	417,41	...	430,61	104,83	764,46	687,62	69,56
Octobre	497,10	1 016,68	...	423,42	...	429,10	107,87	775,09	707,55	73,51
Novembre	497,45	1 030,39	...	443,24	...	448,11	111,21	788,34	729,50	74,16
Décembre	500,56	1 010,98	...	438,53	...	445,10	110,91	785,00	727,53	72,99
2008										
Janvier	523,28	1 030,58	...	473,85	...	483,55	117,20	827,52	768,82	74,93
Février	546,15	1 073,42	...	500,80	...	509,47	122,82	865,72	805,64	71,65
Mars	554,37	1 109,95	...	545,75	...	547,66	130,86	902,58	858,41	69,60
Avril	558,38	1 105,79	...	552,21	...	545,92	134,27	914,79	880,74	71,54
Mai	558,00	1 096,06	...	534,60	...	535,04	132,38	906,26	868,37	73,36
Juin	559,33	1 098,27	...	538,35	...	524,30	132,52	905,74	869,55	70,48
Juillet	558,47	1 110,44	...	544,24	...	523,28	133,88	910,62	880,75	73,11
Août	559,12	1 057,41	...	516,73	...	511,20	127,68	887,39	837,52	72,97
Septembre	560,60	1 009,25	...	505,95	...	525,38	122,95	881,66	806,47	69,95
Octobre	567,47	963,17	...	497,27	...	565,56	115,44	894,45	757,23	59,20
Novembre	582,25	896,90	...	490,51	...	614,89	113,24	862,52	742,77	57,84
Décembre	606,04	905,30	...	529,92	...	664,21	124,43	918,67	816,19	60,88

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Moyennes mensuelles.

(2) En ECU, avant 2000.

Tableau III. 33 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles
(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2005						
Janvier	463,48	-	459,94	-	-0,8	-
Février	482,39	-	481,87	-	-0,1	-
Mars	499,33	-	502,50	-	0,6	-
Avril	514,09	-	514,68	-	0,1	-
Mai	502,12	-	501,94	-	0,0	-
Juin	425,31	-	432,06	-	1,6	-
Juillet	490,89	-	493,35	-	0,5	-
Août	469,24	-	471,10	-	0,4	-
Septembre	458,83	-	460,58	-	0,4	-
Octobre	455,32	-	458,56	-	0,7	-
Novembre	445,40	-	450,22	-	1,1	-
Décembre	431,28	-	434,31	-	0,7	-
2006						
Janvier	433,02	-	437,52	-	1,0	-
Février	435,05	-	438,23	-	0,7	-
Mars	438,03	-	444,52	-	1,5	-
Avril	440,24	-	442,83	-	0,6	-
Mai	449,04	-	450,07	-	0,2	-
Juin	449,66	-	452,87	-	0,7	-
Juillet	463,79	-	462,37	-	-0,3	-
Août	470,36	-	476,81	-	1,4	-
Septembre	503,67	-	509,73	-	1,2	-
Octobre	533,41	-	536,48	-	0,6	-
Novembre	529,28	-	533,49	-	0,8	-
Décembre	503,43	-	515,93	-	2,5	-
2007						
Janvier	540,20	694,41	543,75	-	0,7	-
Février	562,62	744,52	562,08	-	-0,1	-
Mars	553,23	737,78	557,08	-	0,7	-
Avril	545,95	741,16	546,87	-	0,2	-
Mai	495,47	665,77	501,59	-	1,2	-
Juin	496,18	670,50	494,33	-	-0,4	-
Juillet	494,98	678,26	491,94	-	-0,6	-
Août	495,06	673,84	496,60	-	0,3	-
Septembre	499,24	709,08	497,86	-	-0,3	-
Octobre	497,28	716,78	499,78	-	0,5	-
Novembre	502,85	742,34	501,00	-	-0,4	-
Décembre	502,99	729,81	504,72	-	0,3	-
2008						
Janvier	535,02	793,57	548,87	-	2,6	-
Février	551,36	836,96	555,09	-	0,7	-
Mars	554,00	875,65	559,20	-	0,9	-
Avril	557,98	867,86	560,23	-	0,4	-
Mai	558,86	866,75	559,64	-	0,1	-
Juin	554,57	873,13	561,91	-	1,3	-
Juillet	559,29	873,83	561,16	-	0,3	-
Août	558,91	821,74	562,43	-	0,6	-
Septembre	564,22	805,84	568,67	-	0,8	-
Octobre	572,39	728,43	579,40	-	1,2	-
Novembre	588,05	749,66	598,53	-	1,8	-
Décembre	639,32	905,07	657,45	-	2,8	-

Source: Banque Centrale du Congo.

TITRE IV

MONNAIE ET CREDIT

En 2008, la situation monétaire a été marquée par le dépassement des tous les objectifs de la politique monétaire. La base monétaire et la masse monétaire se sont accrues respectivement de 33,1 % et 58,5 % contre une programmation de 22,3 % et 26,0 %. Le taux d'inflation s'est établi à 27,6 % contre une cible de 23,5 %.

La croissance de la base monétaire a été cyclique en 2008, caractérisée par un ralentissement aux premier et troisième trimestres et une accélération aux deuxième et quatrième trimestres. Quant à la masse monétaire, sa croissance a été tendanciellement à la baisse jusqu'au troisième trimestre 2008, avant de marquer une accélération au cours du dernier trimestre de l'année.

Le dépassement observé des objectifs de la politique monétaire résulte de deux principaux chocs qui ont affecté l'économie congolaise en 2008. Le premier choc, d'ordre externe et transitoire, à savoir la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur les marchés internationaux, s'est traduit par une inflation par les coûts de mars à août 2008.

Le deuxième choc, de même nature que le premier, est l'aggravation de la crise financière et économique internationale. La crise s'est d'abord traduite par une décélération de l'inflation, en raison du choc pétrolier à rebours, avant d'induire la détérioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG), l'expansion de la liquidité ainsi que le risque d'apparition de l'inflation monétaire.

Par ailleurs, le comportement de la politique monétaire en 2008 a été globalement restrictif. Trois phases peuvent être distinguées.

La première est le resserrement opéré au mois de janvier, avec la hausse simultanée du taux directeur et du coefficient de la réserve obligatoire. Cette action a été destinée à contrer le risque d'inflation monétaire, tenant à l'expansion de la liquidité bancaire aux deux derniers mois de 2007.

La deuxième phase d'ajustement, marquée par la révision à la hausse du taux directeur au mois de juin 2008, a visé la réduction du risque d'apparition des effets de second tour (une inflation monétaire due à l'expansion du crédit à l'économie ou à un financement monétaire du déficit budgétaire).

Un dernier durcissement, avec une nouvelle hausse du taux directeur, a été opéré au cours du mois de décembre pour contrer l'expansion de la liquidité induite par la détérioration de la Position Nette du Gouvernement.

CHAPITRE I

SITUATION MONETAIRE

I. EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

1. Base monétaire

En 2008, un ralentissement de l'expansion de l'offre de monnaie centrale a été observé. En effet, au cours de l'année sous revue, la base monétaire s'est accrue de 33,1 % contre 36,5 % une année plus tôt.

Hormis les provisions pour importations qui ont connu une contraction de 1,8 %, toutes les autres composantes de la base monétaire ont enregistré une forte croissance.

Tableau IV.1 Evolution de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2006	2007	2008	Variation 2007 (en %)	Variation 2008 (en %)
Base monétaire	211,3	288,5	383,9	36,5	33,1
Base monétaire (sens strict)	204,1	283,6	378,4	38,9	33,4
Circulation fiduciaire	185,3	243,8	320,3	31,5	31,4
Dépôts des banques	18,4	38,7	56,2	110,4	45,2
Autres dépôts	0,3	1,0	1,9	218,5	79,7
Dépôts en devises	4,4	1,9	2,6	-56,0	32,8
Provisions pour importations	2,8	3,0	2,9	5,0	-1,7

Source : Banque Centrale du Congo

Le poids de la circulation fiduciaire dans la base monétaire a baissé, se situant à 83,4 % contre 87,7 % et 84,5 % respectivement en 2006 et 2007. Par contre, la part des dépôts des banques a augmenté de 4,7 points de pourcentage en 2007 et de 1,2 point en 2008. Le changement structurel de la base monétaire est la conséquence de la révision à la hausse du coefficient de la réserve obligatoire et de l'expansion des dépôts bancaires au cours de l'année sous revue.

L'expansion de la base monétaire en 2008 tient à l'accroissement des avoirs intérieurs nets, principalement des créances nettes sur l'Etat à la suite de la dégradation de la situation financière du secteur public, et des créances sur les banques en raison de l'augmentation du refinancement en vue d'éviter le risque systémique dans le système bancaire.

Tableau IV.2 Contreparties de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2006	2007	2008	Variation 2007 (%)	Variation 2008 (%)
Avoirs extérieurs nets	-433,6	-333,3	-390,4	23,1	-17,1
Avoirs intérieurs nets	644,9	621,7	774,2	-3,6	24,5
Créances nettes sur l'Etat	163,1	198,7	269,3	21,8	35,5
Créances sur les banques	14,8	4,4	19,7	-70,2	347,7
Autres créances	0,9	3,5	3,0	278,9	-13,1
Autres postes nets	466,1	415,1	482,2	-10,9	16,2

Source : Banque Centrale du Congo

S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils ont enregistré une contraction de 17,1 % à la suite de l'accroissement des paiements en devises en vue de faire face aux tensions sécuritaires à l'Est du territoire national.

2. Masse monétaire

Au cours de l'année sous analyse, la variation de la masse monétaire a été plus importante qu'en 2007. En effet, les moyens de paiements se sont accrus de 58,5 % contre 50,8 % une année auparavant.

Tableau IV.3 Evolution de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

	2006	2007	2008	Variation 2007 (%)	Variation 2008 (%)
Masse monétaire	436,9	658,8	1.044,3	50,8	58,5
Masse monétaire (sens strict)	212,0	300,3	393,8	41,6	31,2
Circulation fiduciaire	182,2	233,3	304,3	28,0	30,5
Dépôts à vue	29,7	67,0	89,5	125,3	33,5
Quasi-monnaie	213,5	341,0	605,8	59,7	77,7
Dépôts à terme en MN	0,4	2,5	1,7	466,9	-33,7
Dépôts en devises	213,1	338,5	604,1	58,8	78,5
Provisions pour importations	11,4	17,6	44,7	54,0	153,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Le stock monétaire (billets en circulation et dépôts à vue en monnaie nationale) a augmenté de 31,1 % en 2008 contre 41,6 % en 2007. Quant à la quasi-monnaie, la progression observée en 2008 est attribuable à la croissance des dépôts en devises.

L'évolution de la masse monétaire est expliquée par l'expansion des avoirs intérieurs nets à la suite de la forte croissance du crédit au secteur privé (142,9 %), des créances nettes sur l'Etat (40,3 %) et des autres postes nets (15,9 %).

Tableau IV.4 Contreparties de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

	2006	2007	2008	Variation 2007 (%)	Variation 2008 (%)
Avoirs extérieurs nets	-320,0	-172,6	-212,6	+46,1	-23,2
Avoirs intérieurs nets	756,9	831,4	1 256,9	9,8	51,2
Créances nettes sur l'Etat	130,6	176,2	247,3	34,9	40,3
Crédit au secteur privé	120,8	197,1	478,9	63,2	144,5
Autres postes nets	505,5	458,1	530,7	-9,4	15,9

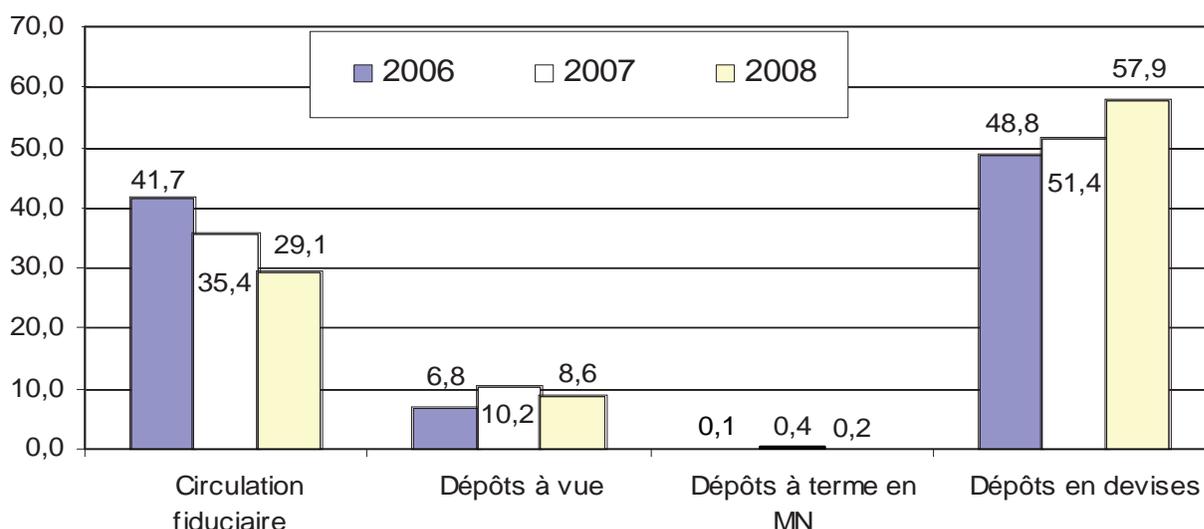
Source : Banque Centrale du Congo.

Après une amélioration de 46,1 % en 2007, dans un contexte externe et interne favorable, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une baisse de 23,2 % en 2008 en raison des chocs externes.

3. Préférences monétaires des agents économiques

Les mutations structurelles des comportements des agents économiques, en matière de détention des actifs monétaires, se sont poursuivies au cours de l'année sous revue. En effet, l'analyse de la structure des moyens de paiements en 2008 révèle la préférence accrue pour les monnaies étrangères, attestant l'accentuation de la dollarisation de l'économie nationale.

Graphique IV.1 Structure de la masse monétaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

La préférence pour les billets en circulation, les dépôts à vue et à terme en monnaie nationale a baissé en 2008 respectivement de 6,3, 1,6 et 0,2 points de pourcentage.

Par contre, le poids des dépôts en devises s'est accru de 6,5 points. Cette évolution est notamment expliquée par la perte de pouvoir d'achat interne et externe de la monnaie nationale au cours de l'année sous revue et le développement du système bancaire.

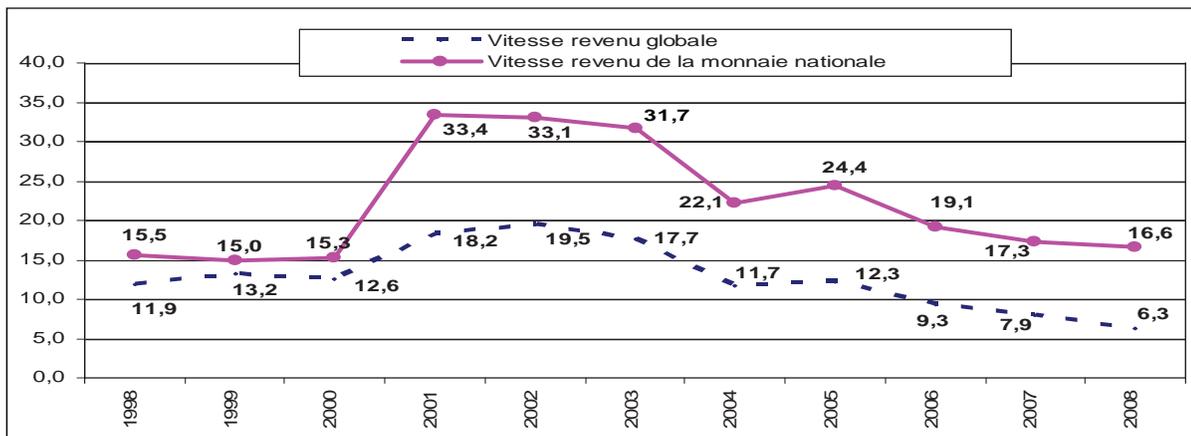
4. Evolution de la demande de monnaie

En 2008, la demande de monnaie nationale a connu une baisse par rapport à 2007. Cette évolution est attestée par la baisse de la vitesse-revenu et la stagnation des encaisses réelles en monnaie nationale des agents économiques.

4.1. Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie

Comparée à l'année précédente, la vitesse-revenu globale de la monnaie a été plus faible en 2008 en raison de l'augmentation plus que proportionnelle de la masse monétaire (57,5 %) par rapport au PIB nominal (24,7 %). La vitesse s'est établie à 6,3 contre 7,9 une année plus tôt.

Graphique IV.2 Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie



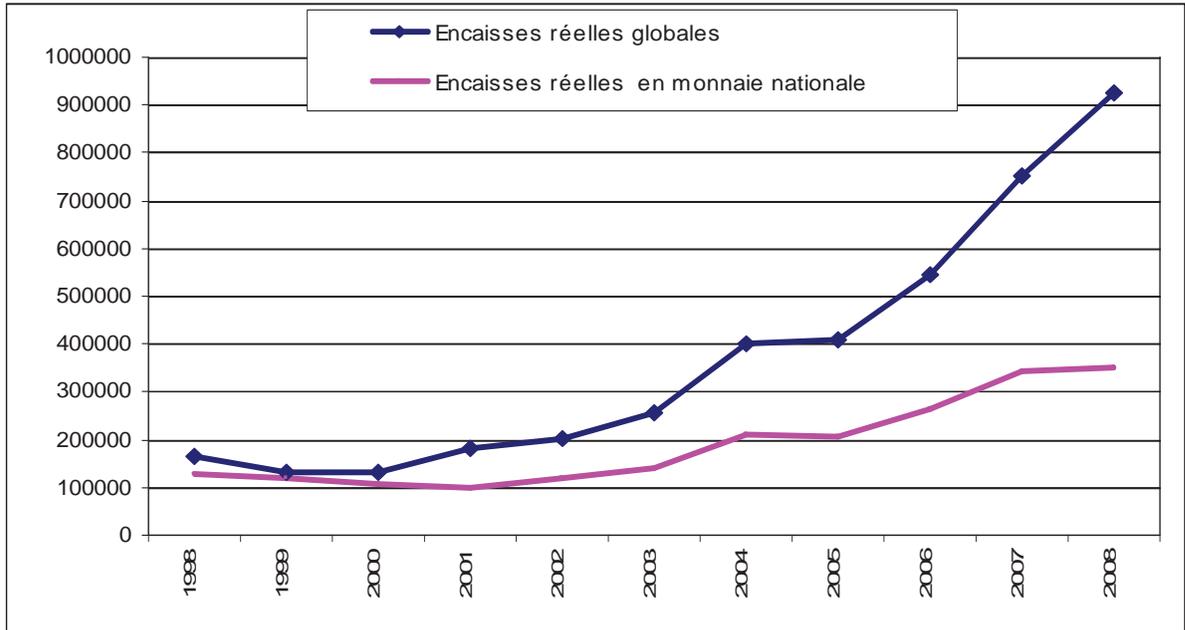
Source : Banque Centrale du Congo.

4.2. Comportement des encaisses réelles

En 2008, les encaisses réelles globales ont poursuivi leur ascension. Cet accroissement est expliqué par l'augmentation plus importante de la masse monétaire (57,5 %), à la faveur de l'expansion des dépôts en devises, par rapport au rythme de variation des prix à la consommation (27,6 %).

Par contre, la valeur réelle des encaisses en monnaie nationale a connu une stagnation au cours de l'année sous revue à la suite de la montée de l'inflation.

Graphique IV.3 Encaisses réelles des agents économiques
(en CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

POLITIQUE MONETAIRE

En 2008, la politique monétaire a été marquée par deux faits majeurs :

- i. la poursuite de la réforme du cadre opérationnel ;
- ii. l'impact des chocs internes et externes dû, d'une part, à la reprise d'hostilité à l'Est et, d'autre part, aux effets de la crise alimentaire et énergétique ainsi qu'à la crise financière et économique internationale.

I. CADRE OPÉRATIONNEL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Le cadre opérationnel de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo est composé des trois instruments, à savoir :

- i. les taux d'intérêt appliqués sur le refinancement accordé aux banques : ils se composent du taux d'intérêt sur les prêts à court terme (qui est aussi le taux directeur) et le taux sur les facilités permanentes (supérieur au taux directeur de 2,5 points). Le taux d'intérêt est généralement activé pour faire face à des chocs conjoncturels sur la liquidité et sur les prix ;
- ii. le coefficient de la réserve obligatoire : les ajustements de cet instruments sont opérés en cas de choc structurel sur la liquidité ;
- iii. les appels d'offres des billets de trésorerie (BTR) sont destinés à la gestion courante de la liquidité et réagissent à des chocs permanents sur la liquidité bancaire.

Au cours de l'année sous analyse, le cadre opérationnel de la politique monétaire de la Banque Centrale a connu d'importantes réformes.

La première réforme, intervenue au début du deuxième trimestre, concerne la mise en place des adjudications des BTR. En effet, à partir du 3 avril 2008, les interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire, via le BTR, ne se réalisent plus que par voie d'appels d'offres, suivant la méthode d'adjudication à l'américaine. Cette dernière, à la différence de la méthode hollandaise utilisée dans le cadre des adjudications des devises, rémunère les soumissions retenues aux taux d'intérêt proposés par les soumissionnaires sélectionnés.

Plusieurs faits sont le corollaire de cette réforme :

- i. le taux d'intérêt du BTR et la quantité des BTR à l'équilibre sont déterminés par le jeu des forces du marché (l'offre et la demande du titre) ;
- ii. le taux d'intérêt du BTR n'est plus un instrument de politique monétaire ;
- iii. l'offre des BTR est déterminée par les prévisions des facteurs autonomes de la liquidité bancaire et non plus par la seule demande des banques.

Cette réforme du cadre opérationnel participe au projet d'alignement des instruments de politique monétaire sur les standards internationaux, lesquels consacrent l'adoption des instruments indirects favorables au développement des marchés financiers. La souplesse conférée à l'instrument BTR vise à donner davantage de flexibilité à la politique monétaire et à réorganiser le marché monétaire.

Trois réformes supplémentaires du cadre opérationnel ont été opérées au troisième trimestre 2008. Il s'agit (i) de la réintroduction de la maturité de 28 jours, (ii) du passage d'un BTR non négociable à un BTR négociable sur le marché et (iii) de la fixation d'un plafond sur le taux d'intérêt du BTR (pour éviter une surenchère qui alourdirait le coût de la politique monétaire).

Cependant, il convient de relever qu'en dépit du caractère négociable du BTR, le marché secondaire de cet actif n'est pas encore dynamique à la suite de la prédominance de la maturité de 7 jours. Par ailleurs, le segment du marché des BTR à 28 jours demeure étroite en raison de la persistance du facteur risque (volatilité macroéconomique) qui réduit l'attrait de cette maturité.

II. COMPORTEMENT DES INSTRUMENTS

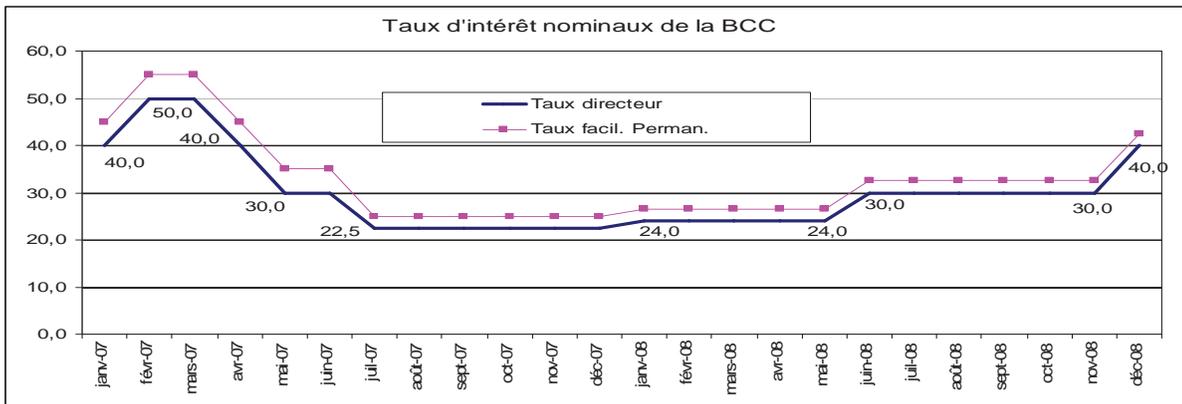
La politique monétaire a été restrictive en 2008, en vue de faire face :

- (i) aux effets décalés des chocs budgétaires et monétaires de fin 2007 ;
- (ii) à l'inflation par les coûts tenant à la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur les marchés internationaux à partir du mois de mars 2008 ;
- (iii) aux effets directs de la détérioration de la Position Nette du Gouvernement à partir du dernier trimestre 2008.

En conséquence, trois ajustements du taux directeur ont été opérés. De 22,5 % à fin décembre 2007, le taux est passé à 24,0 % en janvier, 30,0 % en juin et 40,0 % en décembre de l'année sous examen.

Les modifications du taux directeur ont entraîné des variations automatiques du taux d'intérêt des facilités permanentes. Aussi, ce taux est passé de 25,0 % à fin 2007 à 42,5 % à fin 2008.

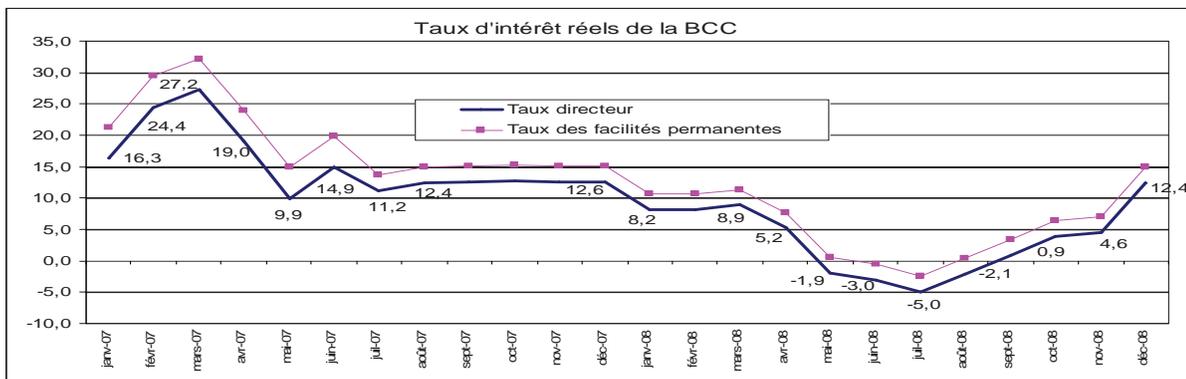
Graphique IV.4 Taux de base de la Banque Centrale du Congo
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Il convient de relever qu'à la suite de la montée de l'inflation, le taux directeur réel a été négatif entre les mois de mai et août 2008. A fin décembre 2008, la marge de positivité a été ramenée quasiment à son niveau de décembre 2007, soit 12,4 points.

Graphique IV.5 Evolution de la marge de positivité du taux directeur
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant du coefficient de la réserve obligatoire, il a été revu à la hausse en janvier 2008. Il est passé de 4,0 % à fin décembre 2007 à 5,0 %.

Quant aux appels d'offres des billets de trésorerie, ils ont augmenté sensiblement au cours de l'année sous revue pour éviter les effets de second tour sur l'inflation. Ils sont passés de 9,0 milliards de CDF au 3 avril 2008 à 49,0 milliards de CDF à fin décembre de la même année. Les BTR ont permis de stériliser 47,0 milliards de CDF en 2008 contre 32,9 milliards une année auparavant, soit une ponction nette de 14,1 milliards.

III. EVOLUTION DES FACTEURS AUTONOMES ET INSTITUTIONNELS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE

L'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire s'est traduite par une injection nette globale de 82,1 milliards de CDF dont 12,1 milliards au premier semestre et 69,9 milliards au second semestre.

1. Facteurs autonomes

Les facteurs autonomes ont induit une injection de 98,7 milliards de CDF dont 9,1 milliards injectés au premier semestre et 89,6 milliards au second semestre.

Tableau IV.5 Facteurs autonomes de la liquidité bancaire
(en milliards de CDF)

	Stock déc-07	Stock juin-08	Flux 1 ^{er} sem. 08	Stock déc-08	Flux 2 ^{ème} sem. 08	Flux annuel 08
AEN	-333,3	-335,9	-2,6	-390,4	-54,5	-57,1
AIN	652,3	664,0	11,7	808,1	144,1	155,8
CNE	198,7	147,3	-51,4	269,3	122,0	70,6
Créances BCM (RME)	2,1	6,4	4,3	6,6	0,3	4,5
Autres créances	3,5	4,9	1,4	3,0	-1,8	-0,5
APN hors BTR	448,0	505,5	57,5	529,2	23,7	81,2
Circulation fiduciaire	243,8	269,3	25,5	320,3	51,0	76,5
Fact. autonomes avec circul. fiduciaire	562,8	597,4	34,6	738,0	140,6	175,2
Total Facteurs autonomes sans circ. fiduc. (*)	319,0	328,1	9,1	417,8	89,6	98,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) + Injection ; - Ponction

2. Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire (facteurs de politique monétaire)

Au cours de l'année 2008, les facteurs institutionnels de la liquidité bancaire ont permis de stériliser globalement 16,6 milliards de CDF, résultant des ponctions de 27,4 milliards de CDF et des injections de 10,8 milliards.

Cependant, le comportement des facteurs institutionnels révèle deux évolutions. Au premier semestre, ils ont induit une injection globale de 3,0 milliards de CDF, expliquée principalement par la baisse de l'encours de BTR et l'accroissement du refinancement des banques.

Au second semestre 2008, les facteurs institutionnels ont conduit à une neutralisation de la liquidité d'un montant de 19,7 milliards de CDF, essentiellement à la suite de l'action des BTR.

Tableau IV.6 Facteurs institutionnels de la liquidité bancaire
(en milliards de CDF)

Facteurs institutionnels	Stock déc-07	Stock juin-08	Flux 1 ^{er} sem. 08	Stock déc-08	Flux 2 ^{ème} sem. 08	Flux annuel 08
1. Ponctions	48,6	55,7	7,2	75,9	20,2	27,4
Vente des devises (flux net)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Encours BTR	32,9	28,5	-4,4	47,0	18,6	14,1
Réserves obligatoires	15,7	27,3	11,6	28,9	1,7	13,3
2. Injections	2,3	12,5	10,2	13,1	0,6	10,8
Refinancement	2,3	12,5	10,2	13,1	0,6	10,8
Facteurs institut. (1-2) (*)	46,2	43,2	-3,0	62,8	19,7	16,6

Source : Banque Centrale du Congo.

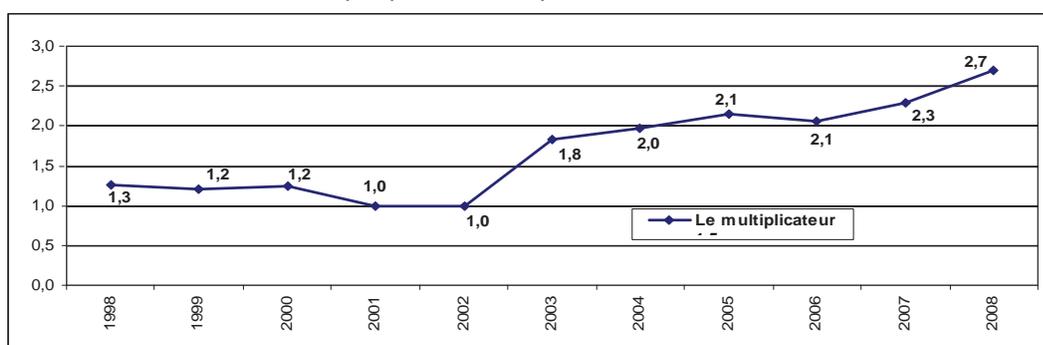
(*) + Ponction ; - injection

IV. MULTIPLICATEUR MONÉTAIRE

Le multiplicateur monétaire est demeuré globalement stable. Il s'est établi à 2,7 points en 2008 contre 2,3 points une année plus tôt. Cette légère hausse est attribuable à l'expansion de la masse monétaire.

L'examen à long terme du multiplicateur monétaire révèle une rupture de tendance à partir de 2003 avec une élévation graduelle. Ce changement comportemental est attribuable aux mutations structurelles des comportements des agents non bancaires dont la préférence pour les dépôts bancaires a significativement augmenté.

Graphique IV.6 Multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

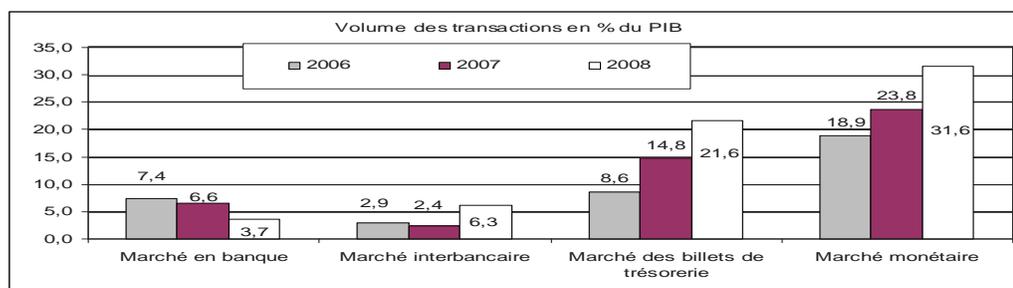
CHAPITRE III

MARCHE MONETAIRE

I. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

L'analyse de la profondeur du marché monétaire révèle un élargissement du poids des transactions financières dans l'ensemble des transactions économiques par rapport à 2007. En effet, les transactions sur les trois compartiments du marché monétaire (marchés en banque, interbancaire et des billets de trésorerie) ont représenté 31,6 % du PIB en 2008 contre 23,8 % en 2007 et 18,9 % en 2006. Un dynamisme particulier a été observé sur le marché des billets de trésorerie dont la proportion a atteint 21,6 %.

Graphique IV.7 Profondeur du marché monétaire



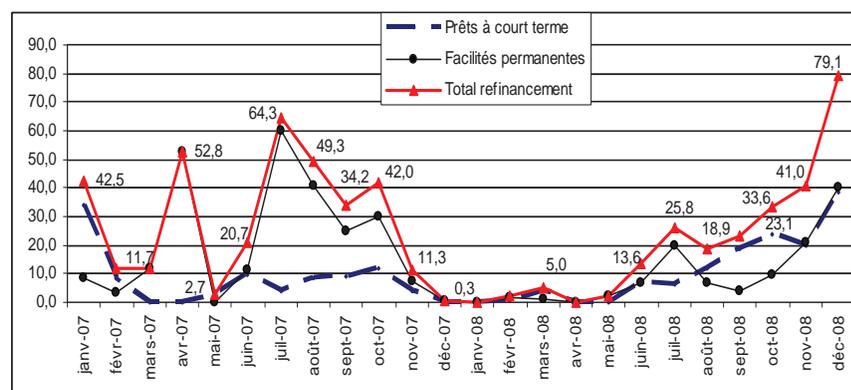
Source : Banque Centrale du Congo.

1. Marché en banque

En 2008, les transactions sur le marché en banque ont baissé de 28,7 %. Elles se sont chiffrées à 244,9 milliards de CDF contre 343,6 milliards une année plus tôt.

Les prêts à court terme et les facilités permanentes ont représenté respectivement 53,3 % et 46,5 % du refinancement total en 2008 contre 26,8 % et 73,2 % en 2007.

Graphique IV.8 Evolution mensuelle des transactions sur le marché en Banque
(en milliards de CDF)

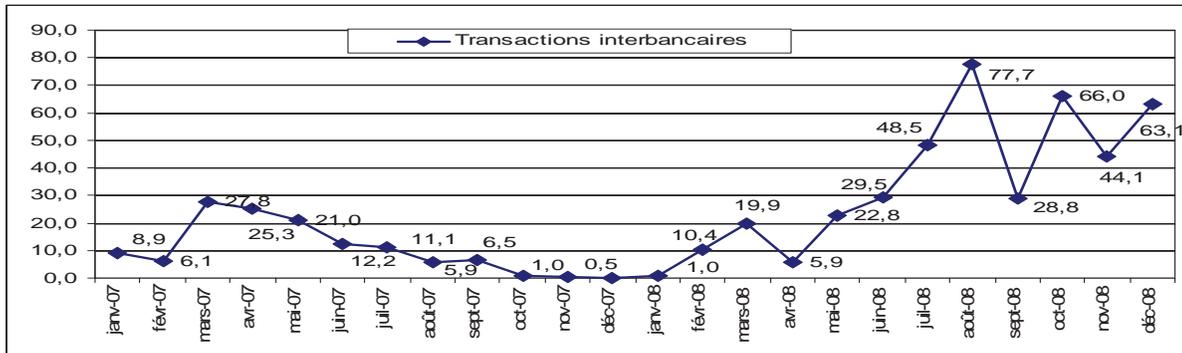


Source : Banque Centrale du Congo.

2. Marché interbancaire

Au cours de l'année 2008, le marché interbancaire a été en expansion. Le volume total des transactions s'est accru de 231,0 % par rapport à l'année 2007. Ces transactions ont représenté 6,3 % du PIB en 2008 contre 2,4 % une année plus tôt.

Graphique IV.9 Volume mensuel des transactions interbancaires
(en milliards de CDF)



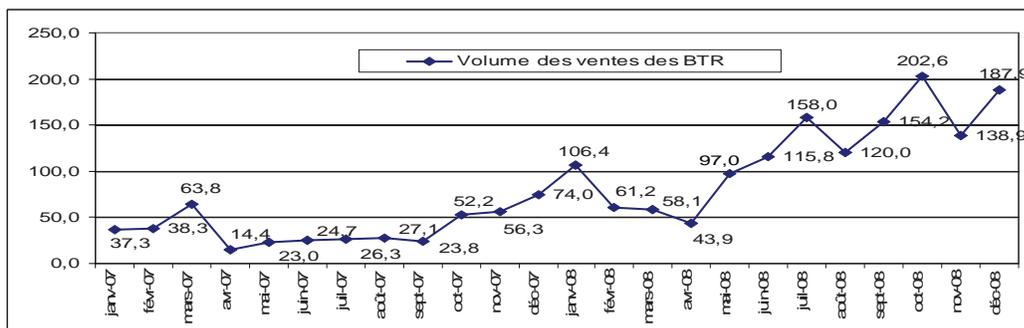
Source : Banque Centrale du Congo.

L'engouement des banques sur le marché interbancaire est notamment expliqué par les conditions plus attractives (taux d'intérêt) sur ce marché, comparativement aux taux de refinancement.

3. Marché des BTR

En 2008, le marché des billets de trésorerie a été le segment le plus dynamique du marché monétaire, en raison de l'augmentation significative des transactions (triple du volume des ventes des BTR).

Graphique IV.10 Ventes mensuelles des billets de trésorerie
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

En effet, les soumissions retenues des BTR ont atteint 1.444,0 milliards de CDF en 2008 alors qu'elles ne se situaient qu'à 461,1 milliards en 2007.

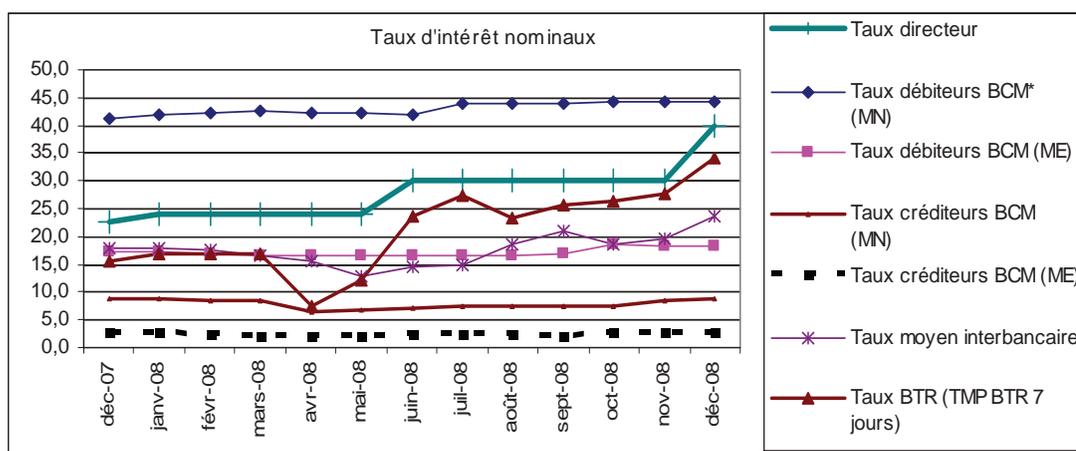
S'agissant du volume moyen mensuel des BTR vendus, il est passé de 38,0 milliards de CDF à plus de 100,0 milliards en 2008, en raison de la rentabilité élevée des BTR, du faible risque de cet actif et de l'augmentation de la demande des banques.

II. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTÉRÊT

1. Taux nominaux

Au cours de l'année 2008, une évolution globalement haussière des taux d'intérêt nominaux a été observée. Cette tendance est plus remarquable au niveau des taux appliqués sur les transactions en monnaie nationale, les taux d'intérêt sur les transactions en monnaies étrangères étant restés stables en raison de l'incorporation ex ante du risque de change.

Graphique IV.11 Comportement des taux d'intérêt
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo

Pour le taux directeur, il convient de rappeler que ce taux de base est passé de 22,5 % à fin 2007 à 40,0 % à fin 2008.

Le taux moyen interbancaire a été relativement volatile à la suite notamment de la hausse du taux directeur et de l'importance de demande de monnaie centrale exprimée par les banques au cours de l'année 2008. Cependant, il importe de relever deux périodes dans l'évolution du taux moyen interbancaire. Entre fin décembre 2007 et fin mai 2008, un mouvement baissier a été observé, le taux étant passé de 18,0 % à 13,0 %. A partir du mois de juin, une inversion des tendances a marqué le comportement du taux moyen interbancaire, lequel est passé de 13,0 % à 23,5 % à fin décembre 2008.

Sur le marché des billets de trésorerie, le taux d'intérêt moyen pondéré (TMP) a évolué successivement dans deux couloirs de stabilité. En effet, de décembre 2007 à mai 2008, une relative concentration du taux autour d'une moyenne de 14,0 % a été observée. A partir de juin 2008, l'évolution du TMP a été marquée par un déplacement, vers le haut, de la zone de fluctuation du taux autour d'une moyenne de 27,0 %.

Le comportement du taux moyen pondéré des BTR a été relativement corrélé aux ajustements du taux directeur. En effet, ce dernier constitue le plafond pour les taux proposés par les demandeurs des BTR.

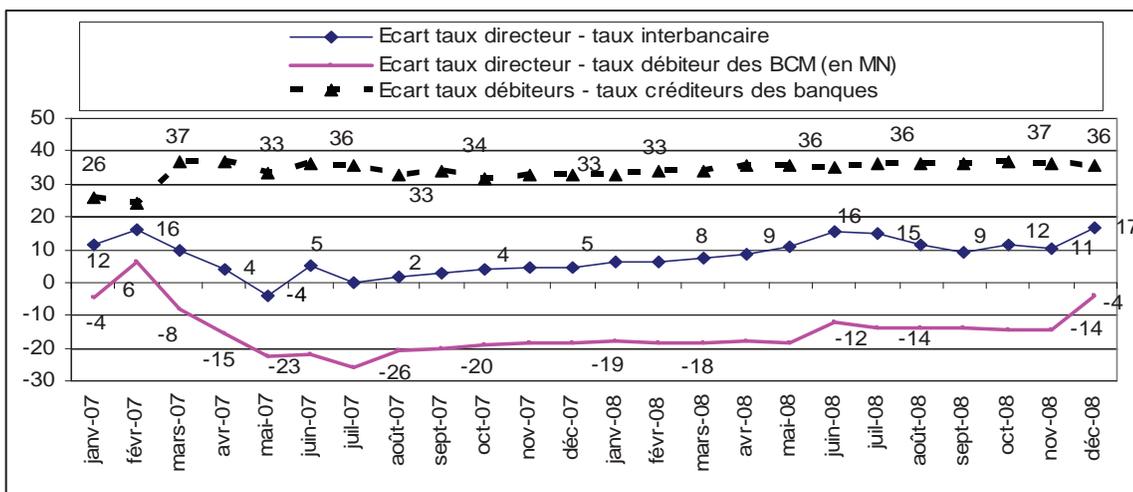
S'agissant des taux débiteurs et créditeurs des banques, seules les rémunérations des crédits et dépôts en monnaie nationale ont connu des hausses significatives. Cette évolution s'explique par, d'une part, les tensions inflationnistes qui ont marqué l'année 2008 et les ajustements à la hausse du taux directeur et, d'autre part, l'incorporation de la prime de risque tenant au risque de détérioration du portefeuille crédit à la suite des effets de la crise financière internationale.

A fin 2008, les taux débiteurs des banques se sont situés à 44,4 % pour les crédits en monnaie nationale et 18,2 % pour les crédits en devises contre respectivement 41,3 % et 17,3 % à fin 2007. Quant aux taux créditeurs des banques, ils se sont situés à 8,6 % pour les dépôts en monnaie nationale et 2,8 % pour les dépôts en monnaies étrangères à fin 2008 contre respectivement 8,7 % et 2,6 % une année plus tôt.

2. Ecart des taux d'intérêt sur le marché monétaire

Au cours de l'année 2008, l'écart entre le taux directeur et le taux interbancaire a atteint 17 points contre 5 points à fin 2007, expliquant le déplacement de la demande des liquidités des banques vers le marché interbancaire.

Graphique IV.12 Ecart des taux d'intérêt
(en points)



Par ailleurs, l'écart entre le taux directeur et le taux débiteur moyen des banques s'est sensiblement atténué en 2008. Il s'est situé à -4 points contre -19 points une année plus tôt.

L'analyse de l'écart entre les taux débiteurs et les taux créditeurs des banques, sur les transactions en monnaie nationale révèle le maintien de la marge d'intermédiation des banques à des niveaux très élevés.

CHAPITRE IV

CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

I. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CRÉDITS

L'encours des crédits du système bancaire en 2008 a été marqué par une accélération du rythme de progression. En effet, les crédits bancaires ont enregistré une hausse de 115,0 % contre 53,6 % une année plus tôt. Cette évolution est attribuable à la rémanence de l'activité économique des années précédentes.

Cette situation est attestée par l'accroissement du poids des crédits bancaires dans l'ensemble des transactions économiques, le ratio crédit sur PIB étant relativement resté stable entre 2007 et 2008 (5,5 % et 9,2 %).

Tableau IV.7. Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers
(en milliards de CDF)

	2005	2006	2007	2008
I. Crédits à décaissement	72,7	126,4	200,8	490,4
A. <u>Crédits à court terme</u>	60,6	115,2	169,3	412,3
1. Agriculture	5,2	9,7	7,9	15,2
2. Industrie Manufacturière	9,9	13,4	16,4	29,9
3. Distribution	10,9	16,4	23,3	79,8
4. Transport	6,4	23,6	33,8	34,4
5. Autres secteurs *	28,2	52,0	88,0	253,0
B. <u>Crédits à moyen terme</u>	12,0	11,2	31,5	78,2
1. Investissements productifs	1,2	4,8	6,5	9,8
2. Prêts spéciaux	9,0	0,0	2,3	8,6
3. Autres *	1,8	6,4	22,7	59,7
II. Crédits d'engagement	50,2	57,1	77,6	108,1
1. Crédocs à l'import	10,8	15,8	38,6	49,9
2. Crédocs** à l'export	1,2	0,0	0,0	0,1
3. Autres crédits non ventilés	38,3	41,3	39,0	58,1
III. Total crédits BCM (I+II)	122,9	183,5	278,4	598,5
IV. Banque Centrale du Congo	0,0	0,0	3,3	3,0
V. TOTAL GENERAL (III+IV)	122,9	183,5	281,7	601,5

Source : Banque Centrale du Congo.

Le poste « Autres » rassemble les crédits alloués aux autres secteurs ou d'autres formes de crédit non ventilés.

** Crédits documentaires.

1. Crédits à décaissement

Une forte accélération de la croissance des crédits à décaissement octroyés par les banques a été observée comparativement à l'année 2007, soit 144,2 % contre 47,0 %.

Ainsi, le poids de cette catégorie des crédits dans le portefeuille crédit global a gagné 21,4 points par rapport à 2007 (soit 81,5 % contre 60,1 %).

Répartition par terme. Les crédits à court terme et ceux à moyen terme se sont accrus respectivement de 143,5 % et 148,3 % au terme de l'année sous analyse.

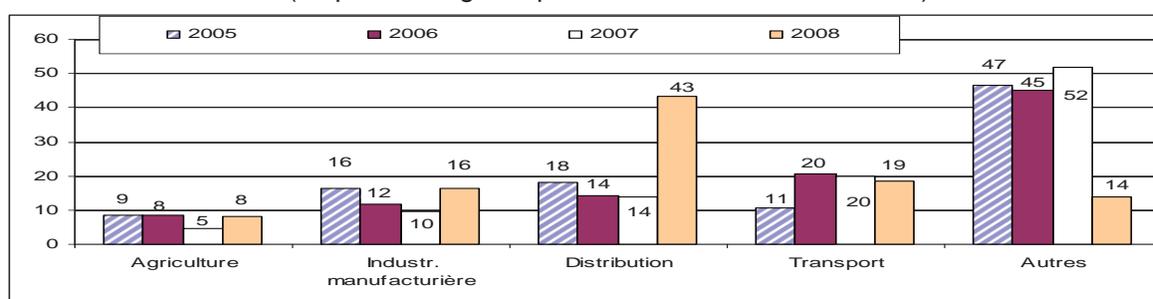
Cependant, ces évolutions n'ont pas modifié significativement la structure des crédits. En effet, de 2007 à 2008, la part de crédits à court terme est passée de 83,9 % à 84,1 % alors que celle de crédits à moyen terme de 15,7 % à 15,9 %.

Cette situation est notamment attribuable au comportement des banques consistant à éviter un prolongement du risque dans le long terme, lié au changement brusque de la conjoncture économique.

1.1 Répartition par secteur d'activité

L'allocation des crédits bancaires à décaissement aux différents secteurs d'activités économiques a plus été orientée vers les secteurs de distribution et de transport (23,3 % du total). Ces deux secteurs ont également absorbés 27,7 % des crédits à court terme (respectivement 19,4 % et 8,3 %) contre 35,0 % et 33,7 % des crédits à court terme en 2006 et 2007.

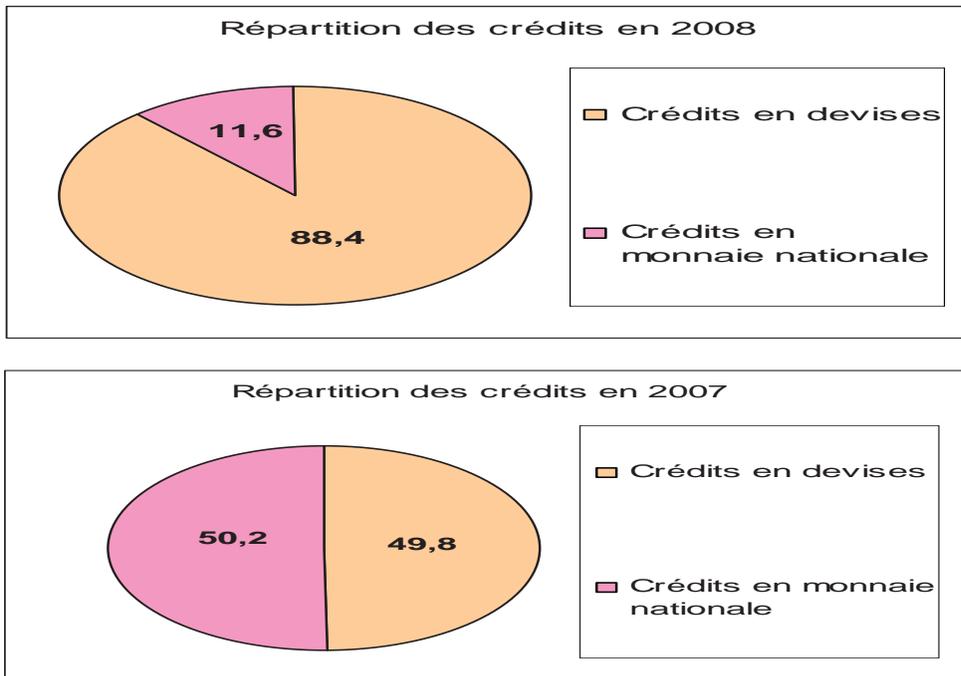
Graphique IV.13 Allocation des crédits aux branches d'activités économiques (en pourcentage du portefeuille crédit à court terme)



1.2 Répartition des crédits suivant la monnaie de règlement

Le poids des crédits en monnaies étrangères a gagné 38,6 points de pourcentage en 2008. En effet, ces crédits ont absorbé 88,4 % des crédits bancaires contre 49,8 % une année auparavant.

Graphique IV.14 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement
(en pourcentage)



L'éviction des crédits en monnaie nationale s'explique essentiellement par la volonté des banques de se protéger contre le risque de change permanent qui a caractérisé l'économie congolaise au cours de dernières années. Ce risque tient aux fréquents épisodes de dépréciation monétaire.

2. Crédits de signature

Au cours de l'année 2008, les crédits de signature se sont accrus de 39,3 %. Cette augmentation concerne principalement les crédits documentaires à l'importation (hausse de 29,3 %) ainsi que les autres crédits non ventilés (hausse de 49,0 %).

CHAPITRE V

INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

I. SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT

Au cours de l'année 2008, la Société Financière de Développement, SOFIDE en sigle, a exercé ses activités dans un environnement austère marqué par la crise financière internationale et un contexte intérieur peu favorable. Ainsi, la SOFIDE a clôturé son exercice avec un résultat bénéficiaire faible.

En effet, il y a lieu de signaler que la SOFIDE est plongée dans une baisse continue de ses activités depuis 1990, à cause de :

- l'obligation lui faite par ses bailleurs de fonds extérieurs de rembourser d'abord l'intégralité de ses emprunts avant de bénéficier de nouvelles lignes ;
- la mauvaise application de l'ordonnance-loi n° 087/26 du 07/07/1987 portant prise en charge par l'Etat du risque de change ;
- l'incapacité de ses actionnaires à honorer leurs souscriptions dues à l'augmentation du capital décidée par l'Assemblée Générale d'avril 1993 ;
- l'environnement macroéconomique en constante dégradation jusqu'en 2001 ;
- les faiblesses dans la gestion.

Au 31 décembre 2008, le portefeuille-prêts a totalisé 36 projets contre 23 au terme de l'année précédente. Ils ont représenté des engagements cumulés de 942,6 millions de CDF contre 767,1 millions une année plus tôt. Les crédits attribués à la clientèle se sont chiffrés à 821,5 millions de CDF contre 328,4 millions en 2007. Les créances normales sont restées majoritaires, s'établissant à 825,1 millions de CDF, soit 87,5 %.

Au terme de l'année sous revue, le total du bilan résumé de la SOFIDE a atteint 1.531,0 millions de CDF contre 1.163,3 millions une année auparavant, soit une augmentation de 31,6 %. Exprimé en Dollar US, ce total est passé de 1,8 million en 2007 à 2,4 millions. Cet accroissement bilantaire est essentiellement expliqué par l'affectation de la subvention aux opérations de crédit.

A l'actif, l'augmentation observée s'explique principalement par l'évolution des crédits à court, moyen et long termes qui a pratiquement doublé par rapport à 2007. Ils se sont chiffrés à 805,2 millions de CDF en 2008 contre 423,5 millions une année plus tôt, soit une hausse de 90,1 %. Cette situation est due essentiellement aux nouveaux crédits à la clientèle financés par les fonds propres et la subvention obtenue du Gouvernement dans le cadre du Fonds d'Intervention Economique, FIE en sigle.

Au passif, la progression observée est attribuable principalement à l'évolution des fonds propres, qui ont atteint 973,0 millions de CDF à fin 2008 contre 579,8 millions

en 2007, soit un accroissement de 67,8 %. Cette situation provient du résultat bénéficiaire, de la plus value de réévaluation et de la subvention d'équipement.

Au terme de l'exercice 2008, la SOFIDE a eu un bénéfice net de 34,3 millions de CDF contre 24,7 millions l'année avant. Ce résultat demeure largement tributaire des produits non-bancaires, s'élevant à 529,0 millions de CDF sur un total de 681,8 millions, soit 77,6 % contre 88,0 % en 2007.

Les frais de gestion ont enregistré un accroissement élevé, passant de 377,8 millions de CDF en 2007 à 694,0 millions, soit une augmentation de 83,7 % induits par les effets combinés de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie nationale. En terme réel, l'accroissement est de 44,5 %.

D'importantes reprises sur provisions à hauteur de 379,7 millions de CDF contre 97,7 millions, constituées pour l'essentiel des encours et des impayés, ont permis de rendre bénéficiaire le résultat net de l'exercice 2008.

Tableau IV.8 Bilans résumés de la Société Financière de Développement
(en CDF)

	2007	2008
Immobilisations Nettes	191 349 821,00	206 892 599,00
Prêts à C.M.L.T	423 509 328,00	805 177 082,00
Impayés	84 956 069,00	20 834 047,00
Débiteurs divers	187 963 327,00	193 647 261,00
Disponibilités	19 939 023,00	9 373 175,00
Actifs Divers	255 538 852,00	295 103 063,00
ACTIF=PASSIF	1 163 256 419,00	1 531 027 227,00
Fonds propres	579 823 150,00	972 968 081,00
dont Résultat	24 680 020,00	34 344 732,00
Dettes à M.L.T	362 701 520,00	362 479 975,00
Dettes à C.T	220 731 749,00	195 579 171,00

Source : Rapport de la Société Financière de Développement.

II. FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE

L'année 2008 a été marquée, pour le Fonds de Promotion de l'Industrie, FPI en sigle, par le changement de ses Conseil d'Administration et Comité de Gestion. Ce changement s'est accompagné d'un train de mesures d'assainissement et de rationalisation de la gestion, conduisant à un résultat d'exploitation positif alors qu'il est resté négatif depuis cinq ans.

Au cours de l'année sous revue, les recettes mobilisées au titre de la Taxe de Promotion de l'Industrie (TPI) ont atteint 21.245,6 millions de CDF dont 5.505,8 millions provenant de la TPI locale et 15.739,9 millions de la TPI Import contre 14.013,1 millions l'année précédente, soit une progression de 51,6 %. Cette évolution est consécutive à l'accroissement du nombre d'entreprises locales redevables, passant de 265 en 2007 à 277 et d'une hausse de la TPI à l'importation de 62,1 %.

Au cours de la même année, le Fonds de Promotion de l'Industrie a réceptionné 198 projets dont 91 ont été agréés. Il sied de souligner que plusieurs dossiers éligibles n'ont pas été financés à la suite de l'insuffisance des ressources. Le volume des financements accordés s'est élevé à 28.231,1 millions de CDF contre des prévisions de 21.000,0 millions, soit un taux de 134,4 % de réalisation.

Le portefeuille-prêts a accusé des encours prêts de 35.206,9 millions de CDF et des impayés de 19.352,5 millions contre respectivement 12.231,8 millions et 4.005,5 millions, attribuable, d'une part, au dynamisme des services compétents pour l'encours et à la crise financière internationale pour les impayés, d'autre part.

Le taux de recouvrement des prêts s'est situé à 34,0 % identique au niveau de 2007 alors qu'il avait atteint un pic de 53,1 % en 2003. Cette situation s'explique par le manque de culture du crédit, la mauvaise foi de certains promoteurs auxquels s'ajoutent les effets de la crise financière internationale.

Le total bilantaire du FPI arrêté au 31 décembre 2008 s'est élevé à 69.097,4 millions de CDF contre 43.884,5 millions une année plus tôt, soit une progression de 57,5 %.

En avoirs, l'accroissement constaté provient essentiellement des valeurs réalisables et des autres valeurs immobilisées. En effet, les valeurs réalisables se sont chiffrées à 27.475,1 millions de CDF contre 15.545,1 millions une année auparavant, soit une hausse de 76,7 %. Quant aux autres valeurs immobilisées, elles sont passées de 23.212,4 millions de CDF à 36.553,8 millions, soit une augmentation de 57,5 %.

En engagements, l'évolution observée s'explique par l'accroissement des capitaux permanents et des dettes à court terme non bancaires. En effet, les fonds propres se sont situés à 57.977,0 millions de CDF contre 38.606,5 millions en 2007, soit une augmentation de 50,2 %. Cette évolution tient pour l'essentiel à l'accroissement de la taxe pour la promotion de l'industrie (TPI). Les emprunts et dettes à long et moyen termes, qui ont plus que doublés, se sont établis à 3,7 millions de CDF à fin décembre 2008 contre 1,8 million une année avant, soit une hausse de 106,2 %.

De même, les dettes à court terme non bancaire sont passées de 5.276,2 millions de CDF en 2007 à 11.116,8 millions, soit un accroissement de 110,7 %.

Au 31 décembre 2008, le compte de résultat, qui a été négatif depuis 2003, a affiché un solde positif de 74,5 millions de CDF et ce, malgré les effets de la crise financière internationale contre un solde négatif de 1.062,1 millions en 2007.

Tableau IV.9 Bilans résumés du Fonds de Promotion de l'Industrie
(en CDF)

	2007	2008
Immobilisations Incorporelles	4 890 133,00	21 149 364,00
Terrains	1 270 800,00	1 270 800,00
Immobilisations Corporelles	1 786 845 197,00	2 635 851 936,00
Autres Valeurs Immobilisées	23 212 433 430,00	36 553 851 936,00
Valeurs d'Exploitations	23 861 883,00	37 674 853,00
Valeurs Réalisables	15 545 089 504,00	27 475 085 898,00
Valeurs Disponibles	3 310 102 434,00	2 372 656 522,00
ACTIF=PASSIF	43 884 493 381,00	69 097 540 736,00
Fonds propres	38 606 539 084,00	57 977 024 029,00
Emprunts & Dettes à long et moyens termes	1 788 386,00	3 687 086,00
Dettes à court terme non bancaire	5 276 165 911,00	11 116 829 621,00
Dettes à court terme bancaire	0	0

Source : Rapport du Fonds de Promotion de l'Industrie.

CHAPITRE VI

MICROFINANCE

La microfinance a pour mission de construire l'image d'une industrie microfinancière performante dans l'optique de la lutte contre la pauvreté et constitue donc un enjeu important au sein du volet social d'une stratégie de développement durable. Il est un moyen de rendre confiance et dignité à des populations pauvres, exclues du crédit, tout en faisant appel à leur responsabilité d'emprunteurs soucieux d'honorer leurs engagements. Il est un substitut au « malendettement » ; il ouvre un chemin pour accéder à l'emploi et favoriser les initiatives individuelles et collectives. Par des actes d'épargne bien choisis, il exprime un esprit de solidarité, si nécessaire à la sortie de crise d'une société.

Le secteur de la microfinance regroupe une diversité d'acteurs au sein desquels prédominent les institutions de collecte d'épargne et d'octroi de crédit, organisées pour la plupart sous la forme de coopérative ou de mutualité.

I. CADRE LÉGAL, RÉGLEMENTAIRE ET INSTITUTIONNEL

1. Textes de Loi et Réglementaire

La microfinance en République Démocratique du Congo est régie par trois textes légaux et un texte réglementaire, à savoir : (i) la Loi n° 005/2002 du 05 mai 2002 relative à la Constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo (Article 65) ; (ii) la Loi n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit ; (iii) la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Epargne et de Crédit ; et (iv) l'Instruction n° 1 du 12 septembre 2003 applicable aux Institutions de microfinance, telle que modifiée le 18 décembre 2005. Cette instruction a été prise en conformité avec l'article 6 de la loi n°005/2002 sus évoquée.

2. Agréments octroyés

Au cours de l'année 2008, la Banque Centrale du Congo a agréé 87 Coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC), 15 Institutions de microfinance (IMF) et 2 structures faïtières (Coopératives Centrales). Le réseau d'institutions de microfinance compte 104 structures de base. Celles-ci sont réparties à raison de 41 à Kinshasa et 63 sur le reste de l'étendue du territoire national principalement dans le Nord et le Sud-Kivu, soit 39,4 % et 60,6 %.

II. ACTIVITÉS

1. Principales Réalisations

Au terme de l'année 2008, dans le but de doter ce secteur d'un cadre légal et réglementaire spécifique, des actions ont été réalisées à travers la microfinance avec le concours des Partenaires Techniques et Financiers. Ces actions concernent :

- l'élaboration du Plan Comptable des Coopératives d'Épargne et de Crédit et des Institutions de microfinance (PCCI). Ce projet, qui date de juin 2008, a été transmis aux autorités compétentes pour sa validation et son adoption et présente un avantage d'être aussi un document harmonisé et simplifié à l'usage de toutes les institutions opérant dans le secteur de la microfinance ;
- le démarrage du processus d'élaboration, de l'Avant-projet de Loi sur la microfinance dont l'objectif poursuivi serait de doter le secteur d'un cadre légal spécifique, clair et innovant en vue de combler le vide juridique existant.

2. Relations avec les Partenaires du secteur

Les bailleurs de fonds, le Gouvernement et la Banque Centrale du Congo apportent leurs concours au secteur. En outre, les bénéficiaires et les prestataires appuient aussi techniquement le secteur.

S'agissant des bailleurs de fonds, les principaux sont l'Agence Canadienne pour la Coopération Internationale (ACDI), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU) et la Coopération allemande (KFW). Cette dernière intervient dans le cadre du Programme d'Appui au Secteur de la microfinance, PASMIF en sigle, pour le renforcement direct des prestataires de service par la formation et/ou les subventions ;

Il sied de préciser que ces bailleurs de fonds concourent dans la promotion des systèmes financiers décentralisés au niveau du renforcement des capacités et dans l'octroi de financement.

Pour ce qui est du Gouvernement, le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, PME en sigle, est chargé de promouvoir ce secteur par l'élaboration d'une politique et d'une stratégie nationales de microfinance. A ce propos, un Atelier de validation du document, Projet de Stratégie Nationale de microfinance, a eu lieu en date du 22 au 24 avril 2008 à l'Hôtel Memling.

Quant à la Banque Centrale du Congo, son appui dans ce secteur porte notamment sur la réglementation et la supervision.

Il y a lieu de signaler que deux banques commerciales, à savoir la Procrédit bank et la Trust Merchant Bank offrent également leurs services financiers dans le secteur de la microfinance.

3. Caractéristiques du secteur

Actuellement, le secteur microfinancier congolais est caractérisé par une multitude de nouvelles institutions, souvent de petite taille, peu structurées et peu rentables. Ces institutions font état d'un manque de professionnalisme et se caractérisent par l'absence d'une vision stratégique des promoteurs, d'une production irrégulière d'informations comptables et d'une mauvaise gestion.

La vision de la Banque Centrale du Congo est que les Institutions de microfinance (IMF) deviennent plus performantes pour contribuer de façon efficace et durable à son développement en vue de la réduction de la pauvreté en République Démocratique du Congo.

Elle s'est également assigné pour mission de faciliter la professionnalisation et le développement des IMF, d'une part, en renforçant continuellement leurs capacités à offrir les services au regard de meilleures pratiques et, d'autre part, en améliorant l'environnement juridique, économique et politique dans lequel elles interviennent.

4. Evolution des principaux indicateurs

Bien qu'opérant dans un environnement économique très difficile, les IMF en République Démocratique du Congo ont affiché une évolution assez remarquable en 2008. Avec un nombre d'épargnants, se situant à 293.682, le volume d'épargne s'est chiffré à 47,5 millions de USD. Quant aux encours des crédits, ils se sont élevés à 41,2 millions de USD.

Tableau IV.10 Evolution de principaux indicateurs

Rubriques	Déc.2008
Volume d'épargne (en millions de USD)	47.5
Encours de crédits (en millions de USD)	41,2
Nombre épargnants	293.682

Source : Banque Centrale du Congo.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.11 Situation monétaire intégrée (CDF)⁽¹⁾

	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-1 376 430 442	-2 058 507 856	-21 729 098 644	-72 050 597	-222 333 186	-258 994 575	-281 771 653	-273 877 146	-320 022 951	-172 600 999	-212 609 136
a) Avoirs	277 197 787	752 337 006	7 692 135 802	49 457 991	65 210 308	103 602 062	212 957 864	165 880 168	225 141 411	308 030 781	355 338 322
b) Engagements	1 653 628 229	2 810 844 862	29 421 234 446	121 508 588	287 543 494	362 596 637	494 729 517	439 757 315	545 164 362	480 631 780	567 947 458
2. Avoirs intérieurs nets	2 221 473 013	5 973 781 489	45 287 162 637	149 194 329	321 166 067	389 113 289	503 998 194	550 988 623	756 945 133	831 434 853	1 256 926 089
2.1. Crédits intérieurs	659 395 382	3 523 442 725	16 677 832 892	25 849 618	3 560 887	18 056 609	18 640 503	148 036 576	166 316 237	373 350 913	726 186 246
a) Créances nettes sur l'Etat	561 099 624	3 189 565 634	13 729 729 816	12 496 437	-10 390 967	-1 566 389	-23 013 366	84 567 323	45 535 779	176 212 434	247 272 901
b) Crédits à l'économie	98 295 758	333 877 091	2 948 103 076	13 353 181	13 951 854	19 622 998	41 653 869	63 469 253	120 780 458	197 138 479	478 913 345
2.2. Autres postes nets	1 562 077 631	2 450 338 764	28 609 329 745	123 344 711	317 605 180	371 056 680	485 357 691	402 952 047	590 628 896	458 083 941	530 739 843
3. Masse monétaire	845 042 571	3 915 273 633	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182	658 833 855	1 044 316 953
- Monnaie	638 154 169	3 462 328 904	19 373 019 177	42 170 891	57 892 782	72 110 061	117 077 906	138 893 004	211 982 878	300 272 941	393 844 082
- Quasi - monnaie	206 888 402	452 944 729	4 185 044 816	34 972 841	40 940 099	58 008 653	105 148 635	138 218 473	224 939 304	358 560 914	650 472 871

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.11 Bis Situation monétaire intégrée
(en millions de XDR)

	1997	1998	1999	2000	2001®	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-400,5	-399,0	-333,1	-336,5	-181,6	-459,3	-469,7	-409,9	-444,4	-420,1	-219,0	-213,9
a) Avoirs	98,9	80,3	121,7	119,1	124,6	195,9	187,9	309,8	269,1	295,6	390,8	357,5
b) Engagements	499,4	479,3	454,8	455,6	306,2	655,2	657,5	719,7	713,5	715,7	609,8	571,4
2. Avoirs intérieurs nets	628,7	643,9	966,6	701,3	376,0	701,0	705,6	733,2	998,4	993,7	1 054,9	1 264,5
2.1 Crédits Intérieurs	244,3	191,1	570,1	258,3	65,2	-42,2	32,7	27,1	240,2	218,3	473,7	730,6
a) Créances nettes sur l'Etat	211,4	162,6	516,1	212,6	31,5	-8,0	-2,8	-33,5	137,2	59,8	223,6	248,8
b) Crédits à l'économie	32,9	28,5	54,0	45,7	33,7	-34,2	35,6	60,6	103,0	158,6	250,1	481,8
2.2. Autres postes nets	384,4	452,8	396,5	443,0	310,8	743,2	672,9	706,1	758,2	775,4	581,2	533,9
3. Masse monétaire	228,2	244,9	633,5	364,8	194,4	241,7	236,0	323,3	449,6	573,6	835,9	1 050,6
- Monnaie	155,5	185,0	560,2	300,0	106,3	129,3	130,8	170,3	225,4	278,3	381,0	396,2
- Quasi - monnaie	72,7	60,0	73,3	64,8	88,1	112,4	105,2	153,0	224,3	295,3	455,0	654,4

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.12. Situation monétaire intégrée en 2008
(en milliers de CDF)

	Décembre 2007	Mars 2008	Juin 2008	Sept. 2008	Décembre 2008
1. Avoirs extérieurs nets	-172 600 999	-219 137 190	-190 558 207	-205 272 235	-212 609 136
a) Avoirs extérieurs	308 030 781	408 415 104	415 723 070	435 663 187	355 338 322
b) Engagements extérieurs	480 631 780	627 552 294	606 281 277	640 935 422	567 947 458
2. Avoirs intérieurs nets	831 434 853	991 582 887	1 042 046 892	1 108 582 842	1 256 926 089
2.1 Crédits intérieurs	373 350 913	390 629 534	435 566 245	530 721 310	726 186 246
a) Créances nettes sur l'Etat	176 212 434	130 098 796	118 471 055	145 946 120	247 272 901
b) Crédits à Economie	197 138 479	260 530 737	317 095 189	384 775 190	478 913 345
2.2 Autres postes nets	458 083 941	600 953 354	606 480 647	577 861 532	530 739 843
3. Masse monétaire	658 833 855	772 445 697	851 488 685	903 310 607	1 044 316 953
Monnaie	300 272 941	290 044 404	304 394 133	324 359 715	393 844 082
Quasi - Monnaie	358 560 914	482 401 293	547 094 551	578 950 892	650 472 871

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.12 Bis Situation monétaire intégrée en 2008
(en millions de XDR)

	Déc. 2007	Mars 2008	Juin 2008	Sept. 2008	Déc. 2008
1. Avoirs extérieurs nets	-219,0	-239,1	-209,1	-224,1	-213,9
a) Avoirs extérieurs	390,8	445,6	456,3	475,7	357,5
b) Engagements extérieurs	609,8	684,7	665,4	699,9	571,4
2. Avoirs extérieurs nets	1 054,9	1 081,8	1 143,7	1 210,5	1 264,5
2.1 Crédits intérieurs	473,7	426,2	478,0	579,5	730,6
a) Créances nettes sur l'Etat	223,6	141,9	130,0	159,4	248,8
b) Crédits à Economie	250,1	284,2	348,0	420,1	481,8
2.2 Autres postes nets	581,2	655,7	665,6	631,0	533,9
3. Masse monétaire	835,9	842,8	934,5	986,3	1 050,6
Monnaie	381,0	316,4	334,1	354,2	396,2
Quasi - Monnaie	455,0	526,3	600,5	632,2	654,4

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.13 Liquidités monétaires et quasi monétaires
(en CDF) ⁽¹⁾

	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Circulation fiduciaire hors banques	152 170 580	514 520 041	2 944 499 065	15 962 788 910	31 417 133,0	49 757 474	63 148 445	101 467 260	119 934 976	182 233 759	233 252 894	304 567 760
Emissions monétaires (2)	204 460 750	812 472 623	3 327 643 896	17 619 660 832	35 092 894	53 014 533	68 170 484	112 155 778	136 515 883	192 563 313	243 784 783	320 274 197
Encaisses B.C.C.	36 865 150	268 102 554	334 179 759	1 108 540 025	2 871 087	1 455 982	-2 273 685	-6 267 269	-12 722 160	-7 229 547	-	-
Encaisses B.C.M.	15 425 020	29 850 028	48 965 072	548 331 897	804 674	1 801 077	-2 748 354	-4 421 249	-3 858 746	-3 100 007	-10 531 889	-15 706 437
2. Monnaie scripturale	175 586 220	330 522 530	970 774 568	7 595 275 083	45 726 599	49 075 407	66 970 269	120 759 281	157 176 501	254 688 424	425 164 381	739 973 344
Dépôts à vue	71 166 400	123 634 128	517 829 839	3 410 230 267	10 753 758	8 135 308	8 961 616	15 610 646	18 958 028	29 749 120	66 603 467	89 500 473
- Banque Centrale du Congo	22 736 080	60 995 765	113 016 494	1 249 367 568	2 773 686	179 364	355 442	246 447	167 511	323 606	615 727	1 854 880
- Banques Créatrices de Monnaie	48 430 320	62 638 363	404 813 345	2 160 862 699	7 980 072	7 955 944	8 606 174	15 364 199	18 790 517	29 425 514	65 987 740	87 645 594
Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	72 743 350	131 636 371	247 758 362	2 630 705 445	27 058 671	36 195 806	52 392 711	98 192 247	128 399 046	213 515 712	340 964 375	605 805 516
Dépôts à terme en MN	795 920	4 655 542	1 785 268	358 236	24 958	161 574	321 240	362 385	381 481	441 412	2 500 099	1 656 900
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	795 920	4 655 542	1 785 268	358 236	24 958	161 574	321 240	362 385	381 481	441 412	2 500 099	1 656 900
Dépôts en devises des résidents	71 947 430	126 980 829	245 973 094	2 630 347 209	27 033 713	36 034 232	52 071 471	97 829 862	128 017 565	213 074 300	338 464 277	604 148 616
- Banque Centrale du Congo	9 004 480	19 520 548	43 637 995	470 860 506	7 637 203	5 332 770	3 963 886	6 071 094	5 619 630	4 423 572	1 945 902	2 584 543
- Banques Créatrices de Monnaie	62 942 950	107 460 281	202 335 099	2 159 486 703	19 396 510	30 701 462	48 107 585	91 758 768	122 397 935	208 650 728	336 518 375	601 564 073
Provision pour paiements des importations	31 676 470	75 252 031	205 186 367	1 554 339 371	7 914 170	4 744 293	5 615 942	6 956 388	9 819 427	11 423 592	17 596 539	44 667 356
- Banque Centrale du Congo	29 320 610	70 262 411	152 639 893	1 224 048 820	6 935 743	3 650 299	3 458 763	4 687 520	3 361 056	2 817 921	2 959 785	2 908 038
- Banques Créatrices de Monnaie	2 355 860	4 989 620	52 546 474	330 290 551	978 427	1 093 994	2 157 179	2 268 868	6 458 371	8 605 671	14 636 753	41 759 318
Total (1 + 2)	327 756 800	845 042 571	3 915 273 633	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182	658 417 275	1 044 541 104

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007

Tableau IV.14 Liquidités monétaires et quasi monétaires en 2008
(en milliers de CDF)

	Décembre 2007	Mars 2008	Juin 2008	Sept. 2008	Décembre 2008
1. Circulation fiduciaire hors banques	233 252 894	227 274 348	257 291 133	259 765 846	304 567 760
Emissions monétaires	243 784 783	243 014 109	269 276 087	283 636 221	320 274 197
Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-10 531 889	-15 739 761	-11 984 954	-23 870 375	-15 706 437
2. Monnaie scripturale	425 580 960	545 171 349	594 197 552	643 544 761	739 973 344
Dépôts à vue	67 020 046	62 770 056	47 103 001	64 593 869	89 500 473
- Banque Centrale du Congo	1 032 306	1 501 923	1 716 226	1 595 134	1 854 880
- Banques Créatrices de Monnaies	65 987 740	61 268 133	45 386 775	62 998 735	87 645 594
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	340 964 375	461 612 243	524 030 251	553 146 817	605 805 516
Dépôts à terme en M.N.	2 500 099	1 699 253	1 418 295	1 864 644	1 656 900
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	2 500 099	1 699 253	1 418 295	1 864 644	1 656 900
Dépôts en devises des résidents	338 464 277	459 912 990	522 611 956	551 282 173	604 148 616
- Banque Centrale du Congo	1 945 902	2 010 509	2 066 246	2 038 651	2 584 543
- Banques Créatrices de Monnaies	336 518 375	457 902 481	520 545 709	549 243 523	601 564 073
Provision pour paiements des importations	17 596 539	20 789 050	23 064 300	25 804 074	44 667 356
- Banque Centrale du Congo	2 959 785	3 425 237	3 347 920	2 534 824	2 908 038
- Banques Créatrices de Monnaies	14 636 753	17 363 813	19 716 380	23 269 250	41 759 318
Total (1 + 2)	658 833 855	772 445 697	851 488 685	903 310 607	1 044 541 104

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.15 Origine des variations de la masse monétaire
(en CDF)⁽¹⁾

	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Variations de la masse monétaire	19 642 790 361	53 585 668	21 689 149	8 054 755	25 661 832	16 788 680	159 810 705	221 911 672	1 044 316 953
Monnaie fiduciaire	13 018 289 845	15 454 344	18 340 341	9 795 388	11 044 241	12 059 786	73 089 874	88 290 062	393 844 082
Monnaie scripturale	6 624 500 516	38 131 324	3 348 808	-1 740 633	14 617 591	4 728 894	86 720 831	133 621 610	650 472 871
Origine des variations	19 642 790 361	53 585 668	21 689 149	8 054 755	25 661 832	16 788 680	159 810 705	221 911 672	1 044 316 953
1. Avoirs extérieurs nets	-19 670 590 788	-50 321 498	-150 282 589	5 690 436	-770 145	-7 444 455	-46 145 805	147 421 952	-212 609 136
2. Avoirs intérieurs nets	39 313 381 149	103 907 166	171 971 738	2 364 319	26 431 977	24 233 135	205 956 510	74 489 720	1 256 926 089
Créances nettes sur l'Etat	10 540 164 182	-1 233 293	-22 887 404	-8 362 872	11 035 448	30 626 551	25 303 456	130 676 655	247 272 901
Crédits à l'économie	2 614 225 985	10 405 078	598 673	326 081	2 544 015	9 858 030	57 311 205	76 358 020	478 913 345
Autres postes nets	26 158 990 982	94 735 381	194 260 469	10 401 110	12 852 514	-16 251 446	123 341 849	-132 544 956	530 739 843

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.15 bis Origine des variations de la masse monétaire
(en pourcentage)

	1998	1999	2000	2001®	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Variations de la masse monétaire	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Monnaie fiduciaire	70,0	79,1	66,3	28,8	84,6	121,6	43,0	71,8	45,7	39,8	37,7
Monnaie scripturale	30,0	20,9	33,7	71,2	15,4	-21,6	57,0	28,2	54,3	60,2	62,3
Origine des variations	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1. Avoirs extérieurs nets	-154,9	-22,2	-100,1	-93,9	-692,9	70,6	-3,0	-44,3	-28,9	66,4	-20,4
2. Avoirs intérieurs nets	254,9	122,2	200,1	193,9	792,9	29,4	103,0	144,3	128,9	33,6	120,4
Créances nettes sur l'Etat	49,8	85,6	53,7	-2,3	-105,5	-103,8	43,0	182,4	15,8	58,9	23,7
Crédits à l'économie	9,9	7,7	13,3	19,4	2,8	4,0	9,9	58,7	35,9	34,4	45,9
Autres postes nets	195,2	28,9	133,2	176,8	895,7	129,1	50,1	-96,8	77,2	-59,7	50,8

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.16 Origine des variations de la masse monétaire en 2008
(en milliers de CDF)

	Déc. 2007	Mars 2008	Juin 2008	Sept. 2008	Déc. 2008
Variations de la masse monétaire	221 911 672	+772 445 697	+851 488 685	+903 310 607	+1 044 316 953
Monnaie fiduciaire	88 290 062	+290 044 404	+304 394 133	+324 359 715	+393 844 082
Monnaie scripturale	133 621 610	+482 401 293	+547 094 551	+578 950 892	+650 472 871
Origine des variations	221 911 672	+772 445 697	+851 488 685	+903 310 607	+1 044 316 953
1. Avoirs extérieurs nets	147 421 952	-219 137 190	-190 558 207	-205 272 235	-212 609 136
2. Avoirs intérieurs nets	74 489 720	+991 582 887	+1 042 046 892	+1 108 582 842	+1 256 926 089
Créances nettes sur l'Etat	130 676 655	+130 098 796	+118 471 055	+145 946 120	+247 272 901
Crédits à l'économie	76 358 020	+260 530 737	+317 095 189	+384 775 190	+478 913 345
Autres postes nets	-132 544 956	+600 953 354	+606 480 647	+577 861 532	+530 739 843

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.16 bis Origine des variations de la masse monétaire en 2008
(en pourcentage)

	Déc. 2007	Mars 2008	Juin 2008	Sept. 2008	Déc. 2008
Variations de la masse monétaire	100	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
Monnaie fiduciaire	39,8	+37,5	+35,7	+35,9	+37,7
Monnaie scripturale	60,2	+62,5	+64,3	+64,1	+62,3
Origine des variations	100	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
1. Avoirs extérieurs nets	66,4	-28,4	-22,4	-22,7	-20,4
2. Avoirs intérieurs nets	33,6	+128,4	+122,4	+122,7	+120,4
Créances nettes sur l'Etat	58,9	+16,8	+13,9	+16,2	+23,7
Crédits à l'économie	34,4	+33,7	+37,2	+42,6	+45,9
Autres postes nets	-59,7	+77,8	+71,2	+64,0	+50,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.17 Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces de la Banque Centrale du Congo
(Contrevaleur en CDF)

	1994		1995		1996			1997			1998		
	Décembre		Décembre		Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	juin
BILLETS	2 856 150		18 511 890		28 588 890	46 183 880	68 462 760	101 014 330	181 310 750	202 160 750	202 160 750	204 460 740	280 577 780
1.000.000 NZ	-		-		-	-	-	-	4 799 830	4 799 830	4 799 830	4 799 830	4 800 000
500.000 NZ	-		-		-	-	-	-	16 499 910	20 099 920	20 099 920	20 099 920	20 100 000
100.000 NZ	-		-		-	-	-	-	37 319 990	44 399 990	44 399 990	46 699 980	122 200 000
50.000 NZ	-		-		-	6 959 990	23 949 990	48 919 990	70 949 990	81 079 990	81 079 990	81 079 990	81 120 000
20.000NZ	-		-		-	3 964 000	6 000 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000	11 736 000
10.000 NZ	-		-		4 930 000	9 902 000	11 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000	13 448 000
5.000 NZ	-		11 383 400		16 530 400	18 229 400	20 007 400	20 007 400	20 007 400	20 047 400	20 047 400	20 047 400	20 047 400
1.000 NZ	-		2 511 790		2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790	2 511 790
500 NZ	2 283 190		4 039 980		4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980	4 039 980
200 NZ	299 200		303 200		303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200	303 200
100 NZ	161 900		161 900		161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900	161 900
50 NZ	89 120		89 120		89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120	89 120
20 NZ	9 740		9 740		9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740	9 740
10 NZ	7 160		7 160		7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160	7 160
5 NZ	2 350		2 350		2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350	2 350
1 NZ	1 000		1 000		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
50 NK	100		100		100	100	100	120	120	120	120	120	120
20 NK	-		-		-	-	-	-	-	-	-	-	-
10 NK	10		10		10	10	10	10	10	10	10	10	10
Billets émis à format réduit ⁽¹⁾	2 380		2 140		2 140	2 140	-68 980	(223.430)	(576.750)	(576.750)	(576.750)	(576.750)	(10)
PIECES	10		10		10	10	10	10	10	10	10	10	10
5 NK	10		10		10	10	10	10	10	10	10	10	10
1 NK	a		a		a	a	a	a	a	a	a	a	a
TOTAL	2 856 160		18 511 900		28 588 900	46 183 890	68 462 770	101 014 340	181 310 760	202 160 760	202 160 760	204 460 750	280 577 780

Banque Centrale du Congo

Tableau IV.17.bis Ventilation des émissions monétaires
(en CDF) (1)

	1998	1999	2000	2001	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
BILLETS	520 933 996	520 933 996	520 933 996	520 933 996	3 081 377 093	17 531 397 093	35 114 197	53 199 997	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174	280 528 201	400 128 000
500 FC	6 500 000	6 500 000	6 500 000	6 500 000	100 590 000	9 120 590 000	24 028 590	38 716 590	49 952 590	55 395 118	57 575 297	57 163 103	61 415 417	64 917 417
200 FC	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	71 795 000	1 793 795 000	4 467 795	7 864 795	8 860 795	13 069 154	14 928 042	15 576 347	16 772 521	22 072 521
100 FC	72 360 000	72 360 000	72 360 000	72 360 000	1 683 580 000	4 939 580 000	4 940 380	4 940 380	5 509 580	6 606 152	4 059 300	3 680 672	4 034 110	5 758 510
50 FC	140 020 000	140 020 000	140 020 000	140 020 000	542 179 000	859 179 000	859 179	859 979	1 204 179	1 627 394	1 397 868	1 199 061	1 469 681	2 143 081
20 FC	94 540 000	94 540 000	94 540 000	94 540 000	420 644 500	530 644 500	530 645	530 644	530 645	406 496	375 667	370 807	370 652	370 652
10 FC	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	100 540 000	100 540 000	100 540	100 540	100 540	41 950	41 160	41 122	41 122	41 122
5 CC	75 574 000	75 574 000	75 574 000	75 574 000	97 250 000	122 250 000	122 250	122 250	122 250	50 244	49 373	49 356	49 352	49 352
20 CC	36 799 200	36 799 200	36 799 200	36 799 200	37 998 600	37 998 600	37 999	37 999	37 999	15 738	14 976	14 970	14 967	14 967
10 CC	17 413 796	17 413 796	17 413 796	17 413 796	18 999 994	19 019 994	19 020	19 020	19 020	8 431	8 270	8 267	8 266	8 266
5 CC	7 527 500	7 527 500	7 527 500	7 527 500	7 600 000	7 600 000	7 600	7 600	7 600	3 040	3 016	3 016	3 015	3 015
1 CC	199 500	199 500	199 500	199 500	199 999	199 999	200	200	200	152	150	150	150	150
TOTAL	520 933 996	520 933 996	520 933 996	520 933 996	3 081 377 093	17 531 397 093	35 114 197	53 199 997	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174	280 528 201	400 128 000

Source: Banque Centrale du Congo
(1) En milliers de CDF à partir 2001.

Tableau IV.18 Dépôts bancaires a vue (1)
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province
(en CDF) (2)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. Secteur d'activité												
Agriculture	108 428 950	189 825 474	572 065 696	5 130 248 645	29 141 439	42 255 939	59 024 669	93 453 808	152 049 537	249 487 931	386 160 695	648 578 589
Sylviculture et exploitation forestière	2 913 440	4 482 713	7 133 241	84 128 030	266 377	326 065	475 354	920 044	4 192 817	1 395 302	2 159 667	3 515 106
Elevage et pêche	384 440	341 222	1 227 485	2 035 400	68 739	16 605	44 583	87 273	337 504	173 275	268 197	167 019
Industries extractives	232 000	731 706	408 676	6 658 950	35 791	9 116	87 697	1 041 768	413 347	423 327	655 231	958 122
Industries manufacturières	1 855 110	2 252 386	5 242 944	52 093 345	496 116	170 059	158 133	917 651	1 884 878	6 737 360	10 428 174	23 544 434
Eau, gaz, électricité	15 361 740	24 596 968	86 534 636	502 942 114	4 082 111	4 143 995	5 112 889	6 967 590	6 243 149	10 147 991	15 707 194	23 781 307
Industries du bâtiment et travaux publics	2 554 450	2 282 034	9 829 220	63 815 041	569 918	452 822	349 676	1 248 291	5 351 295	2 745 663	4 249 773	8 101 734
Commerce	1 053 960	1 691 122	3 987 412	30 676 163	46 431	14 884	29 059	699 670	1 226 174	2 835 740	4 389 196	7 762 106
Transports	31 067 560	50 222 050	121 677 725	1 138 128 661	6 197 212	9 181 557	9 957 077	19 280 567	18 561 573	29 884 974	46 256 355	55 540 635
Entreprises immobilières	4 642 600	5 956 226	18 816 486	203 274 615	1 226 887	874 672	1 406 611	1 505 489	4 557 275	4 546 757	7 037 530	12 498 255
Autres services	1 019 130	904 666	3 652 118	16 954 839	108 185	411 324	219 314	506 569	725 527	14 733 813	22 805 189	2 911 737
Divers (3)	29 396 920	62 975 441	197 147 959	2 369 901 731	10 284 300	16 544 472	24 956 988	32 592 888	45 222 188	78 878 237	122 088 771	221 073 840
	17 947 600	33 388 940	116 413 794	659 639 756	5 759 372	10 110 368	16 227 288	27 686 008	63 333 810	96 985 492	150 115 418	288 724 294
B. Catégorie de déposants												
Particuliers	108 428 950	189 670 244	548 235 696	5 130 248 645	29 141 439	42 255 939	56 063 109	116 330 113	152 049 537	249 487 931	386 160 695	648 578 589
Entreprises privées	20 378 740	40 784 656	85 883 741	715 050 677	4 061 441	7 212 797	10 797 342	31 279 226	36 524 442	74 511 687	115 330 167	255 744 217
Entreprises publiques	71 526 150	125 622 567	398 703 437	2 962 861 691	19 090 401	28 558 279	31 672 875	54 590 840	78 733 407	134 426 613	208 067 276	325 573 730
Organismes financiers non monétaires	11 466 280	13 966 351	43 523 120	544 331 763	3 107 894	3 222 325	4 120 851	10 894 444	14 025 816	15 409 309	23 850 731	28 304 216
Pouvoirs publics	3 537 160	6 859 388	17 019 436	282 884 210	1 799 627	2 316 281	9 038 749	11 180 268	11 156 439	8 735 608	13 521 089	19 685 629
subordonnés	686 280	17 244	460 834	25 600 149	49 974	309 397	433 292	3 848 562	4 725 595	3 391 242	5 249 009	10 583 517
Organismes publics à caractère administratif	834 340	2 420 038	2 645 128	599 520 155	1 032 102	636 860	-	4 536 773	6 883 838	13 013 472	20 142 423	8 687 280
C. Région												
Kinshasa	108 428 950	189 825 474	572 065 696	5 130 248 645	29 141 379	42 255 939	59 142 835	103 388 108	152 049 537	249 487 931	386 160 695	648 578 589
Bas-Congo	79 760 110	141 003 486	472 258 689	4 355 692 139	23 989 321	35 677 879	50 299 591	85 309 684	120 044 074	183 378 714	279 507 952	465 798 736
Bandundu	1 280 530	4 541 348	13 959 104	92 802 922	1 260 453	1 723 134	2 707 939	3 216 307	4 946 048	6 553 195	10 143 121	16 645 089
Equateur	98 740	135 834	-	859 000	10 208	8 481	8 946	63 919	98 782	-	-	111 341
Oriental	427 480	155 540	-	174 000	839	595	9 898	58 552	98 439	-	-	91 274
Kivu	6 166 430	9 782 623	1 836 852	17 037 100	109 009	134 239	62 762	397 678	533 486	1 008 695	1 561 271	3 635 438
Katanga	19 244 090	32 530 799	69 508 603	496 799 854	3 028 835	2 960 311	2 847 366	6 963 895	8 479 411	18 289 606	28 308 893	42 622 211
Kasai Oriental	177 450	932 480	3 330 709	24 741 627	222 326	423 127	830 358	1 481 063	1 242 061	2 200 666	3 406 220	4 575 902
Kasai Occidental	822 830	168 908	1 860 286	9 410 961	16 834	112 287	229 219	486 038	539 962	595 556	921 809	3 146 274

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) En milliers de CDFa partir de 2001.

(3) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(4) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

Tableau IV.19 Dépôts bancaires a terme (1)
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, région et échéance
(en CDF) (2)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. Secteur d'activité																
Agriculture	2	230 640	648 740	677 099	712 228	1 079 987	2 120 765	3 122 429	2 330 713	2 219 409	2 497 811	1 650 075	888 023	2 130 848	4 548 909	9 849 009
Sylviculture et exploitation forestière	0	12 510	64 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33 382	71 257	450 669
Elevage et pêche	0	1 400	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12 482	-	2 535	5 411	23 240
Industries extractives	0	0	-	-	-	-	-	-	-	41 030	9 083	30 961	25 631	-	-	61 000
Industries manufacturières	0	660	7 280	-	60 930	-	-	-	62 487	-	100 000	9 693	34 005	8 613	18 387	12 951
Eau, gaz, électricité	0	-	830	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12 951
Industries du bâtiment et Travaux publics	0	-	-	807 210	-	-	-	-	3006	0	7 267	-	34 283	187 045	399 265	152 044
Commerce	0	61 480	114 650	-	54 790	983 806	80 000	335 874	26 425	69 347	482 771	1 280 992	52 770	305 520	652 168	745 739
Transports	0	-	-	-	-	-	450 000	-	15 680	18 117	-	5 387	8 120	76 718	1 637	21 255
Entreprises immobilières	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Et d'assurances(3)	0	-	-	-	-	-	-	152 981	27 888	152 46	7 267	53 452	86 50	50 694	108 211	77 281
Autres services	2	143 130	421 980	514 288	653 280	820 104	14 700	25 991	97 251	71 393	112 649	383 896	257 621	325 125	694 038	279 036
Divers(4)	0	11 460	39 500	82 000	471 280	16 150	192 732	17 209	27 637	204 656	683 179	114 550	199 538	130 981	279 627	584 275
B. Catégorie de déposants																
Particuliers	0	2 306 4	65 881	67 709	71 228	107 998	212 077	312 242	233 071	221 940	249 601	1 603 846	888 023	2 130 848	4 548 909	9 849 009
Entreprises privées	0	1 202 0	42 380	117 578	720 340	1 971 627	204 517	494 579	438 424	590 321	657 251	1 318 510	2 098 180	927 947	1 980 799	4 017 540
Entreprises publiques	2	165 990	463 360	588 630	639 560	882 824	980 437	1 955 052	1 375 279	924 754	1 457 559	11 612 707	33 296	106 911	228 213	506 446
Organismes financiers non monétaires	0	5 163 0	15 307 0	88 20	63 20	-	9 358 451	66 000	489 122	674 603	373 939	-	34 005	99 154	211 654	12 951
Pouvoirs publics subordonnés	0	1 000	-	-	-	-	-	124 580	27 888	15 246	7 267	275 045	5 189	34 624	73 910	638 385
Organismes publics à caractère administratif	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35 679	-	-	-	-
C. Province																
Kinshasa	2	2 306 4	65 881	67 709	71 228	107 998	212 077	312 242	233 071	221 940	249 601	2 027 611	888 023	2 130 848	4 548 909	9 849 009
Bas-Congo	2	230 620	658 790	677 097	712 170	1 078 588	2 117 003	3 098 187	2 055 508	2 142 144	2 289 524	1 994 784	860 317	1 863 163	3 977 094	8 261 859
Bandundu	0	-	-	-	-	-	-	-	-	42 19	33 913	18 083	13 428	75 753	1 617 02	4 634 91
Equateur	0	10	10	-	-	-	-	-	-	-	4 195	312	-	-	-	-
Orientale	0	10	10	-	-	-	-	-	-	-	4 964	450	-	-	-	-
Sud, Nord Kivu et Maniema	0	-	-	-	-	13 500	31 500	72 500	22 000	383 00	583 19	22 067	43 15	34 596	738 490	535 706
Katanga	0	10	-	20	490	489	6 228	16 992	103 205	347 46	822 61	795 36	25 932	222 470	47 488	146 074
Kasai Oriental	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 280	491	-	-	-	183 451
Kasai Occidental	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86 74	4891	-	-	-	284 08
D. Echéance																
15 jours	2	230 64	65 881	67 709	71 228	107 999	212 077	312 242	233 071	221 940	249 601	1 603 846	888 023	2 130 848	4 548 909	9 849 009
1 mois	0	150	290	194 930	550 470	-	-	276 000	16 37	2016	41 409	66 656	371 459	660 298	1 409 468	823 562
3 mois	1	142 900	422 970	366 670	650 200	-	190 355	276 000	66 920	525 311	49 113	213 132	213 132	213 132	454 950	514 215
6 mois	0	605 70	160 460	256 420	532 340	-	11 252 279	886 289	66 920	861 947	25 249	123 585	289 783	352 260	751 933	680 573
1 an et plus	0	21 860	700 10	974 60	17 386	-	115 686	2 109 233	95 015	51 694	52 937	770 681	3 488 830	6 245 592	13 331 790	54 983 88
	1	5 160	5 080	24 670	26 110	-	860 826	202 245	156 486	313 186	118 160	642 923	21 221	280 569	5 989 599	11 565 539

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères

(2) En milliers de CDF à partir de 2001.

(3) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(4) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Zaïre et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

Tableau IV.20 Crédits aux entreprises et aux particuliers
(en CDF) (1)

	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. Banques	146 208 212	417 612 675	3 544 155 321	18 062 520	38 230 001	40 715 420	73 794 351	113 862 803	315 107 944	278 437 872	598 483 738
- crédits à décaissement (2)	99 528 476	333 877 091	2 942 336 336	13 357 900	33 542 111	27 759 493	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 966	490 410 664
- crédits de signature	46 679 736	83 735 584	601 818 985	4 704 620	4 687 890	12 955 927	30 596 347	50 237 468	188 708 335	77 604 906	108 073 074
B. Institutions spécialisées	6 747 790	27 398 432	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21 789 134	62 140 592	717 796 038	277 171 731	190 850 030	275 853 638
Total	152 956 002	445 011 107	3 751 066 269	19 709 034	46 766 594	62 504 554	135 934 943	831 658 841	592 279 675	469 287 902	874 337 376

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

(2) Y compris les utilisations des crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.21 Crédits aux entreprises et aux particuliers (1)
Utilisations des crédits
(en CDF) (2)

	1998	1999	2000	2001 ⁽²⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. Crédits à court terme	59 464 229	255 744 819	2 052 682 804	10 025 410	12 638 431	24 607 173	41 442 671	60 607 951	115 152 330	169 307 350	412 259 217
1. Agriculture	22 240 177	58 704 378	574 661 643	2 928 996	1 324 842	1 318 969	3 312 033	5 188 906	9 747 132	7 921 429	15 194 721
2. Industries manufacturières	6 470 577	54 165 418	421 639 810	1 770 748	2 185 566	7 732 593	11 894 445	9 870 150	13 378 890	16 374 537	29 869 431
3. Distribution	9 804 282	59 558 217	439 149 405	1 792 499	3 331 756	5 413 014	6 777 373	10 904 197	16 436 935	23 267 254	79 805 509
4. Transport	2 771 601	15 789 521	143 295 106	423 455	669 241	1 669 857	6 941 938	6 413 585	23 555 296	33 751 888	34 353 174
5. Autres	18 177 592	67 527 285	473 936 840	3 109 712	5 127 026	8 472 740	12 516 882	28 231 113	52 034 077	87 992 242	253 036 382
6. Coton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Fibres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Vivres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11. Autres crédits trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. Crédits Banque Mondiale (86)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	3 529 478	76 207	1 691 833	13 782	42 935	1 463 003	1 755 333	3 017 384	11 247 279	31 525 615	78 151 447
1. Investissements productifs	-	-	-	-	-	968 827	1 146 125	1 198 349	4 844 037	6 455 813	9 847 350
2. Prêts spéciaux	3 529 478	-	-	3 722	9 508	12 290	-	9 038	9 045	2 327 457	8 638 148
3. Autres	-	76 207	1 691 833	10 060	33 427	481 886	609 208	1 809 997	6 394 197	22 742 345	59 665 949
I. Crédits à décaissement total (A + B)	62 993 707	255 821 026	2 054 374 637	10 039 192	12 681 366	26 070 176	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 965	490 410 664
II. Crédits d'engagement	46 679 736	83 735 584	601 818 985	4 704 670	4 687 890	12 955 927	30 596 347	50 237 468	57 069 540	77 604 906	108 073 074
1. Crédocs à l'exportation	4 296 256	1 881 416	13 530 893	41 894	18 660	22 121	25 854	1 199 262	-	-	80 520
2. Crédocs à l'importation	25 116 006	35 230 877	292 262 928	2 706 592	1 713 002	3 435 438	7 025 883	10 766 818	15 752 749	38 588 359	49 938 011
- payables à l'embarquement	4 526 505	3 349 950	27 365 785	81 286	394 393	1 396 686	2 596 152	2 179 511	4 741 837	5 262 007	6 505 798
- payables à délai d'embarquement	20 589 501	31 880 927	264 897 143	2 625 306	1 318 609	2 038 752	4 276 728	8 587 307	9 429 165	26 206 890	33 247 885
3. Autres	17 267 474	46 623 291	296 025 164	1 956 184	2 956 228	9 498 368	23 544 610	38 271 388	41 316 791	39 016 547	58 054 543
TOTAL GENERAL (I + II)	109 673 443	339 556 610	2 656 193 622	14 743 862	17 369 256	39 026 103	73 794 351	113 862 803	183 469 149	278 437 871	598 483 738

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Uniquement les crédits BCM.

(2) En milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.22 Ventilation des crédits bancaires a décaissement par secteur d'activité (1)
(en CDF) (2)

Secteurs d'activité économique	1998	1999	2000	2001 ⁽²⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
Agriculture, forêts, élevage et pêche	21 013 410	61 020 980	535 859 242	3 126 433	1 398 246	2 129 715	3 480 470	5 727 871	7 458 281	8 458 984	18 490 613
Production minière	2 983 450	10 307 835	15 194 522	56 983	88 763	3 877 973	5 298 064	4 340 690	10 058 278	15 185 400	24 595 352
Production industrielle	3 898 470	32 528 469	400 299 581	1 656 823	1 976 044	4 246 897	5 123 190	4 373 574	7 794 241	9 638 500	26 344 442
Bâtiments et travaux publics	1 149 700	11 784 213	43 592 358	138 476	139 911	820 983	2 339 179	2 361 072	2 136 130	7 636 968	12 099 906
Energie	1 708 860	4 151 643	34 819 176	42 367	183 858	184 873	1 405 336	123 516	4 902 816	3 954 488	2 406 611
Transports	2 786 000	15 789 521	143 295 106	436 926	833 120	1 972 609	2 496 975	11 632 519	12 859 097	18 687 339	37 236 609
Distribution	10 335 370	60 250 546	432 096 613	2 326 168	4 277 523	4 571 423	6 966 120	12 547 055	18 407 978	23 534 148	84 008 032
Commerce, Import, biens de consommation	6 331 380	10 610 654	-	-	-	-	-	-	173 303	202 402	4 351 908
Commerce, Import, biens d'équipement et matières incorporées à la production	-	-	-	-	-	-	-	-	69 372	66 945	187 310
Commerce export, matières premières	63 340	-	-	-	-	-	-	-	2 405	14 373	668 732
Commerce, export, prod. finis ou semi-finis	853 560	644 397	2 211 015	32 864	-	-	-	-	-	-	-
Autres	11 873 430	49 332 768	447 007 024	2 403 504	3 783 901	8 265 703	16 088 670	22 519 038	62 537 708	113 453 417	280 021 149
Total	62 996 970	255 821 026	2 054 374 637	10 220 544	12 681 366	26 070 176	43 198 004	63 625 335	126 399 609	200 832 964	490 410 664

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris le Portefeuille titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo
(2) En milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.23 Ventilation des crédits bancaires a décaissement par branche d'activité
(en CDF) ⁽¹⁾

Branches d'activité	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Production agricole	763 170	2 219 040	2 923 360	4 514 660	15 721 764	257 572 512	2 228 873	1 172 772	2 721 875	2 866 961	3 424 073	21 955 682	52 737 866	43 891 876
Traitement et conditionnement de la production agricole	228 870	529 350	501 680	777 350	1 614 300	31 156 432	233 100	218 304	384 732	422 689	1 256 949	5 752 389	14 159 955	7 660 448
Sylviculture et exploitation forestière	14 300	888 380	673 160	1 239 890	2 824 754	36 440 904	160 062	62 147	160 405	428 697	1 060 018	8 551 008	30 422 327	18 622 715
Elevage	2 130	57 120	12 030	170	-	5 864 845	12 738	49 378	56 000	18 488	17 933	428 536	8 334 770	11 778 756
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	114 200	71 160	74 250	1 169 270	2 901 550	9 954 127	99 232	11 928	99 911	4 852 045	3 603 532	58 837 187	79 153 583	3 449 891
Minerais non métalliques	14 300	14 150	5 080	760	1 366	-	801	934	-	-	-	237 016	1 451 994	633 595
Alimentation	22 020	13 780	1 440	743 460	-	5 272 762	2 556	-	236 453	592 074	522 972	5 333 181	19 170 716	24 108 125
Boissons	930	1 630	-	63 780	20 305	84 417 330	424 173	591 118	805 932	925 981	1 201 093	11 651 231	20 702 445	13 957 917
Tabac	13 810	-	940	86 720	13 306	-	-	-	-	127 105	1 070 679	-	9 852 044	-
Textiles et confections	193 540	552 790	225 070	650 840	922 483	19 097 432	307 692	4 860	407 816	1 486 834	2 046 802	4 014 420	34 040 439	7 522 477
Industries chimiques	143 330	5 500	65 720	417 490	14 053 735	173 643 488	426 749	922	83 263	191 766	245 683	203 135	14 192 786	19 247 725
Matériaux de construction	730	-	-	160	752 173	18 071 221	95 465	32 786	238 866	502 681	1 962 834	16 381 061	8 185 060	2 572 434
Métallurgie et fabrications métalliques	5 360	65 790	-	457 570	402 068	7 905 214	148 471	5 087	249 633	480 374	435 472	10 424 796	17 332 793	4 433 539
Autres industries manufacturières	68 960	195 980	107 180	1 186 150	3 489 982	23 797 559	323 737	138 104	1 049 162	1 341 878	2 357 198	13 295 798	21 889 573	24 760 666
Eau, gaz, électricité	10	-	-	156 670	11 088 702	35 065 979	19 602	338 783	437 416	1 760 979	464 662	16 526 131	26 040 981	71 025 607
Industries du bâtiment et travaux publics	19 310	16 930	944 920	184 850	163 639	9 735 902	197 632	8 549	50 725	475 001	1 261 005	13 675 857	19 074 236	114 897 073
Commerce de gros et demi-gros	203 340	2 032 360	1 220 450	7 636 760	13 070 244	62 476 110	1 539 365	532 664	261 360	1 648 913	2 306 057	100 368 962	67 506 701	61 444 242
Commerce de détail	364 970	4 037 220	4 027 830	7 498 120	26 943 508	397 003 757	1 044 635	401 635	1 947 356	18 812 598	3 178 565	15 482 658	70 631 374	30 199 042
Compagnies pétrolières	6 850	288 860	300 050	3 416 130	381 499	34 702 080	366 966	291 544	604 582	839 634	1 993 743	29 496 094	17 321 801	12 108 286
Transports	88 490	661 570	618 490	1 624 210	5 160 375	45 016 001	176 158	401 249	615 396	1 829 473	3 965 802	4 038 314	52 359 556	31 720 674
Entreprises immobilières et d'assurances	70	-	-	-	360 000	3 800 000	24 640	-	67 296	139 291	259 120	1 376 154	98 180	-
Autres services	94 330	562 100	445 060	2 652 730	6 807 047	33 506 217	324 666	96 319	766 524	2 728 143	9 807 708	115 171 220	-	93 038 028
Divers	667 060	4 476 180	2 824 930	9 115 010	38 398 154	353 265 431	2 011 672	1 917 289	6 656 355	9 008 450	15 095 179	124 994 499	-	29 193 835
Total	3 030 080	16 689 890	14 971 640	43 592 750	145 090 954	1 647 765 303	10 168 985	6 276 372	17 901 058	51 480 055	57 537 079	578 195 329	584 659 180	626 266 951

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir 2001.

Tableau IV.24 Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité
(en CDF)⁽¹⁾

Branches d'activité	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Production agricole	1 598 340	6 488 410	67 381 997	291 707	317 908	526 001	568 293	-	434 795	265 902	3 513 694
Traitement et conditionnement de la production agricole	39 670	11 724	15 759 925	-	-	11 000	44 000	5 306	115 819	194 441	7 660 448
Sylviculture et exploitation forestière	38 480	-	-	-	-	-	-	216 240	86 192	100 640	416 288
Elevage	-	-	-	-	3 172	6 344	-	-	4 066 300	7 345 379	8 154 840
Minerais métalliques	170 000	450 000	6 000 000	-	35 000	60 000	135 321	22 405	1 480 859	978 287	3 449 891
Minerais non métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	633 595
Alimentation	3 746 610	-	-	-	-	-	24 739	52 546	448 530	668 724	1 626 505
Boissons	3 554 820	13 231 581	67 339 925	260 565	617 370	439 256	2 051 744	1 727 141	27 243 998	34 734 154	5 756 517
Tabac	4 607 850	4 758 044	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	1 577 490	1 075 959	16 136 965	154 025	65 000	140 000	80 000	842 152	11 354 398	6 587 960	7 522 477
Industries chimiques	1 825 930	1 411 804	18 527 597	38 846	4 598	8 780	-	19 459	9 401 447	-	-
Matériaux de construction	365 480	1 501 330	17 900 000	75 000	85 000	175 627	1 474 195	889 197	14 668 818	7 439 277	2 572 434
Métallurgie et fabrications métalliques	241 660	757 679	200 000	9 382	12 753	15 403	236 147	149 341	1 351 233	2 718 904	3 634 397
Autres industries manufacturières	1 621 280	717 377	20 067 833	166 085	130 266	89 689	247 554	747 202	2 850 346	915 074	6 798 086
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	3 000	3 000	270 133	20 000	2 073 849	5 484 076	56 340 266
Industries du bâtiment et travaux publics	437 740	1 034	8 895 946	56 044	43 000	46 944	3 371 943	3 738 281	39 537 294	57 352 412	111 494 593
Commerce de gros et demi-gros	3 530 980	4 832 931	10 254 863	1 007 888	16 000	-	95 397	96 974	38 333 939	19 743 988	19 135 441
Commerce de détail	1 427 900	207 000	136 282 571	155 925	524 236	603 657	102 183	991 750	8 949 131	8 673 500	7 999 060
Compagnies pétrolières	920 120	3 621 333	15 342 187	237 360	393 879	906 002	1 342 339	1 469 788	4 171 408	-	-
Transports	490 800	3 291 219	-	2 248	-	-	108 086	231 871	4 038 314	10 854 771	11 337 394
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 448 105	28 620 743
Autres services	700 240	450 000	-	-	-	-	274 918	552 928	14 462 600	33 861 125	42 843 170
Divers	2 712 310	189 840	7 941 928	183 442	9 039	20 030	233 545	389 993	3 639 065	7 473 619	12 561 118
Total	29 607 700	42 997 265	408 031 737	2 638 517	2 260 221	3 051 733	10 660 537	12 162 574	188 708 335	206 840 338	342 070 957

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir 2001.

Tableau IV.25 Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits
(en CDF) (1)

Formes des crédits	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	13 623 520	22 779 891	215 606 298	934 967	192 150	730 578	2 774 647	4 864 136	51 999 147	33 391 203	5 859 753
Crédits documentaires à l'exportation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	862 507
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettres de garantie	15 984 180	20 217 374	178 897 477	1 655 006	1 972 805	2 321 160	166 192	2 652 830	33 190 440	22 070 942	1 893 761
Cautions	-	-	-	-	-	-	8 706 922	7 719 044	104 121 480	91 385 490	243 115 694
Avais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	670 800
Total	29 607 700	42 997 265	394 503 775	2 589 973	2 164 955	3 051 738	11 647 761	15 236 010	189 311 067	146 847 635	252 402 515

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.26 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédits par branche d'activité
(en CDF) ⁽¹⁾

Branches d'activité	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Production agricole	-	-	9 002 090	103 751	1 490 680	3 247 876	3 435 254	41 461 885	23 186 186	19 592 961	21 945 938
Traitement et conditionnement de la production agricole	1 708 030	6 935 211	37 908 716	36 858	218 304	395 732	466 689	19 157 309	697 088	-	-
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	2 499 246	44 283	62 147	160 405	428 697	5 719 881	6 677 190	10 058 034	18 206 427
Elevage	-	-	459 403	28 296	52 550	62 344	18 488	256 057	168 294	8 849 516	3 623 916
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	116 184	-
Industries métalliques	-	-	-	-	53 610	1 599 911	4 987 366	66 238 289	-	-	-
Alimentation	-	-	828 706	20 513	-	236 453	616 813	13 520 831	10 270 856	16 803	22 481 620
Boissons	-	-	-	-	1 208 488	1 245 188	2 977 725	30 487 513	6 428	2 800 117	8 201 400
Tabac	-	-	1 236 995	-	-	-	127 105	1 053 200	-	-	-
Textiles et confections	3 914 390	15 893 818	1 420 779	572	69 860	547 816	1 566 834	24 072 679	19 944 571	11 187 801	8 099 664
Industries chimiques	-	-	8 211 743	41 466	5 520	92 043	191 766	9 125 317	5 035 255	13 730 101	19 247 725
Matériaux de construction	3 220	13 074	781 537	2 508	117 786	414 493	1 976 876	25 245 626	2 002 232	1 990 224	1 990 224
Métallurgie et fabrications métalliques	-	-	278 099	100 751	17 840	265 036	716 521	8 852 080	300 288	300 288	799 142
Autres industries manufacturières	609 770	2 475 883	16 921 889	60 234	268 370	1 138 851	1 589 432	23 399 854	20 681 591	13 480 423	17 962 580
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	341 783	440 416	2 031 112	10 007 107	850 142	8 566 078	14 685 341
Industries du bâtiment et travaux publics	-	-	2 220 158	10 501	51 549	164 965	3 986 235	49 604 239	-	850 620	3 402 480
Commerce de gros et demi-gros	-	-	3 811 832	140 319	1 072 900	261 360	1 744 310	23 537 654	26 440 151	22 537 195	42 308 801
Commerce de détail	38 480	156 243	23 230 424	158 114	401 635	1 947 356	18 914 781	39 153 741	29 687 506	8 185 204	22 199 982
Compagnies pétrolières	-	-	-	-	685 423	1 510 584	2 181 973	30 559 601	1 233 786	770 892	770 892
Transports	286 580	1 163 617	4 244 834	81 039	401 249	615 396	1 937 559	52 578 332	-	1 660 367	3 099 931
Autres services	-	-	7 355 663	13 598	96 319	766 524	3 003 061	74 036 339	51 111 340	50 704 483	50 194 858
Divers	187 320	760 586	86 498 834	803 711	1 920 580	6 676 385	9 241 995	169 728 504	78 878 827	15 452 739	16 632 717
Total	6 747 790	27 398 432	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21 789 134	62 140 592	717 796 038	277 171 731	190 850 030	275 853 638

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.27 situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en CDF) (1)

	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Avoirs extérieurs nets	-1 351 481 286	-2 213 238 521	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336	-333 265 013	-390 372 322
Avoirs	183 441 044	412 652 992	3 919 838 262	20 162 720	28 662 553	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257	49 726 863
Engagements	1 534 922 330	2 625 891 513	27 451 975 074	106 213 905	271 507 282	331 301 543	452 494 314	414 374 014	511 388 233	424 129 269	440 099 185
2. Avoirs intérieurs nets	2 016 780 051	5 467 031 968	42 439 202 616	163 194 917	341 677 610	365 814 081	460 051 381	486 868 080	644 918 829	621 727 615	774 225 794
2.1 Crédits intérieurs	571 330 347	3 221 649 159	14 907 676 642	45 029 071	33 949 416	7 440 022	-10 666 466	38 948 095	178 822 718	206 617 519	292 025 586
a) Créances nettes sur l'Etat	534 798 838	3 143 593 094	14 019 714 943	13 334 800	13 088 671	5 750 705	-11 843 182	38 943 026	163 131 124	198 728 364	269 282 958
b) Crédits à l'économie	36 531 509	78 056 065	887 961 699	31 694 271	20 860 745	1 689 317	1 176 716	5 069	15 691 594	7 889 155	22 742 628
2.2 Autres postes nets	1 445 449 704	2 245 382 809	27 531 525 974	118 165 846	307 728 194	358 374 059	470 717 847	447 919 985	466 096 111	415 110 096	482 200 209
3. Masse monétaire	665 298 765	3 253 793 447	18 907 065 804	77 143 732	98 832 881	70 926 536	112 472 321	129 083 173	211 313 493	288 462 602	383 853 473
Monnaie	575 515 806	3 057 515 559	17 212 156 478	42 170 891	57 892 782	63 503 887	101 713 707	120 102 487	204 072 000	283 556 915	378 360 892
Quasi-monnaie	89 782 959	196 277 888	1 694 909 326	34 972 841	40 940 099	7 422 649	10 758 614	8 980 686	7 241 493	4 905 688	5 492 580

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.28 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2008
(en milliers de CDF)

	Déc. 2007	Mars 2008	Juin 2008	Sept. 2008	Déc. 2008
1. Avoirs extérieurs nets	-333 265 013	-359 200 256	-335 912 642	-329 941 637	-390 372 322
Avoirs	90 864 257	130 125 994	109 762 153	119 907 442	49 726 863
Engagements	424 129 269	489 326 250	445 674 794	449 849 079	440 099 185
2. Avoirs intérieurs nets	621 727 615	648 912 450	648 134 103	659 159 733	774 225 794
2.1 Crédits intérieurs	206 617 519	183 416 357	171 068 527	203 287 465	292 025 586
a) Créances nettes sur l'Etat	198 728 364	156 655 624	147 286 244	181 900 728	269 282 958
b) Crédits à l'économie	7 889 155	26 760 733	23 782 283	21 386 737	22 742 628
2.2 Autres postes nets	415 110 096	465 496 094	477 065 576	455 872 269	482 200 209
3. Masse monétaire	288 462 602	289 712 194	312 221 462	329 218 096	383 853 473
Monnaie	283 556 915	284 276 448	306 807 295	324 644 622	378 360 892
Quasi-monnaie	4 905 688	5 435 746	5 414 166	4 573 474	5 492 580

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.29 Situation monétaire des banques créatrices de monnaie
(en CDF)⁽¹⁾

	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Avoirs extérieurs nets	-24 949 156	154 730 665	1 803 038 168	14 000 588	20 511 543	35 892 970	65 807 407	83 907 761	113 582 385	160 664 014	177 763 186
Avoirs	93 756 743	339 684 014	3 772 297 540	29 295 271	36 547 755	67 188 064	108 042 610	109 291 062	147 358 514	217 166 524	305 611 458
Engagements	118 705 899	184 953 349	1 969 259 372	15 294 683	16 036 212	31 295 094	42 235 203	25 383 301	33 776 129	56 502 510	127 848 273
2. Avoirs intérieurs nets	204 692 962	506 749 521	2 847 960 021	14 379 379	19 401 431	23 299 208	43 946 813	64 120 543	121 946 935	201 752 003	496 765 292
2.1 Crédits intérieurs	88 065 035	301 793 566	1 770 156 250	9 200 514	9 524 445	10 616 587	29 306 969	44 753 481	87 363 633	171 136 840	453 874 653
a) Créances nettes sur l'Etat	26 300 786	45 972 540	-289 985 127	-838 363	-3 144 323	-7 317 094	-11 170 184	-18 710 703	-32 496 346	-22 515 930	-22 010 057
b) Crédits à l'économie	61 764 249	255 821 026	2 060 141 377	10 038 877	12 668 768	17 933 681	40 477 153	63 464 184	119 859 978	193 652 769	475 884 709
2.2 Autres postes nets	116 627 927	204 955 955	1 077 803 771	5 178 865	9 876 986	12 682 621	14 639 844	19 367 062	34 583 303	30 615 164	42 890 639
3. Masse monétaire	179 743 806	661 480 186	4 650 998 189	28 379 967	39 912 974	59 192 178	109 754 220	148 028 304	225 608 689	370 371 252	660 463 480
Monnaie	62 638 363	404 813 345	2 160 862 699	7 980 072	7 955 944	8 606 174	15 364 199	18 790 517	7 910 878	16 716 026	15 483 189
Quasi-monnaie	117 105 443	256 666 841	2 490 135 490	20 399 895	31 957 030	50 586 004	94 390 021	129 237 787	217 697 811	353 655 227	644 980 291

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.30 Situation monétaire des banques créatrices de monnaie en 2008
(en milliers de CDF)

	Décembre 2007	Mars 2008	Juin 2008	Sept.2008	Décembre 2008
1. Avoirs extérieurs nets	160 664 014	140 063 066	145 354 435	124 669 402	177 763 186
Avoirs	217 166 524	278 289 110	305 960 917	315 755 745	305 611 458
Engagements	56 502 510	138 226 044	160 606 483	191 086 344	127 848 273
2. Avoirs intérieurs nets	209 707 238	342 670 437	393 912 788	449 423 109	482 700 295
2.1 Crédits intérieurs	166 733 394	207 213 177	264 497 718	327 433 846	434 160 661
a) Créances nettes sur l'Etat	-22 515 930	-26 556 828	-28 815 189	-35 954 608	-22 010 057
b) Crédits à l'économie	189 249 323	233 770 004	293 312 907	363 388 454	456 170 717
2.2 Autres postes nets	42 973 845	135 457 260	129 415 071	121 989 263	48 539 635
3. Masse monétaire	370 371 252	482 733 503	539 267 223	574 092 510	660 463 480
Monnaie	16 716 026	5 767 956	-2 413 162	-284 907	15 483 189
Quasi-monnaie	353 655 227	476 965 547	541 680 385	574 377 417	644 980 291

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.31 Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en CDF)⁽¹⁾

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. AVOIRS EN DEVICES	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989	45 866 753
Avoirs libres	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989	45 866 753
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	3 108 443	2 961 152	2 447 196	598 917	132 226	1 639 268	3 860 110
3. DEVICES ET DTS (1+2)	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	28 587 369	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257	49 726 863
4. OR	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	444 223 544	658 613 079	6 877 450 863	43 564 430	58 115 152	70 267 329	90 407 182	73 250 092	91 543 419	21 027 660	17 838 937
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-260 782 500	-245 960 087	-2 957 612 601	-23 401 710	-29 452 599	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522	69 836 597	31 887 926
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-1 351 481 286	-2 213 238 521	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336	-333 265 013	-390 372 322
Réserves nettes	-260 782 500	-245 960 087	-2 957 612 601	-23 401 710	-29 452 599	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522	69 836 597	31 887 926
F.M.I. position nette	-1 038 585 600	-1 876 742 400	-19 611 654 400	-56 573 879	-213 392 130	-261 034 214	-362 087 132	-341 123 922	-419 844 814	-403 101 610	-422 260 247
14000 FMI Allocations- DTS	-52 113 186	-90 536 034	-962 869 811	-6 075 596	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.31 bis Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de USD)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. AVOIRS EN DEVISES	74,72	91,53	78,20	64,14	66,70	89,80	230,74	129,82	154,24	177,39	71,74
Avoirs libres	74,72	91,53	78,20	64,14	66,70	89,80	230,74	129,82	154,24	177,39	71,74
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	8,10	7,95	5,51	1,39	0,26	3,26	6,04
3. DEVISES ET DTS (1+2)	74,72	91,53	78,20	64,14	74,80	97,75	236,25	131,21	154,51	180,65	77,78
4. Or	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	181,32	146,36	137,50	138,85	152,10	178,07	123,61	169,84	181,84	41,77	35,43
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-106,44	-54,66	-59,20	-74,56	-77,14	-80,32	32,67	-38,63	-27,33	138,88	42,35
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-551,63	-491,83	-470,00	-274,33	-635,54	-791,60	-782,68	-829,59	-861,30	-662,56	-610,61
Réserves nettes	-106,44	-54,66	-58,50	-74,56	-77,14	-90,88	32,67	-38,63	-27,33	138,84	49,88
F.M.I. position nette	-423,91	-417,05	-392,20	-180,40	-558,40	-700,72	-815,35	-790,96	-833,97	-801,40	-660,48
Provisions arriérés	-21,27	-20,12	-19,30	-19,37	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.32 Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2008
(en milliers de CDF)

	2007	2008			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	89 224 989	128 813 891	108 196 433	116 114 076	45 866 753
Avoirs libres	89 224 989	128 813 891	108 196 433	116 114 076	45 866 753
2. AVOIRS EN DTS	1 639 268	1 312 103	1 565 720	3 793 365	3 860 110
3. DEVISES ET DTS (1+2)	90 864 257	130 125 994	109 762 153	119 907 442	49 726 863
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	21 027 660	20 532 271	17 927 239	18 496 534	17 838 937
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	69 836 597	109 593 723	91 834 914	101 410 908	31 887 926
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-333 265 013	-359 200 256	-335 912 642	-329 941 637	-390 372 322
Réserves nettes	69 836 597	109 593 723	91 834 914	101 410 908	31 887 926
F.M.I. position nette	-403 101 610	-468 793 979	-427 747 556	-431 352 545	-422 260 247
14000 FMI Allocations- DTS	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.32 bis Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2008
(en millions de USD)

	2007	2008			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	177,4	231,2	192,4	202,7	71,7
Avoirs libres	177,4	231,2	192,4	202,7	71,7
2. AVOIRS EN DTS	3,3	2,4	2,8	6,6	6,0
3. DEVISES ET DTS (1+2)	180,6	233,5	195,2	209,3	77,8
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T.	41,8	36,9	31,9	32,3	27,9
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	138,8	196,7	163,3	177,0	49,9
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-662,6	-644,7	-597,5	-575,9	-610,6
Réserves nettes	138,8	196,7	163,3	177,0	49,9
F.M.I. position nette	-801,4	-841,4	-760,8	-752,9	-660,5
Provisions arriérés	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV. 33 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en CDF) ⁽¹⁾

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
A. Avoirs extérieurs bruts	277 197 787	752 337 006	7 692 135 802	49 457 991	65 210 308	103 602 062	212 957 864	165 880 168	225 141 411	308 030 781	349 204 491
a) Banque Centrale du Congo	183 441 044	412 652 992	3 919 838 262	20 162 720	28 662 553	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897	90 864 257	49 726 863
1. Avoirs en or	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-	-	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	-	-	-	-	3 108 443	2 961 152	2 447 196	598 917	132 226	1 639 268	3 860 110
3. Avoirs en devises	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671	89 224 989	45 866 753
b) Banques de dépôts	93 756 743	339 684 014	3 772 297 540	29 295 271	36 547 755	67 188 064	108 042 610	109 291 062	147 358 514	217 166 524	299 477 628
B. Engagements extérieurs	1 653 628 229	2 810 844 862	29 421 234 446	121 508 588	287 543 494	362 596 637	494 729 517	439 757 315	545 164 362	480 631 780	646 002 611
a) Banque Centrale du Congo	1 534 922 330	2 625 891 513	27 451 975 074	106 213 905	271 507 282	331 301 543	452 494 314	414 374 014	511 388 233	424 129 269	525 587 442
1. Crédit F.M.I.	1 038 585 600	1 876 742 400	19 611 654 400	56 573 879	213 392 130	261 034 214	362 087 132	341 123 922	419 844 814	403 101 610	422 260 247
2. Autres engagements	496 336 730	749 149 113	7 840 320 674	49 640 026	58 115 152	70 267 329	90 407 182	73 250 092	91 543 419	21 027 660	17 534 211
3. FMI allocations DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85 792 984
b) Banques de dépôts	118 705 899	184 953 349	1 969 259 372	15 294 683	16 036 212	31 295 094	42 235 203	25 383 301	33 776 129	56 502 510	120 415 169
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	-1 376 430 442	-2 058 507 856	-21 729 098 644	-72 050 597	-222 333 186	-258 994 575	-281 771 653	-273 877 146	-320 022 951	-172 600 999	-212 609 136
a) Banque Centrale du Congo	-1 351 481 286	-2 213 238 521	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336	-333 265 013	-390 372 322
b) Banques de dépôts	-24 949 156	154 730 665	1 803 038 168	14 000 588	20 511 543	35 892 970	65 807 407	83 907 761	113 582 385	160 664 014	177 763 186

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV. 34 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2008
(en milliers de CDF)

	2007	2008			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
A. Avoirs extérieurs bruts	308 030 781	408 415 104	415 723 070	435 663 187	349 204 491
a) Banque Centrale du Congo	90 864 257	130 125 994	109 762 153	119 907 442	49 726 863
1. Avoirs en or	-	-	-	-	-
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	1 639 268	1 312 103	1 565 720	3 793 365	3 860 110
3. Avoirs en devises	89 224 989	128 813 891	108 196 433	116 114 076	45 866 753
b) Banques de dépôts	217 166 524	278 289 110	305 960 917	315 755 745	299 477 628
B. Engagements extérieurs	480 631 780	627 552 294	606 281 277	640 935 422	646 002 611
a) Banque Centrale du Congo	424 129 269	568 434 317	524 313 919	529 150 962	525 587 442
1. Crédit F.M.I.	403 101 610	468 793 979	427 747 556	431 352 545	422 260 247
2. Autres engagements	21 027 660	20 532 271	17 927 239	18 496 534	17 534 211
3.FMI allocations DTS		79 108 068	78 639 125	79 301 883	85 792 984
b) Banques de dépôts	56 502 510	59 117 976	81 967 358	111 784 461	120 415 169
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	-172 600 999	-219 137 190	-190 558 207	-205 272 235	-212 609 136
a) Banque Centrale du Congo	-333 265 013	-359 200 256	-335 912 642	-329 941 637	-390 372 322
b) Banques de dépôts	160 664 014	140 063 066	145 354 435	124 669 402	177 763 186

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.35 Situation résumée de la Société Financière de Développement
(en CDF) (1)

	1998 (R)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Trésorerie	51 568	240 786	14 262 914	22 542 204	4 233 089	1 256 223	425 210 881	68 389 846	175 413 596	19 939 023	9 373 175
2. Crédits à moyen terme et long terme	4 017 212	10 675 249	83 693 166	244 393 770	504 439 547	696 727 032	425 210 881	550 688 067	479 097 165	423 509 328	805 177 082
3. Crédits à court terme	337 626	2 569 528	18 848 646	358 063 300	272 347 909	128 249 647	101 899 635	98 222 534	114 739 102	272 919 396	214 481 308
4. Immobilisés nets	3 011 269	15 537 114	83 838 044	160 751 521	159 067 426	180 455 703	166 383 473	159 810 265	141 802 044	191 349 821	206 892 599
Avoirs = Engagements	7 417 675	29 022 677	200 642 770	785 750 795	940 087 971	1 006 688 605	701 329 318	877 110 712	911 051 907	907 717 568	1 235 924 164
1. Fonds propres	3 464 594	16 323 290	86 386 519	175 834 526	196 281 979	271 908 578	281 066 165	394 431 212	500 601 079	555 143 130	938 623 349
Capital	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	-	-	-	-	-	-
Reserves et provisions	1 439 800	14 298 496	84 361 725	173 809 732	194 257 185	-	-	-	-	-	-
2. Quasi-capital	491	-	-	-	21 754 758	916 670 054	624 343 074	680 828 630	570 756 087	583 433 269	558 059 146
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à long terme de l'Etat	-	-	-	-	-	61 786 031	1 955 423	1 954 445	1 896 087	-	-
Fonds consolidés (2)	491	-	-	-	21 754 758	854 884 023	622 387 651	622 387 651	568 860 000	583 433 269	558 059 146
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	4 178 816	7 477 856	53 203 004	220 788 075	169 873 997	-	-	-	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	-4 853 917	-8 397 137	-3 660 207	11 980 907	-22 697 949	36 099 235	24 867 261	17 389 088	25 511 727	24 680 020	34 344 732
5. Autres éléments nets	4 627 691	13 618 668	64 713 454	377 147 287	574 875 186	-217 989 262	-228 947 182	-215 538 218	-185 816 986	-255 538 851	-295 103 063

Source : Société Financière de Développement.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

(2) Y compris les fonds divers et dettes à CT

Tableau IV.36 Situation résumée de l'Institut National de Sécurité Sociale
(en CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1. Trésorerie dont : dépôts à terme	3 764 775	6 215 460	16 557 456	170 364 614	182 357 062	259 379 010	528 634 606
2. Créances sur l'Etat (1)	626 353	476 806	1 452 643	870 074 034	934 671 284	976 025 078	1 541 903 635
3. Créances sur les entreprises et les particuliers	53 071 180	127 824 401	586 405 231	779 509 348	2 135 730 129	6 309 026 802	9 879 604 778
4. Immobilisés nets	42 406 676	196 138 969	1 074 280 604	2 410 344 956	2 142 954 103	1 604 445 629	1 186 055 593
Avoirs = Engagements	99 868 984	330 655 636	1 678 695 934	4 230 292 952	5 395 712 578	9 148 876 519	13 136 198 612
1. Réserves de sécurité	45 373 216	194 181 596	1 029 457 825	2 647 205 553	3 054 967 435	5 495 497 402	8 597 461 572
a) Allocations familiales	162 260	162 260	162 260	141 115	-	-	5 200 777 901
b) Risques professionnels	85 970	85 970	85 970	85 969	1 012 488	31 638 495	-
c) Pensions	141 110	141 110	141 110	162 257	100 236 276	2 436 587 103	280 941 007
d) Plus-value de réévaluation des immobilisés	44 983 876	193 792 256	1 029 068 485	2 646 816 212	2 953 718 671	3 027 271 804	3 115 742 664
2. Fonds de roulement	16 896	16 897	16 897	16 897	278 114 973	324 196 398	358 936 354
a) Allocations familiales	16 896	16 897	16 897	1 629	1 629	1 629	229 475 679
b) Risques professionnels	-	-	-	718	8 343 400	12 945 062	9 646 227
c) Pensions	-	-	-	14 550	269 769 944	311 249 708	119 814 448
3. Engagement à L/M/C termes	18 556 378	73 158 878	454 998 758	1 258 068 283	2 173 851 428	3 471 670 325	4 267 479 552
4. Résultat à affecter	-2 817 896	32 127 407	139 808 097	354 632 755	-	-	3 506 344 673
5. Autres éléments nets	38 740 388	31 170 858	54 414 357	-29 630 535	-111 221 258	-142 487 606	-3 594 023 539

Source: Institut National de Sécurité Sociale.

(1) Non compris les cotisations non versées par l'Etat.

Tableau IV.37 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances
(en CDF) (1)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003®	2004
1. Trésorerie	1 707 586	1 927 220	26 111 238	125 986	90 674	34 227	95 515
2. Créances diverses	27 680 935	57 392 690	524 348 620	2 154 903	5 268 711	5 769 739	6 406 322
3. Réassurance	7 006 704	14 594 088	19 576 056	12 781	16 212	1 038 099	1 038 099
4. Immobilisés nets (2)	33 462 486	113 813 118	235 397 898	240 373	758 328	786 168	1 991 150
ACTIF = PASSIF	69 857 711	187 727 116	805 433 812	2 534 043	6 133 925	7 628 233	9 531 087
1. Fonds propres	37 109 720	125 438 539	340 904 053	325 092	476 451	918 149	1 660 080
a) Capital libéré (3)	1	1	1	295 339	295 339	295 339	295 339
b) Bénéfices et réserves	37 109 719	125 438 538	340 904 052	29 754	181 315	622 810	1 364 741
2. Dettes diverses à LT	-	-	-	-	97 040	99 381	103 809
3. Provisions techniques	16 583 460	34 283 295	245 461 134	347 559	1 420 344	2 402 939	2 433 191
4. Provisions mathématiques	473 095	2 890 720	6 506 267	6 506	24 935	28 935	27 950
5. Engagements à court terme	9 685 797	13 888 074	128 494 287	1 810 818	2 499 563	4 178 828	5 306 057
6. Autres éléments nets	6 005 639	11 226 488	84 068 071	44 067	1 615 589	1	-

Source: Direction financière de la SONAS.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

(2) Y compris le portefeuille titres.

(3) A titre symbolique

Tableau IV.38 Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances
(en CDF) (1)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
I. RECETTES	25 870 625	79 133 285	348 825 756	3 112 142	5 478 492	6 953 290	8 243 478	8 243 478	8 243 478
1. Primes et frais	19 030 196	63 200 650	243 845 235	2 414 956	4 172 377	6 855 477	8 118 146	8 118 146	8 118 146
Automobiles et cycles	13 376 867	38 787 052	162 513 375	1 440 473	1 994 053	4 421 569	4 510 568	4 510 568	4 510 568
Incendie	1 764 020	5 435 972	35 023 528	244 165	817 147	550 451	485 256	485 256	485 256
Transport	2 527 480	3 378 416	11 911 268	322 476	554 081	330 787	926 109	926 109	926 109
Risques divers(1)	1 184 153	14 992 894	32 385 469	392 138	767 410	1 498 051	2 037 969	2 037 969	2 037 969
Vie	177 676	606 316	2 011 595	15 706	39 686	54 619	158 244	158 244	158 244
2. Autres recettes	6 840 429	15 932 635	104 980 521	697 185	1 306 116	97 813	125 332	125 332	125 332
II. DEPENSES	33 973 326	82 429 368	288 086 524	3 351 103	4 476 156	3 120 303	3 210 772	3 210 772	3 210 772
1. Règlements des sinistres	1 929 038	4 572 971	28 501 839	878 897	759 398	481 404	728 660	728 660	728 660
Automobiles et cycles	1 744 898	3 851 029	24 320 976	492 463	572 314	394 666	640 203	640 203	640 203
Incendie	18 700	115 337	658 186	321 572	2 400	17 817	3 003	3 003	3 003
Transport	68 164	176 890	752 658	10 336	104 754	11 157	19 296	19 296	19 296
Risques divers(2)	56 252	266 305	1 283 732	27 996	31 997	20 822	15 526	15 526	15 526
Vie	41 024	163 410	1 486 287	26 530	4 733	36 942	50 632	50 632	50 632
2. Commissions	2 187 279	3 557 402	26 143 703	217 840	248 486	448 372	684 646	684 646	684 646
3. Dépenses d'exploitation	16 602 872	42 722 888	324 975 833	2 278 771	1 611 185	2 902 856	1 527 654	1 527 654	1 527 654
4. Provisions diverses	9 661 002	16 339 926	-138 762 292	-94 431	1 087 473	-3 135 189	29 267	29 267	29 267
5. Charges diverses	3 593 135	15 236 181	47 227 441	70 026	769 613	2 422 860	240 545	240 545	240 545
III. SOLDE (I - II)	-8 102 701	-3 296 083	60 739 232	-238 962	1 002 337	3 832 987	5 032 707	5 032 707	5 032 707

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001

(2) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

Tableau IV.39 Situation résumée du fonds de promotion de l'industrie
(en CDF)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003 [®]	2004	2005	2006
1. Trésorerie	1 960 604	21 268 385	137 720 585	358 462 239	994 328 636	900 457 582	857 249 105	1 695 368 894	1 695 368 894
2. Réalisables	13 152 870	34 169 422	393 272 629	3 074 477 421	5 446 698 081	7 616 785 332	10 087 694 987	11 228 573 727	11 228 573 727
dont :									
prêts à court terme	3 050 624	5 604 268	114 190 017	1 033 135 087	686 189 670	268 346 970	5 071 987 410	6 638 024 699	6 638 024 699
3. Immobilisés nets	10 241 672	55 799 632	438 118 207	599 231 849	2 135 672 734	4 637 563 276	8 255 944 912	12 573 119 263	12 573 119 263
Avoirs = Engagements	25 355 146	111 237 439	969 111 421	4 032 171 509	8 576 699 450	13 154 806 190	19 200 889 004	25 497 061 884	25 497 061 884
1. Fonds Propres	20 088 801	35 839 912	482 128 609	92 907 329	5 134 694 451	8 672 122 046	13 310 210 497	18 252 553 645	18 252 553 646
dont : Capital social	1 681 802	13 511 818	13 511 818	166 428 981	166 428 981	166 428 981	166 428 981	-	-
Fonds de dotation	25 971 338	51 659 767	458 435 214	454 353 876	6 119 095 582	10 134 516 059	13 143 781 515	-	-
2. Engagements à court terme	5 370 267	69 904 749	482 226 341	3 941 872 651	3 434 792 831	4 482 451 281	5 887 892 588	7 242 628 251	7 242 628 251
3. Emprunts & Dettes à L M T	-	5 656 990	5 592 117	5 592 118	14 263 288	14 263 288	406 323	1 853 260	1 853 260
4. Autres éléments nets	-103 922	-164 212	-835 646	-8 200 588	-7 051 119	-14 030 425	2 379 596	26 728	26 728

Source: Fonds de Promotion de l'Industrie.

Tableau IV.40 Evolution de la base monétaire (au sens strict)
(en CDF) (')

	1998	1999	2000	2001 ⁽¹⁾	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Circulation fiduciaire hors banques	514 520 041	2 944 499 065	15 962 788 910	31 417 133	49 757 474	63 148 445	101 467 260	119 934 976	182 233 759	233 252 894	304 343 608
Caisse des banques	29 850 028	48 965 072	548 331 897	804 674	1 801 077	2 748 354	4 421 249	3 858 746	3 100 007	10 531 889	15 930 589
Dépôts de banques	29 981 253	199 262 223	1 147 125 933	2 896 200	638 007	1 475 747	5 787 739	5 260 882	18 414 629	38 739 825	56 231 816
Dépôts des entr.privées et part	718 786	4 134 279	20 240 505	90 603	51 633	85 526	193 028	89 194	206 682	416 996	677 902
Dépôts des entr.privées et part	60 276 979	108 882 215	1 229 127 063	2 683 083	127 731	269 916	53 419	78 317	116 923	615 310	1 176 978
Dépôts des inst; fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM) au sens strict	635 347 087	3 305 742 854	18 907 614 308	37 891 693	52 375 922	67 727 988	111 922 695	129 222 116	204 072 000	283 556 915	378 360 892
Masse monétaire (M2)	845 042 571	3 915 273 633	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182	658 833 855	1 044 316 953
Multiplicateur monétaire(M2/BM)	1,33	1,18	1,25	2,04	1,89	1,92	1,99	2,14	2,14	2,32	2,76

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

DEUXIEME PARTIE

**ADMINISTRATION, ACTIVITES
ET COMPTES DE LA BANQUE**

TITRE I

ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE

CHAPITRE I ADMINISTRATION

I. CONSEIL DE LA BANQUE

Le Conseil de la Banque est l'organe suprême de la Banque. Il conçoit et arrête les orientations générales de la politique de la Banque. Il en contrôle l'exécution.

Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire, la réglementation du crédit et du change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

Aussi, le Conseil prend les actes qu'il juge nécessaires à la bonne exécution de la mission principale et des missions secondaires de la Banque.

En 2008, le Conseil de la Banque est composé des personnes ci-après :

Président : Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur ;
Membres : Monsieur Jean-Marie EMUNGU EHUMBA, Vice-Gouverneur ;
Monsieur Blaise KIANGALA NE TULENTE, Administrateur ;
Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
Monsieur ISSA SELEMANI, Administrateur ;
Monsieur Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
Monsieur Albert YUMA, Administrateur.

II. HAUTE DIRECTION

La Haute Direction assure la gestion quotidienne de l'Institut d'Emission et la mise en œuvre de la politique monétaire. Elle est composée de Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur, et de Monsieur Jean-Marie EMUNGU EHUMBA, Vice-Gouverneur.

La Haute Direction dispose d'un Cabinet structuré comme suit :

Directeur de Cabinet : Monsieur Jean-Marcel KASONGO MWAMBA
Conseillers : Monsieur Anderson MAWAKANI SAMBA
Monsieur Clovis KABAMBI wa ILUNGA
Monsieur Jean-Louis KAYEMBE wa KAYEMBE
Monsieur Désiré YAV KAT MUCHAIL
Monsieur Deogracias BIKUBA KABAMBI

Chargés de Mission : Monsieur Cléophas MUNGANGA GADIMBA
 Monsieur Willy BIGOSHI MUSIMWA
 Monsieur Charles MUKIZA MUHIMA
 Madame Aimée KAPIPA BYARUNGA

III. STRUCTURES DE CONTROLE

Outre le Conseil de la Banque, l'Institut d'Emission dispose d'autres structures de contrôle, à savoir le Collège des Commissaires aux Comptes, le Comité d'Audit et l'Audit Interne.

1. Collège des Commissaires aux comptes

Ce Collège assure le contrôle des opérations financières et la vérification de tous les actes de gestion de la Banque. Il est composé de :

Monsieur Nico MABATA NTANTU ;
Monsieur Dany NKUVU ;
Monsieur André FOKO TOMENA.

2. Comité d'Audit

Organe de contrôle relevant du Conseil de la Banque, le Comité d'Audit veille sur les procédures d'audit, le système de contrôle interne et le cadre d'information financière et comptable de la Banque. Il est composé de trois administrateurs ci-après :

Monsieur Albert YUMA, Coordonnateur ;
Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE ;
Monsieur Roger MASAMBA MAKELA.

3. Audit Interne

L'Audit Interne est l'organe de surveillance et de contrôle de la gestion courante de la Banque. Il a pour mission de prévenir les risques et pertes en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. Il est doté d'un plan d'audit révisable chaque trois ans et basé sur une cartographie des risques.

CHAPITRE II

ACTIVITES DE LA BANQUE

I. GESTION COURANTE

Plusieurs Ordres de Service ont été signés par le Gouverneur en vue de renforcer la gestion courante de l'Institut d'Emission. Les plus importants sont :

1. Ordre de Service n°008/08 du 14 février 2008

Cet Ordre de Service porte sur la diffusion du nouvel organigramme de la Direction des Services Etrangers. L'innovation concerne la création des Services Front Office, Middle Office et Back Office. Ces Services ont pour missions de traiter et conclure les opérations de change approuvées par le Comité des Risques et le Comité de Suivi de la Politique Monétaire, suivre les marchés financiers internationaux, gérer les risques liés aux activités de marché et assurer la gestion administrative et comptable des opérations de la Salle des marchés.

2. Ordre de Service n° 009/08 du 14 février 2008

Cet Ordre de Service définit la mission, l'organisation et le fonctionnement des trois structures chargées de superviser les activités de la Salle des marchés de la Banque Centrale du Congo. La mise en place de ces structures est dictée par la nécessité d'optimiser la gestion des réserves de change du pays, dans le respect de contraintes de sécurité et de liquidité.

Il s'agit des structures suivantes :

- Groupe Consultatif pour la Politique Monétaire, GCPM ;
- Comité des Risques, CR ;
- Comité Opérationnel, CO.

3. Ordre de Service n° 014/08 du 15 février 2008

Le présent Ordre de Service diffuse le Manuel des procédures du processus d'approvisionnement de la Banque Centrale du Congo.

4. Ordre de Service n° 016/08 du 29 février 2008

Cet Ordre de Service porte création de la Commission chargée d'accompagner le Président du Comité des Superviseurs de Banques de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, en sigle C.S.B.A.O.C., pour l'aider à mener à bonne fin le mandat lui assigné pour l'exercice 2007-2008.

5. Ordre de Service n° 017/08 du 29 février 2008

Cet Ordre de Service porte nomination des membres de la C.S.B.A.O.C. Cette Commission se compose comme suit :

Président : Monsieur KATALIKO VIRANGA
Secrétaire rapporteur : Monsieur KALOMBO NSENDA
Membres : Monsieur N'SA ELONGO ;
Monsieur KALUBI KAYEMBE ;
Madame LEBUGHE NKOBAFILI ;
Monsieur LINDJANDJA BACHAMBALE ;
Monsieur RAMAZANI MWAMBO ;
Monsieur LUBANDA KABAMBI ;
Monsieur ILITO BOOZI.

6. Ordre de Service n° 032/08 du 17 mars 2008

Cet Ordre de Service établit les procédures de désignation des cabinets d'audit externe pour la certification des comptes annuels de la Banque. La désignation des cabinets se fera désormais par la procédure des adjudications au moyen des appels d'offres technique et financière six mois avant la fin de l'exercice comptable à auditer.

7. Ordre de Service n° 039/08 du 27 mars 2008

Cet Ordre de Service porte création du Comité d'Adjudication des Billets de Trésorerie, CAB en sigle, lequel a en charge la gestion des opérations d'adjudication des BTR. Il est composé de :

Président : Responsable de la Direction du Crédit
et Marchés Financiers (DCMF) ;
Secrétaire : Responsable du Service « Marchés Financiers » ;
Membres : Responsable Adjoint de la DCMF ;
Un auditeur de la Direction de l'Audit Interne ;
Deux analystes du Service Marchés Financiers ;
Deux analystes du Service Etudes et Analyses.

8. Ordre de Service n° 044/08 du 07 avril 2008

Le présent Ordre de Service crée un Groupe de Travail chargé de la connexion du système informatique de la Banque Centrale du Congo (BCC) à celui de la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations (DGRAD). Ce Groupe de travail a pour missions de :

- mettre en place un protocole de collaboration entre la BCC et la DGRAD visant les échanges des données comptables et financières ;
- élaborer un cahier des charges relatif à l'implantation de la connexion informatique ;
- définir les termes de référence et le format des données échangées ;
- déployer les infrastructures indispensables pour la connexion supra ;
- faire le suivi du bon fonctionnement de ce système.

Il est structuré comme suit :

Présidence: Direction des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics ;

Secrétariat : Direction de l'Informatique ;

Membres : Direction des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics ;

Direction des Services Etrangers ;

Appui : Direction de l'Informatique ;

Direction des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics.

9. Ordre de Service n° 058/08 du 02 mai 2008

Cet Ordre de Service porte désignation des membres du Sous-comité des Prévisions de la Liquidité lequel est supervisé par :

Coordonnateur : Monsieur MALATA KAFUNDA, Direction des Etudes ;

Secrétaire : Monsieur KAKANDA SELEMANI, Direction des Etudes.

10. Ordre de Service n° 078/08 du 27 juin 2008

Cet Ordre de Service crée le Comité de Pilotage sur les Normes Internationales d'Informations Financières (IFRS).

Le Comité a pour tâches de :

- définir les préalables pour la mise en application des normes IFRS à la Banque ;

- arrêter le chronogramme des travaux à réaliser ;
- assurer l'intégration des normes IFRS dans la préparation et la présentation des états financiers de la Banque.

Les membres de ce Comité proviennent de la Haute Direction et des Directions suivantes :

- Comptabilité et Budget ;
- Audit Interne ;
- Supervision des Intermédiaires Financiers ;
- Services Etrangers ;
- Informatique ; et
- Etudes.

Il est présidé par la Direction de la Comptabilité et du Budget et le secrétariat est assuré par la Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers.

11. Ordre de Service n° 124/08 du 29 septembre 2008

Le présent Ordre de Service publie le nouvel horaire de prestation de services à la Banque Centrale et les modalités de suivi des mouvements du personnel, compte tenu du nouvel environnement automatisé. Les dispositions suivantes ont été arrêtées :

- la nouvelle tranche horaire est de 8 h00 à 16 h30' du lundi au vendredi ;
- la prestation extra horaire requiert une autorisation expresse et ne peut dépasser une heure par jour ;
- l'accès et la sortie à la Banque s'effectuent au moyen d'un support de pointage électronique (Badge).

II. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

En 2008, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur ont effectué les missions officielles ci-après à l'extérieur du pays :

1. Le Gouverneur

- Du 13 au 19 février 2008 : Paris (France), participation aux réunions conjointes du G77 et du G24 ;
- Du 08 au 17 avril 2008 : Washington (Etats-Unis d'Amérique), participation aux réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale ainsi qu'à la réunion des Ministres du G24 ;

- Du 27 avril au 02 mai 2008 : Prétoria (Afrique du Sud), participation à la réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des pays membres de la SADC (CCBG) ;
- Du 10 au 17 mai 2008 : Maputo (Mozambique), participation aux assemblées annuelles de la Banque Africaine de Développement ;
- Du 07 au 16 octobre 2008 : Washington (Etats-Unis d'Amérique), participation aux Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale ;
- Du 02 au 06 décembre 2008 : Abidjan (Côte d'Ivoire), participation à la réunion des Gouverneurs africains au FMI et à la Banque Mondiale sur la crise financière internationale.

2. Le Vice-Gouverneur

- Du 25 mai au 03 juin 2008 : Luxembourg, participation à la 15^{ème} réunion des Gouverneurs des Banques Centrales des pays francophones ;
- Du 25 juillet au 03 août 2008 : Johannesburg (Afrique du Sud), prise de contact professionnel ;
- Du 19 au 24 août 2008 : Kigali (Rwanda), participation à la réunion de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) ;
- Du 20 au 27 octobre 2008 : Caire (Egypte), participation aux réunions du Comité de Coopération Monétaire et Financière du COMESA ;
- Du 22 au 30 novembre 2008 : Dar-es-Salaam (Tanzanie), participation à la 16^{ème} Assemblée Générale de l'Association Africaine de Crédit Rural et Agricole, AFRACA.

III. PERSONNEL

En 2008, l'effectif des agents de la Banque Centrale du Congo a baissé de 2,2 %, passant de 1.873 agents en 2007 à 1.832 agents. Cette évolution est consécutive aux mouvements ci-après : 87 mises à la retraite dont 9 retraites anticipées, 2 licenciements, 2 mises en disponibilité, 4 démissions dont 1 d'office et 3 volontaires, 11 décès, 57 engagements et 8 réintégrations. Néanmoins, le personnel féminin est resté inchangé.

L'ensemble des agents et de leurs membres de famille respectifs à charge de la Banque Centrale ont constitué une population de 16.264 personnes en 2008 contre 18.408 en 2007, soit une baisse de 11,6 %.

Cette évolution baissière est induite, pour le personnel actif, par les événements mentionnés ci-dessus et, pour les autres personnes à charge de la Banque Centrale

du Congo, notamment par la sortie des enfants de plus de 25 ans du listing de la Direction des Ressources Humaines.

La population à charge de la Banque Centrale du Congo se présente de la manière suivante :

Tableau I.1 Evolution des personnes à charge de la Banque Centrale du Congo (1)

DESIGNATION	AU 31/12/2007	AU 31/12/2008	VARIATION	
			En nombre absolu	En %
Total agents	1.873	1.832	-41	-2,2
dont sexe Féminin	431	431	0	0,0
Epouses	2.515	3.353	838	33,3
dont épouses des agents passifs	1.263	2.098	835	66,1
Enfants	11.510	8.515	-2.995	-26,0
dont : - enfants des agents passifs	4.804	3.413	-1.391	-29,0
- orphelins	429	217	-212	-49,4
Retraités	1.645	1.667	22	1,3
Veuves	865	897	32	3,7
TOTAL	18.408	16.264	-2.144	-11,6

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Le présent tableau n'intègre pas les travailleurs temporaires.

En 2008, la répartition de l'effectif du personnel selon le niveau d'études se présente de la manière ci-après :

Tableau I.2 Répartition du Personnel de la Banque par Niveau d'Etudes (1)

DESIGNATION	AU 31/12/2007	AU 31/12/2008	VARIATION	
			En nombre absolu	En %
Licence et post-licence	364	380	16	4,4
Graduat	342	331	-11	-3,2
Secondaire degré supérieur	605	558	-47	-7,8
Secondaire degré inférieur	451	433	-18	-4,0
Primaire et Assimilé	111	130	19	17,1
TOTAL	1.873	1.832	-41	-2,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Le présent tableau ne tient pas compte des travailleurs temporaires.

IV. FORMATION

1. Formation des agents

Au cours de l'exercice 2008, la Banque Centrale du Congo a envoyé 421 agents en formation contre 1.599 agents en 2007, soit une diminution de 72,1 %. La formation à l'étranger a concerné 80 agents et la formation à l'intérieur du pays 341 agents.

Tableau I.3 Personnel formé à l'intérieur du Pays

N°	THEME DE FORMATION	INSTITUTION D'ACCEUIL	Nombre d'agents	Directions-Organes bénéficiaires
1.	Navision	Dir Cpté BCC	73	Plusieurs Directions
2.	Formation sur les IMF – Plan de développement et gouvernance	DRH - SIFBCC	19	Plusieurs Directions Dipro et Agences
3.	Comment gérer et prévenir le contentieux de votre entreprise	ISCF	2	DAG
4.	Gestion des accès BCC	DRH – DI	20	Informatique S/D Sécurité Haute Direction
5.	Cours d'anglais	CALI	10	DSE Informatique
6.	Le contrôle comptable bancaire	Institut de Formation Bancaire	3	SIF
7.	Comment maîtriser la pratique de la législation fiscale, douanière et de sécurité sociale en RDC	Groupe ISCF	6	DAG DRH
8.	Etre opérationnel en monétique	Institut de Formation Bancaire (IFB)	1	DSE
			1	Audit
			4	Informatique
			2	CCMN & FP
			2	DSIF
9.	Le crédit documentaire et les RUUU600 Nouvelles de la CCI : questions et suivi des risques	IFB	7	CMF
			2	DSE
10.	Connaissance de la Banque	DRH	16	Plusieurs Directions
11.	Stage prof. A la DSE pour les cadres de la Dipro Lubumbashi	DRH/DSE	2	Dipro Lubumbashi
12.	Utilisation logiciel Eviews 6.0	Informatique	17	Etudes, DCMF et Informatique
13.	Les dispositions controversées du Code du travail sur la résiliation du contrat de travail et les litiges y afférents	CFEP	2	DRH DAG
14.	Informatique Word avancé	DRH-Informatique	30	DSE
15.	Formation des utilisateurs Navision Paie & Prêts	DRH	28	DRH
16.	La gouvernance des IMF	Fonds de Promotion de la Micro-finance	2	DSIF
17.	Le Régime régional de Garantie de Transit sous douane	COMESA	1	DSE
18.	Séminaire-atelier sur la mise en œuvre du Projet de renforcement des capacités de Gouvernance (PRCG)	PRCG	2	Informatique
19.	Les normes IAS/IFRS	Comité IFRS	74	plusieurs Directions
20.	12è Journée du Réviseur Comptable	Institut de Révision Comptables	10	Comptabilité, Audit
21.	L'arrêt des comptes 2008	-	5	
Total			341	

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.4 Personnel formé à l'extérieur du Pays

N°	THEME DE FORMATION	INSTITUTION D'ACCEUIL	LIEU	Nombre	Directions-Organes bénéficiaires
1.	5è Edition du Forum International RH	Priorité Formation	Casablanca	1	DRH
2.	Notions élémentaires de Swift, les transferts et paiements, les garanties et les crédocs	Swift Alliance	Douala	2	DSE
3.	Organisation et méthodes de la supervision bancaire	Banque d'Algérie	Alger	2	DSIF
4.	Programmations et politiques financières	FMI	Washington	2	Etudes
5.	Exploitation et maintenance des machines BPS 208	ELCOSTEP	Dubai	7	Trésorerie Dipro Lubumbashi Dipro Matadi Dipro Bukavu
6.	Cours régional de gestion macroéconomique et les questions du secteur financier	IMA	Dakar	1	Etudes
7.	Les facteurs externes et la microfinance en Afrique : enjeux et défis majeurs	CTA, Réseau Main et ONG SIDI	Kampala	1	DSIF
8.	Les statistiques de la balance des paiements et de la Position Extérieure Globale	IMA	Tunis	2	Etudes
9.	Evaluer l'efficacité de vos formations	Priorité Formation	Casablanca	2	DRH
10.	HiPath 4000 avancé	Siemens	Fez	4	Informatique Haute Direction
11.	Concessionnalité des prêts accordés par le Gouvernement chinois aux pays en développement	Gouv. Chinois	Beijing	2	Etudes DSE
12.	Mise à niveau des utilisateurs Banque Centrale du Réseau Swift	Centre de coord. Et de formation Swift	Tunis	3	DSE Audit
13.	Gestion économique pour les pays francophones en Afrique	Gouv. Chinois	Beijing	1	Etudes
14.	Recyclage dans le secteur de mélange des encres	BAM	Rabat	2	HDM
15.	Les équipements de contrôle des accès, anti-incendie et télésurveillance	Elcostep	Turin	4	HDM
16.	Programme de formation en microfinance Boulder 2008	Union Euro	Turin	3	DSIF Dipro Kindu Dipro Mbuji-Mayi
17.	Le ciblage de l'inflation, la modélisation économétrique et la prévision	Bque Cent. D'Ile Maurice et la Bque d'Angleterre	Port-Louis	2	Etudes
18.	Les systèmes de paiement	IBFI/Bque de Des ...	Paris	1	DSIF
19.	Gestion macroéconomique et politique de finances publiques	IMA	Tunis	1	Etudes
20.	L'analyse économétrique des politiques macroéconomiques	COMESA	Lusaka	2	Etudes
21.	Séminaire régional sur la modélisation économétrique et les prévisions économiques	Banque Centrale du Botswana	Gaborone	1	Etudes
22.	Optimisation de la gestion de la trésorerie des devises	Citibank	Douala	3	D.S.E.
23.	Séminaire de mise à niveau s/les récentes mises à jour en rapport avec les transferts, les garanties et les crédocs.	Swift Alliance Centrale	Kigali	2	D.S.E.
24.	La gouvernance des IMF	Fonds de Promotion de la Microfinance	Kin	2	DSIF
25.	Le Régime régional de Garantie de Transit sous douane	COMESA	Lubumbashi	1	D.S.E.
26.	La lutte contre le blanchiment des capitaux	SADC	Pretoria	2	Centre Hospitalier DAG
27.	Séminaire s/le traitement des opérations post-marché	IBFI/Bque de Des '	Paris	1	DCMF
28.	Programme de Renforcement des Capacités en valeurs mobilières	Toronto Center	Québec	3	DCMF D.S.E. Etudes
29.	Séminaire s/la Comptabilité financière et la gestion des entreprises	Bque Centrale Européenne	Franckfort-sur-le-Main	1	Etudes
30.	Visite d'études sur les « Statistiques Microfinance »	PASMI/PNUD	Dakar	1	DSIF
31.	Séminaire sur « Développer des systèmes financiers inclusifs : comment les bailleurs de fonds peuvent faire la différence »	Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres	Kigali	3	Dipro Bukavu Dipro Mbuji-Mayi
32.	4è Forum s/ le renforcement des capacités et la facilitation du transport transfrontalier ds le cadre du Régime Commercial Simplifié du COMESA (Recos)	COMESA	Kasese (Ouganda)	1	D.S.E.
33.	Renforcement des capacités sur le Système automatique de pointage	ELCOSTEP	Turin	3	HDM DRH
34.	Cours sur la Gestion de la Dette publique	Institut Forhum	Rochelle	1	Etudes
35.	Elaboration des enquêtes périodiques de la Balance des Paiements	BCEAO	Dakar	3	Etudes, DSE
36.	Normes, gestion des paiements par Swift et Crédocs	Assistance Professionnelle des Crédits du Cameroun	Douala	3	D.S.E.
37.	Cours régional de Politiques économiques et vulnérabilités extérieures	FMI	Douala	1	Etudes
38.	Stage de formation en Microfinance	PLANET FINANCE	Paris	1	DSIF
39.	Séminaire sur la programmation et politique financière	FMI	Washington	2	Etudes
Total				80	

NOTA BENE : Les formations qui font l'objet du présent relevé sont celles organisées ou gérées par la Direction des Ressources Humaines.

Source : Banque Centrale du Congo.

Direction des

2. Accueil des stagiaires

La Banque Centrale du Congo a accueilli 312 stagiaires en 2008 contre 474 une année auparavant, soit une diminution de 34,2 %. Le tableau ci-dessous indique leur répartition par organe de la Banque Centrale du Congo.

Tableau I.5 Répartition des stagiaires par Direction en 2007 et 2008

DIRECTIONS	2007	2008
1. Haute Direction	1	06
2. Etudes	60	35
3. Informatique	70	57
4. Ressources Humaines	55	42
5. Services Etrangers	27	21
6. Comptes Courants en Monnaie National et Fonds Publics	52	23
7. Supervision des Intermédiaires Financiers	20	11
8. Administration Générale	62	32
9. Crédit et Marchés Financiers	58	18
10. Centre Hospitalier	14	15
11. Trésorerie	54	15
12. Hôtel des Monnaies	1	-
13. Entités Provinciales	...	37
TOTAL	474	312

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2008

1. HAUTE DIRECTION

- Gouverneur Jean-Claude MASANGU MULONGO
- Vice-Gouverneur Jean-Marie EMUNGU EHUMBA

2. CABINET DU GOUVERNEUR

- Directeur de Cabinet Jean -Marcel KASONGO MWAMBA
- Conseillers Anderson MAWAKANI SAMBA
Clovis KABAMBI wa ILUNGA
Jean-Louis KAYEMBE wa KAYEMBE
Désiré YAV KAT MUCHAIL
Deogracias BIKUBA KABAMBI
- Chargés des Missions Cléophas MUNGANGA GADIMBA
Willy BIGOSHI MUSIMWA
Charles MUKIZA MUHIMA
Aimée KAPIPA BYARUNGA

3. COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Nico MABATA TANTU
- Deny NKUVU
- André FOKO TOMENA

4. BUREAU DE REPRESENTATION A BRUXELLES

- Responsable SANGWA LUMBU

5. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

Direction du Crédit et des Marchés Financiers

Titulaire	MUDIAY MPINGA
Adjoint	KAPINGA TSHIMANGA

Direction de la Trésorerie

Titulaire :	FIKIRI ALIMASI wa ASANI
Adjoint :	PALUKU NDUSHIRE

Direction des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics

Titulaire :	KAZAD DISAMB IRUNG
Adjoints :	
- chargé des C.C. M. N.	ASSAMBWA BOITA
- chargé des Fonds Publics	MUSA GALU

Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers

Titulaire :	KATALIKO VIRANGA
Adjoints :	
- chargé du Contrôle sur Pièces	N'SA ELONGO
- chargé du Contrôle sur Place	KALUBI KAYEMBE
- chargé de la Microfinance	LEBUGHE NKOBAFILI

Direction des Services Etrangers

Titulaire :	MUTOMBO MWANA NYEMBO
Adjoints :	
- chargé d'Appui des Opérations	BOPE MISHAMIEM
- chargé de la Réglementation et du Suivi des Opérations de Change	MWANA ABUYABA

Direction des Ressources Humaines

Titulaire :	KASONGO MWAMBA
Adjoints :	
- chargé de la Gestion du Personnel	KAHAMBA SALIMA
- chargé de la Formation	BATETELE BOLEKI LINKA

Direction de la Comptabilité et du Contrôle Budgétaire

Titulaire :	MUDERHWA IGULU
Adjoints :	
- chargé de la Comptabilité	SHABANI ANIFA
- chargé du Budget	LINDJANDJA BACHAMBALE

Direction de l'Administration Générale

Titulaire :	TEMBO dia MASSAMBA
Adjoints :	
- chargé du Secrétariat Général	MBELU MAPUNDA
- chargé des Questions Juridiques	GENE VUNGBO
- chargé des Services Généraux	TSHILIATA THAHWA

Direction des Etudes

Titulaire :	NGONGA NZINGA
Adjoint :	LINGOSA MOMI

Direction de l'Informatique

Titulaire :	KIWEWA MALUNDA ma BONZU
Adjoints :	
- chargé du Développement et Maintenance	LUSAMBA NTUMBA
- chargé de l'Infrastructure	KAZEGE CIZUNGU

Audit Interne

Titulaire :	ELONGO ONGONA
Adjoints :	
- chargé de l'Audit Opérationnel	MWIKIZA MBONEKUBE
- chargé de l'Audit Financier et de Conformité	MANZONGO LIKENZA
Sous-Direction de la Sécurité	BELONGO BOOTO

Secrétariat d'Appui à la Coordination Provinciale

Titulaire MUBIALA HONDA

Centre Hospitalier

Coordonnateur CHIRISHUNGU MUKULU

6. HOTEL DES MONNAIES**Direction Générale**

Titulaire : LUWENYEMA LULE

Direction Technique

Titulaire : KATHY MBAYA

Adjoints :

- chargé de la Production des
Billets de Banque NGALI TSHITEMPA

- chargé de la Production
des Documents de Sécurité NGONGO NGOYI BOSADI

- chargé de la Maintenance MBANGU KASALUMUNA

- chargé du Contrôle et Sécurité KASHWANTALE BUGALE

Direction Commerciale

Titulaire : BOLIPOMBO MBOMBO

Adjoint : IPANGA MUNENGE

Direction Administrative et Financière

Titulaire : IMIDY PENE MALEMBA

Adjoint : TSHIZUBU NGOYI

7. DIRECTIONS PROVINCIALES**Direction Provinciale de Lubumbashi**

Titulaire : KALEJ N'KAND

Adjoint : MFUTA MBUYI TSHIMANGA

Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

Titulaire : MUSANGU LUFULUABO
Adjoint : MAWAKA LUBEMBO

Direction Provinciale de Kananga

Titulaire : KAYEMBE TSHITUPA
Adjoint : INKOKO ISA LOKOMBE

Direction Provinciale de Matadi

Titulaire : MABAKU KINSUMUNA
Adjoint : MULONGO KIBAWA

Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire : MUSHAGALUSA GWA MBIRIBINDI
Adjoint : EBENGO NZOLENGE

Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire : MOEBA MAZANGO ENYOLO
Adjoint : KALONGA NTABALA

Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire : EKETEBI MOYIDIBA DJOLI
Adjoint : AFUNDI MONENE

Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire : BONDOMBE ASSANGO
Adjoint : MUBALAMA MUKUZO

Direction Provinciale de Goma

Titulaire : LENGWE BIN KAUMBA
Adjoint : MUNDECKE LITANDA

Direction Provinciale de Kindu

Titulaire : THIBANGU SABW'A TSHIBANGU
Adjoint : MULAMBA MUSAFIRI

8. AGENCES AUTONOMES

Agence de Boende

Chef d'Agence

AISSI YUMA

Agence de Boma

Chef d'Agence

BONTALA EKULA

Agence de Bumba

Chef d'Agence

FELA LIHENYA

Agence de Bunia

Chef d'Agence

SANGWA MASKOT

Agence de Gbadolite

Chef d'Agence

DEWAGI TOMANI

Agence de Gemena

Chef d'Agence

MUKADI KANGANA

Agence d'Ilebo

Chef d'Agence

TSHIBUABUA WA TSHIBUABUA

Agence d'Inongo

Chef d'Agence

KIBONGO DIANA

Agence d'Isiro

Chef d'Agence

ADEITO KEMISA

Agence de Kabinda

Chef d'Agence

KAMPANGA KATEMBWE

Agence de Kalemie

Chef d'Agence

NTUALI BOMPETI

Agence de Kamina

Chef d'Agence

MUYEBA KADENGA

Agence de Kasumbalesa

Chef d'Agence

MUGANZA BEYA

Agence de Kikwit

Chef d'Agence

KIMPIAB MISSIR EKOB

Agence de Kongolo

Chef d'Agence

CHUMO KANGULA

Agence de Lodja

Chef d'Agence

KANYINDA TANGILA MESO

Agence de Tshikapa

Chef d'Agence

KEMFUMI MOFU

Agence d'Uvira

Chef d'Agence

ZIGABE BANDEKE

Agence de Zongo

Chef d'Agence

YOKA LILEMBIA

CHAPITRE IV

MODERNISATION DE LA DIRECTION DE LA TRESORERIE

La modernisation de la Direction de la Trésorerie couvre la réhabilitation de l'infrastructure, l'implémentation de nouvelles procédures et méthodes de travail, et l'amélioration de la capacité de traitement des billets de banque.

En ce qui concerne les travaux d'infrastructure, ils sont en cours de réalisation. Les travaux retenus avec la mission d'assistance technique, du Département des Marchés monétaire et des capitaux (MCM) du FMI en octobre 2008, concernent principalement la mise en production effective des systèmes d'imagerie et de contrôle d'accès, visant la sécurité des valeurs au sein de la Banque ainsi que le remplacement des clés et des serrures des chambres fortes. La réalisation de ces travaux constitue le préalable au lancement des coupures à valeur faciale adaptée.

Pour la mise en production effective du système d'imagerie, il reste l'adoption des textes devant réglementer sa gestion. A cet effet, un groupe de travail a été mis en place et chargé par le Comité de Suivi du Plan de Modernisation de la Direction de la Trésorerie (CSPMDT) d'élaborer lesdits textes. Quelques directions non membres du CSPMDT sont associées à ces travaux, à savoir : les Ressources Humaines, l'Audit Interne, l'Hôtel des Monnaies et l'Informatique.

Au cours de l'année sous revue, la phase expérimentale, réalisée au mois de novembre, s'est avérée concluante. Toutefois, le démarrage effectif du système de contrôle d'accès aux zones de sécurité attend la finalisation des travaux de réhabilitation de l'entrée principale de la Banque et du hall des guichets.

TITRE II

COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2008

CHAPITRE I

BILAN

L'examen des états financiers de la Banque Centrale du Congo arrêtés au 31 décembre 2008 et certifiés par un cabinet d'audit externe¹, révèle un accroissement de 10,0 % du total bilantaire contre une hausse de 7,0 % une année plus tôt. En effet, le total bilantaire s'est établi à 1.006.481,0 millions de CDF contre 916.894,0 millions une année auparavant.

A l'actif, cette évolution est essentiellement attribuable à l'accroissement des avoirs et créances en DTS ainsi que de ceux en monnaie nationale.

Au Passif, l'accroissement est attribué principalement à l'augmentation des engagements en monnaie nationale dont les réserves obligatoires, les reprises des liquidités par les billets de trésorerie ainsi que les billets en circulation.

I. ACTIF

1. Avoirs et créances en or et monnaies étrangères hors DTS

Au 31 décembre 2008, ce poste a enregistré une baisse de 44,0 % par rapport à 2007 consécutive à la contraction de 49,0 % des avoirs et créances en monnaies étrangères sur les non résidents. Cette évolution a été néanmoins atténuée par l'augmentation de 127,0 % des avoirs et créances en monnaies étrangères sur les résidents, et de la hausse de 24,0 % des titres en monnaies étrangères.

Aussi, à fin décembre 2008, les avoirs et créances en monnaie étrangères hors DTS se sont chiffrés à 50.893,0 millions de CDF contre 91.517,0 millions une année auparavant.

2. Avoirs et créances en DTS

A la fin de l'exercice 2008, les avoirs et créances en DTS ont connu un accroissement de 135,0 % à la suite de la hausse des avoirs et créances auprès du Fonds Monétaire International. Les avoirs et créances en DTS se sont établis à 3.860,0 millions de CDF contre 1.639,0 millions en 2007.

(1) Cabinet d'audit Deloitte & Touche Congo s.p.r.l.

3. Avoirs et créances en monnaie nationale

Les avoirs et créances en MN se sont chiffrés à 12.078,0 millions de CDF à fin décembre 2008. Par rapport à 2007, ils ont connu un accroissement de 106,0 %. Cette hausse tient principalement à l'augmentation de l'encours de refinancement accordé aux banques créatrices de monnaie au titre des prêts à court terme et des facilités permanentes.

4. Autres Actifs

En 2008, les autres actifs ont enregistré une hausse modérée de 14,0 %. Ils se sont établis à 939.650,0 millions de CDF à fin décembre 2008 contre 823.726,0 millions une année plus tôt.

Pour rappel, ce poste comprend notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, les avoirs et créances divers, les pertes d'exploitation des exercices antérieurs et les créances titrisées.

Tableau II.1 Comptes d'Actif
(en millions de CDF)

	31déc. 2007	31 déc. 2008	Variation	Variation (en %)
1. AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	91 517	50 893	-40 624	-44
1.1. AVOIRS ET CREANCES EN OR	0	0	0	
1.2. AVOIRS ET CREANCES EN ME	91 492	50 863	-40 630	-44
Avoirs et créances en ME sur les Non-résidents	89 123	45 476	-43 648	-49
Avoirs et créances en ME sur les Résidents	2 369	5 387	3 018	127
1.3. TITRES EN ME	24	30	6	24
2. AVOIRS ET CREANCES EN DTS	1 639	3 860	2 221	135
AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	1 639	3 860	2 221	135
3. AVOIRS ET CREANCES EN MN	11	12 078	12 067	106 674
3.1. CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	11	12 078	12 067	106 674
3.1.1 a) Prêts à court terme	0	8 000	8 000	
3.1.2 b) Facilités permanentes	11	4 078	4 067	35 952
4. AUTRES ACTIFS	823 726	939 650	115 924	14
4.1. IMMOBILISATIONS	59 247	74 285	15 038	25
4.2. AVOIRS ET CREANCES DIVERS	827	130 236	129 409	15 652
4.4. AUTRES ACTIFS DIVERS	650 987	727 438	76 450	12
Perte d'exploitation des exercices antérieurs	37 533	5 507	-32 026	-85
Clients non bancaires ordinaires en MN	2 739	1 735	-1 004	-37
Débours à récupérer sur les banques en liquidation	2 020	2 246	225	11
Ecart de conversion net	76 405	185 683	109 278	143
Créances titrisées	532 061	532 061	0	0
Chèques et ordre de paiement en ME à l'encaissement	220	207	-13	-6
TOTAL ACTIF	916 894	1 006 481	89 588	10

Source : Banque Centrale du Congo.

II. PASSIF

1. Engagements en monnaie nationale

Ce poste comprend les billets et pièces en circulation, les dépôts en monnaie nationale des résidents dont notamment les dépôts des banques créatrices de monnaie, les dépôts en monnaie nationale des non-résidents et les reprises de liquidité (billets de trésorerie).

Au terme de l'exercice 2008, le total des engagements en monnaie nationale s'est accru de 34,0 %. Il est passé de 319.317,0 millions de CDF à 428.268,0 millions.

Les billets et pièces en circulation (circulation fiduciaire) ont connu une hausse de 31,0 % se situant à 76.489,0 millions de CDF en 2008. Les dépôts des banques agréées ont totalisé 56.168,0 millions de CDF contre 38.680,0 millions une année auparavant, soit une hausse de 45,0 %.

Les reprises de liquidités par les billets de trésorerie ont été importantes en 2008 qu'en 2007. En effet, l'encours de ce titre de créance s'est accru de 14.147,0 milliards de CDF en 2008.

2. Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS

Ce poste a enregistré une baisse légère de 5,0 % en 2008. Il s'est chiffré à 3.756,0 millions de CDF, après avoir atteint 3.951,0 millions de CDF à fin décembre 2007.

3. Engagements en DTS

Les engagements en DTS ont enregistré une hausse de 8,0 % en 2008, s'établissant à 523.542,0 millions de CDF contre 486.133,0 millions à fin décembre 2007. Cette évolution est essentiellement attribuable aux effets de la dépréciation monétaire laquelle a induit une hausse de la valeur des allocations cumulatives nettes des DTS à long terme au FMI.

4. Autres passifs

Ce compte enregistre les engagements de la Banque vis-à-vis des tiers et les autres passifs. Il s'est établi à 11.001,0 millions de CDF à fin décembre 2008 contre 12.039,0 millions de CDF une année plus tôt.

5. Provisions pour risques et charges

Une augmentation de 46,0 % des provisions pour risques et charges a été observée au terme de l'exercice 2008. Cette évolution tient à la hausse des provisions pour amendes et pénalités ainsi que celle des provisions pour indemnités de fin de carrière respectivement de 457,0 millions et 727,0 millions de CDF.

6. Fonds propres

A fin décembre 2008, les fonds propres de la Banque ont enregistré un accroissement de 21,0 % imputable à la hausse des plus-values de réévaluation sur les immobilisations incorporelles et corporelles respectivement de 88,0 % et 21,0 %.

Tableau II.2 Comptes de Passif
(en millions de CDF)

	31 déc. 2007	31 déc. 2008	Variation	Var. (en %)
1. ENGAGEMENTS EN MN	319 317	428 268	108 950	34
1.1. BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	243 785	320 274	76 489	31
1.2. DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	42 595	60 910	18 314	43
1.2.1. Dépôts en MN des établissements de crédit	38 740	56 232	17 492	45
Dépôts en MN des Banques agréées	38 680	56 168	17 488	45
Dépôts en MN des autres Institutions financières	60	64	4	7
1.2.2. Autres dépôts en MN des Résidents	3 855	4 678	822	21
1.3. DEPOTS EN MN DES NON - RESIDENTS	79	79	0	0
1.4. REPRISES DE LIQUIDITE (Billet de trésorerie)	32 859	47 005	14 147	43
2. ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	3 951	3 756	-195	-5
2.2. ENGAGEMENTS EN ME	3 951	3 756	-195	-5
3. ENGAGEMENTS EN DTS	486 133	523 542	37 409	8
3.1. ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	471 124	508 053	36 929	8
Engagements à LT en DTS envers le FMI	471 124	508 053	36 929	8
a) FMI, allocations cumulatives nettes à LT	68 023	85 793	17 770	26
b) FMI, FRPC à LT	403 102	422 260	19 159	5
3.2. ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES NON-RESIDENTES	15 009	15 489	480	3
3.2.1. Engagements à vue en DTS envers d'autres Institutions financières Non-résidentes	3 042	3 836	795	26
3.2.4. Engagements à LT en DTS envers d'autres Institutions financières Non-résidentes (BEAC)	11 967	11 653	-314	-3
4. AUTRES PASSIF	12 039	11 001	-1 038	-9
4.1. ENGAGEMENTS DIVERS	8 181	5 112	-3 069	-38
4.2. REGULARISATIONS ET SUSPENS	2 912	4 794	1 883	65
5. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 578	3 762	1 184	46
Provisions pour amendes et pénalités	1 899	2 356	457	24
Provisions pour indemnité de fin de carrière	680	1 407	727	107
6. FONDS PROPRES	60 849	73 571	12 722	21
Réserves spéciales	43	43	0	0
Plus-values de réévaluation sur immobilis. incorporelles	214	402	189	88
Plus-values de réévaluation sur immobilis. corporelles	60 592	73 125	12 533	21
7. RESULTAT DE L'EXERCICE	32 026	-37 420	-69 446	17
TOTAL PASSIF	916 894	1 006 481	89 588	10

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2008

L'exercice 2008 s'est clôturé par une perte d'exploitation de 37.419,0 millions de CDF contre un excédent de 32.027,0 millions de CDF une année auparavant. Cette situation résulte de l'accroissement des charges d'exploitation de 18,0 % dans un contexte de baisse des produits de 43,0 %. En effet, les produits se sont élevés à 70.605,0 millions de CDF et les charges à 108.024,0 millions contre des produits et des charges respectivement de 123.296,0 millions et 91.269,0 millions en 2007.

I. PRODUITS D'EXPLOITATION

Le recul de 43,0 % enregistré par les produits d'exploitation au cours de l'année 2008 est essentiellement expliqué par la baisse des produits exceptionnels et hors exploitation de 95,0 % et, dans une moindre mesure, par la diminution du poste reprise sur amortissement et provisions non exigibles de 2,0 %.

Il convient de relever qu'en 2008, les produits divers ont plus que doublé et les produits d'exploitation monétaire, qui comprennent notamment les intérêts sur le refinancement, ont enregistré un accroissement de 75,0 %.

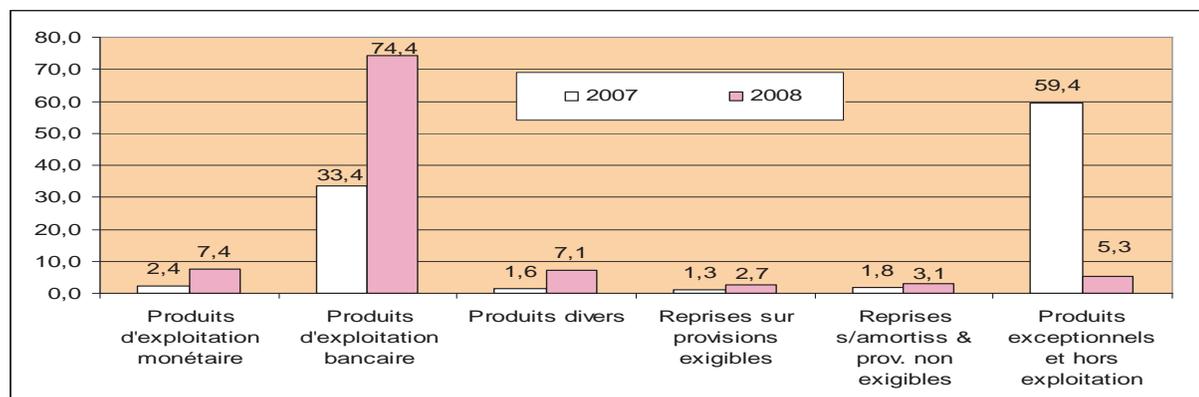
Tableau II.3 Produits d'exploitation
(en millions de CDF)

	2007	2008	Variation	Variation (en %)
Produits d'exploitation monétaire	3 002	5 255	2 253	75
Produits d'exploitation bancaire	41 151	52 519	11 368	28
Produits divers	2 020	4 990	2 970	147
Reprises sur provisions exigibles	1 643	1 899	256	16
Reprises s/amortissements et provisions non exigibles	2 251	2 210	-41	-2
Produits exceptionnels et hors exploitation	73 229	3 732	-69 497	-95
Total	123 296	70 605	-52 691	-43

Source : Banque Centrale du Congo.

La structure des produits d'exploitation a été dominée par les produits d'exploitation bancaire, représentant 74,4 % du total, lesquels sont constitués notamment des intérêts sur les avances au Trésor et des redevances de contrôle de change.

Graphique II.1 Structure des produits d'exploitation



Cfr Tableau II.3.

II. CHARGES D'EXPLOITATION

L'accroissement des charges d'exploitation de la Banque au cours de l'exercice 2008 tient à l'expansion des charges d'exploitation monétaire (+ 61,0 %), lesquels sont constituées principalement des charges financières afférentes au billet de trésorerie et aux signes monétaires, à l'augmentation des services consommés et des dotations aux provisions exigibles.

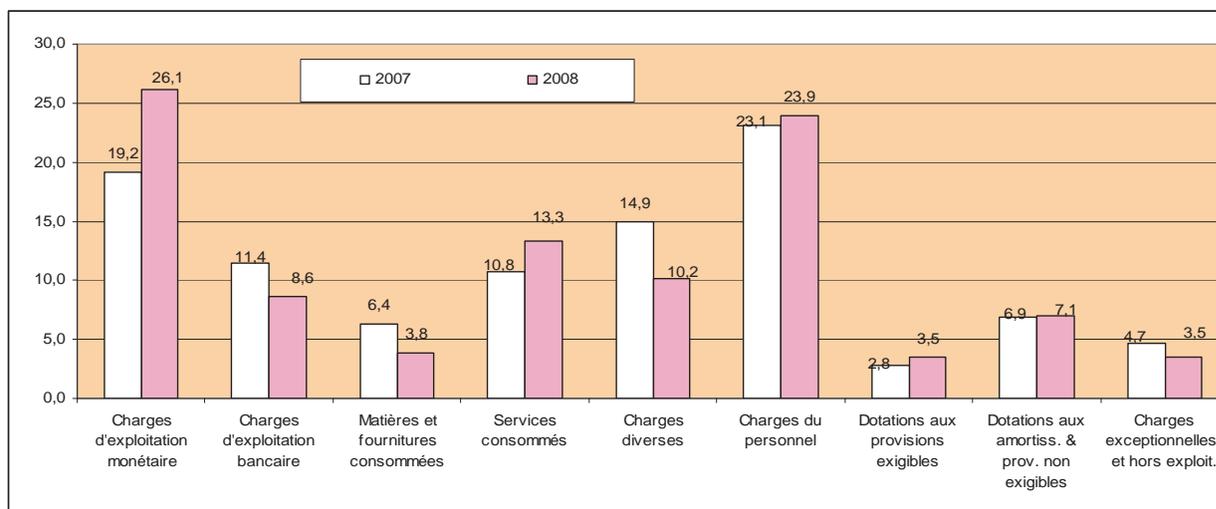
Tableau II.4 Charges d'exploitation
(en millions de CDF)

	2007	2008	Variation	Variation (en %)
Charges d'exploitation monétaire	17 506	28 239	10 733	61
Charges d'exploitation bancaire	10 397	9 276	-1 121	-11
Matières et fournitures consommées	5 804	4 154	-1 650	-28
Services consommés	9 827	14 378	4 551	46
Charges diverses	13 598	10 996	-2 602	-19
Charges du personnel	21 044	25 848	4 804	23
Dotations aux provisions exigibles	2 578	3 762	1 184	46
Dotations aux amortissem./provis. non exigibles	6 262	7 622	1 360	22
Charges exceptionnelles et hors exploitation	4 253	3 749	-504	-12
Total	91 269	108 024	16 755	18

Source : Banque Centrale du Congo.

A l'instar de l'année 2007, la structure des charges d'exploitation a été dominée par les charges d'exploitation monétaire et celles du personnel en 2008. Leurs parts ont été respectivement de 26,1 % et de 23,9 %.

Graphique II.2 Structure des charges d'exploitation



Cfr Tableau II.4.

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS
FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO**Deloitte.**

Deloitte & Touche Congo s.p.r.l.
Tel. + 243 81 700 50 91
Tel. + 243 99 99 72 340
Fax + 243 81 301 09 24
gpo@gpopartners.com
www.gpopartners.com

Monsieur Jean-Claude MASANGU
Gouverneur de la
Banque Centrale du Congo (B.C.C.)

Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo (RDC)

Kinshasa, le 24 juin 2009

Notre référence
DTC/PO-JPP-DM-JPN/000315/2009

Monsieur le Gouverneur,

Concerne : Rapport d'audit des états financiers de la Banque Centrale du Congo (B.C.C.)
Exercice 2008.

Nous avons l'honneur de vous présenter ci-joint notre rapport d'audit des états financiers de la Banque Centrale du Congo (B.C.C.) pour l'exercice clos au 31 décembre 2008.

Le contenu de ce rapport qui a été discuté avec la Direction de la BCC, conformément aux procédures d'audit généralement admises, intègre tous les points proposés dans notre offre du 20 Août 2007.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous jugeriez nécessaire au sujet de ce rapport.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Gouverneur, à l'expression de notre considération distinguée.

DELOITTE & TOUCHE CONGO SPRL

Jean-Pierre PFINGU



Managing Partner

Deloitte & Touche Congo s.p.r.l.
Avenue de la Nation, 19-Immeuble Banque Congolaise, 4^{ème} étage - Kinshasa / Gombe
B.P. 16 380 Kinshasa I - République Démocratique du Congo
N.R.C. 46 180 - ID.NAT. 01-93-N33737J - N° ICA 103/1703/00 - N° Impôt A0806283P
Audit - Accounting - Tax - Consulting

Deloitte.*BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)
Rapport d'audit des états financiers au 31 décembre 2008*

**RAPPORT D'AUDIT DES ETATS FINANCIERS
DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(BCC)
AU 31 DECEMBRE 2008**

A l'attention de :

- Banque Centrale du Congo (B.C.C.)
- Ministère des Finances de la République Démocratique du Congo (RDC)
- Fonds Monétaire International (FMI), Représentation en RDC
- Banque Mondiale (IDA), Représentation en RDC

Messieurs,

1. Nous avons audité les états financiers de la BANQUE CENTRALE DU CONGO « BCC » (La Banque) arrêtés au 31 décembre 2008. Ces états financiers repris aux pages 4 à 6 comprennent le bilan avec un total de CDF 1.006.481 millions contre CDF 916.894 millions en 2007, le tableau de formation de résultat avec une perte de CDF 37.420 millions contre un bénéfice de CDF 32.026 millions en 2007, ainsi que les comptes d'engagements hors bilan avec un total de CDF 813.106 millions contre CDF 552.739 millions en 2007, et un tableau de flux de Trésorerie avec une variation négative pour l'exercice de CDF 38.409 millions contre CDF 19.890 millions en 2007. Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité de la Direction de la Banque (la Direction). Notre responsabilité consiste, sur la base de nos travaux d'audit, à émettre une opinion sur ces états financiers.

2. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit de l'IFAC. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives dues à des erreurs ou des fraudes. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la Direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que nos travaux constituent un fondement raisonnable pour la formulation de notre opinion exprimée ci-après.

3. Comme indiqué à la note 8 aux états financiers sur le Tableau de Formation de Résultat, le déficit de trésorerie de la Banque pour l'exercice 2008 a été autorisé et fixé par le Gouvernement à CDF 32.740 millions. Ce déficit qui constitue pour la Banque Centrale une subvention d'exploitation accordée par le Gouvernement, n'a pas été comptabilisé parce que le Gouvernement n'a pas établi un titre (Ordre de Paiement Informatisé) en faveur de la Banque Centrale. L'absence de ce titre de paiement du Gouvernement en faveur de la Banque Centrale sous-estime le résultat d'exploitation de la Banque du montant de ce déficit autorisé ainsi que la situation du compte courant du Trésor.

4. Comme indiqué à la note 6.4, la Banque détient sur l'Etat une créance « titrisée » de CDF 532.061 millions, résultant de la prise en charge par l'Etat des pertes d'exploitation et de change de la BCC, en vertu de l'article 52 de la loi n° 005/2002 du 07 mai 2002, portant statuts et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo. Cependant le Gouvernement n'a pas encore émis un titre approprié, domicilié à la Banque et qui fixe les conditions de réalisation de cette créance reprise à l'actif de la Banque.

Deloitte.

*BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)
Rapport d'audit des états financiers au 31 décembre 2008*

5. Les pertes d'exploitation et les pertes de change non réalisées des exercices 2005 et 2006 de CDF 37.532 millions, ont été imputées à l'actif du bilan pour une prise en charge par l'Etat conformément à l'article 5 de la loi n° 005/2002. Le résultat bénéficiaire de l'exercice 2007 de CDF 32.026 millions a été comptabilisé dans le même compte d'actif et ce, contrairement aux dispositions légales portant statuts et fonctionnement de la BCC (Art. 50) qui requièrent d'affecter le résultat bénéficiaire à raison de 20% en compte de Réserve spéciale et 80% en compte de Trésor dès que le solde du compte de la réserve générale atteint un montant équivalent au capital et aussi longtemps qu'il se maintient à ce niveau.

6. A notre avis, à l'exception des ajustements pouvant résulter des observations soulevées aux paragraphes 3, 4, et 5 ci-dessus, les états financiers que nous avons examinés reflètent de manière sincère et fidèle la situation financière de la Banque au 31 décembre 2008, et le résultat de ses opérations pour l'exercice se terminant à cette date, conformément aux principes comptables nationales et des dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

Kinshasa, le 20 juin 2009.

DELOITTE & TOUCHE CONGO SPRL

Jean-Pierre PFINGU



Managing Partner

**BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2008**

ETATS FINANCIERS 2008

**BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2008**

BILANS COMPARES DES EXERCICES 2008 ET 2007

(Montants exprimés en millions de Francs Congolais)

ACTIF

ACTIF	Notes	31/12/2008	31/12/2007	Variation
AVOIRS ET CREANCES EN OR ET ME HORS DTS	1	50 893	91 517	-40 624
AVOIRS ET CREANCES EN ME	1.1	50 863	91 493	-40 630
TITRES EN ME	1.2	30	24	6
AVOIRS ET CREANCES EN DTS	2	3 860	1 639	2 221
AVOIRS ET CREANCES EN DTS AUPRES DU FMI	2.1	3 860	1 639	2 221
AVOIRS ET CREANCES EN MN	3	12 078	11	12 067
CONCOURS EN MN AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	12 078	11	12 067
AUTRES ACTIFS	4	939 650	823 726	115 924
IMMOBILISATIONS	4.1	74 285	59 247	15 038
AVOIRS ET CREANCES DIVERS	4.2	130 236	827	129 409
REGULARISATION ET SUSPENS	4.3	7 691	112 665	-104 974
AUTRES ACTIFS DIVERS	4.4	727 438	650 987	76 451
TOTAL ACTIF		1 006 481	916 893	89 588
COMPTES HORS-BILAN (ACTIF)		31/12/2008	31/12/2007	Variation
Engagements hors bilan actif	12	813 106	552 739	260 367

Les notes 1 à 12 du bilan font partie intégrante des états financiers

**BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2008**

BILANS COMPARES DES EXERCICES 2008 ET 2007

(Montants exprimés en millions de Francs Congolais)

PASSIF

PASSIF	Notes	31/12/2008	31/12/2007	Variation
ENGAGEMENTS EN MN	5	428 268	319 317	108 951
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	5.1	320 274	243 785	76 489
DEPOTS EN MN DES RESIDENTS	5.2	60 910	42 595	18 315
DEPOTS EN MN DES NON – RESIDENTS	5.3	79	79	0
REPRISES DE LIQUIDITE	5.4	47 005	32 858	14 147
ENGAGEMENTS EN OR ET ME HORS DTS	6	3 756	3 951	-195
ENGAGEMENTS EN ME	6.1	3 756	3 951	-195
ENGAGEMENTS EN DTS	7	523 542	486 133	37 409
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LE FMI	7.1	508 053	471 124	36 929
ENGAGEMENTS EN DTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES NON-RESIDENTES	7.2	15 489	15 009	480
AUTRES PASSIFS	8	11 002	12 039	-1 038
ENGAGEMENTS DIVERS	8.1	5 112	8 181	-3 069
REGULARISATIONS ET SUSPENS	8.2	4 794	2 911	1 883
AUTRES PASSIFS DIVERS	8.3	1 095	947	148
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9	3 762	2 578	1 184
FONDS PROPRES	10	73 571	60 849	12 722
RESULTAT DE L'EXERCICE	11	-37 420	32 026	-69 446
TOTAL PASSIF		1 006 481	916 893	89 588
COMPTES HORS-BILAN (PASSIF)		31/12/2008	31/12/2007	Variation
Engagements hors bilan passif	12	813 106	552 739	260 367

Les notes 1 à 12 du bilan font partie intégrante des états financiers

**BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2008**

TABLEAUX DE FORMATION DU RESULTAT

AUX 31 DECEMBRE 2008 ET 2007

(Montants exprimés en millions de Francs Congolais)

RUBRIQUES	2008	2007	Variation
✓ 1. Produits d'exploitation monétaire	5.255	3.002	2.253
2. Charges d'exploitation monétaire	28.239	17.506	10.733
3. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE (3)=(1)-(2)	-22.984	-14.504	-8.480
✓ 4. Produits d'exploitation bancaire	52.519	41.151	11.368
5. Charges d'exploitation bancaire	9.276	10.397	-1.121
6. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE (6)=(4)-(5)	43.243	30.754	12.489
7. Matières et Fournitures consommées	4.154	5.804	-1.651
8. Services consommés	14.378	9.827	4.551
9. VALEUR AJOUTEE (9)=(3)+(6)-(7)-(8)	1.728	619	1.109
✓ 10. Produits divers	4.990	2.020	2.970
✓ 11. Subvention d'exploitation	0	0	0
✓ 12. Reprises sur provisions exigibles	1.899	1.643	256
13. Charges diverses	10.996	13.598	-2.602
14. Charges du Personnel	25.848	21.044	4.804
15. Dotation aux Provisions exigibles	3.762	2.578	1.184
16. RESULTAT BRUT D'EXPL. (16) = (9)+(10)+(11)+(12)-(13)-(14)-(15)	-31.990	-32.938	948
✓ 17. Reprises s/Amortissement & Provisions Non -exigibles	2.210	2.251	-41
18. Dotation Amortissement & Provisions Non -exigibles	7.622	6.262	1.360
19. RESULTAT COURANT D'EXPLOITATION (19) = (16)+(17)-(18)	-37.402	-36.949	-453
✓ 20. Produits exceptionnels et hors-exploitation	3.732	73.229	-69.497
21. Charges exceptionnelles et hors-exploitation	3.749	4.253	-504
22. RESULTAT EXCEPT. & H-EXPLOITATION (22) = (20)-(21)	-18	68.976	-68.992
Résultat courant d'exploitation (19)	-37.402	-36.949	-453
Résultat exceptionnel et hors-exploitation (22)	-18	68.976	-68.993
22. RESULTAT DE LA PERIODE A AFFECTER (22)=(18)+(21)	-37.420	32.026	-69.446

Les notes 1 à 8 sur le TFR font partie intégrante des états financiers

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

I. BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

1. Banque Commerciale du Congo (B.C.D.C.)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Bukavu, Bumba, Butembo, Fugurume, Goma, Kananga, Kisangani, Kinshasa, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi, Matadi, Mbuji-Mayi.

2. Banque Congolaise (BC)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Beni, Boma, Bukavu, Butembo, Goma, Isiro, Kisangani, Kolwezi, Lubumbashi et Uvira.

3. Afriland First Bank Congo Démocratique (First Bank CD)

Siège : Kinshasa

4. Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (B.I.A.C.)

Siège : Kinshasa

Succursale : Goma, Lubumbashi et Matadi.

5. Citi Group (C.B.)

Siège : Kinshasa

6. Stanbic Bank Congo (S.B.C.)

Siège : Kinshasa

7. Access Bank (ex. Banque Privée du Congo (B.P.C.))

Siège : Goma/Nord - Kivu

8. Banque Internationale de Crédit (B.I.C.)

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Beni, Boma, Bukavu, Butembo, Lubumbashi, Matadi, Mbanza Ngungu et Muanda.

9. Procredit Bank (Congo)

Siège : Kinshasa

10. Raw Bank

Siège : Kinshasa

Succursales ou agences : Fungurume, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi et Matadi.

11. Trust Merchant Bank (T.M.B.)

Siège : Lubumbashi

Succursales ou agences : Kasumbalesa, Kinshasa, Kolwezi et Likasi.

12. Solidaire Banque Internationale

Siège : Kinshasa

13. Ecobank (EC)

Siège : Kinshasa

14. Mining Bank Congo (MBC)

Siège : Kinshasa

15. First International Bank (FIBANK)

Siège : Kinshasa

16. Invest Bank Congo

Siège : Kinshasa

17. Sofibanque

Siège : Kinshasa

18. La Cruche Banque

Siège : Goma

II. INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES**1. Société Financière de Développement (SOFIDE)**

Siège : Kinshasa

Antenne : Kisangani.

2. Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO)

Siège : Kinshasa

Succursales : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu, Mbandaka, Kikwit, Kananga, Goma et Matadi.

Agences : Kinshasa, Boma, Tshela, Mbanza-Ngungu, Moanda, Kwilu-Ngongo, Kimpese, Inongo, Idiofa, Bandundu, Nioki, Bumba, Boende, Gemena, Gbadolite, Mweka, Tshikapa, Ilebo, Kabinda, Mwene Ditu, Lodja, Bunia, Isiro, Aketi, Beni, Butembo, Uvira, Kasongo, Likasi, Kolwezi, Kipushi et Kalemie.

3. Institut National de Sécurité Sociale (I.N.S.S.)

Siège : Kinshasa

Directions provinciales : Kinshasa, Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, Matadi,

Boma, Kananga, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Kindu et Bandundu.

4. Société Nationale d'Assurances (SONAS)

Siège : Kinshasa

Succursales et agences : Kinshasa, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

5. Fonds de Promotion de l'Industrie (F.P.I.)

Siège : Kinshasa.

Succursales et agences : Lubumbashi et Matadi

6. Coopérative d'Epargne et de Crédit « Amitié Salutiste » (COOPECAS)

Siège : Kinshasa.

7. **Coopérative d'Épargne et de Crédit des Mamans Maraîchères de Kinshasa (COOPEC MAKIN)**
Siège : Kinshasa.
8. **Mutuelle d'épargne et de Crédit Bomoko (COOPEC BOMOKO)**
Siège : Kinshasa.
9. **Mutuelle des Femmes Sages de Kin (MUFESAKIN/COOPEC)**
Siège : Kinshasa.
10. **Coopérative d'Épargne et de Crédit de l'Union pour le Développement Intégral de Pay – Kingandu «COOPEC UDIPAK »**
Siège : Bandundu.
11. **Coopérative Financière la Cruche « COOPEC – LA CRUCHE »**
Siège : Butembo.
12. **Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes de Kikwit «MUCREFEKI/COOPEC»**
Siège : Kikwit.
13. **Coopérative d'Épargne et de Crédit Logos – Rhéma «COOPEC LOR»**
Siège : Kinshasa.
14. **Coopérative d'Épargne et de Crédit d'Appui au Développement «COOPECAD»**
Siège : Kinshasa.
15. **Coopérative d'Épargne et de Crédit de Nyawera «COOPEC NYAWERA»**
Siège : Bukavu.
16. **Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique de Butembo «COODEFI/COOPEC»**
Siège : Butembo.
17. **Société Coopérative d'Épargne et de Crédit Orientale «COOPEC SOCECO»**
Siège : Kinshasa.
18. **Coopérative d'Épargne et de Crédit pour le Développement du Kasaï Occidental «COOPEC DEKOC»**
Siège : Kananga.
19. **Caisse d'Action Mutuelle d'Épargne et de Crédit de Mbanza-Ngungu «CAMEC MBANZA NGUNGU/ COOPEC»**
Siège : Mbanza-Ngungu.
20. **Caisse d'Action Mutuelle d'Épargne et de Crédit de Inkisi «CAMEC INKISI/COOPEC»**
Siège : Inkisi.

22. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Kinshasa «MECREKIN/COOPEC»**
Siège : Kinshasa.
23. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit BOSANGANI «MEC BOSANGANI»**
Siège : Kinshasa.
24. **Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA «COOPEC IMARA»**
Siège : Goma.
25. **Coopérative d'Epargne et de Crédit PILOTE «COOPEC PILOTE»**
Siège : Bukavu.
26. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Scolaire «COOPEC'SCO»**
Siège : Kinshasa.
27. **Coopérative d'Epargne et de Crédit BOLINGO « COOPEC BOLINGO»**
Siège : Kinshasa.
28. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Congolais pour la Reconstruction «COOPEC CR»**
Siège : Butembo.
29. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de GOMA «MECREGO/COOPEC»**
Siège : Goma.
30. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de KATINDO «MECRE-KATINDO COOPEC»**
Siège : Goma.
31. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de VIRUNGA «MECRE-VIRUNGA/Coopec»**
Siège : Goma.
32. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Entraide pour le Développement Economique «COOPEC-EDE»**
Siège : Goma.
33. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Bukavu « MECREBU/COOPEC »**
Siège : Bukavu.
34. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement « COOPEC EDE »**
Siège : Bukavu.
35. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Beni « MECRE-BENI/COOPEC »**
Siège : Goma.
36. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Mabanga « MECRE-MABANGA/COOPEC »**
Siège : Mabanga.
37. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté
Evangélique de l'Alliance au Congo « COOPEC CEAC-MATETE »**
Siège : Kinshasa.
38. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo
de Goma « COOPECCO-GOMA »**

Siège : Goma.

39. Coopérative d'Epargne et de Crédit de la KAWA « COOPEC KAWA »

Siège : Bukavu.

40. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Vitshumbi « COOPECCO-VITSHUMBI »

Siège : Vitshumbi.

41. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Buturande « COOPECCO/BUTURANDE »

Siège : Butarande.

42. Coopérative d'Epargne et de Crédit de Kanyabayonga « COOPEC KANYABAYONGA »

Siège : Kanyabayonga.

43. Coopérative d'Epargne et de Crédit Kiwanja « COOPEC KIWANJA »

Siège : Butarande.

44. Coopérative d'Epargne et de Crédit Tumaini « COOPEC TUMAINI »

Siège : Kavisimbi.

45. Coopérative d'Epargne et de Crédit Rutshuru « COOPEC RUTSHURU »

Siège : Rutshuru.

46. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de l'action pour la Promotion Sociale et Culturelle des Artistes Chrétiens « MEC APROSCAC »

Siège : Kinshasa.

47. Coopérative d'Epargne et de Crédit Congolais d'entraide et d'appui au développement « COOPEC EAD »

Siège : Goma.

48. Coopérative d'Epargne et de Crédit BOBANDANA « COOPEC BOBANDANA »

Siège : Minova.

49. Coopérative d'Epargne et de Crédit CAHI « COOPEC CAHI »

Siège : Bukavu.

50. Coopérative d'Epargne et de Crédit du Mouvement Ouvrier Chrétien « COOPEC MOCC »

Siège : Bukavu.

51. Coopérative d'Epargne et de Crédit Umoja « COOPEC UMOJA »

Siège : Butembo.

52. Coopérative d'Epargne et de Crédit Kirumba « COOPEC KIRUMBA »

Siège : Lubero.

53. Coopérative d'Epargne et de Crédit Beni « COOPEC BENI »

Siège : Bungulu.

54. **Coopérative d'Épargne et de Crédit Congolaise pour la Reconstruction de Kinshasa « COOPEC-CR/Kinshasa »**
Siège : Kinshasa
55. **Coopérative d'Épargne et de Crédit de l'Église du Christ au Congo « COOPEC ECC/Kikwit »**
Siège : Bandundu/Kikwit.
56. **Coopérative d'Épargne et de Crédit CEAC Kinzau Mvuete « COOPEC CEAC KINZAU MVUETE »**
Siège : Bas-congo/Kinza-Mvuete.
57. **Mutuelle d'Épargne et de Crédit BIRERE « MECRE BIRERE/COOPEC ».**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
58. **Coopérative d'Épargne et de Crédit DIBAYA-LUBWE « COOPEC DILU »**
Siège : Bandundu/Dibaya Lubwe.
59. **Coopérative d'Épargne et de Crédit ECOLE « COOPEC ECOLE »**
Siège : Bandundu/Kikwit.
60. **Coopérative d'Épargne et de Crédit LUKOLELA « COOPEC LUKOLELA »**
Siège : Bandundu/Kikwit.
61. **Coopérative d'Épargne et de Crédit MOKALA « COOPEC MOKALA »**
Siège : Bandundu/Mokala.
62. **Coopérative d'Épargne et de Crédit CEAC Kintambo**
Siège : Kinshasa/Kitambo.
63. **Coopérative d'Épargne et de Crédit CEAC Boma/Ville « COOPEC CEAC BOMA/VILLE »**
Siège : Bas-congo/Boma.
64. **Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Femmes Mennonites au Congo « MEC FMC/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
65. **Coopérative d'Épargne et de Crédit pour le Développement au Congo « COOPEC - DIC»**
Siège : Kinshasa.
66. **Coopérative d'Épargne et de Crédit Caisse pour la Promotion sociale « MEC-CAPROS/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
67. **Coopérative d'Épargne et de Crédit de Masi Manimba « COOPEC MASI MANIMBA »**
Siège : Bandundu/Masi Manimba.
68. **Coopérative d'Épargne et de Crédit de Kalundu « COOPEC KALUNDU »**
Siège : Sud-Kivu/Uvira.
69. **Coopérative d'Épargne et de Crédit de Gungu « COOPEC GUNGU »**
Siège : Bandundu/Gungu.
70. **Coopérative d'Épargne et de Crédit Chrétiens Unis « COOPEC CU »**
Siège : Kinshasa.

71. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement Communautaire au Congo « MEC DECO/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
72. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de Ngaliema – UPN « MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
73. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Gombe « MECRE GOMBE/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
74. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Kintambo Magasin « MECRE KINTAMBO MAGASIN »**
Siège : Kinshasa.
75. **Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Masina « MECRE MASINA/COOPEC »**
Siège : Kinshasa.
76. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Actions de Développement par l'Epargne et le Crédit « COOPEC/ADEC »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
77. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de Bagira « COOPEC BAGIRA »**
Siège : Sud-Kivu/Bukavu.
78. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Nyalukemba « COOPEC NYALUKEMBA »**
Siège : Sud-Kivu/Ibanda.
79. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Agro-Pastorale Le Grenier « COOPEC AGROPAS LE GRENIER/GOMA »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.
80. **Coopérative d'Epargne et de Crédit TUJENGE PAMOJA « COOPEC TUJENGE PAMOJA »**
Siège : Nord-Kivu/Goma.

III. INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE, BUREAU DE CHANGE ET MESSAGERIES FINANCIERES

A. INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE

1. **IMF LIFE-VEST**
Siège : Kinshasa/Gombe
2. **Société de Microfinances Maendeleo**
Siège : Nord-Kivu/Goma
3. **IMF HOPE RDC**
Siège : Kinshasa/Ngaliema
4. **Société de Microfinances FINCA RDC**
Siège : Kinshasa/Gombe

5. IMF ESPERANCE

Siège : Katanga/Likasi

6. Solidarité pour le Développement Communautaire (SODEC IMF)

Siège : Kinshasa/Ngiri-Ngiri

7. Association pour le Développement du Kasai Oriental (ADEKOR/IMF)

Siège : Kasai Oriental/Mbuji-Mayi

8. Entreprise de Micro-Crédit de 1^{ère} catégorie « IMF HEKIMA » (IMF HEKIMA)

Siège : Nord-Kivu/Goma

9. Entreprise de Micro Crédit de 2^{ème} catégorie AFRICAN PEOPLE FINANCE (IMP A.P.F)

Siège : Kinshasa/Gombe

10. Entreprise de Micro Crédit de 2^{ème} catégorie VIA NOVA sprl (IMP VIA NOVA sprl)

Siège : Kinshasa/Gombe

11. IMF APF

Siège : Kinshasa/Gombe

12. Société de Micro Finance « IMF BARAKA/PRESE »

Siège : Goma

13. Société de Micro Finance « GALA LETU IMF »

Siège : Goma

14. Société de Micro Finance « SOMIFI REJEDE »

Siège : Butembo

B. BUREAUX DE CHANGE

1. MALU CHANGE

2. SOLIDAIRE CHANGE

3. FREECHANGE

4. SOFICOM CHANGE

5. MODESTIE CHANGE

6. MAMIE LAURE

7. MONEX

8. CHRISTEL CHEANGE

9 A.B.S.CHANGE

10. BAHATI LUKWEBO CHANGE

11. AGRICULTURE, PECHERIE, COMMERCE, CHANGE A.P.C./CHANGE

12. RODEX CHANGE

13. SOCODEC

14. AGRIZEX CHANGE

C. MESSAGERIES FINANCIERES AGREEES

1. FREE TRANSFERT
2. A.B.S./ FINANCES
3. KIN EXPRESS MULTISERVICES
4. SOFICOM TRANSFERT
5. KIN PERSONNEL MAIL
6. SOLIDAIRE TRANSFERT
7. CENTRAL TRANSFERT
8. GROUPE LAMBERT
9. MISTER CASH TRANSFERT
10. SOCIETE DE CHANGE ET DE FINANCES
11. SIKAR FINANCES
12. AGENCE AIGLON SERVICE
13. Berval EXPRESS
14. COLIKIN
15. TSHIM LAY
16. AMIS FIDELES
17. AFRICAN EXPRESS
18. KIN PERFORMANCE
19. SOCIETE JESUS SEUL
20. AGRIZEX TRANSFERT
21. SOCIETE B &M PATNERS
22. WINKELE BUSINESS AGENCY
23. AXES SERVICES
24. TSS MANEY TRANSFERT
25. DATCO
26. JUSTIN COMPANY DE KANANGA
27. APOCALYPSE 22
28. COLOMBE SERVICES
29. ZIFA - FT
30. MALU TRANSFERT

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

A. Organismes nationaux

BEDEPE	Bureau d'Encouragement au Développement des Petites Entreprises
CADECO	Caisse Générale d'Epargne du Congo
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de Fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
C.M.D.C.	Compagnie Maritime du Congo
D.G.C.	Direction Générale des Contributions
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
MIBA	Société Minière de Bakwanga
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDEP	Office de Gestion de la Dette Publique
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau potable au Congo
SIDERNA	Sidérurgie Nationale de Maluku
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SODIMICO	Société de Développement Industriel et Minier du Congo
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOCIR	Société Congo-Italienne de Raffinage

B. Organismes internationaux

A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.C.E.A.C	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
U.E.	Union Européenne
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
COMESA	Common Market of the East and South Africa
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.NU.DI	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel

O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.A.D.C.	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United States Agency for International Development

